



Eidgenössisches Departement des Innern
Département fédéral de l'intérieur
Dipartimenton federale dell'interno

EDI
DFI
DFI

Révision de l'ordonnance du DFI du 23 novembre 2005 sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées – Rapport sur les résultats de l'audition

3003 Berne, décembre 2014

Table de matières

1.	Contexte	3
2.	Généralités sur la procédure d'audition	4
3.	Résumé des résultats de l'audition	5
3.1	Remarques d'ordre général	5
3.2	Remarques concernant l'art. 7c	5
4.	Les prises de position en particulier	7
4.1	Remarques générales.....	7
4.2	Remarques sur les différents articles.....	90
Annexe 1 :	Liste des destinataires	183
Annexe 2 :	Statistiques	186

1. Contexte

Selon l'ordonnance du DFI sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées (ODAIGM), les denrées alimentaires peuvent porter l'indication « produit sans recours au génie génétique » lorsque l'on a renoncé de manière générale à recourir au génie génétique lors de leur fabrication. La condition, c'est que l'on ait renoncé au génie génétique durant *tout* le processus de fabrication. Pour les denrées alimentaires d'origine animale (viande, lait, fromage, beurre), l'indication « produit sans recours au génie génétique » n'est possible que si les animaux de rente n'ont pas été nourris avec des aliments ou des additifs utilisés dans l'alimentation animale (vitamines, enzymes, acides aminés) issus d'organismes génétiquement modifiés (OGM).

Les milieux agricoles et commerciaux ont déploré l'excessive sévérité des conditions qui doivent être remplies pour que l'indication « produit sans recours au génie génétique » soit admise. En Suisse, argumentent-ils, il va de soi que les animaux de rente sont affourragés sans soja ni maïs génétiquement modifiés sans que les consommateurs n'en aient conscience.

La révision de l'ODAIGM proposée (insertion de l'art. 7c), prévoit, outre l'indication actuelle « produit sans recours au génie génétique », la possibilité d'apposer sur les denrées alimentaires d'origine animale et les denrées alimentaires qui en sont issues l'indication « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées ». Cette indication permettrait d'attester que les animaux de rente n'ont pas été nourris avec des fourrages contenant des composants de plantes fourragères, soja et maïs notamment, génétiquement modifiées. Par contre, il serait permis d'utiliser dans l'alimentation des animaux de rente des additifs issus de micro-organismes génétiquement modifiés (vitamines, enzymes, acides aminés). La nouvelle indication proposée dans l'ordonnance pourrait être apposée sur la viande, le lait et les œufs, et les produits qui en sont issus, tels le beurre, le fromage et le yoghurt. L'idée qui sous-tend la proposition, c'est que cette indication permettrait de tenir compte des revendications des milieux agricoles sans pour autant enfreindre le principe de la protection contre la tromperie.

L'audition a porté en outre sur quelques adaptations de l'art. 7 ODAIGM, rédactionnelles surtout, concernant l'étiquetage des produits issus de denrées alimentaires génétiquement modifiées et l'étiquetage des denrées alimentaires produites sans recours au génie génétique.

Voici la synthèse des modifications proposées :

Objet	Emplacement actuel	Nouvel emplacement
Domaine réglementé	-	Art. 1, let. b ^{bis}
Obligation d'étiqueter les produits OGM	Art. 7, al. 1 à 6	Art. 7, al. 1 à 6
Dérogations à l'obligation d'étiquetage	Art. 7, al. 7, et 7bis	Art. 7a
Indication « produit sans recours au génie génétique » en cas de renonciation complète à l'utilisation du génie génétique	Art. 7, al. 8	Art. 7b
- Conditions d'utilisation	Art. 7, al. 8	Art. 7b, al. 1 et 2
- Denrées alimentaires composées (nouveau)	-	Art. 7b, al. 3 et 4
- Présentation graphique (nouveau)	-	Art. 7b, al. 5
Indication « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées » en cas de renonciation à l'utilisation d'aliments pour animaux obtenus à partir de plantes génétiquement modifiées (nouveau)	-	Art. 7c
- Conditions d'utilisation (nouveau)	-	Art. 7c, al. 1 et 2
- Denrées alimentaires composées (nouveau)	-	Art. 7c, al. 3 et 4
- Présentation graphique (nouveau)	-	Art. 7c, al. 5
Dispositions communes	Art. 7, al. 9	Art. 7

2. Généralités sur la procédure d'audition

Le Département fédéral de l'intérieur (DFI) a ouvert la procédure d'audition le 4 décembre 2013. Les projets ont été soumis non seulement aux autorités cantonales (chancelleries cantonales) et à l'administration de la Principauté de Liechtenstein, mais aussi à 88 autres organisations et milieux intéressés (voir annexe 1). L'audition a pris fin le 31 mars 2014.

L'OSAV a reçu 80 prises de position, dont 66 émanant des destinataires consultés et 14 de milieux non consultés (voir statistique à l'annexe 2).

Le présent rapport contient la compilation des avis reçus, structurée selon les articles du projet.

3. Résumé des résultats de l'audition

3.1 Remarques d'ordre général

Les propositions d'adaptations rédactionnelles (art. 7, al. 1 à 6, art. 7a, 7b et 7d) n'ont guère été controversées.

3.2 Remarques concernant l'art. 7c

La proposition d'instaurer un étiquetage facultatif « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées » (art. 7c) était au cœur du projet et c'est sur ce point que les milieux consultés se sont le plus exprimés.

Les 80 prises de position reçues se sont révélées très hétérogènes. Une majorité des milieux consultés a rejeté la proposition de modification, mais pour des raisons très diverses. La raison principalement invoquée par ceux qui rejettent l'idée, c'est que le libellé de la nouvelle indication n'est pas compréhensible pour les consommateurs et que les réglementations sont moins strictes dans les pays qui nous entourent.

Les organisations des consommateurs se sont montrées partagées : la Fédération Romande des Consommateurs FRC et l'Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI ont approuvé la réglementation. Par contre le Konsumentenschutz SKS s'est montré sceptique et le Konsumentenforum kf a rejeté le projet.

Quelques organisations sont en principe favorables à la nouvelle possibilité d'étiquetage, mais font des réserves, dans certains cas, quant à la formulation de l'indication proposée dans le projet (PLR, economiesuisse, organisations de consommateurs FRC et ACSI, groupe de travail Schweizerische Arbeitsgruppe Gentechnologie SAG, stopOGM). L'Union suisse des paysans, Suisseporcs, Proviande et d'autres organisations agricoles sont favorables à une nouvelle possibilité d'étiquetage, mais rejettent le libellé proposé dans le projet.

Se sont prononcés contre la possibilité de l'étiquetage prévue dans le projet : la majorité des gouvernements cantonaux et des autorités cantonales de contrôle des denrées alimentaires, le PS, l'UDC, l'usam, l'industrie alimentaire (FIAL), les distributeurs de denrées alimentaires (Commerce suisse, IG DHS, Migros, Coop), l'Union professionnelle suisse de la viande (UPSV), l'Association suisse de fabricants d'aliments fourragers (VSF), les organisations de consommateurs SKS, kf, ainsi que le Basler Appell gegen Gentechnologie.

Plusieurs organisations agricoles et industrielles ainsi que de la production alimentaire (SMP, Suisseporcs, FIAL, Fromarte, Fenaco entre autres) exigent que l'actuelle indication « produit sans recours au génie génétique » puisse aussi être apposée sur les denrées alimentaires d'origine animale lorsque les animaux de rente ont consommé des additifs issus de micro-organismes génétiquement modifiés.

Quelques organisations (Bio Suisse, le Schweizerische Arbeitsgruppe Gentechnologie SAG, stopOGM, Pro Natura entre autres) ont revendiqué pour leur part une indication obligatoire en cas d'alimentation des animaux de rente avec des plantes fourragères génétiquement modifiées.

Les autorités cantonales de contrôle des denrées alimentaires sont d'avis que la réglementation proposée n'est pas vérifiable. Elles proposent, à titre d'alternative éventuelle, de limiter la déclaration aux produits primaires. La majorité des gouvernements cantonaux se sont ralliés à la position de leurs autorités d'exécution.

La proposition d'instaurer une valeur seuil fixant la part minimale d'ingrédients dans une denrée alimentaire qui porte l'indication « produit sans recours au génie génétique » ou « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées » a suscité des réactions diverses. Plusieurs milieux consultés ont proposé une autre valeur seuil. Les valeurs proposées vont de près de 100 % (cantons) à 50 % (organisations de producteurs, USP, Agro-Marketing Schweiz AMS).

4. Les prises de position en particulier

4.1 Remarques générales

Organisation	Prise de position
Kanton Zürich	<p>Die Schweizer Landwirtschaft verzichtet gemäss den Ausführungen in den Erläuterungen (Seite 2) auf den Einsatz von gentechnisch verändertem Pflanzenmaterial bei der Fütterung ihrer Tiere. Der dadurch gegenüber der ausländischen Konkurrenz erhöhte Aufwand soll auf den Produkten entsprechend ausgewiesen werden können. Deshalb soll neu auf Lebensmitteln tierischen Ursprungs mit dem Ausdruck «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» geworben werden dürfen, sofern die Voraussetzungen dafür gegeben sind.</p> <p>Das Anliegen ist verständlich. Allerdings sind diese Forderungen bereits durch das Label «SUISSE GARANTIE» abgedeckt. Produkte mit diesem Label werden unter diesen Bedingungen erzeugt und auch vermarktet, selbst wenn dies aus dem Wortlaut des Titels nicht sogleich hervorgeht. Eine zusätzliche gesetzliche Regelung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» ist somit unnötig.</p> <p>Die vorgeschlagene Regelung weist aber auch erhebliche Mängel auf. So ist der Begriff «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» geeignet, Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen zu vermitteln. Es ist davon auszugehen, dass es den Konsumentinnen und Konsumenten nicht bewusst ist, dass die für die Produktion von Lebensmitteln tierischer Herkunft verwendeten Nutztiere trotz dem Hinweis «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» auch Futterzusätze wie Vitamine und Aminosäuren erhalten haben können, die mit gentechnisch veränderten Mikroorganismen produziert worden sind.</p> <p>Hinzu kommt, dass in den Lebensmitteln tierischer Herkunft die Futtermittel in der Regel nicht mehr nachweisbar sind. Es gibt keine Methode, mit der nachgewiesen werden kann, dass Tiere mit gentechnikfreien Futterpflanzen gefüttert wurden. Der Hinweis «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» kann somit im Rahmen der nachträglichen Marktkontrolle nicht analytisch überprüft werden. Für den Vollzug der Regelung wäre eine umfangreiche, aufwendige Kontrolle der Produktionsunterlagen notwendig. Eine solche buchhalterische Überprüfung wäre bei Primärprodukten (Milch, Eier, Fleisch, Honig) noch denkbar. Bei verarbeiteten Lebensmitteln (z. B. Butter, Käse) und erst recht bei zusammengesetzten Lebensmitteln (z.B. Salami, Bratwurst) wäre eine Kontrolle aber unverhältnismässig aufwendig, stammen die Ausgangsmaterialien doch in der Regel aus verschiedenen Beständen, ja sogar von verschiedenen Tierarten. Gleiches gilt für importierte Produkte. Die Einführung der neuen Anpreisung hätte zur Folge, dass die (schweizerischen) Kontrollorgane eine italienische Salami, einen französischen Tomme oder die Rohware für Bündnerfleisch dahin überprüfen müssten, ob die Tiere am Anfang der Produktion wirklich kein GVO-Soja und keinen GVO-Mais gefressen haben.</p> <p>Zusammenfassend soll keine neue Anpreisung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» geschaffen werden. Auf den neu vorgeschlagenen Art. 7G VGLV ist zu verzichten. Das Label würde die Konsumentinnen und Konsumenten täuschen, wäre schwierig zu kontrollieren und würde dabei einen erheblichen Mehraufwand bei der Lebensmittelkontrolle verursachen. Zudem ist es überflüssig, weil die Anforderungen bereits durch das Label «SUISSE GARANTIE» abgedeckt sind. Falls der Hinweis «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» trotzdem eingeführt</p>

Organisation	Prise de position
	werden soll, ist erzwingend auf Primärprodukte (Milch, Fleisch, Eier) zu beschränken.
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF	<p data-bbox="450 318 1362 412"><u>1. Zum Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen":</u> Wir lehnen die Einführung des Hinweises „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ab.</p> <p data-bbox="450 452 1362 721">Es ist davon auszugehen, dass die Konsumentinnen und Konsumenten Schwierigkeiten haben werden, zwischen den Hinweisen "ohne Gentechnik hergestellt" und "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" zu unterscheiden. Zudem werden sich wohl die wenigsten Konsumentinnen und Konsument bewusst sein, dass bei Produkten mit dem Hinweis „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ Futtermittelzusätze aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen wie Vitamine oder Aminosäuren eingesetzt werden können.</p> <p data-bbox="450 761 1362 1823">Zudem ist aufgrund der weniger streng formulierten Kennzeichnung "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" kann davon auszugehen, dass die Auslobung bei Schweizer Milch, Fleisch, Eiern, Milchprodukten (wie Käse und Joghurt) und Fleischerzeugnissen (wie Bratwurst) künftig häufig anzutreffen ist. Für den Vollzug ist es dabei schwer zu überprüfen, ob die Anforderungen dazu eingehalten werden. GVO-Analysen beim tierischen Erzeugnis als Endprodukt lassen nicht auf die verwendeten, möglicherweise gentechnisch veränderten Futtermittel zurückschliessen. Die Futtermittelkontrolle (GVO-Analysen, Dokumentation und Rückverfolgbarkeit der Futtermittel bei Verarbeitern und Landwirten) müsste erhöht werden. Mit der Einführung eines solchen Hinweises dürfte folglich der Kontrollaufwand des Vollzugs (insbesondere Zunahme der Überprüfung von Papierdokumenten) zunehmen. Dies gilt vor allem auch bei verarbeiteten, aus mehreren Zutaten zusammengesetzten Milch- und Fleischerzeugnissen. Letztere bestehen zum Beispiel oft aus weiteren Fleischerzeugnissen sowie Fleisch von verschiedenen Tierarten, die von mehreren Produzenten und Verarbeitern stammen. Es stellt sich die Frage, ob eine seriöse Kontrolle dieses Hinweises durch den Vollzug unter dem Aspekt des Täuschungsschutzes überhaupt noch realistisch ist. Der von der Landwirtschaft geforderte Hinweis bei tierischen Erzeugnissen kann auch nicht mit der Verwendung der Bezeichnungen "Bio", "Berg" oder "Alp" im Zusammenhang mit der Produktionsart von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und daraus verarbeiteten Lebensmitteln verglichen werden. Damit die Bezeichnung "Bio", "Berg" oder "Alp" bei Erzeugnissen verwendet werden kann, müssen die einzelnen Produkte zertifiziert werden. Eine Produktzertifizierung ist in der vorliegenden Verordnungsänderung nicht vorgesehen. Die Kontrolle erfolgt somit auch nicht durch Zertifizierungsstellen, sondern via kantonalen Vollzug. Die Branchenverbände der Schweizer Landwirtschaft haben genügend Möglichkeiten, durch Richtlinien den Einsatz von Futterpflanzen ohne GVO bei der Fütterung von Tieren zu regeln und dies entsprechend allgemein zu kommunizieren.</p> <p data-bbox="450 1863 1362 2020">Sollte der Bund trotzdem an einem neuen Hinweis festhalten, so beantragen wir, dass sich der Hinweis auf sämtliche Futtermittel bezieht und sich auf die tierischen Primärprodukte Milch, Fleisch, Fisch, Eier und Honig beschränkt. In diesem Sinne ist ein Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel" denkbar.</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Der vorgeschlagene Art. 7c enthält nebst den oben erwähnten Punkten auch weitere diskutabile Punkte und ist in dieser Form von den betroffenen Produzenten und vom Vollzug kaum sinnvoll umsetzbar. Wird an Art. 7c festgehalten, so sind weitere Anpassungen nötig (siehe nachfolgende Kommentare und Änderungsvorschläge).</p> <p><u>2. Zum Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt"</u> Wenn ein Produzent die geeigneten Massnahmen trifft, kann er ein Produkt garantieren, welches weniger als 0.1 % GVO-Erzeugnis enthält. So kann gegenüber der im Entwurf formulierten Vorgabe von 0.9 Massenprozent ein für die Konsumenten substantielle Verbesserung der Formulierung "ohne Gentechnik hergestellt" erreicht werden (Art. 7b Abs. 1 Best. c).</p>
Kanton Luzern	<p>Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen"</p> <p>Aus folgenden Gründen lehnen wir die Einführung des vorgeschlagenen Hinweises ab:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Der Hinweis ist für die Konsumentenschaft nicht genügend transparent. Die Auslobung kann bei den Konsumentinnen und Konsumenten Anlass zur Täuschung geben. Laut Erläuterungen können bei einer solchen Auslobung nach wie vor Futtermittelzusätze aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen wie Vitamine oder Aminosäuren eingesetzt werden. Es ist davon auszugehen, dass bei einem solchen Hinweis die Konsumentenschaft keine solchen Futtermittelzusätze bei der Fütterung der Tiere erwartet. Einem Grossteil der Konsumentenschaft dürfte gar nicht bewusst sein, dass bei einer solchen Auslobung der Einsatz von Futtermittelzusätzen aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen möglich und erlaubt ist. • Für die Konsumentenschaft dürfte es zudem schwierig sein, zwischen den beiden Labels "ohne Gentechnik hergestellt" und "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" zu unterscheiden. Aus diesem Grunde sollte auch bei tierischen Lebensmitteln (wie Milch, Milchprodukte Fleischerzeugnisse und Eier) ausschliesslich der Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" verwendet werden können. Die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" ist transparenter und keine Augenwischerei, da sich der Hinweis auf den gesamten Herstellungsprozess bezieht. Wer erwartet schon, dass bei einem Käse, bei welchem der Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" oder "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel" steht, GVO-Labenzym bei der Käseproduktion eingesetzt werden könnte? Zwei Typen von GVO-Labenzym wurden in der Schweiz 1988 und 1993 bewilligt (eine Erneuerung der Bewilligung fand bisher nicht statt). Aufgrund des Wortlautes des vorgeschlagenen Art. 7c Abs. 3 wäre der Einsatz von bewilligtem GVO-Labenzym als Verarbeitungshilfsstoff erlaubt. • Die Schweizer Landwirtschaft sowie ein bedeutender Teil der Schweizer Milch- und Fleischverarbeiter haben ein Interesse, neu einen solchen für sie attraktiven und weniger strengen Hinweis vorzunehmen. Es kann deshalb davon ausgegangen werden, dass die Auslobung bei Schweizer Milch, Fleisch, Eiern, Milchprodukten (wie Käse und Joghurt) und Fleischerzeugnissen (wie Bratwurst) künftig häufig anzutreffen ist. Für den Vollzug ist es dabei schwer zu überprüfen, ob die Anforderungen dazu eingehalten werden. GVO-Analysen beim tierischen Erzeugnis bringen im Gegensatz zu pflanzlichen Lebensmitteln nichts. Die Futtermittelkontrolle (GVO-Analysen, Dokumentation und Rückverfolgbarkeit der Futtermittel bei Verarbeitern und Landwirten) müsste erhöht werden. Bei der Möglichkeit eines solchen Hinweises dürfte folglich der Kontrollaufwand des Vollzugs (insbesondere Zunahme der Überprüfung von Papierdokumenten) zunehmen. Dies gilt vor allem auch bei verarbeiteten,

Organisation	Prise de position
	<p>aus mehreren Zutaten zusammengesetzten Milch- und Fleischerzeugnissen. Letzteres besteht zum Beispiel oft aus weiteren Fleischerzeugnissen sowie Fleisch von verschiedenen Tierarten, die von mehreren Produzenten und Verarbeitern stammen. Es stellt sich die Frage, ob eine seriöse Kontrolle dieses Hinweises durch den Vollzug unter dem Aspekt des Täuschungsschutzes überhaupt noch realistisch ist. Der von der Landwirtschaft geforderte Hinweis bei tierischen Erzeugnissen darf auch nicht mit der Verwendung der Bezeichnungen "Bio", "Berg" oder "Alp" im Zusammenhang mit der Produktionsart von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und daraus verarbeiteten Lebensmitteln verglichen werden. Damit die Bezeichnung "Bio", "Berg" oder "Alp" bei Erzeugnissen verwendet werden kann, müssen die einzelnen Produkte zertifiziert werden. Eine Produktzertifizierung ist hier nicht vorgesehen. Die Kontrolle erfolgt nicht durch Zertifizierungsstellen, sondern via kantonalen Vollzug.</p> <ul style="list-style-type: none"> Die Branchenverbände der Schweizer Landwirtschaft wie IP Suisse haben unseres Erachtens genügend Möglichkeiten, via Richtlinien den Einsatz von Futterpflanzen ohne GVO bei der Fütterung von Tieren zu regeln und dies entsprechend allgemein zu kommunizieren. <p>Wird von Seite BLV an einem Hinweis betreffend der Fütterung ohne GVO aufgrund des Druckes der Schweizer Landwirtschaft festgehalten, so sollte sich dieser mindestens auf sämtliche Futtermittel beziehen und sich auf die tierischen Primärprodukte Milch, Fleisch, Fisch, Eier und Honig beschränken. In diesem Sinne denkbar wäre beispielsweise folgender Hinweis: „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel“. Transparenter wäre aber darauf hinzuweisen, dass nur teilweise auf gentechnisch veränderte Komponenten verzichtet wurde.</p> <p>Art. 7c enthält nebst den oben erwähnten Punkten auch sonst viele Schwachstellen. Der in der Vernehmlassung vorgeschlagene Art. 7c ist in dieser Form nicht umsetzbar. Wird an Art. 7c festgehalten, so sind weitere Anpassungen nötig (Siehe nachfolgende Kommentare und Änderungsvorschläge)</p>
Kanton Uri	<p>Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen"</p> <p>Aus folgenden Gründen lehnen wir die Einführung des vorgeschlagenen Hinweises ab:</p> <ul style="list-style-type: none"> Der Hinweis ist für die Konsumentenschaft nicht genügend transparent. Die Auslobung kann bei den Konsumentinnen und Konsumenten Anlass zur Täuschung geben. Laut Erläuterungen können bei einer solchen Auslobung nach wie vor Futtermittelzusätze aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen wie Vitamine oder Aminosäuren eingesetzt werden. Es ist davon auszugehen, dass bei einem solchen Hinweis die Konsumentenschaft keine solchen Futtermittelzusätze bei der Fütterung der Tiere erwartet. Einem Grossteil der Konsumentenschaft dürfte gar nicht bewusst sein, dass bei einer solchen Auslobung der Einsatz von Futtermittelzusätzen aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen möglich und erlaubt ist. Für die Konsumentenschaft dürfte es zudem schwierig sein, zwischen den beiden Labels "ohne Gentechnik hergestellt" und "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" zu unterscheiden. Aus diesem Grunde sollte auch bei tierischen Lebensmitteln (wie Milch, Milchprodukte Fleischerzeugnisse und Eier) ausschliesslich der Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" verwendet werden können. Die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" ist transparenter und keine Augenwischerei, da sich der Hinweis auf

Organisation	Prise de position
	<p>den gesamten Herstellungsprozess bezieht. Wer erwartet schon, dass bei einem Käse, bei welchem der Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" oder "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel" steht, GVO-Labenzym bei der Käseproduktion eingesetzt werden könnte? Zwei Typen von GVO-Labenzym wurden in der Schweiz 1988 und 1993 bewilligt (eine Erneuerung der Bewilligung fand bisher nicht statt). Aufgrund des Wortlautes des vorgeschlagenen Art. 7c Abs. 3 wäre der Einsatz von bewilligtem GVO-Labenzym als Verarbeitungshilfsstoff erlaubt.</p> <ul style="list-style-type: none"> Die Schweizer Landwirtschaft sowie ein bedeutender Teil der Schweizer Milch- und Fleischverarbeiter haben ein Interesse, neu einen solchen für sie attraktiven und weniger strengen Hinweis vorzunehmen. Es kann deshalb davon ausgegangen werden, dass die Auslobung bei Schweizer Milch, Fleisch, Eiern, Milchprodukten (wie Käse und Joghurt) und Fleischerzeugnissen (wie Bratwurst) künftig häufig anzutreffen ist. Für den Vollzug ist es dabei schwer zu überprüfen, ob die Anforderungen dazu eingehalten werden. GVO-Analysen beim tierischen Erzeugnis bringen im Gegensatz zu pflanzlichen Lebensmitteln nichts. Die Futtermittelkontrolle (GVO-Analysen, Dokumentation und Rückverfolgbarkeit der Futtermittel bei Verarbeitern und Landwirten) müsste erhöht werden. Bei der Möglichkeit eines solchen Hinweises dürfte folglich der Kontrollaufwand des Vollzugs (insbesondere Zunahme der Überprüfung von Papierdokumenten) zunehmen. Dies gilt vor allem auch bei verarbeiteten, aus mehreren Zutaten zusammengesetzten Milch- und Fleischerzeugnissen. Letzteres besteht zum Beispiel oft aus weiteren Fleischerzeugnissen sowie Fleisch von verschiedenen Tierarten, die von mehreren Produzenten und Verarbeitern stammen. Es stellt sich die Frage, ob eine seriöse Kontrolle dieses Hinweises durch den Vollzug unter dem Aspekt des Täuschungsschutzes überhaupt noch realistisch ist. Der von der Landwirtschaft geforderte Hinweis bei tierischen Erzeugnissen darf auch nicht mit der Verwendung der Bezeichnungen "Bio", "Berg" oder "Alp" im Zusammenhang mit der Produktionsart von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und daraus verarbeiteten Lebensmitteln verglichen werden. Damit die Bezeichnung "Bio", "Berg" oder "Alp" bei Erzeugnissen verwendet werden kann, müssen die einzelnen Produkte zertifiziert werden. Eine Produktzertifizierung ist hier nicht vorgesehen. Die Kontrolle erfolgt nicht durch Zertifizierungsstellen, sondern via kantonalen Vollzug. Die Branchenverbände der Schweizer Landwirtschaft wie IP Suisse haben unseres Erachtens genügend Möglichkeiten, via Richtlinien den Einsatz von Futterpflanzen ohne GVO bei der Fütterung von Tieren zu regeln und dies entsprechend allgemein zu kommunizieren. <p>Wird von Seite BLV an einem Hinweis betreffend der Fütterung ohne GVO aufgrund des Druckes der Schweizer Landwirtschaft festgehalten, so sollte sich dieser mindestens auf sämtliche Futtermittel beziehen und sich auf die tierischen Primärprodukte Milch, Fleisch, Fisch, Eier und Honig beschränken. In diesem Sinne denkbar wäre beispielsweise folgender Hinweis: „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel“.</p> <p>Art. 7c enthält nebst den oben erwähnten Punkten auch sonst viele Schwachstellen. Der in der Vernehmlassung vorgeschlagene Art. 7c ist in dieser Form nicht umsetzbar. Wird an Art. 7c festgehalten, so sind weitere Anpassungen nötig (Siehe nachfolgende Kommentare und Änderungsvorschläge)</p>
Staatskanzlei des Kantons Schwyz	Schweizer Bauern verzichten gemäss den Ausführungen in den Erläuterungen auf den Einsatz von gentechnisch verändertem Pflanzenmaterial bei der

Organisation	Prise de position
	<p>Fütterung ihrer Tiere. Der dadurch gegenüber der ausländischen Konkurrenz erhöhte Aufwand soll auf den Produkten entsprechend ausgewiesen werden können. Deshalb soll neu auf Lebensmitteln tierischen Ursprungs mit dem Ausdruck „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ geworben werden dürfen, sofern die Voraussetzungen dafür gegeben sind.</p> <p>Das Anliegen ist verständlich. Um im internationalen Umfeld bestehen zu können, braucht die Schweizer Landwirtschaft Grenzwerte und Abgrenzungen im Bereich der gentechnisch veränderten Lebensmittel. In diesem Sinne ist die Vorlage zu begrüßen. Allerdings sind die gewählten Formulierungen für den Konsumenten irreführend. Der angestrebte Täuschungsschutz ist somit zu wenig konsequent umgesetzt worden. Zudem wird bezweifelt, ob die Unterscheidung der Deklaration „ohne Gentechnik hergestellt“ und „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ in der Praxis überprüft werden kann. Diese Forderungen sind zudem bereits durch das Label „SUISSE GARAN-TIE“ abgedeckt. Produkte mit diesem Label werden unter diesen Bedingungen erzeugt und auch vermarktet.</p> <p>Die vorgeschlagene Regelung weist zudem Mängel auf:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Der Begriff „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist geeignet, Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen zu vermitteln. Es ist davon auszugehen, dass sich die Konsumentinnen und Konsumenten darunter vorstellen, dass die Tiere zwar mit Tierarzneimitteln behandelt werden, die mit gentechnisch veränderten Mikroorganismen hergestellt wurden, dass aber das Futter ohne Gentechnik hergestellt wurde. Sie sind sich wohl kaum bewusst, dass die Tiere Futter erhalten, das teilweise gentechnisch hergestellt wurde, nämlich Futterzusätze wie Vitamine und Aminosäuren. Diese werden üblicherweise mit gentechnisch veränderten Mikroorganismen produziert und könnten auch bei einer „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ eingesetzt werden. 2. Der Begriff dürfte gemäss Art. 7 c Abs. 2 nur verwendet werden, wenn nach schweizerischem Recht gleichartige Futtermittel oder Futtermittelzusätze verwendet werden dürfen, die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen, solche enthalten oder aus solchen gewonnen wurden. Diese Einschränkung ist reine Augenwischerei. Sämtliche Nutztiere können mindestens teilweise mit Mais oder Soja gefüttert werden, also ist er in jedem Fall erlaubt. 3. Absurd wird der Ausdruck bei verarbeiteten Produkten. Was soll der Ausdruck "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" auf einem Käse, einem Joghurt oder einer Bratwurst? Auch diese Produkte müssten nicht frei von Gentechnik sein. Gentechnisch hergestellte Zutaten und Zusatzstoffe sind ohne Deklaration erlaubt, wenn die Produkte frei sind von Genmaterial. Auch diesbezüglich besteht ein beachtliches Täuschungspotenzial. 4. In den Lebensmitteln tierischer Herkunft sind die Futtermittel in der Regel nicht mehr nachweisbar. Entsprechend existieren keine Methoden, welche eine Unterscheidung darüber gestatten würden, ob die Tiere mit gentechnikfreien Futterpflanzen gefüttert worden sind. Die Endprodukte unterscheiden sich nicht. Eine analytischer Überprüfung des Hinweises „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist nicht möglich. Wenn die Bestimmung vollzogen werden soll, ist eine umfangreiche, aufwendige „Papierkontrolle“ notwendig. 5. Eine solche buchhalterische Überprüfung wäre bei Primärprodukten (Milch, Eier, Fleisch, Honig) noch denkbar. Bei verarbeiteten und erst recht bei zusammengesetzten Lebensmitteln wie bei einem Salami oder

Organisation	Prise de position
	<p>einer Bratwurst wäre eine Kontrolle undenkbar, stammen die Ausgangsmaterialien in der Regel aus verschiedenen Beständen und sogar verschiedenen Tierarten.</p> <p>6. Vollends unüberprüfbar ist eine solche Regelung für importierte Produkte. Es ist schlicht undenkbar, dass die (schweizerischen) Kontrollorgane eine italienische Salami, einen französischen Tomme oder die Rohware für Bündnerfleisch dahin überprüfen würden, ob die Tiere am Anfang der Produktion wirklich kein GVO-Soja und keinen GVO-Mais gefressen haben.</p> <p>Die Anpreisung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist nicht in die Verordnung über gentechnisch veränderte Lebensmittel aufzunehmen. Auf den neu vorgeschlagenen Art. 7 c ist zu verzichten. Sie würde die Konsumenten täuschen, wäre nicht seriös kontrollierbar, würde für eine nur halbwegs brauchbare Kontrolle einen erheblichen Mehraufwand bei der Lebensmittelkontrolle bedingen und ist überflüssig, weil die Anforderung bereits durch das Label „SUISSE GARANTIE“ abgedeckt ist.</p> <p>Falls die Auszeichnung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ trotzdem eingeführt werden soll, ist sie zwingend auf Primärprodukte (Milch, Fleisch, Eier) zu beschränken.</p>
Kanton Nidwalden	<p>Schweizer Bauern verzichten gemäss den Ausführungen in den Erläuterungen auf den Einsatz von gentechnisch verändertem Pflanzenmaterial bei der Fütterung ihrer Tiere. Der dadurch gegenüber der ausländischen Konkurrenz erhöhte Aufwand soll auf den Produkten entsprechend ausgewiesen werden können. Deshalb soll neu auf Lebensmitteln tierischen Ursprungs mit dem Ausdruck „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ geworben werden dürfen, sofern die Voraussetzungen dafür gegeben sind.</p> <p>Das Anliegen ist verständlich. Allerdings wird bezweifelt, ob die Unterscheidung der Deklaration „ohne Gentechnik hergestellt“ und „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ in der Praxis überprüft werden kann. Diese Forderungen sind bereits durch das Label SUISSE GARANTIE abgedeckt. Produkte mit diesem Label werden unter diesen Bedingungen erzeugt und auch vermarktet.</p> <p>Die vorgeschlagene Regelung mit dem Begriff „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ weist zudem Mängel auf:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Er vermittelt Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen. Es ist davon auszugehen, dass sich die Konsumentinnen und Konsumenten darunter vorstellen, dass die Tiere zwar mit Tierarzneimitteln behandelt werden, die mit gentechnisch veränderten Mikroorganismen hergestellt wurden, dass aber das Futter ohne Gentechnik hergestellt wurde. Sie sind sich wohl kaum bewusst, dass die Tiere Futter erhalten, das teilweise gentechnisch hergestellt wurde, nämlich Futterzusätze wie Vitamine und Aminosäuren. Diese werden üblicherweise mit gentechnisch veränderten Mikroorganismen produziert und könnten auch bei einer „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ eingesetzt werden. 2. Der Begriff dürfte gemäss Art 7c Abs. 2 nur verwendet werden, wenn nach schweizerischem Recht gleichartige Futtermittel oder Futtermittelzusätze

Organisation	Prise de position
	<p>verwendet werden dürfen, die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen, solche enthalten oder aus solchen gewonnen wurden. Diese Einschränkung ist reine Augenwischerei. Sämtliche Nutztiere können mindestens teilweise mit Mais oder Soja gefüttert werden, also ist er in jedem Fall erlaubt.</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Absurd wird der Ausdruck bei verarbeiteten Produkten. Was nützt der Ausdruck "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" auf einem Käse, einem Joghurt oder einem Ei? Auch diese Produkte müssten nicht frei von Gentechnik sein. Gentechnisch hergestellte Zutaten und Zusatzstoffe sind ohne Deklaration erlaubt, wenn die Produkte frei sind von Genmaterial. Auch diesbezüglich besteht ein beachtliches Täuschungspotential. 4. In den Lebensmitteln tierischer Herkunft sind die Futtermittel in der Regel nicht mehr nachweisbar. Entsprechend existieren keine Methoden, welche eine Unterscheidung darüber gestatten würden, ob die Tiere mit gentechnikfreien Futterpflanzen gefüttert worden sind. Die Endprodukte unterscheiden sich nicht. Eine analytischer Überprüfung des Hinweises „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist nicht möglich. Wenn die Bestimmung vollzogen werden soll, ist eine umfangreiche, aufwändige „Papierkontrolle“ notwendig. 5. Eine solche buchhalterische Überprüfung wäre bei Primärprodukten (Milch, Eier, Fleisch, Honig) noch denkbar. Bei verarbeiteten und erst recht bei zusammengesetzten Lebensmitteln wie bei einem Salami oder einer Bratwurst wäre eine Kontrolle undenkbar, stammen doch die Ausgangsmaterialien in der Regel aus verschiedenen Beständen und sogar verschiedenen Tierarten. 6. Vollends unüberprüfbar ist eine solche Regelung für importierte Produkte. Es ist undenkbar, dass die (schweizerischen) Kontrollorgane eine italienische Salami, einen französischen Tomme oder die Rohware für Bündnerfleisch dahin überprüfen würden, ob die Tiere am Anfang der Produktion wirklich kein GVO-Soja und keinen GVO-Mais gefressen haben. <p>Die Anpreisung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist nicht in die Verordnung über gentechnisch veränderte Lebensmittel aufzunehmen. Auf den neu vorgeschlagenen Art. 17 c ist zu verzichten. Sie würde die Konsumentinnen und Konsumenten täuschen, wäre nicht seriös kontrollierbar, würde für eine nur halbwegs brauchbare Kontrolle einen erheblichen Mehraufwand bei der Lebensmittelkontrolle bedingen und ist überflüssig, weil die Anforderung bereits durch das Label „SUISSE GARANTIE“ abgedeckt ist.</p> <p>Falls die Auszeichnung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ trotzdem eingeführt werden soll, ist sie zwingend auf Primärprodukte (Milch, Fleisch, Eier, Honig) zu beschränken.</p>
Kanton Obwalden	In Absprache mit dem Amt für Landwirtschaft und Umwelt begrüssen wir die Möglichkeit einer entsprechenden Deklarationsmöglichkeit. Damit erhält der Produzent von tierischen Produkten die Möglichkeit, beim Verzicht auf GVO-

Organisation	Prise de position
	<p>Futtermitteln den daraus resultierenden Mehrwert für den Konsumenten hervorzuheben.</p> <p>Das für den fachtechnischen Bereich zuständige Laboratorium der Urkantone (LdU) hat Verständnis für das Anliegen und begrüsst die Vorlage ebenfalls. Um im internationalen Umfeld bestehen zu können, brauche die Schweizer Landwirtschaft Grenzwerte und Abgrenzungen im Bereich der gentechnisch veränderten Lebensmittel. Allerdings ist das LdU der Ansicht, dass die gewählten Formulierungen für den Konsumenten irreführend seien. Der angestrebte Täuschungsschutz sei zu wenig konsequent umgesetzt worden. Zudem bezweifelt das LdU, ob die Unterscheidung der Deklaration „ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ in der Praxis überprüft werden könne.</p> <p>Das LdU hat seine detaillierte Stellungnahme und Änderungsvorschläge im Verband der Kantonschemiker beim BAG eingereicht, sodass wir an dieser Stelle nicht näher darauf eingehen.</p>
Kanton Zug	<p>Hinweis „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“</p> <p>Aus folgenden Gründen ist auf den Hinweis unter Art. 7c zu verzichten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Der Hinweis ist für die Konsumentenschaft nicht genügend verständlich bzw. verwirrend. Einem Grossteil der Konsumentenschaft dürfte gar nicht bewusst sein, dass bei einer solchen Auslobung der Einsatz von Futtermittelzusätzen aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen möglich und erlaubt ist. • Für die Konsumentenschaft dürfte es zudem schwierig sein, zwischen den beiden Labels "ohne Gentechnik hergestellt" und "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" zu unterscheiden. Die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" ist transparenter, da sich der Hinweis auf den gesamten Herstellungsprozess bezieht. Wer erwartet schon, dass bei einem Käse, bei welchem der Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" oder der Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel" steht, GVO-Labenzym bei der Käseproduktion eingesetzt werden kann? Zwei Typen von GVO-Labenzym wurden in der Schweiz 1988 und 1993 bewilligt (eine Erneuerung der Bewilligung fand bisher nicht statt). Aufgrund des Wortlautes des vorgeschlagenen Art. 7c Abs. 3 wäre der Einsatz von bewilligtem GVO-Labenzym als Verarbeitungshilfsstoff erlaubt. • Die Schweizer Landwirtschaft sowie ein bedeutender Teil der Schweizer Milch- und Fleischverarbeiter haben ein Interesse, neu einen solchen für sie attraktiven und weniger strengen Hinweis vornehmen zu können. Es kann deshalb davon ausgegangen werden, dass die Auslobung bei Schweizer Milch, Fleisch, Eiern, Milchprodukten (wie Käse und Joghurt) und Fleischerzeugnissen (wie Bratwurst) künftig häufig anzutreffen ist. Für den Vollzug ist es dabei schwer zu überprüfen, ob die Anforderungen dazu eingehalten wurden. GVO-Analysen beim tierischen Erzeugnis bringen im Gegensatz zu pflanzlichen Lebensmitteln selten Mehrinformationen. • Die Futtermittelkontrolle (GVO-Analysen, Dokumentation und Rückverfolgbarkeit der Futtermittel bei Verarbeitern und Landwirten) müsste erhöht werden. Bei der Möglichkeit eines solchen Hinweises dürfte folglich der Kontrollaufwand des Vollzugs (insbesondere Zunahme der Überprüfung von Papierdokumenten) zunehmen. Dies gilt vor allem auch bei verarbeiteten, aus

Organisation	Prise de position
	<p>mehreren Zutaten zusammengesetzten Milch- und Fleischerzeugnissen. Letzteres besteht zum Beispiel oft aus weiteren Fleischerzeugnissen sowie Fleisch von verschiedenen Tierarten, die von mehreren Produzenten und Verarbeitern stammen.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Es stellt sich die Frage, ob eine seriöse Kontrolle dieses Hinweises durch den Vollzug unter dem Aspekt des Täuschungsschutzes überhaupt noch realistisch ist. Der von der Landwirtschaft geforderte Hinweis bei tierischen Erzeugnissen darf auch nicht mit der Verwendung der Bezeichnungen "Bio", "Berg" oder "Alp" im Zusammenhang mit der Produktionsart von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und daraus verarbeiteten Lebensmitteln verglichen werden. Damit die Bezeichnung "Bio", "Berg" oder "Alp" bei Erzeugnissen verwendet werden können, müssen die einzelnen Produkte zertifiziert werden. Eine Produktzertifizierung ist hier nicht vorgesehen. Die Kontrolle erfolgt nicht durch Zertifizierungsstellen, sondern via kantonalem Vollzug, was sehr aufwändig ist. • Die Branchenverbände der Schweizer Landwirtschaft wie IP Suisse haben unseres Erachtens genügend Möglichkeiten, via Richtlinien den Einsatz von Futterpflanzen ohne GVO bei der Fütterung von Tieren zu regeln und dies entsprechend allgemein zu kommunizieren. • Zusammenfassend: Die komplizierte Rechtslage birgt die Gefahr von Missverständnissen oder gar Missbrauch, was die Glaubwürdigkeit des Labels, ohnehin das wichtigste Gut, in Frage stellt. Damit wird bei der Bevölkerung nicht mehr Misstrauen geschürt. Wird von Seite BLV an einem Hinweis betreffend der Fütterung ohne GVO festgehalten, so sollten die Produkte zertifiziert weder müssen – analog der Verwendung der Bezeichnungen „Bio“, „Berg“ oder „Alp“.
Kanton Glarus	<p>Das Eidgenössische Departement des Innern gab uns in eingangs genannter Angelegenheit die Möglichkeit zur Stellungnahme. Dafür danken wir und verweisen auf die Stellungnahme des Interkantonalen Labors vom 5. März 2014, der wir uns vollumfänglich anschliessen.</p>
Etat de Fribourg	<p>1. Rappel : la législation sur les denrées alimentaires a notamment pour but de protéger les consommateurs contre les tromperies relatives aux denrées alimentaires. Les consommateurs ont démontré leur "méfiance" face aux produits OGM. Il nous paraît dès lors que toutes les allégations relatives à l'absence d'OGM doivent prendre en compte les attentes des consommateurs. Les dispositions actuelles, exception faite de l'art. 7 al. 8 let. b (voir ci-après) sont restrictives dans le domaine des OGM.</p> <p>2. Nous relevons qu'avec l'art. 7c le législateur veut donner la possibilité aux producteurs suisses de faire mention de leur pratique lorsqu'ils renoncent à l'usage de plantes fourragères génétiquement modifiées. Les dispositions y relatives nous paraissent <u>complexes et difficiles voire pratiquement impossibles d'application/contrôle</u> (ex. denrées composées de divers ingrédients, ...). De plus, est-ce que les consommateurs sont conscients de toutes les particularités de ces mises en évidence, par exemple, le fait que si l'on indique "sans recours à des aliments issus de plantes fourragères génétiquement modifiées", cela ne veut pas dire que le produit a droit à la mention "produit sans recours au génie génétique" ? Comme le dit le commentaire "grâce à la présente modification, il sera possible de vanter le fait que l'aliment a été produit en ne renonçant <u>même que partiellement</u> à l'utilisation du génie génétique". Nous considérons que les dispositions de l'art. 7c introduisent un risque de tromperie pour les consommateurs. <u>Dès lors, nous les rejetons.</u> Les dispositions actuelles qui s'appliquent à</p>

Organisation	Prise de position
	<p>l'ensemble du processus nous paraissent plus adaptées sauf l'exception mentionnée ci-après.</p> <p>3.L'actuelle disposition de l'art. 7 al. 8 let. b ODAIOGM nous paraît trompeuse. La présente révision serait l'occasion de corriger cette situation. En effet, il nous paraît nécessaire d'exiger des seuils de tolérance pour les OGM plus sévères dans les denrées alimentaires portant la mention « sans recours au génie génétique » par rapport aux produits « conventionnels » qui n'ont aucune mention. En effet, il n'y a aucune plus-value pour le consommateur pour un produit avec la mention « sans recours au génie génétique » car la tolérance de 0,9% d'OGM s'applique aussi. Cette situation est trompeuse pour le consommateur et un producteur qui prend véritablement des mesures doit pouvoir garantir un produit qui contient moins de XX % (à définir par rapport aux limites analytiques) d'OGM. Nous proposons donc de modifier l'article 7b al. 1 let. c.</p> <p>4. D'autres remarques spécifiques sont faites ci-après.</p> <p>5. Nous n'avons examiné que la version française du projet. Dès lors, nous n'avons pas examiné les éventuelles modifications qui seraient spécifiques à la version allemande. Il incombe aux législateurs de garantir l'équivalence des textes.</p>
Regierungsrat des Kantons Basel-Landschaft	<p>Mit der Revision wird beabsichtigt ein neues Label einzuführen, welches ausweisen soll, dass keine Futtermittel aus gentechnisch veränderten Pflanzen bei der Produktion eingesetzt werden. Die Regierung Basel-Landschaft befürchtet, dass der Unterschied der neuen Anpreisung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ zusätzlich zu der bisherigen „ohne Gentechnik hergestellt“ von der Konsumentenschaft nicht verstanden wird. Zudem könnte der Eindruck entstehen, dass Produkte ohne Labeling generell mit Gentechnik hergestellt sind. Dies würde der Landwirtschaft unter dem Strich sogar schaden.</p> <p>Wir beantragen deshalb auf das zusätzliche Label zu verzichten und danken Ihnen nochmals für die Möglichkeit zur Meinungsäusserung und für eine wohlwollende Prüfung unserer Anliegen.</p>
Kanton Schaffhausen	<p>Auf das Label "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" ist zu verzichten. Dafür ist im Gegenzug das Label "ohne Gentechnik hergestellt" für Lebensmittel tierischer Herkunft dahingehend anzupassen, dass neben dem Einsatz von Tierarzneimitteln und Impfstoffen auch der Einsatz von Futtermittelzusatzstoffen, die mit Hilfe gentechnischer Verfahren in geschlossenen Systemen hergestellt worden sind, erlaubt ist. Futtermittelzusatzstoffe, die von gentechnisch veränderten Mikroorganismen produziert werden, sind nur zulässig, wenn sie nach gültigem Recht nicht als "gentechnisch verändert" zu kennzeichnen sind.</p> <p>Diese Anpassung sollte aus folgenden Überlegungen erfolgen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Für die Konsumenten ist es schwierig, zwischen den beiden Labels "ohne Gentechnik hergestellt" und "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" zu unterscheiden. Die Unterschiede werden nicht wahrgenommen. Der Labeldschunzel wird noch undurchsichtiger. • Zusatzstoffe, welche aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen gewonnen werden, von den Organismen abgetrennt, gereinigt und chemisch definierbar sind und in geschlossenen Systemen hergestellt werden, müssen

Organisation	Prise de position
	<p>nach aktueller Gesetzgebung auch nicht mit "<i>aus gentechnisch verändertem X hergestellt</i>" gekennzeichnet werden (Art.7, Abs. 7bis).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Es gibt keine Gründe, weshalb bei Futtermitteln zwischen "Zusatzstoffen" und "Arzneimitteln" ein Unterschied gemacht werden soll. Auch Aminosäuren oder Vitamine dienen einer ausgewogenen Tierernährung und damit dem Wohl und der Gesundheit der Tiere. <p><u>Kontrollaufwand</u> Ein Label ist nur so gut wie seine Kontrolle. Die Kontrolle für Produkte "ohne Gentechnik hergestellt", egal ob nach neuem oder bisherigem Recht produziert, ist sehr aufwändig. Durch die Änderung wird die Zahl solcher Produkte steigen. Dies bedeutet für die Kontrolle und damit den Vollzug einen erheblichen Mehraufwand.</p>
Kanton Appenzell Ausserrhoden	<p>Auf das Label "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" ist zu verzichten. Dafür ist im Gegenzug das Label "ohne Gentechnik hergestellt" für Lebensmittel tierischer Herkunft dahingehend anzupassen, dass neben dem Einsatz von Tierarzneimitteln und Impfstoffen auch der Einsatz von Futtermittelzusatzstoffen, die mit Hilfe gentechnischer Verfahren in geschlossenen Systemen hergestellt worden sind, erlaubt ist. Futtermittelzusatzstoffe, die von gentechnisch veränderten Mikroorganismen produziert werden, sind nur zulässig, wenn sie nach gültigem Recht nicht als "gentechnisch verändert" zu kennzeichnen sind.</p> <p>Diese Anpassung sollte aus folgenden Überlegungen erfolgen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Für die Konsumenten ist es schwierig, zwischen den beiden Labels "ohne Gentechnik hergestellt" und "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" zu unterscheiden. Die Unterschiede werden nicht wahrgenommen. Der Labelschwungel wird noch undurchsichtiger. • Zusatzstoffe, welche aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen gewonnen werden, von den Organismen abgetrennt, gereinigt und chemisch definierbar sind und in geschlossenen Systemen hergestellt werden, müssen nach aktueller Gesetzgebung auch nicht mit "<i>aus gentechnisch verändertem X hergestellt</i>" gekennzeichnet werden (Art.7, Abs. 7bis). • Es gibt keine Gründe, weshalb bei Futtermitteln zwischen "Zusatzstoffen" und "Arzneimitteln" ein Unterschied gemacht werden soll. Auch Aminosäuren oder Vitamine dienen einer ausgewogenen Tierernährung und damit dem Wohl und der Gesundheit der Tiere. <p><u>Kontrollaufwand</u> Ein Label ist nur so gut wie seine Kontrolle. Die Kontrolle für Produkte "ohne Gentechnik hergestellt", egal ob nach neuem oder bisherigem Recht produziert, ist sehr aufwändig. Durch die Änderung wird die Zahl solcher Produkte steigen. Dies bedeutet für die Kontrolle und damit den Vollzug einen erheblichen Mehraufwand.</p>
Kanton St. Gallen	Schweizer Bauern verzichten gemäss den Ausführungen in den Erläuterungen auf den Einsatz von gentechnisch verändertem Pflanzenmaterial bei der Fütterung ihrer Tiere.

Organisation	Prise de position
	<p>Der dadurch gegenüber der ausländischen Konkurrenz erhöhte Aufwand soll auf den Produkten entsprechend ausgewiesen werden können. Deshalb soll neu auf Lebensmitteln tierischen Ursprungs mit dem Ausdruck „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ geworben werden dürfen, sofern die Voraussetzungen dafür gegeben sind.</p> <p>Das Anliegen der Schweizer Landwirtschaft ist verständlich. Es ist aber bereits gelöst; mit dem Label SUISSE GARANTIE. Wer dieses Label verwenden will, muss sich zertifizieren lassen und dabei unter anderem auch den Nachweis erbringen, dass er keine GVO für die Lebensmittelproduktion eingesetzt hat. Eine separate gesetzliche Regelung für die Anpreisung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist daher überflüssig, vermehrt unnötig das rechtliche Regelwerk und führt, wie unten gezeigt wird zu Konsumententäuschungen und Rechtsunsicherheiten.</p> <p>Allg. Bemerkungen zum Art. 7c: Anpreisung mit dem Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen"</p> <p>Aus folgenden Gründen ist auf den Hinweis für Lebensmittel tierischer Herkunft gemäss Art. 7c zu verzichten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Der Hinweis ist für die Konsumentenschaft nicht genügend transparent. Die Auslobung kann bei den Konsumentinnen und Konsumenten Anlass zur Täuschung geben. Laut Erläuterungen können bei einer solchen Auslobung nach wie vor Futtermittelzusätze aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen wie Vitamine oder Aminosäuren eingesetzt werden. Es ist davon auszugehen, dass bei einem solchen Hinweis die Konsumentenschaft keine solchen Futtermittelzusätze bei der Fütterung der Tiere erwartet. Einem Grossteil der Konsumentenschaft dürfte gar nicht bewusst sein, dass bei einer solchen Auslobung der Einsatz von Futtermittelzusätzen aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen möglich und erlaubt ist. • Für die Konsumentenschaft dürfte es zudem schwierig sein, zwischen den beiden Labels "ohne Gentechnik hergestellt" und "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" zu unterscheiden. Die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" ist transparenter und keine Augenwischerei, da sich der Hinweis auf den gesamten Herstellungsprozess bezieht. Wer erwartet schon, dass bei einem Käse, bei welchem der Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" oder "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel" steht, GVO-Labenzym bei der Käseproduktion eingesetzt werden könnte? Zwei Typen von GVO-Labenzym wurden in der Schweiz 1988 und 1993 bewilligt (eine Erneuerung der Bewilligung fand bisher nicht statt). Aufgrund des Wortlautes des vorgeschlagenen Art. 7c Abs. 3 wäre der Einsatz von bewilligtem GVO-Labenzym als Verarbeitungshilfsstoff erlaubt. • Die Schweizer Landwirtschaft sowie ein bedeutender Teil der Schweizer Milch- und Fleischverarbeiter haben ein Interesse, neu einen solchen für sie attraktiven und weniger strengen Hinweis vorzunehmen. Es kann deshalb davon ausgegangen werden, dass die Auslobung bei Schweizer Milch, Fleisch, Eiern, Milchprodukten (wie Käse und Joghurt) und Fleischerzeugnissen (wie der St. Galler Bratwurst) künftig häufig anzutreffen sein wird. Für den Vollzug ist es dabei schwer zu überprüfen, ob die Anforderungen dazu eingehalten werden. Laboranalysen von tierischen Erzeugnissen geben im Gegensatz zu pflanzlichen Lebensmitteln keinen Nachweis ob GVO entlang der Produktionsprozesses eingesetzt wurden. Die Futtermittelkontrolle (GVO-Analysen, Dokumentation und Rückverfolgbarkeit der Futtermittel bei Verarbeitern und Landwirten) müsste erhöht werden. Mit der Einführung eines solchen Hinwei-

Organisation	Prise de position
	<p>ses wird der Kontrollaufwand des Vollzugs (insbesondere Zunahme der Überprüfung von Papierdokumenten) zunehmen. Dies gilt vor allem auch bei verarbeiteten, aus mehreren Zutaten zusammengesetzten Milch- und Fleischerzeugnissen. Letzteres besteht zum Beispiel oft aus weiteren Fleischerzeugnissen sowie Fleisch von verschiedenen Tierarten, die von mehreren Produzenten und Verarbeitern stammen. Eine seriöse Kontrolle dieses Hinweises durch die Lebensmittelkontrollorgane unter dem Aspekt des Täuschungsschutzes ist realistischer Weise nicht oder nur mit unverhältnismässig grossem Aufwand möglich. Schlichtweg unmöglich ist die Kontrolle solcher Auslobungen für importierte Lebensmittel tierischer Herkunft.</p> <p>Wird das Departement des Inneren an einem Hinweis betreffend der Fütterung ohne GVO festhalten, so sollte sich dieser Hinweis mindestens auf sämtliche Futtermittel beziehen und sich auf die tierischen Primärprodukte Milch, Fleisch, Fisch, Eier und Honig aus Schweizer Produktion beschränken. In diesem Sinne denkbar wäre beispielsweise folgender Hinweis: „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel“.</p> <p>Art. 7c enthält nebst den erwähnten Punkten viele Schwachstellen. Der in der Vernehmlassung vorgeschlagene Art. 7c ist nicht umsetzbar. Wird trotzdem an Art. 7c festgehalten, so sind weitere Anpassungen nötig gemäss den unten angebrachten Kommentaren notwendig.</p>
Kanton Graubünden	<p>Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen"</p> <p>Aus folgenden Gründen ist auf den Hinweis unter Art. 7c zu verzichten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Der Hinweis ist für die Konsumentenschaft nicht genügend transparent. Die Auslobung kann bei den Konsumentinnen und Konsumenten Anlass zur Täuschung geben. Laut Erläuterungen können bei einer solchen Auslobung nach wie vor Futtermittelzusätze aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen wie Vitamine oder Aminosäuren eingesetzt werden. Es ist davon auszugehen, dass bei einem solchen Hinweis die Konsumentenschaft keine solchen Futtermittelzusätze bei der Fütterung der Tiere erwartet. Einem Grossteil der Konsumentenschaft dürfte gar nicht bewusst sein, dass bei einer solchen Auslobung der Einsatz von Futtermittelzusätzen aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen möglich und erlaubt ist. • Für die Konsumentenschaft dürfte es zudem schwierig sein, zwischen den beiden Labels "ohne Gentechnik hergestellt" und "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" zu unterscheiden. Aus diesem Grunde sollte auch bei tierischen Lebensmitteln (wie Milch, Milchprodukte Fleischerzeugnisse und Eier) ausschliesslich der Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" verwendet werden können. Die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" ist transparenter und keine Augenwischerei, da sich der Hinweis auf den gesamten Herstellungsprozess bezieht. Wer erwartet schon, dass bei einem Käse, bei welchem der Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" oder "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel" steht, GVO-Labenzym bei der Käseproduktion eingesetzt werden könnte? Zwei Typen von GVO-Labenzym wurden in der Schweiz 1988 und 1993 bewilligt (eine Erneuerung der Bewilligung fand bisher nicht statt). Aufgrund des Wortlautes des vorgeschlagenen Art. 7c Abs. 3 wäre der Einsatz von bewilligtem GVO-Labenzym als Verarbeitungshilfsstoff erlaubt. • Wohl hat ein bedeutender Teil der Schweizer Milch- und Fleischverarbeiter – im Gegensatz zum Konsumenten – ein Interesse, neu einen solchen für sie attraktiven – aber die Konsumenten verwirrenden – und weniger strengen Hinweis vorzunehmen. Es kann deshalb davon ausgegangen werden, dass die Auslobung bei Schweizer Milch, Fleisch, Eiern, Milchprodukten (wie

Organisation	Prise de position
	<p>Käse und Joghurt) und Fleischerzeugnissen (wie Bratwurst) künftig häufig anzutreffen ist. Für den Vollzug ist es dabei schwer zu überprüfen, ob die Anforderungen dazu eingehalten werden. GVO-Analysen beim tierischen Erzeugnis bringen im Gegensatz zu pflanzlichen Lebensmitteln nichts. Die Futtermittelkontrolle (GVO-Analysen, Dokumentation und Rückverfolgbarkeit der Futtermittel bei Verarbeitern und Landwirten) müsste erhöht werden. Bei der Möglichkeit eines solchen Hinweises dürfte folglich der Kontrollaufwand des Vollzugs (insbesondere Zunahme der Überprüfung von Papierdokumenten) zunehmen. Dies gilt vor allem auch bei verarbeiteten, aus mehreren Zutaten zusammengesetzten Milch- und Fleischerzeugnissen. Letzteres besteht zum Beispiel oft aus weiteren Fleischerzeugnissen sowie Fleisch von verschiedenen Tierarten, die von mehreren Produzenten und Verarbeitern stammen. Es stellt sich die Frage, ob eine seriöse Kontrolle dieses Hinweises durch den Vollzug unter dem Aspekt des Täuschungsschutzes überhaupt noch realistisch ist. Der von der Landwirtschaft geforderte Hinweis bei tierischen Erzeugnissen darf auch nicht mit der Verwendung der Bezeichnungen "Bio", "Berg" oder "Alp" im Zusammenhang mit der Produktionsart von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und daraus verarbeiteten Lebensmitteln verglichen werden. Damit die Bezeichnung "Bio", "Berg" oder "Alp" bei Erzeugnissen verwendet werden kann, müssen die einzelnen Produkte zertifiziert werden. Eine Produktzertifizierung ist hier nicht vorgesehen. Die Kontrolle soll wie bei der Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" nicht durch Zertifizierungsstellen, sondern durch den kantonalen Vollzug erfolgen. Mit einem unverhältnismässig hohen Kontrollaufwand ist zu rechnen.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die Branchenverbände der Schweizer Landwirtschaft wie IP Suisse haben unseres Erachtens genügend Möglichkeiten, via Richtlinien den Einsatz von Futterpflanzen ohne GVO bei der Fütterung von Tieren zu regeln und dies entsprechend allgemein zu kommunizieren.
Kanton Aargau	<p>Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen"</p> <p>Aus folgenden Gründen ist auf den Hinweis unter Art. 7c zu verzichten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Der Hinweis ist für die Konsumentenschaft nicht genügend transparent. Die Auslobung kann bei den Konsumentinnen und Konsumenten Anlass zur Täuschung geben. Laut Erläuterungen können bei einer solchen Auslobung nach wie vor Futtermittelzusätze aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen wie Vitamine oder Aminosäuren eingesetzt werden. Es ist davon auszugehen, dass bei einem solchen Hinweis die Konsumentenschaft keine solchen Futtermittelzusätze bei der Fütterung der Tiere erwartet. Einem Grossteil der Konsumentenschaft dürfte gar nicht bewusst sein, dass bei einer solchen Auslobung der Einsatz von Futtermittelzusätzen aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen möglich und erlaubt ist. • Für die Konsumentenschaft dürfte es zudem schwierig sein, zwischen den beiden Labels "ohne Gentechnik hergestellt" und "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" zu unterscheiden. Aus diesem Grunde sollte auch bei tierischen Lebensmitteln (wie Milch, Milchprodukte Fleischerzeugnisse und Eier) ausschliesslich der Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" verwendet werden können. Die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" ist transparenter und keine Augenwischerei, da sich der Hinweis auf den gesamten Herstellungsprozess bezieht. Wer erwartet schon, dass bei einem Käse, bei welchem der Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" oder "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel" steht, GVO-Labenzym bei der Käseproduktion eingesetzt werden könnte? Zwei Typen von GVO-Labenzym wurden in der Schweiz 1988 und 1993 bewilligt (eine Erneuerung der Bewilligung fand bisher nicht statt). Aufgrund des Wortlautes des vorgeschlagenen Art. 7c Abs. 3 wäre der Einsatz von bewilligtem GVO-Labenzym als Verarbeitungshilfsstoff erlaubt.

Organisation	Prise de position
	<ul style="list-style-type: none"> • Die Schweizer Landwirtschaft sowie ein bedeutender Teil der Schweizer Milch- und Fleischverarbeiter haben ein Interesse, neu einen solchen für sie attraktiven und weniger strengen Hinweis vorzunehmen. Es kann deshalb davon ausgegangen werden, dass die Auslobung bei Schweizer Milch, Fleisch, Eiern, Milchprodukten (wie Käse und Joghurt) und Fleischerzeugnissen (wie Bratwurst) künftig häufig anzutreffen ist. Für den Vollzug ist es dabei schwer zu überprüfen, ob die Anforderungen dazu eingehalten werden. GVO-Analysen beim tierischen Erzeugnis bringen im Gegensatz zu pflanzlichen Lebensmitteln nichts. Die Futtermittelkontrolle (GVO-Analysen, Dokumentation und Rückverfolgbarkeit der Futtermittel bei Verarbeitern und Landwirten) müsste erhöht werden. Bei der Möglichkeit eines solchen Hinweises dürfte folglich der Kontrollaufwand des Vollzugs (insbesondere Zunahme der Überprüfung von Papierdokumenten) zunehmen. Dies gilt vor allem auch bei verarbeiteten, aus mehreren Zutaten zusammengesetzten Milch- und Fleischerzeugnissen. Letzteres besteht zum Beispiel oft aus weiteren Fleischerzeugnissen sowie Fleisch von verschiedenen Tierarten, die von mehreren Produzenten und Verarbeitern stammen. Es stellt sich die Frage, ob eine seriöse Kontrolle dieses Hinweises durch den Vollzug unter dem Aspekt des Täuschungsschutzes überhaupt noch realistisch ist. Der von der Landwirtschaft geforderte Hinweis bei tierischen Erzeugnissen darf auch nicht mit der Verwendung der Bezeichnungen "Bio", "Berg" oder "Alp" im Zusammenhang mit der Produktionsart von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und daraus verarbeiteten Lebensmitteln verglichen werden. Damit die Bezeichnung "Bio", "Berg" oder "Alp" bei Erzeugnissen verwendet werden kann, müssen die einzelnen Produkte zertifiziert werden. Eine Produktzertifizierung ist hier nicht vorgesehen. Die Kontrolle soll wie bei der Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" nicht durch Zertifizierungsstellen, sondern durch den kantonalen Vollzug erfolgen. Mit einem unverhältnismässig hohen Kontrollaufwand ist zu rechnen. • Die Verbände und Fachorganisationen der Schweizer Landwirtschaft haben unseres Erachtens genügend Möglichkeiten, via Richtlinien den Einsatz von Futterpflanzen ohne GVO bei der Fütterung von Tieren zu regeln und dies entsprechend allgemein zu kommunizieren. Bei den bestehenden Labelprogrammen "IP Suisse" und "Suisse Garantie" dürfen gemäss den geltenden Richtlinien bei der Fütterung von Tieren keine GVO-Futtermittel eingesetzt werden. Durch diese Produktlabels wird somit der Verzicht auf gentechnisch veränderte Futterpflanzen bereits abgedeckt. Neue bundesrechtliche Regelungen sind folglich auch unter diesem Gesichtspunkt nicht nötig.
Kanton Thurgau	<p>Wir begrüßen grundsätzlich die mit der vorgeschlagenen Änderung der Verordnung verbundene Möglichkeit zur Differenzierung der Kennzeichnung von Lebensmitteln, bei deren Herstellung auf die Verwendung von Erzeugnissen aus gentechnisch veränderten Organismen verzichtet wurde. Der Hinweis „<i>Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen</i>“ erscheint uns als geeignet.</p> <p>Die Gründe für die Einführung einer neuen Auslobung für Lebensmittel tierischer Herkunft, die ausschliesslich mit GVO-freien Futterpflanzen produziert wurden, sind nachvollziehbar. Es ist allerdings davon auszugehen, dass die Konsumentinnen und Konsumenten nicht erfassen werden, dass trotz der Anpreisungen „<i>Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen</i>“ GVO-Futtermittelzusätze verwendet werden dürfen und es z. B. möglich sein wird, einen Käse, der mit (bewilligtem) GVO-Labenzym hergestellt wurde, mit diesem Claim auszuloben (aber nicht mit dem Claim „<i>ohne Gentechnik hergestellt</i>“). In diesem Sinne wird eine Konsumententäuschung bewusst in Kauf genommen.</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Die für zusammengesetzte Produkte festgelegte Mindestmenge, ab der ein Claim zulässig ist, ist zu tief angesetzt. Der Prozentsatz ist auf mindestens 90 Massenprozent zu erhöhen. Bei einem Anteil einer Zutat im Endprodukt von 25 Massenprozent ist der Claim nicht angebracht und es liegt eine klare Konsumententäuschung vor.</p> <p>Es stellt sich die Frage, weshalb diese Revision der Verordnung nicht dazu benutzt wurde, den zulässigen Höchstgehalt an Material, das aus GVO besteht, welches enthält oder daraus gewonnen wurde, als Voraussetzung für den Claim „ohne Gentechnik hergestellt“ tiefer als 0.9 Massenprozent festzulegen. Falls ein Produzent sein Produkt derart ausloben will, sollte es möglich sein, eine tiefere maximale Kontamination durch solches Material zu garantieren.</p> <p>Für die kantonalen Kontroll- und Vollzugsbehörden wird durch diese neuen Bestimmungen ein beträchtlicher Mehraufwand entstehen.</p>
Repubblica e Cantone Ticino	<p>Lo scopo del progetto di modifica oggetto dell'indagine è quello di <u>differenziare la disposizione sulla caratterizzazione delle derrate alimentari per la cui produzione si è rinunciato all'utilizzo di prodotti ottenuti da organismi geneticamente modificati (OGM)</u>. La disposizione si fonda sull'articolo 17 capoverso 5 della legge federale sull'ingegneria genetica nel settore non umano (legge sull'ingegneria genetica, LIG, RS 814.91), in base al quale il Consiglio federale emana prescrizioni su come etichettare gli organismi non geneticamente modificati e sulla protezione su come etichettare gli organismi non geneticamente modificati e sulla protezione contro gli abusi di tale etichettatura.</p> <p>Secondo la legislazione vigente, le derrate alimentari possono essere contrassegnate con la menzione "ottenuto senza ricorso alla tecnologia genetica" se, durante l'intero processo di fabbricazione, si è completamente rinunciato all'utilizzo di prodotti ricavati da OGM. Il progetto di modifica presentato nell'indagine conoscitiva mira a consentire in futuro di <u>pubblicizzare anche la rinuncia parziale al ricorso alla tecnologia genetica</u>.</p> <p>Il progetto di modifica intende inoltre rendere possibile una menzione specifica al fatto che, nella produzione animale, si è rinunciato a utilizzare alimenti per animali ottenuti da piante geneticamente modificate (in particolare soia e mais): la menzione dovrebbe essere "produzione senza piante foraggere geneticamente modificate" e permettere ai produttori di attirare l'attenzione dei consumatori su tale rinuncia, fonte per essi di un maggior dispendio. Secondo il diritto vigente, l'uso della menzione "ottenuto senza ricorso alla tecnologia genetica" è regolamentato esclusivamente per quanto riguarda le condizioni e la precisa formulazione linguistica. Con la modifica proposta, si vuole in futuro disciplinare anche la presentazione della menzione, a garanzia della protezione dagli inganni.</p> <p>Con la presente abbiamo il piacere di comunicarle che il Consiglio di Stato condivide la presa di posizione espressa dai chimici cantonali svizzeri (allegato). La posizione del Consiglio di Stato in merito alle proposte di modifica è quindi sostanzialmente critica.</p>

Organisation	Prise de position
	<p>In particolare, la prevista menzione supplementare non persegue infatti obiettivi di protezione del consumatore, visto che genererebbe più confusione che utilità. L'assenza di una simile menzione su latte, carne, uova svizzere potrebbe infatti indurre i consumatori a pensare che siano stati usati –per la produzione di queste derrate- dei foraggi vegetali modificati geneticamente. Ciò potrebbe paradossalmente arrecare danno all'economia agricola.</p> <p>Ci preme qui segnalare che, con l'applicazione della caratterizzazione "IP-Suisse" o "Suisse Garantie" (designazioni che proibiscono l'utilizzo di foraggi OGM nell'alimentazione animale), già si coprirebbe un eventuale bisogno di specificatamente menzionare la rinuncia a questo tipo di foraggi. Con ciò, le associazioni di categoria e le associazioni mantello del settore agricolo nazionale avrebbero l'opportunità di far passare un messaggio particolare a favore del valore aggiunto intrinseco in prodotti così caratterizzati.</p> <p>La prevista nuova menzione causerebbe inoltre considerevole lavoro supplementare agli organi di controllo ufficiale, soprattutto per il fatto che il suo uso sarebbe difficilmente verificabile in modo serio.</p> <p>Sulla base di quanto sopra, il Consiglio di Stato chiede di rinunciare alla menzione supplementare secondo art. 7c ODerrGM, Rs 817.022.51.</p>
Conseil d'Etat du canton de Vaud	<p>Nous saluons la volonté de clarifier le régime d'étiquetage des denrées alimentaires produites sans recours au génie génétique, et de fixer des conditions relatives à la présentation graphique de ces mentions. Nous sommes également très favorables à l'introduction de la mention "produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées", à même de fournir une information claire pour les denrées d'origine animale.</p> <p>Nous sommes en revanche fermement opposés au fait que la mention "produit sans recours au génie génétique" puisse être admise pour un produit contenant jusqu'à 0,9% d'OGM. Ce faisant, cette mention n'offre aucune différence avec les produits conventionnels, hormis le fait qu'elle doit être accompagnée d'une documentation complète prouvant l'absence de recours au génie génétique. Pour le consommateur, ce subtil distinguo est parfaitement vain et cette mention n'offre aucune garantie concrète par rapport aux produits conventionnels. Par ailleurs, les analyses effectuées ces dernières années montrent que la très grande majorité des produits mis dans le commerce ne contiennent pas d'OGM, ou à des teneurs très inférieures à 0,9%.</p>
Canton du Valais	<p>Après lecture du rapport, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il est temps d'exiger, lors de l'adaptation de cette ordonnance, des seuils de tolérance pour les OGM plus sévères dans les denrées alimentaires portant la mention « sans recours au génie génétique » par rapport aux produits « conventionnels » qui n'ont aucune mention. En effet, il n'y a aucune plus-value pour le consommateur pour un produit avec la mention « sans recours au génie génétique » car la tolérance de 0,9% d'OGM s'applique aussi. Selon nous, c'est trompeur pour le consommateur et un producteur qui prend véritablement des mesures doit pouvoir garantir un produit qui contient moins de 0.1 % d'OGM.</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Nous proposons donc de modifier l'article 7b alinéa 1 lettre c par : lorsque aucun ingrédient ne contenant du matériel OGM n'est présent à une concentration massique supérieure à 0,1 % et lorsqu'il peut être prouvé que les mesures appropriées ont été prises pour prévenir la présence d'un tel matériel dans l'ingrédient.</p> <p>Un producteur qui fait l'effort de ne donner que des fourrages non OGM devrait pouvoir valoriser son produit avec une mention « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées ». La question des vitamines ou acides aminés produits par des micro-organismes génétiquement modifiés nous paraît peu importante par rapport à la présence ou non d'OGM végétaux dans les fourrages. Nous trouvons que cela va dans le bon sens et donnera un plus grand intérêt à produire sans fourrage OGM. Les produits suisses pourront aussi mieux se démarquer des produits étrangers.</p>
Conseil d'Etat, Neuchâtel	<p>Si nous comprenons les motivations de cette révision, nous ne sommes pas satisfaits du projet. La lecture de l'ordonnance est extrêmement complexe et le texte peu aisé à comprendre tant pour les consommateurs que pour les entreprises ou même les autorités cantonales d'exécution. Les nouvelles indications ne sont pas transparentes pour le consommateur.</p> <p>Nous regrettons que des dispositions plus sévères en matière de concentration d'OGM n'aient pas été proposées s'agissant des denrées alimentaires certifiées sans OGM. En effet, une production se voulant et s'affichant "sans recours au génie génétique" ne devrait pas pouvoir être vantée comme telle même si elle contient 0.9 % d'OGM, soit la même teneur limite que pour une denrée sans déclaration. Pour le consommateur, l'indication "sans recours au génie génétique" est trompeuse car elle n'apporte aucune plus-value qualitative par rapport à un produit ne portant aucune mention.</p> <p>S'agissant de la renonciation aux aliments issus de plantes fourragères génétiquement modifiées, les dispositions sont intéressantes dans le principe mais il est à craindre qu'elles créent plus de confusion que de clarté. Les mentions proposées nous apparaissent trop longues et peu parlantes pour le consommateur. Par souci de simplification, nous suggérons d'unifier la dénomination des denrées alimentaires et d'y indiquer "production sans OGM" ou "production sans fourrage OGM". Le contrôle de la véracité de la mention "production sans fourrage OGM" ne sera pas aisé et engendrera un surcroît de travail pour les autorités cantonales d'exécution. Le nouvel art. 7c ne nous paraît donc pas de nature à améliorer l'information au consommateur. Il serait préférable d'y renoncer. A défaut, il devrait être modifié selon nos observations ci-après.</p>
Conseil d'Etat, Genève	<p>Dans l'ensemble, nous saluons l'effort du législateur s'agissant de la clarification de l'étiquetage des denrées alimentaires pour lesquelles une renonciation complète ou partielle au génie génétique a été faite. Toutefois, il faut relever que la lecture de cette ordonnance est extrêmement complexe et le texte peu aisé à comprendre tant pour les consommateurs que pour les entreprises ou même les autorités cantonales d'exécution.</p> <p>Nous regrettons que des dispositions plus sévères en matière de concentration massique d'organisme génétiquement modifié (OGM) n'aient pas été proposées s'agissant des denrées alimentaires certifiées sans OGM. En effet, une production se voulant et s'affichant "sans recours au génie génétique" peut se vanter comme telle même si elle contient jusqu'à 0.9 %</p>

Organisation	Prise de position
	<p>d'OGM. La seule différence réside dans le fait qu'une entreprise de production d'une denrée alimentaire portant l'indication "sans recours au génie génétique" doit posséder une documentation complète prouvant qu'elle a pris des mesures pour s'en assurer. Il sied donc de constater que pour le consommateur l'indication "sans recours au génie génétique" est trompeuse car d'un point de vue qualitatif il n'existe aucune réelle plus-value par rapport à un produit ne portant aucune mention.</p> <p>Notre Conseil souligne cependant que les nouvelles dispositions relatives aux aliments composés permettent de mieux protéger le consommateur contre des étiquetages abusifs.</p> <p>S'agissant de la renonciation aux aliments issus de plantes fourragères génétiquement modifiées, les dispositions en question vont dans le bon sens car elles favorisent la non-utilisation des OGM dans les fourrages et un étiquetage adéquat, permettant aux producteurs qui font l'effort requis de mieux valoriser leurs produits.</p> <p>Pour ce qui concerne les nombreuses dénominations "sans recours au génie génétique", nous sommes de l'avis que des précisions aussi détaillées ne sont pas utiles dès lors qu'elles recouvrent une information qui est de même nature. Elles nous apparaissent trop longues et peu explicites, voire compliquées, pour le consommateur. Par souci de simplification, nous suggérons d'unifier la dénomination des denrées alimentaires et d'y indiquer "production sans OGM" ou "production sans fourrage OGM".</p> <p>Enfin, comme cela ressort clairement du rapport explicatif, les milieux agricoles et les producteurs souhaitent que les efforts qu'ils fournissent pour une production sans recours au génie génétique soient mis en avant. Pour ce faire, et pour autant que cela soit restreint aux produits primaires (viande, poisson, lait, oeufs, miel), nous suggérons qu'un étiquetage, notamment par une apparence graphique permettant au consommateur d'identifier rapidement et clairement la particularité de ce type de denrées alimentaires, devrait être instauré.</p> <p>Vous trouverez en annexe les formulaires que vous avez mis à notre disposition, dûment complétés.</p>
République et Canton du Jura	<p>Le Gouvernement approuve le projet de modification qui prévoit de régler de manière plus transparente l'étiquetage des produits issus de denrées alimentaires génétiquement modifiées (article 7) et l'étiquetage des denrées alimentaires produites sans recours au génie génétique. En effet, cette modification permet au producteur d'indiquer si un composant issu d'organismes génétiquement modifiés (OGM) a été utilisé durant une des phases de la fabrication du produit. Cette précision va dans le sens de la volonté du consommateur qui veut une plus grande transparence dans ce domaine sensible.</p> <p>Grâce à la présente modification, il sera possible de rendre public le fait que l'aliment a été produit en ne renonçant même que partiellement à l'utilisation du génie génétique. De plus, il sera dorénavant possible de mentionner spécifiquement qu'il a été renoncé à l'utilisation d'aliments issus de plantes fourragères génétiquement modifiées (soja et maïs notamment) dans l'affouragement animal. Cela permettra donc au producteur de mentionner qu'il n'a pas eu recours à ces plantes fourragères.</p> <p>Dernièrement, le maïs transgénique TC1507 a été autorisé dans l'Union européenne. Le Gouvernement approuve donc l'introduction de la mention "produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées" puisqu'elle permettra de donner une plus grande visibilité aux produits suisses élaborés à partir d'animaux nourris avec du fourrage non OGM. Ces denrées pourront ainsi bien se démarquer de celles élaborées à partir d'animaux nourris avec des végétaux OGM.</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Le Gouvernement est par contre opposé à ce que la mention "sans recours au génie génétique" puisse être indiquée sur les produits contenant des OGM jusqu'à 0.9% de la masse totale. En effet, le projet donne malgré tout la possibilité de renoncer à l'indication "produit à partir d'OGM" même si le produit contient du matériel consistant en OGM, contenant des OGM ou issu d'OGM, pour autant que la teneur soit inférieure à 0.9% de la masse totale. Lorsqu'il est affirmé qu'un produit ne recourt pas au génie génétique, il serait souhaitable d'introduire une valeur de tolérance pour la présence d'OGM nettement inférieure à 0.9% de la masse totale. Dans le cas contraire, le consommateur pourrait se sentir trompé.</p> <p>Enfin, la subdivision des articles relatifs à l'étiquetage permettra également une meilleure lecture des articles légaux.</p> <p>Pour le reste des propositions, le Gouvernement jurassien partage la prise de position de l'Association suisse des chimistes cantonaux.</p>

Organisation	Prise de position
Verband der Kantonschemiker der Schweiz VKCS	<p data-bbox="454 286 1364 318">Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen"</p> <p data-bbox="454 353 1364 421">Von Seite VKCS ist aus folgenden Gründen auf den Hinweis unter Art. 7c zu verzichten:</p> <ul data-bbox="454 427 1364 2002" style="list-style-type: none"> <li data-bbox="454 427 1364 757">• Der Hinweis ist für die Konsumentenschaft nicht genügend transparent. Die Auslobung kann bei den Konsumentinnen und Konsumenten Anlass zur Täuschung geben. Laut Erläuterungen können bei einer solchen Auslobung nach wie vor Futtermittelzusätze aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen wie Vitamine oder Aminosäuren eingesetzt werden. Es ist davon auszugehen, dass bei einem solchen Hinweis die Konsumentenschaft keine solchen Futtermittelzusätze bei der Fütterung der Tiere erwartet. Einem Grossteil der Konsumentenschaft dürfte gar nicht bewusst sein, dass bei einer solchen Auslobung der Einsatz von Futtermittelzusätzen aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen möglich und erlaubt ist. <li data-bbox="454 763 1364 1249">• Für die Konsumentenschaft dürfte es zudem schwierig sein, zwischen den beiden Labels "ohne Gentechnik hergestellt" und "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" zu unterscheiden. Aus diesem Grunde sollte auch bei tierischen Lebensmitteln (wie Milch, Milchprodukte Fleischerzeugnisse und Eier) ausschliesslich der Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" verwendet werden können. Die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" ist transparenter und keine Augenwischerei, da sich der Hinweis auf den gesamten Herstellungsprozess bezieht. Wer erwartet schon, dass bei einem Käse, bei welchem der Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" oder "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel" steht, GVO-Labenzym bei der Käseproduktion eingesetzt werden könnte? Zwei Typen von GVO-Labenzym wurden in der Schweiz 1988 und 1993 bewilligt (eine Erneuerung der Bewilligung fand bisher nicht statt). Aufgrund des Wortlautes des vorgeschlagenen Art. 7c Abs. 3 wäre der Einsatz von bewilligtem GVO-Labenzym als Verarbeitungshilfsstoff erlaubt. <li data-bbox="454 1256 1364 2002">• Die Schweizer Landwirtschaft sowie ein bedeutender Teil der Schweizer Milch- und Fleischverarbeiter haben ein Interesse, neu einen solchen für sie attraktiven und weniger strengen Hinweis vorzunehmen. Es kann deshalb davon ausgegangen werden, dass die Auslobung bei Schweizer Milch, Fleisch, Eiern, Milchprodukten (wie Käse und Joghurt) und Fleischerzeugnissen (wie Bratwurst) künftig häufig anzutreffen ist. Für den Vollzug ist es dabei schwer zu überprüfen, ob die Anforderungen dazu eingehalten werden. GVO-Analysen beim tierischen Erzeugnis bringen im Gegensatz zu pflanzlichen Lebensmitteln nichts. Die Futtermittelkontrolle (GVO-Analysen, Dokumentation und Rückverfolgbarkeit der Futtermittel bei Verarbeitern und Landwirten) müsste erhöht werden. Bei der Möglichkeit eines solchen Hinweises dürfte folglich der Kontrollaufwand des Vollzugs (insbesondere Zunahme der Überprüfung von Papierdokumenten) zunehmen. Dies gilt vor allem auch bei verarbeiteten, aus mehreren Zutaten zusammengesetzten Milch- und Fleischerzeugnissen. Letzteres besteht zum Beispiel oft aus weiteren Fleischerzeugnissen sowie Fleisch von verschiedenen Tierarten, die von mehreren Produzenten und Verarbeitern stammen. Es stellt sich die Frage, ob eine seriöse Kontrolle dieses Hinweises durch den Vollzug unter dem Aspekt des Täuschungsschutzes überhaupt noch realistisch ist. Der von der Landwirtschaft geforderte Hinweis bei tierischen Erzeugnissen darf auch nicht mit der Verwendung der Bezeichnungen "Bio", "Berg" oder "Alp" im Zusammenhang mit der Produktionsart von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und daraus verarbeiteten Lebensmitteln verglichen werden. Damit die Bezeichnung "Bio", "Berg" oder "Alp" bei Erzeugnissen verwendet werden kann, müssen die

Organisation	Prise de position
	<p>einzelnen Produkte zertifiziert werden. Eine Produktzertifizierung ist hier nicht vorgesehen. Die Kontrolle soll wie bei der Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" nicht durch Zertifizierungsstellen, sondern durch den kantonalen Vollzug erfolgen. Mit einem unverhältnismässig hohen Kontrollaufwand ist zu rechnen.</p> <p>Die Verbände und Fachorganisationen der Schweizer Landwirtschaft haben unseres Erachtens genügend Möglichkeiten, via Richtlinien den Einsatz von Futterpflanzen ohne GVO bei der Fütterung von Tieren zu regeln und dies entsprechend allgemein zu kommunizieren. Bei den bestehenden Labelprogrammen "IP Suisse" und "Suisse Garantie" dürfen gemäss den geltenden Richtlinien bei der Fütterung von Tieren keine GVO-Futtermittel eingesetzt werden. Durch diese Produktlabels wird somit der Verzicht auf gentechnisch veränderte Futterpflanzen bereits abgedeckt. Neue bundesrechtliche Regelungen sind folglich auch unter diesem Gesichtspunkt nicht nötig.</p>
<p>Kanton Glarus, Interkantoniales Labor</p>	<p>Auf das Label "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" ist zu verzichten. Dafür ist im Gegenzug das Label "ohne Gentechnik hergestellt" für Lebensmittel tierischer Herkunft dahingehend anzupassen, dass neben dem Einsatz von Tierarzneimitteln und Impfstoffen auch der Einsatz von Futtermittelzusatzstoffen, die mit Hilfe gentechnischer Verfahren in geschlossenen Systemen hergestellt worden sind, erlaubt ist. Futtermittelzusatzstoffe, die von gentechnisch veränderten Mikroorganismen produziert werden, sind nur zulässig, wenn sie nach gültigem Recht nicht als "gentechnisch verändert" zu kennzeichnen sind.</p> <p>Diese Anpassung sollte aus folgenden Überlegungen erfolgen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Für die Konsumenten ist es schwierig zwischen den beiden Labels "ohne Gentechnik hergestellt" und "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" zu unterscheiden. Die Unterschiede werden nicht wahrgenommen. Der Labeldschungel wird noch undurchsichtiger. • Zusatzstoffe, welche aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen gewonnen werden, von den Organismen abgetrennt, gereinigt und chemisch definierbar sind und in geschlossenen Systemen hergestellt werden, müssen nach aktueller Gesetzgebung auch nicht mit "<i>aus gentechnisch verändertem X hergestellt</i>" gekennzeichnet werden (Art.7, Abs. 7bis). • Es gibt keine Gründe, weshalb bei Futtermitteln zwischen "Zusatzstoffen" und "Arzneimitteln" ein Unterschied gemacht werden soll. Auch Aminosäuren oder Vitamine dienen einer ausgewogenen Tierernährung und damit dem Wohl und der Gesundheit der Tiere. <p><u>Kontrollaufwand</u> Ein Label ist nur so gut wie seine Kontrolle. Die Kontrolle für Produkte "ohne Gentechnik hergestellt", egal ob nach neuem oder bisherigem Recht produziert, ist sehr aufwändig. Durch die Änderung wird die Zahl solcher Produkte steigen. Dies bedeutet für die Kontrolle und damit den Vollzug einen erheblichen Mehraufwand.</p>
<p>Lebensmittelkontrolle Kanton Solothurn,</p>	<p>Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen"</p> <p>Es ist aus folgenden Gründen auf den Hinweis unter Art. 7c zu verzichten:</p>

Organisation	Prise de position
LMK SO	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="459 250 1362 584">• Der Hinweis ist für die Konsumentenschaft nicht genügend transparent. Die Auslobung kann bei den Konsumentinnen und Konsumenten Anlass zur Täuschung geben. Laut Erläuterungen können bei einer solchen Auslobung nach wie vor Futtermittelzusätze aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen wie Vitamine oder Aminosäuren eingesetzt werden. Es ist davon auszugehen, dass bei einem solchen Hinweis die Konsumentenschaft keine solchen Futtermittelzusätze bei der Fütterung der Tiere entartet. Einem Grossteil der Konsumentenschaft dürfte gar nicht bewusst sein, dass bei einer solchen Auslobung der Einsatz von Futtermittelzusätzen aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen möglich und erlaubt ist. <li data-bbox="459 591 1362 1077">• Für die Konsumentenschaft dürfte es zudem schwierig sein, zwischen den beiden Labels "ohne Gentechnik hergestellt" und "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" zu unterscheiden. Aus diesem Grunde sollte auch bei tierischen Lebensmitteln (wie Milch, Milchprodukte Fleischerzeugnisse und Eier) ausschliesslich der Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" verwendet werden können. Die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" ist transparenter und keine Augenwischerei, da sich der Hinweis auf den gesamten Herstellungsprozess bezieht. Wer erwartet schon, dass bei einem Käse, bei welchem der Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" oder "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel" steht, GVO-Labenzym bei der Käseproduktion eingesetzt werden könnte? Zwei Typen von GVO-Labenzym wurden in der Schweiz 1988 und 1993 bewilligt (eine Erneuerung der Bewilligung fand bisher nicht statt). Aufgrund des Wortlautes des vorgeschlagenen Art. 7c Abs. 3 wäre der Einsatz von bewilligtem GVO-Labenzym als Verarbeitungshilfsstoff erlaubt. <li data-bbox="459 1084 1362 1973">• Die Schweizer Landwirtschaft sowie ein bedeutender Teil der Schweizer Milch- und Fleischverarbeiter haben ein Interesse, neu einen weniger strengen Hinweis vorzunehmen. Es kann deshalb davon ausgegangen werden, dass die Auslobung bei Schweizer Milch, Fleisch, Eiern, Milchprodukten (wie Käse und Joghurt) und Fleischerzeugnissen (wie Bratwurst) künftig häufig anzutreffen ist. Für den Vollzug ist es dabei schwer zu überprüfen, ob die Anforderungen dazu eingehalten werden. GVO-Analysen beim tierischen Erzeugnis bringen im Gegensatz zu pflanzlichen Lebensmitteln nichts. Die Futtermittelkontrolle (GVO-Analysen, Dokumentation und Rückverfolgbarkeit der Futtermittel bei Verarbeitern und Landwirten) müsste erhöht werden. Bei der Möglichkeit eines solchen Hinweises dürfte folglich der Kontrollaufwand des Vollzugs (insbesondere Zunahme der Überprüfung von Papierdokumenten) zunehmen. Dies gilt vor allem auch bei verarbeiteten, aus mehreren Zutaten zusammengesetzten Milch- und Fleischerzeugnissen. Letzteres besteht zum Beispiel oft aus weiteren Fleischerzeugnissen sowie Fleisch von verschiedenen Tierarten, die von mehreren Produzenten und Verarbeitern stammen. Es stellt sich die Frage, ob eine seriöse Kontrolle dieses Hinweises durch den Vollzug unter dem Aspekt des Täuschungsschutzes überhaupt noch realistisch ist. Der von der Landwirtschaft geforderte Hinweis bei tierischen Erzeugnissen darf auch nicht mit der Verwendung der Bezeichnungen "Bio", "Berg" oder "Alp" im Zusammenhang mit der Produktionsart von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und daraus verarbeiteten Lebensmitteln verglichen werden. Damit die Bezeichnung "Bio", "Berg" oder "Alp" bei Erzeugnissen verwendet werden kann, müssen die einzelnen Produkte zertifiziert werden. Eine Produktzertifizierung ist hier nicht vorgesehen. Die Kontrolle soll wie bei der Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" nicht durch Zertifizierungsstellen, sondern durch den kantonalen Vollzug erfolgen. Mit einem unverhältnismässig hohen Kontrollaufwand ist zu rechnen.

Organisation	Prise de position
	<ul style="list-style-type: none"> Die Branchenverbände der Schweizer Landwirtschaft wie IP Suisse haben unseres Erachtens genügend Möglichkeiten, via Richtlinien den Einsatz von Futterpflanzen ohne GVO bei der Fütterung von Tieren zu regeln und dies entsprechend allgemein zu kommunizieren.
<p>Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren GSLI</p>	<p>Die präziseren Regelungen bezüglich der Aufmachung des Hinweises "ohne Gentechnik hergestellt" und der Verwendung des Hinweises bei zusammengesetzten Lebensmitteln begrüßen wir sehr. Jedoch sind wir klar der Meinung, dass die neue Auslobung "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" nur zulässig sein soll, wenn der Begriff als Synonym für "ohne Gentechnik hergestellt" bei tierischen Lebensmitteln zur Anwendung kommt. Der Vorschlag bezüglich Futterpflanzen schafft nicht wie in den Erläuterungen dargestellt Transparenz und Klarheit. Im Gegenteil, auch die an Informationen interessierten Konsumentinnen und Konsumenten werden die feinen Unterschiede nicht erkennen und somit getäuscht (Futter, Futtermittel, Futterpflanzen, Tierfutter). Als weiteres relevantes Beispiel ist hier auf mit GVO-Labenzymen hergestellten Käse hinzuweisen. Wie sollen Konsumentinnen und Konsumenten erkennen, dass Käse, welcher mit dem Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" ausgelobt ist, aus Milch von Kühen hergestellt wurde, die mit Futter gefüttert wurden, welches GVO-Futterzusätze enthielt, und der Käse dann mit GVO-Lab hergestellt wurde? Erschwerend kommt dazu, dass der Einsatz von GVO-Futterpflanzen im tierischen Lebensmittel analytisch nicht nachweisbar ist. In der Praxis würde dies bedeuten, dass beispielsweise bei einem Metzger, welcher seine Brühwürste entsprechend kennzeichnet, die Vollzugsorgane sämtliche Bauern (Zulieferer) kontrollieren müssten. Der Kontrollaufwand und die damit verbundene Bürokratie sind nicht verhältnismässig und daher abzulehnen. (Wir können uns nicht vorstellen, dass die gleichen landwirtschaftlichen Kreise, die diese Auslobung fordern, den dann sehr aufwendigen Kontrollen auf ihren Betrieben zustimmen würden.) Zudem wird eine Rechtsungleichheit geschaffen, die es zwingend zu verhindern gilt. Es ist nicht einsehbar, warum Futterpflanzen einen Sonderstatus erhalten sollen, andere Zutaten/Zusätze dagegen nicht. Genauso gerechtfertigt wäre ein Hinweis wie beispielsweise "Produktion ohne gentechnisch veränderte Mikroorganismen" oder "Produktion ohne gentechnisch veränderte Labenzyme". Auch dass die Landwirtschaft als Branche gegenüber anderen Branchen mit einem Sonderrecht bevorzugt behandelt werden soll, ist absolut störend. Bei Negativdeklarationen (ohne xy) sind die Erwartungshaltung und der Konsumentenschutz (Täuschungsschutz) sicher höher zu gewichten als die Interessen einer Branche. Zudem hat die Branche bereits heute etablierte Labels, wo entsprechende freiwillige Einschränkungen und angebliche Mehrwerte kommuniziert werden können (IP-Suisse, Terra Suisse, Naturaplan etc.). Entsprechend können wir einem Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" nur zustimmen, wenn der Begriff synonym für "ohne Gentechnik hergestellt" für tierische Lebensmittel zur Anwendung kommt. Ansonsten ist darauf zu verzichten. Als Synonym würde dann die unverfänglichere Formulierung "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel" vorzuziehen.</p>

Organisation	Prise de position
<p>Eidgenössische Fachkommission für biologische Sicherheit EFBS</p>	<p>Ausgangslage</p> <p>Mit der Revision der VGVL soll die Kennzeichnung von Erzeugnissen aus gentechnisch veränderten Lebensmitteln und die Kennzeichnung von Lebensmitteln, die ohne Gentechnik hergestellt werden, geändert werden. Neu sollen u.a. Lebensmittel tierischen Ursprungs sowie daraus hergestellte Lebensmittel mit „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ gekennzeichnet werden können. Bisher können Lebensmittel mit „ohne Gentechnik hergestellt“ gekennzeichnet werden, wenn im ganzen Herstellungsprozess auf die Verwendung von GVO verzichtet wird. In der Praxis werden aber meistens Zusatzstoffe und Verarbeitungshilfsstoffe (z.B. Aminosäuren oder Vitamine) verwendet, die gentechnisch erzeugt wurden, und so eine Kennzeichnung „ohne Gentechnik hergestellt“ verunmöglichen. In anderen Ländern wie Deutschland, Österreich und Frankreich können Lebensmittel dagegen schon heute als „gentechnikfrei“ gekennzeichnet werden, auch wenn Futtermittelzusätze aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen verwendet wurden. In der Schweiz werden momentan keine gentechnisch veränderten Futtermittel verfüttert, auch wenn eine Sojasorte und drei Maissorten als Futtermittel zugelassen sind und verschiedene gentechnisch veränderte Ausgangsprodukte und Einzelfuttermittel, die in der EU zugelassen sind (Maiskleber, Maiskleberfutter, Maisspindelmehl, Sojaextraktionsschrot, Sojakuchen), ebenfalls eingesetzt werden dürfen.</p> <p>Antrag der EFBS</p> <p>Die EFBS beantragt, den Artikel 7c zu streichen bzw. nicht in die revidierte VGVL aufzunehmen.</p> <p><u>Begründung:</u> Momentan werden in der Schweiz keine gentechnisch veränderten Futtermittel eingesetzt, auch wenn verschiedene gentechnisch veränderte Organismen als Ausgangsprodukte und Einzelfuttermittel zugelassen sind. Der Verzicht auf den Einsatz gentechnisch veränderter Futtermittel ist freiwillig. Sämtliche Lebensmittel tierischer Herkunft könnten daher neu mit dem Zusatz „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ gekennzeichnet werden. Aus Sicht der EFBS führt diese neue Kennzeichnung - auch wenn juristisch korrekt - zu einer Täuschung der Konsumentinnen und Konsumenten und steht daher im Widerspruch zum Täuschungsverbot von Art. 18 Lebensmittelgesetz. Wir gehen davon aus, dass Konsumentinnen die Kennzeichnung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ so interpretieren werden, dass bei einem nicht gekennzeichneten Produkt gentechnisch veränderte Futterpflanzen verwendet worden sind, was aber nicht der Fall sein muss. Dass bei der Produktion des gekennzeichneten Lebensmittels trotzdem beispielsweise gentechnisch erzeugte Aminosäuren und Vitamine verwendet worden sein können, diese aber gemäss Art. 7a Abs. 2 VGVL nicht deklariert werden müssen, ist ihnen höchstwahrscheinlich nicht bekannt.</p> <p>Konsumenten, die aus verschiedenen Gründen auf den Konsum von gentechnisch veränderten Lebensmitteln verzichten wollen, müssten aus Sicht der EFBS also darauf hingewiesen werden, dass Lebensmittel, die ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen produziert wurden, dennoch Zusatzstoffe enthalten können, die mithilfe gentechnisch veränderter Organismen gewon-</p>

Organisation	Prise de position
	<p>nen wurden. Ausserdem sollte darauf hingewiesen werden, dass die Kennzeichnung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ nur bei solchen Lebensmitteln verwendet wird, die von Tieren stammen, die mit Mais oder Soja gefüttert werden. Denn wenn gar keine gentechnisch verwendeten Futterpflanzen zugelassen sind, entfällt auch die Möglichkeit der Kennzeichnung.</p> <p>Generell möchte die EFBS betonen, dass die Deklaration „ohne Gentechnik hergestellt“ bzw. „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ nicht sicherheitsrelevant ist. Mit Blick auf die neuen Pflanzenzuchtverfahren ist es mittelfristig zudem schwierig nachzuweisen, ob eine Futterpflanze mit gentechnischen Methoden hergestellt worden ist oder nicht. Auch die Warenströme und damit die Warenflusstrennung wird an Komplexität gewinnen, was eine eindeutige Deklaration erschwert.</p>

Organisation	Prise de position
FDP.Die Liberalen	<p>1. Einführende Bemerkungen FDP.Die Liberalen unterstützt die vorgeschlagenen Verordnungsänderungen, welche es ermöglichen, dass auch ein teilweiser Verzicht auf die Verwendung von Gentechnik bei der Herstellung von Lebensmitteln ausgewiesen werden kann. Produzenten von Lebensmitteln sollen auf diesen „Verzicht“, der für sie zu einem Mehraufwand führt, hinweisen können. Nebst Produzenten dient diese Öffnung des Produktionshinweises auch denjenigen Konsumenten, welchen es wichtig ist, dass zwar keine GV-Futterpflanzen bei der Lebensmittelproduktion verwendet werden, die aber gleichzeitig nicht darauf bestehen, dass auf der ganzen Produktionskette auf GVO verzichtet wird (z.B. Vitamine). Im erläuternden Bericht fehlen aber wichtige Informationen über die Durchsetzbarkeit der vorgeschlagenen Öffnung des Produktionshinweises: GV-Futterpflanzen können in tierischen Produkten kaum nachgewiesen werden. Gerade bei importierten Futtermittel stellt sich schnell die Frage der effektiven Durchsetzbarkeit dieser neuen Regelung.</p> <p>Allgemein bleibt festzuhalten, dass die geltenden Anforderungen in der VGVL zu wenig anwenderfreundlich sind. Die geltende Verordnung und der Entwurf sind missverständlich formuliert: Die Bedingung, dass "Ohne Gentechnik" erst ausgelobt werden darf, wenn ein gleichartiger GVO bewilligt ist, verhindert mit dieser Formulierung faktisch die Anwendung.</p> <p>Das NFP 59 kommt zur klaren Aussage, dass Gentechnologie eine interessante Methode wäre, um gezielt auch in der grünen Gentechnologie umweltschonende Produkte herzustellen. Ein entspannter Umgang mit GVO-Produkten wäre insgesamt mehr als angezeigt.</p> <p>2. Lesbarkeit des Hinweises Die vorgeschlagenen Vorschriften, welche auf die Lesbarkeit und die Verständlichkeit des Produktionshinweises abzielen, erachten wir als sinnvoll. Die Kennzeichnungen an sich könnten aber knapper formuliert werden.</p> <p>3. Mehrleistung und Schwellenwert 75% Gemäss bisherigem Recht ist es heute nicht zulässig Lebensmittel als „GVO-frei“ anzupreisen, wenn die Abwesenheit von GVO-Erzeugnissen eine Selbstverständlichkeit ist (z.B. Wasser oder Wild). Der Hinweis ist somit nur auf Erzeugnisse anwendbar, für die ein entsprechender GVO bewilligt bzw. zulässig ist, auf welchen aber in der Produktion bewusst verzichtet wurde. Art. 7b Abs. 2 und 7c Abs. 2 sind diesbezüglich unklar und sollen neu formuliert werden.</p> <p>Gemäss Entwurf sollen zusammengesetzte Lebensmittel nur entsprechend gekennzeichnet werden, wenn der Anteil an Zutaten bei welchen auf GVO verzichtet wurde, einen Massenanteil von mindestens 75 Massenprozenten ausmachen. So soll verhindert werden, dass Produkte als GVO-frei angepriesen werden, obwohl der Verzicht keine echte Mehraufwendung mit sich bringt und der Hinweis Konsumenten so zu täuschen versucht. Die Verhinderung der Täuschung ist ein berechtigtes Anliegen, doch der Schwellenwert von 75% ist hoch und arbiträr. Ein Festhalten an der bisherigen Regelung ist angezeigt – insbesondere vor dem Hintergrund, dass diese bisher zu keinen Täuschungsversuchen beim kantonalen Vollzug geführt haben.</p> <p>4. EU-Recht Die EU kennt in Bezug auf GVO-Hinweise (noch) kein Gemeinschaftsrecht. Umliegende Länder kennen unterschiedliche, aber meist weniger strenge</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Regelungen als die Schweiz. Die vorgeschlagene zusätzliche Kennzeichnung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ deckt sich weitgehend mit den Auflagen für „GVO-freie“ Produkte im umliegenden Ausland. So wird ein Handelshemmnis umgangen und der Bundesrat erfüllt damit Teile der Forderung der Motion 09.3864 (NR Laurent Favre).</p> <p>Im Hinblick auf mögliche Handelshemmnisse zwischen der Schweiz und der EU fordert FDP. Die Liberalen den Bundesrat auf, die Diskussionen innerhalb der EU über eine gemeinschaftliche Regelung zu verfolgen und gegebenenfalls rasch zu handeln, um eine wettbewerbliche Benachteiligung der Schweiz zu verhindern.</p>
SP	<p>Die SP steht einer Lockerung und Erweiterung der Deklaration “ohne Gentechnik” und “Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen” sehr kritisch gegenüber. Die SP vertritt die Auffassung, dass nicht die Abwesenheit von GVO gekennzeichnet werden soll (Negativdeklaration), sondern deren Anwesenheit (Positivdeklaration). Entsprechend sollten Produkte mit GVO-Bestandteilen oder tierische Produkte aus GVO-Fütterung obligatorisch mit den Hinweisen gekennzeichnet werden: “enthält gentechnisch veränderte Organismen” oder “wurde mit gentechnisch veränderten Futtermitteln hergestellt”. Gleichzeitig muss die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft die Gentechnikfreiheit insgesamt im Rahmen der Qualitätsstrategie verwerten.</p> <p>Bislang war die Regelung für die Konsumentinnen und Konsumenten nachvollziehbar: Deklariert wird, wenn Gentechnik enthalten ist. Mit der freiwilligen Deklaration “ohne Gentechnik” dürfen nur diejenigen Produkte ausgezeichnet werden, welche hohe Anforderungen erfüllen und die nachweislich während des ganzen Produktionsprozesses nicht mit Gentechnik in Berührung kommen. Dass die Lebensmittel frei sind von gentechnisch veränderte Organismen (GVO) ist ein wichtiges Anliegen einer Mehrheit der Schweizer Konsumentinnen und Konsumenten sowie auch der Schweizer Landwirtschaft.</p> <p>Die bestehende Regelung bietet aber nur die Grundlage, bei pflanzlichen Lebensmitteln einen Entscheid für oder gegen GVOs zu fällen. Hingegen ist es bislang nicht möglich bei Lebensmitteln tierischen Ursprungs zu beurteilen, ob bei der Herstellung von Produkten wie Fleisch, Milchprodukten oder Eiern GVO eingesetzt wurden oder nicht. Dies ist für viele Konsumentinnen und Konsumenten unbefriedigend, da sie gerne wissen möchten, ob die Nutztiere mit GVO gefüttert wurden. Umso verständlicher ist der Wunsch nach vollumfänglicher Transparenz, da der grösste Teil der weltweit angebauten Gentech-Pflanzen in der Nutztierfütterung eingesetzt werden.</p> <p>Heute muss bei tierischen Produkten die Verwendung von GVO in der Fütterung nicht deklariert werden. Es ist daher für die Konsumentinnen und Konsumenten nicht ersichtlich, ob gentechnisch veränderte Bestandteile in der Nahrungsmittelkette vorhanden sind.</p> <p>Eine obligatorische Deklaration von GVO in Futtermitteln würde ein Höchstmass an Transparenz schaffen, wie dies in der Motion von Géraldine Savary (06.3600) 2006 gefordert wurde. Leider wurde diese Motion vom Bundesrat abgelehnt. Wie in der Motion richtig ausgeführt wurde, steht die Tatsache,</p>

Organisation	Prise de position
	<p>dass Lebensmittel von mit GVO gefütterten Tieren nicht deklariert werden müssen im Widerspruch zur Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten.</p> <p>Mit der Lockerung der Deklaration "ohne Gentechnik" und der zusätzlichen Möglichkeit, tierische Produkte mit "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" auszuzeichnen, wird die Situation für die Konsumentinnen und Konsumenten hingegen anspruchsvoller: Nur sehr gut informierte Konsumenten werden die Bedeutung der beiden Kennzeichnungen unterscheiden können.</p> <p>Fazit:</p> <p><i>Die SP erachtet die vorgeschlagene Änderung als nicht überzeugend und lehnt sie daher ab. Wird eine solche Revision mit neuen Deklarationen aber dennoch realisiert, muss diese mit einer umfassenden Informationskampagnen begleitet werden, um bei den Konsumentinnen und Konsumenten nicht mehr Verunsicherung als Nutzen zu schaffen. Zudem kommt für die SP ein solcher Schritt nur in Frage, wenn auch Label- und Herkunftsprogramme wie Bio davon Gebrauch machen können.</i></p>
SVP	<p>Die SVP lehnt die vorliegende Verordnungsrevision ab.</p> <p>Die Einführung eines weiteren staatlichen Labels „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ und der damit verbundene Mehraufwand für Unternehmen und Behörden scheint unter dem Gesichtspunkt des fehlenden Mehrwertes für die Kunden nicht gerechtfertigt zu sein. Aufwändige Kontrollen, verkomplizierte Verfahren und steigende Bürokratie werden die Folge sein. Eine für den Wettbewerb förderliche Transparenz zu Gunsten des Konsumenten wird damit nicht geschaffen, stattdessen wird sogar eine Täuschung des Kunden befürchtet, da damit zwar ein teilweiser Verzicht gegenüber dem Label „ohne Gentechnik hergestellt“ deklariert werden kann, aber dennoch unscharf bleibt, und kaum zu kontrollieren ist. Der Fehlschluss, dass mit einer Angleichung an europäische Normen, mit einer Vereinheitlichung beispielsweise der Beschriftungen und mit einer bürokratischen und technischen Nennung von Mindestanteilen, dem Missbrauch und der Täuschung vorbeugt werden kann, zementiert nur die Überregulierungstendenz im Lebensmittelbereich.</p>

Organisation	Prise de position
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	<p>Die Stiftung für Konsumentenschutz steht einer Lockerung und Erweiterung der Deklaration "ohne Gentechnik" und "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" skeptisch gegenüber.</p> <p>Bislang war die Regelung für die Konsumentinnen und Konsumenten klar und nachvollziehbar: Deklariert wird, wenn Gentechnik enthalten ist. Mit der freiwilligen Deklaration "ohne Gentechnik" dürfen nur diejenigen Produkte ausgezeichnet werden, welche hohe Anforderungen erfüllen und die nachweislich während des ganzen Produktionsprozesses nicht mit Gentechnik in Berührung kommen.</p> <p>Für die SKS wäre eine Ausweitung der Deklaration im Sinne einer Information über eine Fütterung MIT gentechnisch veränderten Pflanzen logisch und konsequent. Dies würde auch der Schweizer Landwirtschaft entgegenkommen, da ihre Produkte ohne eine von den Konsumenten als negativ wahrgenommene Information auskommen würden.</p> <p>Mit der Lockerung der Deklaration "ohne Gentechnik" und der zusätzlichen Möglichkeit, tierische Produkte mit "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" auszuzeichnen, wird die Situation für die Konsumentinnen und Konsumenten hingegen anspruchsvoller: Nur sehr gut informierte Konsumenten werden die Bedeutung der beiden Kennzeichnungen unterscheiden können.</p> <p>Mit der Einschränkung von Art. 10 Bst. b der Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständeverordnung (LGV) wird die Deklaration der GVO-freien Fütterung wieder verunmöglicht: Diese schliesst aus, dass eine Eigenschaft ausgelobt werden kann, wenn alle vergleichbaren Erzeugnisse von Rechts wegen dieselbe Eigenschaft aufweisen. Damit werden Suisse Garantie- oder die Bio-Produktion und -Labels sowie weitere Label-Programmen von dieser Auszeichnung ausgeschlossen. Eine Kennzeichnung wäre ausschliesslich für die konventionelle Produktion möglich. Dies würde dieser Produktionsform jedoch einen Wettbewerbsvorteil erschliessen, der nicht gerechtfertigt ist.</p> <p>Eine Auslobung der gentechnikfreien Fütterung ist für uns nur akzeptabel, wenn Art. 10 Bst.b der LGV für diese Auslobung nicht massgeblich ist und auch höhere Produktionsstandards und -labels in den Genuss der Auszeichnung kommen können.</p> <p><u>Ist dies aus rechtlichen Gründen nicht möglich, lehnen wir die Revision der VGLV ab.</u></p> <p>Aus Sicht der Konsumentinnen und Konsumenten sprechen folgende Punkte für eine Auszeichnung:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Wer sicher gehen will, dass die Tiere nicht mit gentechnisch veränderten Pflanzen gefüttert wurden, hat mit dieser Auszeichnung mehr Transparenz

Organisation	Prise de position
	<ul style="list-style-type: none"> • Eine Fütterung der Nutztiere ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen ist vielen Konsumentinnen und Konsumenten ein Anliegen. Mit der Möglichkeit zur Auszeichnung werden die Schweizer Produzenten in ihren Bemühungen unterstützt, diese GVO-freie Fütterung weiterhin zu gewährleisten. • Konsumentinnen und Konsumenten haben die Möglichkeit zu erfahren, dass auch Schweizer Produkte ohne gentechnisch verändertes Futter produziert wird. Die unterschiedliche Handhabung dieser Frage in der Schweiz und im umliegenden Ausland– wegen Produktimporten und dem Einkaufstourismus in den Nachbarländern – ist verwirrend für die Konsumentinnen und Konsumenten. <p>Fazit</p> <ul style="list-style-type: none"> • Wir bevorzugen nach wie vor die Deklaration “mit gentechnisch veränderten Futterpflanzen” hergestellt, bekämpfen jedoch die vorgesehene Lösung nicht, da sie für die Konsumentinnen und Konsumenten auch einen Informationsgewinn bringt. • Eine Deklaration, wie sie die vorliegende Revision vorschlägt, muss mit breiten und langfristigen Informationskampagnen begleitet werden. • Eine Einführung dieser Deklarationsmöglichkeit kommt für uns nur in Frage, wenn auch Label- und Herkunftsprogramme davon Gebrauch machen können. Eine Kennzeichnung einzig der konventionellen Produktion lehnen wir ab.
<p>Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera Italiana ACSI</p>	<p>En préambule</p> <p>Les organismes génétiquement modifiés (OGM) sont une des préoccupations des consommateurs suisses. L'étiquetage donne aujourd'hui l'information nécessaire permettant de faire un choix éclairé uniquement pour les aliments d'origine végétale.</p> <p>L'information des consommateurs sur la présence d'OGM dans la chaîne alimentaire connaît pourtant une grande lacune : les consommateurs ne sont pas informés sur la présence de plantes génétiquement modifiées (GM) dans l'alimentation des animaux de rente. Il est de ce fait impossible de savoir si l'on favorise l'utilisation d'OGM en achetant une viande, un produit laitier ou des œufs.</p> <p>L'information obligatoire sur la présence d'OGM dans le fourrage aurait amené un maximum de transparence, comme demandé dans la motion Savary 06.3600. Cette option a été repoussée par le Conseil Fédéral.</p> <p>Des produits importés étiquetés « nourri sans OGM » se trouvent déjà sur le marché suisse romand et évidemment lors des achats transfrontaliers. Il est donc urgent d'harmoniser l'étiquetage afin de rendre la situation plus claire pour les consommateurs.</p> <p>Compte tenu de la situation, la FRC salue donc l'étiquetage positif pour les denrées d'origine animale produites sans recours aux plantes génétiquement modifiées. Il donne des informations qui sont actuellement cachées aux yeux des consommateurs.</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Afin de rendre cette information la plus efficace possible, nous proposons les adaptations suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> • La formulation proposée « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées » est trop compliquée. Nous préférons une version plus compréhensible comme « nourri sans plantes génétiquement modifiées », « nourri sans plantes transgéniques » ou « nourri sans plantes OGM ». « Transgénique » serait l'expression scientifiquement correcte. La formulation « nourri sans plantes OGM » serait certainement la mieux comprise par les consommateurs, bien qu'elle ne soit linguistiquement pas correcte. • Pour les consommateurs, ces formulations incluent tous les aliments pour animaux à base de plantes, qu'il s'agisse de graines, de tourteaux ou d'autres résidus ou produits végétaux mélangés, moulues etc. • Les consommateurs ne sont pas au courant de toutes les méthodes d'élevage et de tous les organismes transgéniques autorisés. Ils ne peuvent pas savoir si une vache aurait pu manger du maïs transgénique ou pas. Ils ne sont pas au courant des détails techniques des initiatives qui misent sur la production sur base herbagère ou qui renoncent au soja (p.ex. Vache Mère Suisse) ou qui renoncent aux OGM (p.ex. Suisse Garantie). Pour la FRC, un produit d'origine bovine doit pouvoir porter l'indication « nourri sans plantes transgéniques », même si la vache a uniquement brouté de l'herbe. Les consommateurs ont le droit de connaître cette plus-value. • Selon la proposition, des œufs provenant de poules ayant picoré de l'orge et non du maïs ne pourront pas être étiquetés « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées » car il n'existe pas d'orge transgénique. C'est une situation incompréhensible pour la grande majorité des consommateurs qui ne sont pas au courant de la loi, ni des méthodes d'élevage, ni des variétés transgéniques autorisées en Suisse ou chez nos voisins. • Dans cette ordonnance il manque la notion de la durée durant laquelle les animaux seront nourris sans plantes transgéniques. Nous demandons que cela soit spécifié dans un article. • Autres oubliés de cette ordonnance : les abeilles et leurs produits. La FRC propose une solution spatiale pragmatique telle qu'elle existe en France, p. ex. « apiculture sans OGM dans un rayon de 5 km ». <p>L'ACSI soutient donc le projet soumis, mais elle demande de bien vouloir prendre en compte ses demandes d'adaptation.</p>
<p>Fédération romande des consommateurs, FRC Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>En préambule</p> <p>Les organismes génétiquement modifiés (OGM) sont une des préoccupations des consommateurs suisses. L'étiquetage donne aujourd'hui l'information nécessaire permettant de faire un choix éclairé uniquement pour les aliments d'origine végétale.</p>

Organisation	Prise de position
	<p>L'information des consommateurs sur la présence d'OGM dans la chaîne alimentaire connaît pourtant une grande lacune : les consommateurs ne sont pas informés sur la présence de plantes génétiquement modifiées (GM) dans l'alimentation des animaux de rente. Il est de ce fait impossible de savoir si l'on favorise l'utilisation d'OGM en achetant une viande, un produit laitier ou des œufs.</p> <p>L'information obligatoire sur la présence d'OGM dans le fourrage aurait amené un maximum de transparence, comme demandé dans la motion Sa-vary 06.3600. Cette option a été repoussée par le Conseil Fédéral.</p> <p>Des produits importés étiquetés « nourri sans OGM » se trouvent déjà sur le marché suisse romand et évidemment lors des achats transfrontaliers. Il est donc urgent d'harmoniser l'étiquetage afin de rendre la situation plus claire pour les consommateurs.</p> <p>Compte tenu de la situation, la FRC salue donc l'étiquetage positif pour les denrées d'origine animale produites sans recours aux plantes génétiquement modifiées. Il donne des informations qui sont actuellement cachées aux yeux des consommateurs.</p> <p>Afin de rendre cette information la plus efficace possible, nous proposons les adaptations suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> • La formulation proposée « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées » est trop compliquée. Nous préférons une version plus compréhensible comme « nourri sans plantes génétiquement modifiées », « nourri sans plantes transgéniques » ou « nourri sans plantes OGM ». « Transgénique » serait l'expression scientifiquement correcte. La formulation « nourri sans plantes OGM » serait certainement la mieux comprise par les consommateurs, bien qu'elle ne soit linguistiquement pas correcte. • Pour les consommateurs, ces formulations incluent tous les aliments pour animaux à base de plantes, qu'il s'agisse de graines, de tourteaux ou d'autres résidus ou produits végétaux mélangés, moulues etc. • Les consommateurs ne sont pas au courant de toutes les méthodes d'élevage et de tous les organismes transgéniques autorisés. Ils ne peuvent pas savoir si une vache aurait pu manger du maïs transgénique ou pas. Ils ne sont pas au courant des détails techniques des initiatives qui misent sur la production sur base herbagère ou qui renoncent au soja (p.ex. Vache Mère Suisse) ou qui renoncent aux OGM (p.ex. Suisse Garantie). Pour la FRC, un produit d'origine bovine doit pouvoir porter l'indication « nourri sans plantes transgéniques », même si la vache a uniquement brouté de l'herbe. Les consommateurs ont le droit de connaître cette plus-value. • Selon la proposition, des œufs provenant de poules ayant picoré de l'orge et non du maïs ne pourront pas être étiquetés « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées » car il

Organisation	Prise de position
	<p>n'existe pas d'orge transgénique. C'est une situation incompréhensible pour la grande majorité des consommateurs qui ne sont pas au courant de la loi, ni des méthodes d'élevage, ni des variétés transgéniques autorisées en Suisse ou chez nos voisins.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans cette ordonnance il manque la notion de la durée durant laquelle les animaux seront nourris sans plantes transgéniques. Nous demandons que cela soit spécifié dans un article. • Autres oubliés de cette ordonnance : les abeilles et leurs produits. La FRC propose une solution spatiale pragmatique telle qu'elle existe en France, p. ex. « apiculture sans OGM dans un rayon de 5 km ». <p>La FRC soutient donc le projet soumis, mais elle demande de bien vouloir prendre en compte ses demandes d'adaptation.</p>
Konsumentenforum kf	<p>1. Allgemeine Bemerkungen</p> <p>Das Konsumentenforum kf setzt sich für eine objektive Information der Konsumentinnen und Konsumenten ein, diese soll es ermöglichen, bewusste Kaufentscheide zu treffen. Bezüglich der Gentechnologie ist das kf der Auffassung, dass die Landwirtschaft alle Technologien einsetzen soll, die ökologische, wirtschaftliche Vorteile bieten und im Weiteren zum Vorteil der Konsumentenschaft und des Tierwohls erreichen. Aus diesem Grund hat das kf keine Vorbehalte gegen den Einsatz von gentechnisch hergestellten Arzneimitteln und Vitaminpräparaten. Damit Konsumentinnen und Konsumenten den Überblick behalten, nimmt das kf gegenüber neuen Anpreisungen eine restriktive Haltung ein. Schon heute stellen die zahlreichen Labels und Auslobungen eine verwirrende Vielfalt dar, es fällt schwer, sich ein objektives Bild über Produkte zu machen. Die vorliegende Revision wurde von landwirtschaftlicher Seite beantragt, um eine Mehrleistung auszuloben. Es bleibt der Landwirtschaft unbenommen, auf ihre Politik hinzuweisen, dem kf erscheint es aber nicht angemessen, dies auf den ohnehin schon reich befrachteten Lebensmitteletiketten zu machen. Der Landwirtschaft steht dagegen nichts im Weg, den Einsatz der Futtermittel analog wie bei Bioprodukten bekannt zu machen.</p> <p>2. Kritische Haltung gegenüber dem Revisionsvorschlag</p> <p>Das kf legt besonderen Wert auf die Einhaltung des Täuschungsartikels des Lebensmittelgesetzes. Art. 18 LMG hält unter anderem folgendes fest: "Täuschend sind namentlich Angaben und Aufmachungen, die geeignet sind, beim Konsumenten falsche Vorstellungen über Herstellung, Zusammensetzung, Beschaffenheit, Produktionsart... zu wecken". Der vorliegende Revisionsvorschlag ist aus Sicht des kf dazu geeignet, falsche Vorstellungen zu wecken. Das kf teilt den anlässlich der der Motion 09.3864 geäußerte Beurteilung, dass die heutige Regelung klar und vollziehbar ist, wogegen die vorgeschlagene Aufweichung den Täuschungsschutz nicht mehr im bisherigen Umfang gewährleistet. Wie das NFP59 gezeigt hat, sind mit gentechnisch veränderten Erzeugnissen keine spezifischen Risiken verbunden. Gegen den Einsatz solcher Erzeugnisse sprechen deshalb allenfalls die weltanschauliche Überzeugung, einen Eingriff in die Genetik eines Organismus abzulehnen. In Anbetracht des immer fließenderen Überganges zwischen herkömmlichen und gentechnischen Zuchtmethoden ist dies zwar nur</p>

Organisation	Prise de position
	<p>schwierig nachvollziehbar, aber letztlich zu respektieren. Genau diesem Anliegen trägt die heutige klare Regelung für die Auslobung „ohne Gentechnologie hergestellt“ Rechnung. Demgegenüber bietet die vorgeschlagene Deklaration keine Klarheit über den tatsächlichen Einsatz der Gentechnik im Rahmen des Herstellungsprozesses. Es wird ein Detail ausgelobt (Futterpflanzen) ohne gleichzeitig darauf hinzuweisen, in welchen Bereichen Gentechnologie sehr wohl zum Einsatz kommt, so z.B. bei weiteren Futterbestandteilen, Hilfsstoffen, Vitaminen, Tierarzneimitteln und anderem mehr. Damit ist die Einhaltung der Forderung von Art. 18 LMG nicht mehr sichergestellt.</p> <p>Im Weiteren sind Deklarationen und deren Überprüfung mit Kosten verbunden, weshalb auch aus diesem Grund Zurückhaltung mit zusätzlichen Auflagen geübt werden sollte. Namentlich der Preis von Fleisch sollte nicht durch zusätzliche Auflagen belastet werden, sind die hohen Preise doch schon heute ein wichtiger Faktor für den Einkaufstourismus. In diesem Zusammenhang stellt sich die Frage, inwieweit die Konsumenten überhaupt am Verzicht von GVO-Futtermitteln interessiert sind. Laut Angaben des Futtermittelverbands sind die Mehrkosten für entsprechende Futtermittel mit 45 - 60 Mio Fr. beachtlich. Dass sich schon heute grosse Teile der Konsumenten eher nach dem Preis als nach Sonderleistungen orientieren zeigt die Tatsache, dass für 1 Mia Fr. jährlich Fleisch im grenznahen Ausland eingekauft wird.</p> <p>3. Schlussfolgerung</p> <p>Aus all diesen Gründen lehnt das Kf die vorgeschlagene Revision ab. Die nachfolgenden Ausführungen beziehen sich auf den Fall, dass die Deklaration „ohne Gentechnik hergestellt“ trotz aller Negativpunkte trotzdem aufgeweicht wird.</p>

Organisation	Prise de position
economiesuisse	<p data-bbox="453 286 1359 452">Wir begrüßen grundsätzlich Ihre Absicht, den Verzicht auf den Einsatz von Gentechnik bei der Herstellung von Lebensmitteln besser ausloben zu können. Der vorgeschlagenen Revision können wir – trotz gewisser Schwächen - grundsätzlich zustimmen; sie ist für uns aber nicht zwingend nötig. Im Folgenden weisen wir auf verschiedene problematische Punkte hin.</p> <p data-bbox="453 495 1359 797">Aus unserer Sicht ist nicht klar, inwiefern eine weitere Differenzierung der Lebensmittelkennzeichnung hinsichtlich Gentechnikproduktion den Konsumenten effektiv einen Nutzen stiftet. Den Konsumentinnen und Konsumenten müsste bewusst sein, dass die Kennzeichnung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ einen Teilverzicht auf Gentechnik im Herstellungsprozess bedeutet. Für uns ist nicht klar, ob dieses Verständnis tatsächlich gegeben ist und diese neue Kennzeichnung, wie im erläuternden Bericht formuliert, für die Konsumentinnen und Konsumenten „klar verständlich“ ist.</p> <p data-bbox="453 840 1359 1279">Wir begrüßen ausdrücklich, dass im Entwurf ein Wortlaut („Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“) vorgeschlagen wird, der wahrheitsgetreu ist. Eine transparente und wahrheitsgetreue Kommunikation ist gerade in einem in der Öffentlichkeit so kontrovers diskutierten Gebiet wie jenem der Gentechnik zentral. Wir befürchten aber, dass die vorgeschlagene Differenzierung der Kennzeichnung mit Sicht auf die Regelungen in unseren Nachbarländern - wo teilweise trotz Verwendung von gentechnisch veränderten Futterpflanzen die Kennzeichnung „Ohne Gentechnik hergestellt“ o.ä. ausgelobt werden kann - eine Schlechterstellung der hiesigen Hersteller zur Folge haben könnte. Dies ist zu vermeiden. Es wäre demnach zu prüfen, ob die Auslobung nicht stärker den Kriterien bzw. an die Praxis der deutschsprachigen Nachbarländer angepasst werden könnte, ohne für die Konsumentinnen und Konsumenten irreführend zu sein.</p> <p data-bbox="453 1321 1359 1659">Im Falle der Zulassung der neuen Kennzeichnung („Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“) sollte den Konsumentinnen und Konsumenten klar sein, dass auch bei derart ausgelobten Produkten die Verwendung von biotechnologisch mit Hilfe von gentechnischveränderten Organismen (GVO) hergestellten Futtermittel-Zusätzen möglich und in der Praxis schon lange weit verbreitet ist. Andernfalls würden seitens der Konsumenten falsche Erwartungen geweckt. Eine allfällige „Aufdeckung durch die Medien“ dieses – in Expertenkreisen bekannten und in der Produktion üblichen – Sachverhaltes würde in den Augen der Bevölkerung die Glaubwürdigkeit einer wahrheitsgetreuen GVO-Regelung deutlich schwächen.</p> <p data-bbox="453 1702 1359 2029">Wir erlauben uns noch einen weiteren Hinweis. Da der Verzicht auf GVO im Herstellungsprozess bei verarbeiteten und tierischen Produkten kaum oder gar nicht analytisch belegt werden kann, kommt der für eine entsprechende Kennzeichnung geforderten „lückenlosen Dokumentation“ eine besondere Bedeutung zu. Auch wenn die Anpassung der Toleranzregelung für Spurenbeimischungen von in der Schweiz nicht zugelassenen GVOs nicht Bestandteil der vorliegenden Revision ist, beantragen wir, diese Thematik demnächst anzugehen. In der Schweiz sind nur vier GVO-Pflanzensorten als Lebensmittel zugelassen; zusätzlich werden gemäss Anhang 2 der VGVL Spuren von vier weiteren GVO-Pflanzensorten ohne Sonderprüfung toleriert. In</p>

Organisation	Prise de position
	<p>der Europäischen Union (EU) sind dagegen bereits über 40 GVO-Pflanzensorten als Lebensmittel zugelassen. Um Probleme bei grenzüberschreitenden Warenflüssen zu verhindern, sollten die Toleranzen für GVO-Spuren auf alle in den EU-Nachbarländern als Lebensmittel zugelassenen oder tolerierten GVO-Pflanzensorten ausgeweitet werden, analog zu der bestehenden Regelung in der Futtermittel-Verordnung.</p>
<p>Schweizerischer Gewerbeverband sgv</p>	<p>Der Schweizerische Gewerbeverband sgv, die Nummer 1 der Schweizer KMU-Wirtschaft, vertritt 250 Verbände und gegen 300'000 Unternehmen. Im Interesse der Schweizer KMU setzt sich der grösste Dachverband der Schweizer Wirtschaft für optimale wirtschaftliche und politische Rahmenbedingungen sowie für ein unternehmensfreundliches Umfeld ein.</p> <p>Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, zum obgenannten Geschäft Stellung beziehen zu können. Da die allermeisten unserer Mitgliedorganisationen von dieser Vorlage nicht betroffen sind, hat sich an der verbandsinternen Vernehmlassung bis heute nur ein einziges Mitglied geäußert, nämlich der Schweizer Fleisch-Fachverband SFF. Dessen Antwort ist Ihnen am 12. März 2014 direkt zugestellt worden.</p> <p>Als Dachverband der KMU unterstützen wir die Eingabe des SFF und beantragen ebenfalls Ablehnung einer Anpreisung eines GVO-Teilverzichts. Angesichts der Vielfalt von Labels und Auslobungen ist es für die Konsumentinnen und Konsumenten schon heute sehr schwierig, überhaupt noch den Überblick behalten zu können. Die Liste der Deklarationsangaben würde noch länger und verwirrlicher. Zudem sind alle neuen Deklarationen und deren Überprüfung immer mit Kosten und bürokratischem Aufwand für die betroffenen Unternehmen verbunden. Der sgv spricht sich konsequent gegen alle Massnahmen aus, die eine Erhöhung der Regulierungskosten zur Folge haben.</p>
<p>Scienceindustries, SCIN</p>	<p>Die Revision der VGVL soll die Möglichkeit der Auslobung eines teilweisen Verzichts auf die Verwendung der Gentechnik im Herstellungsprozess von Lebensmitteln ermöglichen. Neben dem bereits bestehenden, eindeutigen Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt», der einen vollständigen Verzicht auf die Gentechnik in der gesamten Produktionskette voraussetzt, soll neu auch eine Kennzeichnung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» mit weniger strengen Anforderungen erlaubt sein. Die Verwendung biotechnologisch mit Hilfe von GVO hergestellter Futtermittel-Zusätze (Vitamine, Enzyme) wäre für die Produktion mit diesem Hinweis möglich.</p> <p>Wir bezweifeln grundsätzlich, dass die Schaffung einer weiteren Lebensmittel-Kennzeichnung für Konsumentinnen und Konsumenten einen Mehrwert bringt, und vermuten eher, dass sie für weitere Verwirrung im Label-Dschungel sorgt. Auch ist es wenig wahrscheinlich, dass Konsumenten bewusst ist dass die «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» nur einen Teil-Verzicht auf Gentechnik im Herstellungsprozess bedeutet. Diese neue Kennzeichnungsmöglichkeit trägt aus unserer Sicht nicht unbedingt zu einer verbesserten Information der Konsumentinnen und Konsumenten bei, und ist nicht zwingend erforderlich.</p> <p>Da der vorgeschlagene Wortlaut des Hinweises «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» aber wahrheitsgetreu ist und seine Einführung manchen Marktteilnehmern ein wichtiges Anliegen scheint, wären wir</p>

Organisation	Prise de position
	<p>mit den vorgeschlagenen Änderungen der VGVL einverstanden. Wir begrüßen die Bestrebungen, die neue Auslobung wahrheitsgetreu und ohne weitere Einschränkungen (wie z. B. die in Deutschland für das «ohne Gentechnik»-Label mögliche Fütterung von Tieren mit GVO-Futterpflanzen für einen Teil ihrer Lebensdauer) auszugestalten. Eine Lockerung der strengen Anforderungen an die bestehende, eindeutige «ohne Gentechnik hergestellt»-Kennzeichnung lehnen wir dagegen ausdrücklich ab.</p> <p>Im Fall der Zulassung der neuen Kennzeichnung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» wäre zu wünschen, dass ihre Anwender die Konsumentinnen und Konsumenten darüber informieren, dass die Verwendung von biotechnologisch mit Hilfe von GVO hergestellten Futtermittel-Zusätzen bei derart ausgelobten Produkten möglich und in der Praxis schon lange weit verbreitet ist. Ohne eine aktive Informationspolitik hierzu sind – obwohl der Wortlaut der Kennzeichnung selber wahrheitsgetreu ist - falsche Erwartungen der Konsumenten vorprogrammiert, und negative Reaktionen bei «Enthüllung» des tatsächlichen Sachverhaltes nicht ausgeschlossen.</p> <p>Da der Verzicht auf GVO im Herstellungsprozess bei verarbeiteten und tierischen Produkten kaum oder gar nicht analytisch belegt werden kann, kommt der für eine entsprechende Kennzeichnung geforderten «lückenlosen Dokumentation» eine besondere Bedeutung zu. Um Missbräuche auszuschliessen, sollten die Anforderungen an diese Dokumentation (auch für Importprodukte) und der Vollzug der Kontrollen in geeigneter Weise präzisiert werden.</p> <p>Eine Anpassung der Toleranzregelung für Spurenbeimischungen von in der Schweiz nicht zugelassenen GVOs ist nicht Gegenstand der vorliegenden Revision der VGVL. Wir weisen jedoch darauf hin, dass in der Schweiz nur vier GVO-Pflanzensorten als Lebensmittel zugelassen sind, zusätzlich werden gem. Anhang 2 VGVL Spuren von vier weitere GVO-Pflanzensorten ohne Sonderprüfung toleriert. In der EU sind dagegen bereits über 40 GVO-Pflanzensorten als Lebensmittel zugelassen. Um Probleme bei grenzüberschreitenden Warenflüssen zu verhindern, sollten die Toleranzen für GVO-Spuren auf alle in den EU-Nachbarländern als Lebensmittel zugelassenen oder tolerierten GVO-Pflanzensorten ausgeweitet werden, analog zu der bestehenden Regelung in der Futtermittel-Verordnung (916.307, Art. 68).</p>
Akademien der Wissenschaften Schweiz	<p>Die Anliegen der Wissenschaft und Forschung werden durch die VGVL nicht tangiert und der Forschungsplatz Schweiz sowie Forschungsmöglichkeiten werden nicht beschränkt. Ein mittelbarer Einfluss kann jedoch nicht ausgeschlossen werden, da die Kennzeichnungsvorschriften der VGLV die öffentliche Wahrnehmung der Gentechnik im Lebensmittelbereich mitprägen.</p> <p>Das Inverkehrbringen von GV-Lebensmitteln in der Schweiz hat in der Vergangenheit stets Protestaktionen seitens ideeller Verbände (insb. Greenpeace) gegen die jeweiligen Detailhändler nach sich gezogen. Obschon GV-Lebensmittel bei einem nicht unerheblichen Teil der Schweizer Bevölkerung akzeptiert wären (Aerni et al. 2011) verzichtet der Detailhandel deshalb auf die Aufnahme von solchen Produkten in sein Sortiment. In der Folge wird die Positivdeklaration ("gentechnisch verändert") in der Schweiz bisher kaum verwendet, da der Markt nur vereinzelt Produkte aufweist, die gentechnisch verändert sind (ausgenommen die in vielen Produkten vorhandenen, nicht de-</p>

Organisation	Prise de position
	<p>klarationspflichtigen, aber gentechnisch hergestellten Hilfs- und Zusatzstoffe). Hingegen scheinen Produzenten und Händler zunehmend daran interessiert zu sein, die Negativdeklaration ("ohne Gentechnik hergestellt") in der Auslobung von Produkten zu verwenden.</p> <p>Den Akademien der Wissenschaften Schweiz ist es ein Anliegen, dass die Deklarationsvorschriften die Transparenz der Herstellungsweise eines Produktes maximal gewährleisten, um den Konsumenten möglichst komplett und gut verständlich zu informieren und ihm Wahlfreiheit zu gewähren.</p> <p>Die beteiligten Expertinnen und Experten waren sich aber insgesamt nicht einig. So befürchten die einen, Negativdeklarationen ("ohne Gentechnik hergestellt", "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen") könnten eine Täuschungsgefahr mit sich bringen, da sie sich nicht von Produkten unterscheiden, die auf Negativdeklarationen verzichten und die Negativdeklaration suggeriert, dass alle Produkte, die keine Deklaration aufweisen, mit Gentechnik hergestellt wurden. Die Negativdeklaration sagt weniger über das Vorhandensein von GVO im Herstellungsprozess aus, als darüber, dass sich der Hersteller diesbezüglich strengerer Dokumentationspflichten unterstellt. Sie lehnen deshalb die vorgelegte Revision der VGVL grundsätzlich ab.</p> <p>Andere sind der Meinung, dass Negativdeklarationen dem Produzenten ermöglichen, Zusatzkosten, die durch den Verzicht oder teilweisen Verzicht auf GVO entstanden sind, zu deklarieren. Der Konsument erhält zusätzliche Informationen zur Herstellungsweise eines Produktes. Die Transparenz wird somit für Produkte erhöht, bei denen eine Deklaration stattfindet. Diese ExpertInnen befürworten die vorliegende Revision vollumfänglich.</p> <p>Argumente contra und pro die Revision</p> <p>Aus naturwissenschaftlicher Sicht gibt es keine wissenschaftliche Evidenz dafür, dass GV-Produkte gegenüber konventionellen Produkten qualitativ minderwertig sind und der Verzicht auf GVO eine Mehrleistung bezüglich Qualität des Produktes darstellt (NFP 59; 2012). Die durch Experten vertretenen Gremien Forum Genforschung (FoGeFo) und Schweizerische Gesellschaft für Ernährung (SGE) lehnen deshalb die neugeschaffene Möglichkeit der Auslobung eines Teilverzichts auf GVO ab. Diese Gremien sind zudem der Meinung, dass der neue Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" bei den KonsumentInnen nicht zu mehr Transparenz, sondern eher zu mehr Verwirrung führen würde. Zudem könnte die Auslobung nur für Futtermittel bald den Anspruch wecken, auch andere "teilweise Verzichte" auszuloben. Ein Kennzeichnungssystem, bei dem alle bei der Produktion verwendeten Zusatz- und Hilfsstoffe deklariert werden, würde die Transparenz maximal gewährleisten.</p> <p>Die Experten dieser beiden Gremien empfehlen deshalb, die Negativdeklarationen durch ein Kennzeichnungssystem zu ersetzen, bei dem alle bei der Produktion verwendeten Zusatz- und Hilfsstoffe deklariert werden.</p> <p>Aus sozial- und marktwissenschaftlicher Sicht hingegen stehen die Argumente im Zentrum, dass die Wahlfreiheit der KonsumentInnen sowie die Konkurrenzfähigkeit der Schweizer Produkte gewährleistet werden muss. Die durch ExpertInnen vertretenen Gremien Forum Biodiversität (FoBiodiv) und Plattform Lebensmitteltechnologie (SATW) sind der Meinung, dass die</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Änderungsvorschläge für das VGVL diese Vorgaben unterstützen. Sie begrüssen deshalb die vorgeschlagene Teilrevision vollumfänglich. Sie erachten die neugeschaffene Möglichkeit der Auslobung eines Teilverzichts auf GVO insbesondere aus zwei Gründen als sinnvoll.</p> <p>1) Die Transparenz gegenüber den KonsumentInnen wird erhöht. 2) Die Schweizer LandwirtInnen können die Mehrkosten, welche ihnen durch den Verzicht auf GV-Futterpflanzen entstehen, ausweisen. Dies ist umso bedeutender, als dass die Bestimmungen in den Nachbarländern weniger einschränkend sind als in der Schweiz, wodurch der Schweizer Landwirtschaft in der heutigen Situation tendenziell Nachteile entstehen.</p> <p>Die Akademien der Wissenschaften Schweiz begrüssen einstimmig, dass die bisher geltende strikte Auslegung des Hinweises “ohne Gentechnik hergestellt” weiter beibehalten wird.</p> <p>Im internationalen Kontext erscheint es jedoch als problematisch, dass die Negativdeklaration nur dann verwendet werden darf, wenn nach schweizerischem Recht gleichartige Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe, etc. in der Schweiz bewilligt worden sind. Damit werden Produzenten von der Negativdeklaration ausgeschlossen, die Ware im Ausland herstellen, wo weit mehr GVO zugelassen sind als in der Schweiz. Ihre Massnahmen zur Vermeidung der Verwendung von GVO im Herstellungsprozess dürfen sie in vielen Fällen nicht ausloben, obschon ihre diesbezüglichen Bemühungen möglicherweise noch viel aufwendiger sind als dies für Schweizer Produzenten der Fall ist.</p> <p>Die Präzisierungen zur Aufmachungen des Hinweises (betreffend Grösse und Schrift) werden einstimmig als sinnvoll erachtet.</p> <p>Literatur: Aerni P., Scholderer, J., Ermen D. (2011) What would Swiss consumers decide if they had freedom of choice? Evidence from a field study with GM corn bread. Food Policy 36 (6): 830-838 Leitungsgruppe des NFP 59 (2012) Nutzen und Risiken der Freisetzung gentechnisch veränderter Pflanzen. Bern.</p>
Migros-Genossenschaftsbund	<p>Die Migros hat grundsätzlich Verständnis für das Anliegen der Branche, tierische Produkte entsprechend zu deklarieren, wenn während ihrer Herstellung kein gentechnisch verändertes Futter zum Einsatz kam. Eine Auslobung auf dem Produkt halten wir aber für den falschen Weg. Auch die Lockerung der Anforderungen an die Deklaration „ohne Gentechnik hergestellt“ lehnen wir ab. Unsere ausführliche Argumentation finden Sie auf den folgenden Seiten.</p> <p>Wir danken Ihnen für die wohlwollende Prüfung unserer Anliegen und stehen Ihnen für Rückfragen gerne zur Verfügung.</p> <p><u>Einleitung</u> Die Skepsis der Schweizer Bevölkerung gegenüber gentechnisch veränderten Organismen in Lebensmitteln ist unserer Einschätzung nach gross. Die Migros nimmt die Bedenken ernst und verzichtet auf den Verkauf von gentechnisch veränderten Lebensmitteln wie Früchte, Gemüse oder Getreide. Schweizer Fleisch, Eier und Milch sind garantiert ohne GVO-Futterpflanzen produziert. Einzig bei importierten tierischen Produkten, die keinem Label</p>

Organisation	Prise de position
	<p>entsprechen, können wir die Verwendung von GVO-Futterpflanzen nicht ganz ausschliessen.</p> <p>Die Schweizer Lebensmittelbranche bezeichnet sich im allgemeinen Sprachgebrauch als GVO-frei¹ Aus unserer Sicht dürfte sich in naher Zukunft an diesem Grundsatz nichts ändern. Diese Einschätzung stützen wir unter anderem auf das Bekenntnis der Branche zur Qualitätsstrategie, wo der Verzicht auf GVO² zur Nutzung von Marktchancen festgeschrieben ist Eine Revision der Verordnung über gentechnisch veränderte Lebensmittel VGVL in Bezug auf die Kennzeichnung „ohne Gentechnik hergestellt“, halten wir im Moment nicht für notwendig.</p> <p>Nachfolgend unsere Einschätzungen zur Auslobung der GVO-freien Fütterung sowie zu den Änderungsvorschlägen der Anforderungsbedingungen der Deklaration „ohne Gentechnik hergestellt“.</p> <p>Auslobung der Verwendung von GVO-freien Futterpflanzen</p> <p>Obschon wir dem Anliegen der Branche durchaus Verständnis entgegenbringen, halten wir eine Auslobung der Fütterung mit GVO-freien Futterpflanzen für den falschen Ansatz. Dies aus folgenden Gründen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die Migros setzt intensiv auf Schweizer Produkte und damit auf eine garantierte Fütterung ohne GVO-Futterpflanzen. Der Anteil an Schweizer Fleisch etwa liegt in der Migros bei 80 Prozent und mehr (Geflügel rund 60 Prozent). • Die Relevanz für Konsumentinnen und Konsumenten, ob ein tierisches Produkt von einem Tier stammt, das ohne GVO-Futterpflanzen gefüttert wurde, ist im Gegensatz zum direkten Konsum von GVO-Produkten fraglich. Andere Mehrwerte sind kundenrelevanter, so etwa das Tierwohl oder ein restriktiver Antibiotika- Einsatz. • Die Diskriminierung der Schweizer Landwirte bleibt bestehen, da sich die geplante Auslobung von jener in unseren Nachbarländern unterscheidet. Kann ein Konsument zwischen einem Joghurt wählen mit der Auslobung „ohne Gentechnik“ (Deutschland) und einem mit der Auslobung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ (Schweiz), dürfte er sich eher für das erste entscheiden. Und dies, obwohl auch in Deutschland Zusatzstoffe (Vitamine etc.) verfüttert werden, die mit Hilfe von gentechnisch veränderten Organismen hergestellt wurden und deshalb eigentlich eine Täuschung der Konsumenten stattfindet. • Aus Sicht der Migros ist es Sache der Branche, die GVO-Freiheit bei den Futterpflanzen mit anderen Kommunikationsmassnahmen verständlich zu machen. • Die vorgeschlagene Auslobung bringt für die KonsumentInnen mehr Verwirrung, denn Klarheit: So ist es theoretisch möglich, dass der Konsument die Wahl hat zwischen einem Stück Fleisch aus der Schweiz, das mit der geplanten Auslobung versehen ist, einem Stück ohne Auslobung (da Bio oder ausschliesslich mit Raufutter gefüttert), einem ausländischen Stück mit Auslobung (da Kontrolle der Futterpflanzen möglich) und einem ausländischen Stück ohne Auslobung (da Kontrolle unmöglich ist, aber deswegen nicht zwingend mit GVO-Futterpflanzen produziert),. <p>Solange sich die EU nicht auf eine einheitliche Regelung zur Auslobung der GVCD-Freiheit einigen kann, besteht kein Anpassungsdruck oder Mehrwert durch die Information für die Konsumenten.</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Auslobung „ohne Gentechnik hergestellt“ bei zusammengesetzten Produkten Die Migros lehnt die Lockerung der Anforderungen an die Deklaration „ohne Gentechnik hergestellt“ aus folgenden Gründen ab:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die Migros ist generell gegen eine Auslobung der GVO-Freiheit auf dem Produkt. Entsprechend sind wir auch gegen eine Lockerung, die eine solche Auslobung erleichtern würde. Denn damit würde vom Grundsatz, wonach keine Selbstverständlichkeit ausgelobt werden darf, abgewichen. Dies kann zu Verwirrung und Konsumententäuschung führen. • Die 75 Prozent-Regelung ist äusserst komplex- und für Konsumentinnen und Konsumenten kaum nachvollziehbar. • Auch hier hält es die Migros für eine Angelegenheit der Branche, andere Kommunikationsmassnahmen zu finden, um die GVO-Freiheit in der Schweiz zu vermitteln. <p>Fazit Die Migros lehnt sowohl eine Deklaration der Fütterung mit GVO-freien Futterpflanzen, wie eine Lockerung der Kriterien für eine Auslobung „ohne Gentechnik hergestellt“ ab. Sollte die Verordnung wie vorgeschlagen angepasst werden, wird die Migros nach heutiger Einschätzung auf eine entsprechende freiwillige Auslobung auf der Produktverpackung verzichten.</p> <hr style="width: 20%; margin-left: 0;"/> <p>¹ Zum Einsatz kommen aber Futterzusatzstoffe und Vitamine, die zwar keine gentechnisch veränderten Organismen enthalten, aber mit Hilfe solcher hergestellt wurden ² Die zum Einsatz kommenden Futterzusatzstoffe und Vitamine, die zwar keine gentechnisch veränderten Organismen enthalten, aber mit Hilfe solcher hergestellt wurden, finden in der Charta keine explizite Erwähnung.</p>
COOP	<p>Coop hat grundsätzlich Verständnis für das Anliegen der Branche, tierische Produkte entsprechend zu deklarieren, wenn während ihrer Herstellung keine gentechnisch veränderten Futterpflanzen zum Einsatz kamen. Aus unserer Sicht erfüllt der vorliegende Entwurf die Anforderungen an eine glaubwürdige und transparente Auslobungsgrundlage nicht.</p> <p>Hauptanliegen Coop</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Die Vorlage entspricht nicht unserer Vorstellung einer Gesetzesgrundlage. Sie bietet keine glaubwürdige, transparente und praxisorientierte Grundlage für eine GVO-frei Auslobung. 2. Das Wording „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ erachtet die IG DHS als unverständlich und nicht konsumentenfreundlich. 3. Entscheidende Bestimmungen in Bezug auf die Geltungsdauer der GVO-freien Fütterung und der Anwendung der Auslobung bei explizitem Verzicht auf GVO-kritische Futterpflanzen fehlen. 4. Die Bestimmungen bezüglich der Rohstoffanteile am Produkt sind bei verarbeiteten Produkten schwierig umsetzbar und verwässern die Auslobungskriterien. <p>1. Grundsätzliche Bemerkungen zur Vorlage Nach Einschätzung von Coop ist die Schweizer Bevölkerung gegenüber gentechnisch veränderten Organismen in Lebensmitteln</p>

Organisation	Prise de position
	<p>nach wie vor sehr skeptisch. Wir nehmen daher deren Bedenken sehr ernst und verzichten generell auf den Verkauf von gentechnisch veränderten Lebensmitteln wie Früchte, Gemüse oder Getreide. Zudem werden tierische Produkte in der Schweiz GVO-frei produziert, abgesehen von Futterzusatzstoffen, die in geschlossenen Systemen unter Mithilfe von GVO hergestellt werden. Aus der Sicht von Coop dürfte sich in naher Zukunft an diesem Grundsatz nichts ändern. Diese Einschätzung stützen wir unter anderem auf das Bekenntnis der Branche zur Qualitätsstrategie, die Coop mitunterzeichnet hat und in deren Charta der Verzicht auf die Freisetzung gentechnisch veränderter Pflanzen, deren Verfütterung, sowie gentechnisch geränderte Tiere zur Nutzung von Marktchancen festgeschrieben ist.</p> <p>2. Neuer Hinweis „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“</p> <p>Obschon Coop das Anliegen der Branche versteht und unterstützt, hält Coop den vorliegenden Gesetzesentwurf zur Auslobung der GVO-freien Fütterung nicht als zielführend:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die vorgeschlagenen Anforderungen an die Auslobung verunmöglichen die Anwendung auf sämtliche tierische Produkte, die von Tieren stammen, die GVO-frei gefüttert wurden. • Für BIO-Produkte oder Produkte von Tieren, die ausschliesslich mit Raufutter gefüttert wurden, ist die Anwendungsmöglichkeit der Auslobung unklar. • Die vorgeschlagene Verordnungsanpassung enthält keinerlei Bestimmung zur Geltungsdauer in Bezug auf das Leben des Nutztieres, in der es GVO-frei gefüttert werden musste. Eine solche Bestimmung ist für eine glaubwürdige Auslobung zwingend. • Coop bietet mehrheitlich tierische Produkte aus Schweizer Produktion und Rohstoffen an. Sie setzen damit auf eine Fütterung ohne GVO-Futterpflanzen. Aus Sicht von Coop ist es Sache der Branche, die GVO-Freiheit bei den Futtermitteln mit anderen Kommunikationsmassnahmen verständlich zu machen. • In den schweizerischen Nachbarländern wird die GVO-Freiheit bereits ausgelobt . Für Schweizer KonsumentInnen ist es schwierig nachvollziehbar, warum keine Auslobungen auf Schweizer Produkten gemacht werden. Der vorliegende Vorschlag möchte diesem Bedürfnis Abhilfe schaffen, erfüllt jedoch nicht die Anforderungen von Coop an die Glaubwürdigkeit und Konsumentenfreundlichkeit. <p>Art. 7c Abs. 1, VGVL Die vorgeschlagene Deklaration („Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“) ist im gewählten Wortlaut als Auslobungstext zu lange, schwer verständlich und deshalb unattraktiv.</p> <p>Art. 7c Abs. 3, VGVL Die Bestimmung, dass der Anteil des tierischen Rohstoffs am Produkt mindestens 75% betragen muss um eine Auslobung vorzunehmen, führt insbesondere bei Milchprodukten zu Schwierigkeiten: Verarbeitete Milchprodukte,</p>

Organisation	Prise de position
	<p>die beispielsweise neben Milch viel Früchte und Zucker beinhalten, erfüllen diese Anforderungen nicht und dürften aus diesem Grund nicht ausgelobt werden. Dies obwohl die GVO-freie Fütterung eingehalten wurde.</p> <p>3. Anpassungen zum Hinweis „ohne Gentechnik hergestellt“ Coop lehnt die Lockerung der Anforderungen an die Deklaration „ohne Gentechnik hergestellt“ ab. Auch hier hält es die IG DHS für eine Angelegenheit der Branche, andere Kommunikationsmassnahmen zu finden, um die GVO-Freiheit von Schweizer Produkten zu vermitteln.</p> <p>Art. 7b, VGVL Coop ist skeptisch gegenüber einer Auslobung der GVO-Freiheit auf dem Produkt und stellen hohe Anforderungen an die entsprechende gesetzliche Grundlage. Entsprechend ist Coop auch gegen eine Lockerung, die eine solche Auslobung unglaubwürdig machen würde. Die 75 Prozent-Regel ist äusserst komplex und für Konsumentinnen und Konsumenten kaum nachvollziehbar. Die Wenigsten dürften wissen, ob es von einem Produkt ein vergleichbares Produkte gibt, das gentechnisch verändert wurde. Fraglich ist aus Sicht von Coop, inwiefern die Auslobung bei Produkten angewandt werden darf, bei deren Herstellung explizit auf GVO-kritische Rohstoffe verzichtet wird. Der Entwurf ist diesbezüglich unklar formuliert.</p>
Interessengemeinschaft Detailhandel Schweiz (IG DHS)	<p>Die Mitglieder der IG Detailhandel Schweiz haben grundsätzlich Verständnis für das Anliegen der Branche, tierische Produkte entsprechend zu deklarieren, wenn während ihrer Herstellung keine gentechnisch veränderten Futterpflanzen zum Einsatz kamen. Aus unserer Sicht erfüllt der vorliegende Entwurf die Anforderungen an eine glaubwürdige und transparente Auslobungsgrundlage nicht.</p> <p>Hauptanliegen IG DHS</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Die Vorlage entspricht nicht unserer Vorstellung einer Gesetzesgrundlage. Sie bietet keine glaubwürdige, transparente und praxisorientierte Grundlage für eine GVO-frei Auslobung. 2. Das Wording „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ erachtet die IG DHS als unverständlich und nicht konsumentenfreundlich. 3. Entscheidende Bestimmungen in Bezug auf die Geltungsdauer der GVO-freien Fütterung und der Anwendung der Auslobung bei explizitem Verzicht auf GVO-kritische Futterpflanzen fehlen. 4. Die Bestimmungen bezüglich der Rohstoffanteile am Produkt sind bei verarbeiteten Produkten schwierig umsetzbar und verwässern die Auslobungskriterien. <p>4. Grundsätzliche Bemerkungen zur Vorlage Nach Einschätzung der IG DHS ist die Schweizer Bevölkerung gegenüber gentechnisch veränderten Organismen in Lebensmitteln nach wie vor sehr skeptisch. Die Mitglieder der IG DHS nehmen daher deren Bedenken sehr ernst und verzichten generell auf den Verkauf von gentechnisch veränderten Lebensmitteln wie Früchte, Gemüse oder Getreide. Zudem werden tierische Produkte in der Schweiz GVO-frei produziert, abgesehen von Futterzusatzstoffen, die in geschlossenen Systemen unter Mithilfe von GVO hergestellt</p>

Organisation	Prise de position
	<p>werden. Aus der Sicht der IG DHS dürfte sich in naher Zukunft an diesem Grundsatz nichts ändern. Diese Einschätzung stützt die IG DHS unter anderem auf das Bekenntnis der Branche zur Qualitätsstrategie, in deren Charta der Verzicht auf die Freisetzung gentechnisch veränderter Pflanzen, deren Verfütterung, sowie gentechnisch geränderte Tiere zur Nutzung von Marktchancen festgeschrieben ist.</p> <p>5. Neuer Hinweis „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“</p> <p>Obschon die IG DHS das Anliegen der Branche versteht und unterstützt, hält die IG DHS den vorliegenden Gesetzesentwurf zur Auslobung der GVO-freien Fütterung nicht als zielführend:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die vorgeschlagenen Anforderungen an die Auslobung verunmöglichen die Anwendung auf sämtliche tierische Produkte, die von Tieren stammen, die GVO-frei gefüttert wurden. • Für BIO-Produkte oder Produkte von Tieren, die ausschliesslich mit Raufutter gefüttert wurden, ist die Anwendungsmöglichkeit der Auslobung unklar. • Die vorgeschlagene Verordnungsanpassung enthält keinerlei Bestimmung zur Geltungsdauer in Bezug auf das Leben des Nutztieres, in der es GVO-frei gefüttert werden musste. Eine solche Bestimmung ist für eine glaubwürdige Auslobung zwingend. • Die Mitglieder der IG DHS bringen mehrheitlich tierische Produkte aus Schweizer Produktion und Rohstoffen an. Sie setzen damit auf eine Fütterung ohne GVO-Futterpflanzen. Aus Sicht der IG DHS ist es Sache der Branche, die GVO-Freiheit bei den Futtermitteln mit anderen Kommunikationsmassnahmen verständlich zu machen. • In den schweizerischen Nachbarländern wird die GVO-Freiheit bereits ausgelobt. Für Schweizer KonsumentInnen ist es schwierig nachvollziehbar, warum keine Auslobungen auf Schweizer Produkten gemacht werden. Der vorliegende Vorschlag möchte diesem Bedürfnis Abhilfe schaffen, erfüllt jedoch nicht die Anforderungen der IG DHS an die Glaubwürdigkeit und Konsumentenfreundlichkeit. <p>Art. 7c Abs. 1, VGVL Die vorgeschlagene Deklaration („Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“) ist im gewählten Wortlaut als Auslobungstext zu lange, schwer verständlich und deshalb unattraktiv.</p> <p>Art. 7c Abs. 3, VGVL Die Bestimmung, dass der Anteil des tierischen Rohstoffs am Produkt mindestens 75% betragen muss um eine Auslobung vorzunehmen, führt insbesondere bei Milchprodukten zu Schwierigkeiten: Verarbeitete Milchprodukte, die beispielsweise neben Milch viel Früchte und Zucker beinhalten, erfüllen diese Anforderungen nicht und dürften aus diesem Grund nicht ausgelobt werden. Dies obwohl die GVO-freie Fütterung eingehalten wurde.</p> <p>6. Anpassungen zum Hinweis „ohne Gentechnik hergestellt“</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Die IG DHS lehnt die Lockerung der Anforderungen an die Deklaration „ohne Gentechnik hergestellt“ ab. Auch hier hält es die IG DHS für eine Angelegenheit der Branche, andere Kommunikationsmassnahmen zu finden, um die GVO-Freiheit von Schweizer Produkten zu vermitteln.</p> <p>Art. 7b, VGVL Die Mitglieder der IG DHS sind skeptisch gegenüber einer Auslobung der GVO-Freiheit auf dem Produkt und stellen hohe Anforderungen an die entsprechende gesetzliche Grundlage. Entsprechend ist die IG DHS auch gegen eine Lockerung, die eine solche Auslobung unglaubwürdig machen würde. Die 75 Prozent-Regel ist äusserst komplex und für Konsumentinnen und Konsumenten kaum nachvollziehbar. Die Wenigsten dürften wissen, ob es von einem Produkt ein vergleichbares Produkte gibt, das gentechnisch verändert wurde. Fraglich ist aus Sicht IG DHS, inwiefern die Auslobung bei Produkten angewandt werden darf, bei deren Herstellung explizit auf GVO-kritische Rohstoffe verzichtet wird. Der Entwurf ist diesbezüglich unklar formuliert.</p>
Handel Schweiz	<p>Als Dachverband des Schweizer Handels und damit als Vertreter von rund 3'700 Handelsunternehmen vertritt Handel Schweiz eine liberale Ordnungspolitik ohne helvetische Sonderzüge. Für die Aussenwirtschaftspolitik bedeutet dies die Integration der schweizerischen Wirtschaft in Europa und in der Welt. Wir stehen ein für die Öffnung der Schweizer Grenzen für Güter, Dienstleistungen, Personen und Kapital mit gleichwertigem Zugang zu den Auslandsmärkten sowie für die Beseitigung der nichttarifären Handelshemmnisse. Handel Schweiz setzt sich vehement für den freien Handel ein und Wettbewerb ein und bekämpft die Einführung und Aufrechterhaltung von technischen Handelshemmnissen.</p> <p>Handel Schweiz lehnt die vorgeschlagenen Änderungen ab. Die Revision ist unnötig und die vorgeschlagene Differenzierung zwischen „ohne Gentechnik hergestellt“ und „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist verwirrend und nicht im Sinne des Konsumenten. Im Handel und in der Produktion führt diese Kennzeichnung zur Verteuerung von Produkten in der Schweiz.</p> <p>Die Regelung des Artikel 7c begünstigen einen teilweisen Verzicht. Die Vorschriften des Art. 7b sind deutlich schärfer. Schwellwerte wie im Art.7c gibt es nicht. Für den Konsumenten ist diese Differenzierung ausschliesslich aufgrund der Kennzeichnung nicht erkennbar. Dies ist eine Irreführung des Konsumenten. Das einzige erkennbare Ziel der Vorlage ist eine Begünstigung der Landwirtschaft, wie dies auch im Begleitschreiben erkennbar ist. Diese kann aber nicht Ziel der VGVL sein.</p> <p>Der Produzent, der tierische Lebensmittel ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen herstellt, sollte zudem ein Interesse haben, auch strengere Vorschriften zu erfüllen. Es sollte in seinem Sinn sein, dass er ein Produkt anbietet, dass Art. 7b vergleichbar ist. Entsprechend sollte auch die Produktion tierischer Lebensmittel im gleichen Artikel geregelt sein und das Kabel entsprechend lauten: „ohne Gentechnik hergestellt“.</p> <p>Auch Hilfsstoffe und Zusatzstoffe der Produktion müssten dementsprechend ohne Gentechnik hergestellt worden sein.</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Bei Erzeugnissen, die aus Lebensmitteln tierischer Herkunft hergestellt wurden, ist eine Differenzierung zu Art. 7b noch weniger nachvollziehbar.</p> <p>Mit Art 7c erhält die Schweizer Landwirtschaft eine Sondervergünstigung zu Lasten des Konsumenten. Für diese Sondervergünstigung besteht keine Notwendigkeit und sie wird daher von Handel Schweiz strikt abgelehnt. Der Artikel ist daher zu streichen, da eine Auszeichnung „Produktion mit teilweisem Verzicht auf Gentechnik“ nicht zielführend ist.</p> <p>Aus Sicht von Handel Schweiz sollte für eine Kennzeichnung von tierischen Lebensmitteln im Sinne des Art 7b ähnlich strenge Bedingungen gelten. Nur so stellt die Kennzeichnung die besondere Werthaftigkeit der Lebensmittel dar und eine echte Information des Konsumenten sicher.</p>

Organisation	Prise de position
FIAL Föderation der Schweizerischen Nahrungsmittelin-dustrien	<p>Die Schweizer Landwirtschaft verzichtet seit Jahren darauf, gentechnisch veränderte Futterpflanzen wie Mais und Soja zu importieren. Dies führt gegenüber der analogen Produktion im Ausland zu einem Mehraufwand in der Produktion, ohne dass dies bisher auf dem Produkt in Wert gesetzt werden konnte. Wir begrüßen daher Ihre Absicht, den Verzicht auf den Einsatz von Gentechnik bei der Herstellung tierischer Produkte besser ausloben zu können. Allerdings sehen wir noch Änderungsbedarf bei den folgenden Punkten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die vorgeschlagene Regelung der Kennzeichnung des Verzichts auf den Einsatz von gentechnisch veränderten Futterpflanzen in der tierischen Produktion ist (im Hinblick auf mögliche Zusatzstoffe in den Futtermitteln) zwar korrekt formuliert, erfüllt die dahinter stehende Absicht aufgrund der sehr umständlichen resp. für den Konsumenten wohl gänzlich unverständlichen Formulierung aber nicht. Bei einem Erdbeerjoghurt, „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ wird der Konsument primär an die Erdbeeren (Pflanzen) denken, zu denen gerade keine Aussage gemacht wird, kaum aber an die Milch. Zudem stellt die Formulierung mit Sicht auf die Regelungen in unseren Nachbarländern, wo ohne weiteres „Ohne Gentechnik hergestellt“ oder ähnliches ausgelobt werden kann, eine erhebliche Schlechterstellung der hiesigen Hersteller dar. Wir lehnen deshalb die geplante neue Teilkennzeichnung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ für tierische Produkte ab und fordern, dass bei der Auslobung wie in den deutschsprachigen Nachbarländern die Formulierung „ohne GVO hergestellt“ (Französisch: „produit sans OGM“) bei tierischen Lebensmitteln auch dann verwendet werden darf, wenn bei der Fütterung Futtermittelzusätze (innerhalb allenfalls noch näher zu definierender Grenzen) verwendet wurden, die mit Hilfe von gentechnisch veränderten Mikroorganismen produziert worden sind (namentlich Vitamine und Enzyme). • Die Einschränkung, wonach die Auslobung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ nur dann verwendet werden darf, wenn gleichartige GVO-Futtermittel in der Schweiz vorhanden sind, ist zumindest bei tierischen Produkten nicht zielführend. Kriterium für die obgenannte Auslobung muss sein, dass ein Produkt den gesetzten Standard erfüllt, unabhängig davon, ob gleichartige GVO-Futtermittel verfügbar sind oder nicht. Ansonsten dürften Produkte von Tieren, welche ausschliesslich mit Raufutter gefüttert worden sind, nie mit der Negativdeklaration ausgelobt werden, solche von Tieren aus Fütterung mit Kraffuttermitteln demgegenüber schon. • Zudem beantragen wir, die laufende Revision zu nutzen, um auch gleich die Thematik der unbeabsichtigten Spuren von in der EU zugelassenen GVO in Lebensmitteln anzupacken. Solche geringen Spuren von in der EU zugelassenen GVO lassen sich heute kaum mehr vermeiden (jährlicher Bericht der GVO Analysen der Kontrollen der kantonalen Vollzugsbehörden) und sie führen gemäss der heutigen Regelung dazu, dass die betroffenen Produkte trotz Zulassung des GVO in der EU und trotz dessen Vorhandensein im Produkt in den überwiegenden Fällen mit sehr geringer Menge (Spuren) nicht verkehrsfähig sind. Die Schweiz hat zu diesem Thema eine in der Futtermittelverordnung (Artikel 68) ausgewogene und praktikable Lösung vorgesehen, welche auch für die Lebensmittel analog angewendet werden könnte.

Organisation	Prise de position
<p>Swiss Convenience Food Association SCFA</p>	<p>Wir möchten Sie darauf hinweisen, dass die Schweizer Landwirtschaft seit Jahren darauf verzichtet, gentechnisch veränderte Futterpflanzen wie Mais und Soja zu importieren. Dies führt gegenüber ausländischen Produzenten zu einem Ungleichgewicht, da der inländischen Produktion ein grosser Mehraufwand entsteht, der auf dem Produkt aber bisher wertmässig nicht umgesetzt werden. Wir begrüssen daher grundsätzlich Ihre Absicht, den Verzicht auf den Einsatz von Gentechnik bei der Herstellung tierischer Produkte besser ausloben zu können.</p> <p>Bei den folgenden Punkten möchten wir Anmerkungen anbringen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die vorgeschlagene Regelung der Kennzeichnung des Verzichts auf den Einsatz von gentechnisch veränderten Futterpflanzen in der tierischen Produktion ist (im Hinblick auf mögliche Zusatzstoffe in den Futtermitteln) korrekt formuliert; indes dürfte der Konsument sie kaum (richtig) verstehen. Bei Produkten wie bspw. einem Fruchtjoghurt trägt die Kennzeichnung "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" eher zur Verwirrung bei, da der Konsument nicht primär an (ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen) hergestellte Milch, sondern an die Früchte im Joghurt denken könnte. Zudem stellt die Formulierung mit Sicht auf die Regelungen in unseren Nachbarländern, wo ohne weiteres "Ohne Gentechnik hergestellt" oder ähnliches ausgelobt werden kann, eine erhebliche Schlechterstellung der hiesigen Hersteller dar. Wir lehnen deshalb die geplante neue Teilkennzeichnung "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" für tierische Produkte ab und fordern, dass bei der Auslobung wie in den deutschsprachigen Nachbarländern die Formulierung "ohne GVO hergestellt" (Französisch: "produit sans OGM") verwendet werden darf. Die soll bei tierischen Lebensmitteln insbesondere auch dann zulässig sein, wenn bei der der Fütterung Futtermittelzusätze (innerhalb allenfalls noch näher zu definierender Grenzen) verwendet wurden, die mit Hilfe von gentechnisch veränderten Mikroorganismen produziert worden sind (namentlich Vitamine und Enzyme). • Die Einschränkung, wonach die Auslobung "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" nur dann verwendet werden darf, wenn gleichartige GVO-Futtermittel in der Schweiz vorhanden sind, ist zumindest bei tierischen Produkten nicht zielführend. Kriterium für die obgenannte Auslobung muss sein, dass ein Produkt den gesetzten Standard erfüllt, unabhängig davon, ob gleichartige GVO-Futtermittel verfügbar sind oder nicht. Ansonsten dürften Produkte von Tieren, welche ausschliesslich mit Raufutter gefüttert worden sind, nie mit der Negativdeklaration ausgelobt werden, solche von Tieren aus Fütterung mit Kraffutter demgegenüber schon. • Zudem beantragen wir, die laufende Revision zu nutzen, um auch gleich die Thematik der unbeabsichtigten Spuren von in der EU zugelassenen GVO in Lebensmitteln anzupacken. Solche Spuren von in der EU zugelassenen GVO lassen sich heute kaum mehr vermeiden. Bestes Beispiel dafür ist Sojaextrakt, das trotz entsprechend dokumentierter GVO-Freiheit mit Spuren des GVO-Produkts "RR2" verunreinigt sein kann. Die Gründe für die Verunreinigung sind uns nicht bekannt, sie führt aber gemäss der heutigen Regelung dazu, dass die betroffenen Produkte trotz Zulassung des GVO in der EU und trotz dessen Vorhandensein im Produkt in bloss sehr geringer Menge (Spuren) nicht verkehrsfähig sind. Dies stellt die Verarbeiter solcher Produkte vor höchste Probleme, die in kurzer Frist kaum zu lösen sind und zu einem sofortigen Produktionsstopp füh-

Organisation	Prise de position
	<p>ren könnten. Das ist wirtschaftlich kaum verkraftbar. Wir schlagen deshalb vor, dass die Schweiz die für Futtermittel in der Futtermittelverordnung (Artikel 68) vorgesehene ausgewogene und praktikable Lösung auch für Lebensmittel analog anwenden sollte.</p>
Bell Schweiz AG	<p>Bell bedankt sich, dass sie zur Verordnung über gentechnisch veränderte Lebensmittel angehört werden. Der freiwillige Verzicht auf GVO-Futtermittel ist ein wichtiges Qualitätsmerkmal von Schweizer Fleisch. Der Verzicht auf GVO-Futtermittel führt für Produzenten und Konsumenten zu markanten Mehrkosten. Schätzungen gehen für die Schweizer Fleischproduktion von Grössenordnungen von 50 – 80 Mio CHF pro Jahr aus.</p> <p>Die vorliegende Revision der VGVL nimmt eine seit langer Zeit formulierte Forderung der Bell auf: Die Auszeichnung der Produkte mit dem Hinweis: „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel“ erlaubt eine Differenzierung zu Importprodukten. Wir unterstützen die vorgeschlagene Revision.</p> <p>Das Detail der Futtermittelzusätze pflanzlicher Herkunft muss hingegen anders formuliert werden.</p> <p>Die vorgeschlagene Verordnungsanpassung enthält keinerlei Bestimmung zur Geltungsdauer in Bezug auf das Leben des Nutztieres, im dem es GVO-frei gefüttert werden muss. Eine solche Bestimmung ist für eine glaubwürdige Auslobung zwingend.</p> <p>Die vorgeschlagene gesetzliche Grundlage einer Auslobung der GVO-freien Fütterung bei tierischen Produkten muss mit diesen Anpassungen überarbeitet werden. Wir brauchen eine glaubwürdige, transparente und zielführende gesetzliche Umsetzung der Auslobung, die sowohl für die KonsumentInnen, wie auch für die Produktion verständlich und anwendbar ist.</p>
KM Commodities AG KMC	<p>Wir als Handelsunternehmung stehen voll und ganz hinter dem Ansinnen der Verordnung. Es ist eine Ungerechtigkeit, evtl. gar ein Marktversagen, wenn importiertes Fleisch - mit GVO-Futterpflanzen gefüttert - das einheimische konkurrenziert; welches bis anhin nicht mal damit ausgelobt werden durfte.</p> <p>Korrekterweise muss man für beide Seiten (CH und Ausland) GVO zulassen - oder aber die Möglichkeit einer Deklaration schaffen.</p> <p>Allerdings zweifeln wir, ob diese Deklaration durchsetzbar ist. Die Grossverteiler haben andere Interessen und werden versuchen, diese durchzusetzen.</p>

Organisation	Prise de position
<p>Schweizer Bauernverband SBV</p>	<p>Grundsätzliche Erwägungen</p> <p>Der Schweizer Bauernverband (SBV) begrüsst die Stossrichtung der vorgesehenen Verordnungsänderung. Damit wird ein wichtiges Anliegen der Landwirtschaft endlich in Angriff genommen. Durch diese Verordnung wird es nun in Zukunft möglich sein, die GVO-freie Fütterung, welche für die Schweizer Landwirtschaft massive Mehrkosten mit sich bringt, auch auf dem Produkt auszuloben und den Mehrwert dieser Produkte zu kommunizieren.</p> <p>Bei einigen zentralen Punkten in der Verordnung sieht der Schweizer Bauernverband jedoch noch Anpassungsbedarf:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die Formulierung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist viel zu schwerfällig. Die Formulierung in Französisch („produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées“) ist noch viel komplizierter. Eine einfachere, kürzere und vor allem prägnantere Wortwahl ist nötig. Wir fordern, dass bei der Auslobung wie in den deutschsprachigen Nachbarländern die Formulierung „ohne GVO hergestellt“ (Französisch: „produit sans OGM“) verwendet werden darf. Sollte dies nicht möglich sein, müsste mindestens die Formulierung „Produktion ohne gentechnisch verändertes Futter“ (Franz.: „produit sans fourrage génétiquement modifié“) angewendet werden. • Die Einschränkung, nach der die Auslobung nur verwendet werden darf, wenn gleichartige GVO-Futtermittel zugelassen sind, ist unnötig. Für die Konsumenten, welche über kein landwirtschaftliches Grundwissen verfügen, ist diese Einschränkung nicht nachvollziehbar. Eine Auslobung muss auch bei der politisch erwünschten schweizerischen graslandbasierten Milch- und Fleischproduktion möglich sein. • Zusätzlich sind einige wichtige Rahmenbedingungen, wie die Fütterungsdauer der Tiere ohne GVO, damit die Auslobung verwendet werden darf, noch unklar. <p>Wir hoffen, dass Sie unsere Anliegen berücksichtigen werden und danken Ihnen nochmals für die Möglichkeit zur Stellungnahme.</p>
<p>Schweizerischer Bäuerinnen- und Landfrauenverband SBLV</p>	<p>Grundsätzliche Erwägungen</p> <ul style="list-style-type: none"> - Der SBLV findet es wichtig, dass gentechfrei produzierte Nahrungsmittel klar zu deklarieren / auszuloben sind. - Die Konsumenten achten auf eine einfache Beschriftung wie „ohne GVO hergestellt“. - Es sollten alle Produkte die GVO frei sind, auch als solche beschriftet werden können. - Bei der Deklaration der zugekauften Rohstoffe wird es schwierig werden, dies ohne grossen Administrativaufwand lückenlos zurückzuverfolgen, deshalb ist für uns dort Vorsicht mit einer Deklaration geboten, um den Konsumenten auf keinen Fall zu täuschen. <p>Bei einigen zentralen Punkten in der Verordnung sieht der Schweizerische Bäuerinnen- und Landfrauenverband noch Anpassungsbedarf:</p>

Organisation	Prise de position
	<ul style="list-style-type: none"> • Die Formulierung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist viel zu schwerfällig. Die Formulierung in Französisch („produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées“) ist noch viel komplizierter. Eine einfachere, kürzere und vor allem prägnanterer Wortwahl ist nötig. Wir fordern, dass bei der Auslobung wie in den deutschsprachigen Nachbarländern die die Formulierung „ohne GVO hergestellt“ (Französisch: „produit sans OGM“) verwendet werden darf. Sollte dies nicht möglich sein müsste mindestens die Formulierung „Produktion ohne gentechnisch verändertes Futter“ (Franz.: „produit sans fourrage génétiquement modifié“)angewendet werden. • Die Einschränkung, nach der die Auslobung nur verwendet wird, wenn gleichartige GVO-Futtermittel verwendet werden dürfen, ist unnötig. Für die Konsumenten, welche über kein landwirtschaftliches Grundwissen verfügen, ist diese Einschränkung nicht nachvollziehbar. • Zusätzlich sind einige wichtige Rahmenbedingungen, wie die Fütterungsdauer der Tiere ohne GVO, damit die Auslobung verwendet werden darf, noch unklar.
St. Galler Bauernverband SGBV	<p>Grundsätzliche Erwägungen</p> <p>Der St. Galler Bauernverband (SGBV) begrüsst die Stossrichtung der vorgesehenen Ordnungsänderung. Damit wird ein wichtiges Anliegen der Landwirtschaft endlich in Angriff genommen. Durch diese Verordnung wird es nun in Zukunft möglich sein, die GVO- freie Fütterung, welche für die Schweizer Landwirtschaft massive Mehrkosten mit sich bringt, auch auf dem Produkt auszuloben und den Mehrwert dieser Produkte zu kommunizieren.</p> <p>Bei einigen zentralen Punkten in der Verordnung sieht der St. Galler Bauernverband noch Anpassungsbedarf:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die Formulierung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist viel zu schwerfällig. Die Formulierung in Französisch („produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées“) ist noch viel komplizierter. Eine einfachere, kürzere und vor allem prägnanterer Wortwahl ist nötig. Wir fordern, dass bei der Auslobung wie in den deutschsprachigen Nachbarländern die die Formulierung „ohne Gentechnik hergestellt“ (Französisch: „produit sans génie génétique“) verwendet werden darf. Sollte dies nicht möglich sein müsste mindestens die Formulierung „Produktion ohne gentechnisch verändertes Futter“ (Franz.: „produit sans fourrage génétiquement modifié“)angewendet werden. • Die Einschränkung, nach der die Auslobung nur verwendet werden darf, wenn gleichartige GVO-Futtermittel verwendet werden dürfen ist unnötig. Für die Konsumenten, welche über kein landwirtschaftliches Grundwissen verfügen, ist diese Einschränkung nicht nachvollziehbar. • Zusätzlich sind einige wichtige Rahmenbedingungen, wie die Fütterungsdauer der Tiere ohne GVO, damit die Auslobung verwendet werden darf, noch unklar.

Organisation	Prise de position
<p>Neue Bauernkoordination Schweiz NBKS</p>	<p>Die Neue Bauernkoordination Schweiz begrüsst zusammen mit den anderen Basisorganisationen Uniterre, BZS, BIG-M, Bernisch Bäuerliches Komitee und Landwirtschaft2020 das Vorhaben, dass die landwirtschaftlichen Produkte wie Fleisch und Milch nach GVO-frei deklariert werden können. Insbesondere kritisierten wir im Vorfeld, dass die schweizerischen Milchproduzenten durch die Soja- und Krafftutereinsätze gegenüber ausländischen Milchproduzenten schlechter gestellt waren, da die schweizerische Milch nicht als GVO-frei deklariert und beworben werden durfte, um einen Mehrerlös für die Milchproduzenten zusammen mit der Swissness zu generieren.</p> <p>Die Wichtigkeit der Rechtssicherheit möchten wir betonen: Denn wenn der Landwirt seinerseits sich auf die Vorlieferanten von Futtergetreide oder Krafftutter verlassen muss, so darf nicht der Landwirt alleine, sondern auch der Lieferant (Firma, Schiffsgesellschaft, Saatguthersteller) in die Pflicht genommen werden: Bestraft werden müssen die Verursacher von GVO-Verunreinigungen. Für die Rechtssicherheit spricht auch, dass Dokumentationen bis 10 Jahre lang wie bei Quittungen üblich, aufbewahrt werden müssen. Für eine lückenlose Aufarbeitung und Abklärung von Gesundheitsschäden wären sogar 20 Jahre Dokumentationspflicht auch rückwirkend wünschenswert.</p> <p>Die NBKS verlangt mit ihren Eingaben beim Bundesrat, dass mit dieser Verordnung auch entsprechend die Zolltarifnummern für Vollmilch, Halbbram-Produkte und Milchpulver angepasst werden: Damit zwischen GVO-freier und GVO-haltigem Vollmilchpulver unterschieden werden kann.</p>
<p>Association suisse des AOP-IGP</p>	<p>L'Association suisse des AOP-IGP remercie le Conseil fédéral de lui permettre de prendre position sur l'ODAIGM. Elle salue la proposition de modification de cette ordonnance qui va dans le sens souhaité par de nombreux milieux agricoles en permettant désormais de communiquer au niveau du produit fini sur le renoncement à tout OGM dans l'affouragement du bétail concerné.</p>
<p>Bio Suisse</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Bio Suisse ist erstaunt über den Zeitpunkt der Revision der Verordnung. Nachdem die Schweiz dank des (verlängerten) Gentechnik-Moratoriums und des freiwilligen Verzichts der Branche auf Gentech-Futtermittel keine GVO in Anbau und Fütterung verwendet, ist eine Änderung zur Zeit unnötig. Eine entsprechende Kennzeichnung soll erst diskutiert werden, wenn Moratorium oder freiwilliger Verzicht der Branche zur Debatte stehen. 2. Bio Suisse vertritt dezidierte die Auffassung, dass nicht die Abwesenheit von GVO gekennzeichnet werden soll (Negativdeklaration), sondern deren Anwesenheit (Positivdeklaration). Konkret: Produkte mit GVO-Bestandteilen oder tierische Produkte aus GVO-Fütterung sollten obligatorisch mit den Hinweisen gekennzeichnet werden: "enthält gentechnisch veränderte Organismen" oder "wurde mit gentechnisch veränderten Futtermitteln hergestellt". 3. Die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft soll stattdessen die Gentechnikfreiheit insgesamt im Rahmen der Qualitätsstrategie verwerten → sofortige aktive Umsetzung von Punkt 3 der Qualitätscharta: <i>„Die Landwirtschaft verzichtet zur Nutzung von Marktchancen auf die Verwendung von gentechnisch veränderten Organismen [vermehrungsfähige Pflanzen, Pflanzenteile, Saatgut und Tiere]“</i>

Organisation	Prise de position
	<p>4. Die vorliegende Änderung erachten wir als inhaltlich sehr kompliziert und anfällig für Missbräuche und Täuschungen. Die differenzierten Eingaben von anderen Branchenvertretern wie z.B. dem SBV zeigen, dass der Teufel im Detail steckt. Wie bei der Swissness-Vorlage wird hier – mit den besten Absichten notabene – eine Büchse der Pandora geöffnet, welche kaum mehr geschlossen werden kann.</p> <p>5. Damit besteht die Gefahr, dass die Konsument/-innen trotz der klaren Ausgangslage der Schweizer Lebensmittel völlig unnötig verunsichert werden und dass der Mehrwert der Schweizer Produkte geschmälert statt vergrössert wird. Es ist stark zu befürchten, dass die Vorlage die gesteckten Ziele nicht erreichen kann, nämlich: Auslobung des Mehrwerts der Schweizer Produkte, Klarheit und Täuschungsschutz gegenüber den Konsument/-innen.</p> <p>Fazit:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Vor dem Auslaufen des Gentechnik-Moratoriums Ende 2017 besteht kein Regelungsbedarf. Die Vorlage ist aus den genannten Gründen zurückzuweisen. – Bio Suisse macht deshalb auch keine Vorschläge zur Verbesserung der unnötigen Vorlage. – Stattdessen ist Punkt 3 der Qualitätscharta aktiv umzusetzen
Demeter-Verband	<p>Gentechnikfreie Landwirtschaft und gentechnikfreie Produkte sind ein zentrales Anliegen der Schweizer Landwirtschaft, aber auch der Konsumenten. In der Schweiz ist der Anbau gentechnikfrei. Gentechnisch veränderte Produkte im Freiland werden nur auf Kleinstflächen für Forschungszwecke unter kontrollierten Bedingungen und Aufsicht durch Agroscope produziert.</p> <p>Die Schweizer Konsumenten verlangen eine eindeutige, unmissverständliche Deklaration. Die Lebensmittel sind in der Schweiz heute gentechnikfrei – mit Ausnahme einzelner tierischer Produkte, bedingt durch die im Futter enthaltenen GVO-Komponenten. Deshalb lehnen wir die Negativdeklaration (Abwesenheit von GVO) ab und befürworten eine Positivdeklaration, z.B. „enthält gentechnisch veränderte Organismen“ oder „wurde mit gentechnisch veränderten Futtermitteln hergestellt“. Entsprechend sind die Änderungen in den einzelnen Artikeln vorzunehmen.</p> <p>Solange die Schweiz GVO-frei ist – wie dies dank des Moratoriums der Fall ist – sehen wir keinen Grund für eine Negativkennzeichnung und lehnen den Vorschlag des EDI zur Änderung der Verordnung über gentechnisch veränderte Lebensmittel ab. In der heutigen Situation schafft einzig die Positivdeklaration „enthält gentechnisch veränderte Organismen“ oder „wurde mit gentechnisch veränderten Futtermitteln hergestellt“ die notwendige Klarheit und Transparenz für die Konsumenten.</p>
Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete (SAB)	<p>Die Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete (SAB) vertritt die Interessen der Berggebiete in den wirtschaftlichen, sozialen und ökologischen Belangen, Mitglieder der SAB sind 23 Kantone, rund 700 Gemeinden sowie zahlreiche Organisationen und Einzelmitglieder.</p> <p>Die SAB steht gentechnisch veränderten Nahrungsmitteln ablehnend gegenüber. Wie bereits in der Stellungnahme zur Revision des Gentechnikgesetzes und der Koexistenzverordnung im März 2013 geäußert, lehnt</p>

Organisation	Prise de position
	<p>die SAB den Anbau von gentechnisch veränderten Nutzpflanzen in der Schweiz bis auf weiteres ab.</p> <p>Die vorliegende Teilrevision der VGVL erachtet die SAB als zweckmässig. Neu soll ein teilweiser Verzicht von Gentechnik angepriesen werden können. Damit erhält der Produzent von tierischen Produkten die Möglichkeit, beim Verzicht auf GVO-Futtermitteln den daraus resultierenden Mehrwert für den Konsumenten auszuloben.</p> <p>Die neue Regelung steht im Einklang mit der von der SAB gutgeheissenen Qualitätsstrategie des Bundes. Zudem wird damit eine Lücke in der Auslobung von tierischen Produkten aus gentechfreien Fütterung geschlossen, wie sie im EU-Raum bereits seit einiger Zeit praktiziert wird. Für Kundinnen und Kunden aus dem EU-Raum, die in der Schweiz ihren Urlaub verbringen, wird die Bezeichnung der Produkte verständlicher.</p> <p>Die SAB unterstützt die Teilrevision aus folgenden Gründen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Produktdifferenzierung auf Grund der Qualität der verwendeten Futtermittel. - Stärkung der von der SAB unterstützten Qualitätsstrategie des Bundes. - Übereinstimmung mit der in der EU gültigen Bezeichnung. <p>Résumé</p> <p>Le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) soutient la révision partielle de l'Ordonnance du DFI sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées. En effet, cette disposition permet, par le biais (de l'étiquetage, de désigner clairement les denrées ne recourant pas au génie génétique. Par ce biais, le SAB est d'avis qu'il est possible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'informer les consommateurs quant aux produits commercialisés, - de soutenir la stratégie de qualité mise en place par la Confédération, - d'être en adéquation avec les désignations utilisées au sein de l'UE.
Schweizer Milchproduzenten, SMP	<p>1. Grundsätzliche Erwägungen</p> <p>Die Konsumentinnen und Konsumenten wünschen keine GVO-Erzeugnisse. Das wird in Umfragen immer wieder neu bestätigt. Die Schweizer Landwirtschaft setzt sich stark dafür ein, die GVO-Freiheit soweit wie möglich gewährleisten zu können. Das GVO-Anbau-Moratorium wurde mit dem Gentechnikgesetz verlängert:</p> <p style="padding-left: 40px;">"Art. 37a Übergangsfrist für das Inverkehrbringen gentechnisch veränderter Organismen</p> <p style="padding-left: 40px;">Für das Inverkehrbringen von gentechnisch veränderten Pflanzen und Pflanzenteilen, gentechnisch verändertem Saatgut und anderem pflanzlichem Vermehrungsmaterial sowie gentechnisch veränderten Tieren zu landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder waldwirtschaftlichen Zwecken dürfen für den Zeitraum bis zum 31. Dezember 2017 keine Bewilligungen erteilt werden. Der Bundesrat erlässt bis zu diesem Zeitpunkt die nötigen Ausführungsbestimmungen."</p> <p>Aufgrund der politischen Situation gehen wir davon aus, dass das Moratorium weiter verlängert wird.</p> <p>Der Einsatz von GVO-freien Kraftfuttermitteln führt zu verteuerter Produktion. Gemäss den Statistiken werden praktisch keine GVO-Futtermittel importiert. Die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft möchte diese Leis-</p>

Organisation	Prise de position
	<p>tungen ausloben können, wird aber wegen der sehr restriktiven schweizerischen Gesetzgebung daran gehindert. Nachbarländer haben rechtlich einfache Lösungen umgesetzt, obschon die Ausgangslage hinsichtlich GVO-freier Futtermittel in diesen Ländern weniger gut ist. Das führt zur paradoxen Situation, dass unter Umständen das gleiche Produkt in umliegenden Ländern als GVO-frei ausgelobt wird, in der Schweiz aber nicht. Das ist eine Diskriminierung der schweizerischen Land- und Ernährungswirtschaft.</p> <p>Mit dem vorgeschlagenen sehr langen und technisch geprägten Ausdruck „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ wird die Auslobung kaum einen Mehrwert bieten können. Im Gegenteil, diese partielle Auslobung impliziert die Verwendung von GVO in der Herstellung von Schweizer Lebensmitteln geradezu. Denn wenn teilweise verzichtet wird (Futterpflanzen), folgert die Konsumentenschaft doch, dass teilweise eben auch GVO verwendet werden. Die Auslobung nur bezogen auf die Futterpflanzen ist höchst verwirrend. Die Konsumentenschaft fragt sich, warum nur die Futterpflanzen GVO-frei sind und der Rest nicht. Zudem kann der sehr lange Ausdruck auf kleineren Verpackungen wie Joghurt kaum zusätzlich angebracht werden.</p> <p>Die vorgeschlagene Bestimmung, wonach GVO-Futtermittel oder GVO-Futtermittelzusätze nach schweizerischem Recht zugelassen sein müssen, damit GVO-Freiheit deklariert werden darf, verunmöglicht praktisch jede Auslobung auch wenn sehr naturnah mit Wiesenfutter produziert wird.</p> <p>Die vorgeschlagene Lösung nur für den Bereich der Futterpflanzen ist sehr kompliziert und praktisch kaum umsetzbar.</p> <p>2. Antrag für die generelle Auslobung „ohne Gentechnik“ Wir beantragen, eine einfachere Lösung analog der Regelungen der Nachbarländer für die gesamte Wertschöpfungskette umzusetzen und Bezug auf das Futtermittelrecht (FMV SR 916.307) und die Bestimmungen zur Kennzeichnung von GVO (VGVL SR 817.022.51) zu nehmen.</p> <p>Anforderungen für die generelle Auslobung „ohne Gentechnik“:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Kein Einsatz von nach Art. 7 der VGVL zu deklarierenden Lebensmitteln und Zusatzstoffen <u>und</u> kein Einsatz von nach Art. 66 der FMV zu deklarierenden Futtermitteln, • Die Auslobung ist möglich, wenn der Nachweis erbracht ist, dass keine deklarationspflichtigen Stoffe eingesetzt werden und geeignete Massnahmen getroffen wurden, um solches Material zu vermeiden. Der Nachweis kann über bestehende Kontrollen von Produktions- und Verarbeitungsprogrammen erbracht werden. • Die Auslobung erfolgt mit dem Ausdruck "ohne Gentechnik" oder "ohne GVO" hergestellt. <p>Die vorgeschlagene Ziffer 2 von Art. 7c der VGVL ist zu streichen.</p> <p>Merkmale der vorgeschlagenen Lösung:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Was nicht mit GVO gekennzeichnet werden muss, kann als "GVO-frei" ausgelobt werden, sofern Massnahmen zur Vermeidung von GVO getroffen werden. Deshalb der explizite Bezug auf die entsprechenden Artikel.

Organisation	Prise de position
	<p>In Futtermitteln werden zufällig oder technisch unvermeidbare GVO-Spuren in einer Höhe von bis zu 0.9 % toleriert. Bei Lebensmitteln darf keine GVO-Zutat über dem Toleranzwert von 0.9 Massenprozent eingesetzt werden. Futtermittelzusatzstoffe, die mit Hilfe von gentechnisch veränderten Mikroorganismen produziert werden und im Futtermittel als GVO nicht enthalten sind sowie Tierarzneimittel aus gentechnischer Herstellung sind bei der Auslobung generell zulässig.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die Auslobung ist auch möglich, wenn keine analogen GVO-Futtermittel zugelassen sind. <p>3. Eventualantrag für die Auslobung "ohne GVO-Futtermittel" Falls Sie auf den obigen Antrag nicht eintreten sollten, beantragen wir zumindest eine Regelung für die Futtermittel. Bei Futtermitteln ist Bezug auf das Futtermittelrecht zu nehmen (FMV SR 916.307).</p> <p>Anforderungen für die Auslobung "ohne GVO-Futtermittel":</p> <ul style="list-style-type: none"> • Kein Einsatz von nach Art. 66 der FMV zu deklarierenden Futtermitteln. • Die Auslobung ist möglich, wenn der Nachweis erbracht ist, dass keine deklarationspflichtigen Futtermittel eingesetzt werden und geeignete Massnahmen getroffen wurden, um solches Material zu vermeiden. Der Nachweis kann über bestehende Kontrollen von Produktionsprogrammen erbracht werden. • Die Auslobung erfolgt mit dem Ausdruck "ohne GVO-Futtermittel" oder "ohne gentechnisch verändertes Futter". <p>Die vorgeschlagene Ziffer 2 von Art. 7c der VGVL ist zu streichen.</p> <p>Merkmale der vorgeschlagenen Lösung:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Was nicht mit GVO gekennzeichnet werden muss, kann als "GVO-frei" ausgelobt werden, sofern Massnahmen zur Vermeidung von GVO getroffen werden. Deshalb der explizite Bezug auf den entsprechenden Artikel des Futtermittelrechts. In Futtermitteln werden zufällig oder technisch unvermeidbare GVO-Spuren in einer Höhe von bis zu 0.9 % toleriert. Futtermittelzusatzstoffe, die mit Hilfe von gentechnisch veränderten Mikroorganismen produziert werden und im Futtermittel als GVO nicht enthalten sind sowie Tierarzneimittel aus gentechnischer Herstellung sind bei der Auslobung generell zulässig. • Die Auslobung ist auch möglich, wenn keine analogen GVO-Futtermittel zugelassen sind. <p>Begründungen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eine Auslobung muss auch bei der politisch erwünschten schweizerischen graslandbasierten Milch- und Fleischproduktion möglich sein. Die vorgeschlagene Ziffer 2 von Art. 7c der VGVL verunmöglicht eine Deklaration generell, weil in der Schweiz keine GVO-veränderten Grasmischungen zugelassen sind! • Der Landwirt kann den Nachweis für GVO-freie Fütterung nur erbringen, soweit die Stoffe bei Futtermitteln auch deklariert sind. Enzyme sind im Futtermittel gar nicht mehr enthalten. Für den Nachweis kann praktisch gesehen nur relevant sein, was bei den Futtermitteln auch deklariert werden muss, oberhalb des Toleranzwertes liegt und im Futtermittel effektiv noch nachgewiesen werden kann.

Organisation	Prise de position
	<ul style="list-style-type: none"> • Die geforderte "lückenlose Dokumentation" führt zu einem enorm hohen administrativen Aufwand und kann praktisch nicht erbracht werden. Deshalb ist auf bestehende Kontrollen von Produktions- und Verarbeitungsprogrammen abzustellen. Es sind keine Fristen für die Fütterung von Tieren zu verankern, weil dies zu einem unverhältnismässig hohen administrativen Aufwand führt und bei Tierzukauf die Tiere nicht separat gehalten werden können. • Es muss eine praktikable Auslobung auch bei kleinen Verpackungsflächen ermöglicht werden. Deshalb werden kürzere Auszeichnungen vorgeschlagen. <p>4. Antrag zur vorgeschlagenen Regelung für zusammengesetzte Lebensmittel (Art. 7b Ziffer 3 Buchstabe a: und Art. 7c Ziffer 3 Buchstabe a.)</p> <p><i>Zusammengesetzte Lebensmittel können mit dem Hinweis versehen werden, wenn der Anteil der Summe der Zutaten am Enderzeugnis mindestens <u>70</u> Massenprozent beträgt.</i></p> <p>Begründung: Die Verordnung des EDI über Lebensmittel tierischer Herkunft regelt in Art. 34 die Anforderungen an Milchprodukte mit milchfremden Zutaten, zu denen u.a. auch Joghurt gehört. Gemäss Art 34 dürfen für Milchprodukte höchstens 30 Massenprozent enthalten sein. Dies bedeutet einen Milchanteil von mindestens 70 Massenprozent.</p> <p>5. Fazit <i>Weil nicht zweckmässig und praktikabel umsetzbar bitten wir Sie, die Vorlage generell im Sinne unserer Anträge zu überarbeiten. Anzustreben ist eine Lösung für alle Stufen der Lebensmittelkette gemäss Ziffer 2.</i></p>
Bäuerliche Interessengemeinschaft für Milchmarktkampf BIG-M	<p>1. Kennzeichnung „ohne GVO“ heute: Die heute generell geltende Kennzeichnungsregelung verunmöglicht praktisch ein Ausloben „ohne Gentechnik“. Fast in allen verarbeiteten Produkten werden in der Herstellung und Rezeptur Hilfsstoffe eingesetzt, welche mittels gentechveränderten Mikroorganismen produziert werden. Damit ist eine Kennzeichnung „ohne Gentechnik“ nach heutigem Schweizer Recht praktisch unmöglich.</p> <p>2. Informationsstand von Verbraucherinnen: Die Mehrzahl der Schweizer Konsumentinnen wissen, dass in der Schweiz die Bauern weder GVO Pflanzen anbauen, noch solche an ihrer Tiere verfüttern. Eigentlich würde es genügen, wenn auf den tierischen Produkten stehen würde: „in der Schweiz gehalten“. Diese Kennzeichnung wäre mit dem heutigen „Swiss garantie“ Label bereits möglich. Aus den bekannten Gründen weigern sich aber die Grosshändler, dieses Label auf alle Produkte zu nehmen. Sie haben ihre eigenen Labels und bei den nicht Label Produkten wollen sie die Freiheit haben, Schweizer Rohstoffe auch durch importierte zu ersetzen.</p> <p>3. Problematik GVO Anbau: Der Anbau von GVO Pflanzen ist sehr umstritten. Zum einen liessen sich viele Probleme mit einer sinnvollen Fruchtfolge, wie wir sie in der Schweiz anwenden, lösen. Zum anderen schafft GVO Saatgut Probleme mit Resistenzen (Glyphosat resistente Unkräuter.) Die Produzenten geraten in eine</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Abhängigkeit, da ein Nachbau des Saatguts verboten ist. Es gäbe an dieser Stelle auch die Chancen zu erwähnen. Wir möchten aber die ganze Problematik hier nicht werten. Fakt ist: Es ist eine Tatsache, dass von Seite der Verbraucherinnen gegenüber dem gewebsmässigen Anbau von GVO Kulturen eine breite Skepsis vorhanden ist. Die Frage ist nun: Wir kann auf einem Milch oder Fleisch-Produkt erkannt werden, ob diese Tiere mit GVO Pflanzen gefüttert worden sind?</p> <p>4. Europäische Kennzeichnung Um sich für oder gegen den Kauf entscheiden zu können, sind klare Informationen wichtig. Nicht im Kleingedruckten. Die EU hat 2007 die gesetzlichen Anpassungen geschaffen, damit Konsumentinnen, denen es wichtig ist, dass sie den Anbau von GVO Pflanzen mit ihrem Kauf nicht noch zusätzlich unterstützen, auf einen Blick erkennen können, wie das vorliegende tierische Produkt diesbezüglich entstanden ist. Die EU erlaubt länderspezifische Regelungen. Vor allem regional tätige Unternehmungen in D und F setzen vermehrt auf diese Kennzeichnung und schliessen mit ihren Bauern entsprechende Verträge ab. Mit Erfolg. Daraus sollte die Schweiz lernen.</p> <p>5. Kennzeichnung in der Schweiz: Die im Vorschlag aufgeführte Kennzeichnung „Produktion ohne Gentechnopflanzen“ ist zu kompliziert. Wir lehnen das ab. Die Verbraucherinnen müssen sich ein Bild machen können. Darum schlagen wir vor, dass es heisst: „ohne Gentechnopflanzen gefüttert“. Es geht ja schliesslich um die Fütterung der Tiere. Das Gütesiegel aus Frankreich „nourri sans OGM“ wäre auch sehr passend. Das sagt dann auch eindeutig aus, dass es nur um die grossen Anteile des Futters geht. Ob das Tier noch irgendwelche Vitamine gefressen hat, bei deren Herstellung Genbakterien eingesetzt wurden, ist sekundär. Die Sache, worum es geht, ist der grossflächige Anbau von GVO Pflanzen, und dem muss Rechnung getragen werden. Besonders wichtig ist zudem, dass die Kennzeichnung national mit einem einheitlichen Logo geschieht, damit es auch wiedererkannt wird. Ziffer 7b Abs 5 muss dementsprechend verbindlicher formuliert werden.</p> <p>6. Chancen für die Schweiz: Die Schweizer Landwirtschaft hat in offenen Märkten nur dann Zukunftschancen, wenn sie sich im oberen Segment kann. Unsere Gentechnofreiheit, was Anbau und Fütterung anbelangt, ist eine grosse Chance, sich mit einer Qualitätsproduktion von der Massenware abzuheben. Die EU hat die Möglichkeit geschaffen, die GVO freie Fütterung auszuloben. Die Schweiz darf in dieser Frage nicht weiter zögern. Diese Deklaration ist nötig! Unsere GVO freie Fütterung ist ja schon Realität! Die Konsumentinnen müssen nun endlich auch bei uns die Chance bekommen zu wissen, welche Anbauformen sie mit ihrem Kauf unterstützen!</p> <p>7. Begriffsdefinition: Der vorliegende Verordnungsentwurf definiert eine Herstellung von Stoffen durch gentechnisch veränderte Mikroorganismen als „aus GVO gewonnen“. Das ist für sich betrachtet auch kein Problem, weicht aber von der Begriffsdefinition in EU-Gesetzgebungen ab. Für die Verständlichkeit von Rechtstexten zwischen benachbarten Staaten ist es sinnvoll Begrifflichkeiten gleich zu definieren. Die EU-Öko-Verordnung (834/2007) unterscheidet zwischen der Herstellung „aus GVO“ und „durch GVO“. „Aus GVO hergestellt“ bedeutet ganz oder teilweise aus einem GVO (meist eine Pflanze) gewonnen. Das betrifft z.B. Sojaschrot aus GV-Sojabohne oder Sojaöl aus GV-Bohnen. „Durch GVO hergestellt“ bedeutet unter Verwendung eines GVO als letztem lebenden Organismus (meist ein Mikroorganismus) im Produktionsverfahren gewonnen. Das betrifft z.B. Labenzym hergestellt durch gentechnisch veränderte Bakterien. BIG-M unterstützt es explizit, wenn der vorliegende Entwurf an die EU Gesetzgebung angeglichen wird. Wir sind gerne bereit, bei der</p>

Organisation	Prise de position
	<p>detaillierten definitiven Ausformulierung aktiv mitzuarbeiten. Es ist wichtig, dass der Gesetzestext auch praxisnah umsetzbar ist. (ZB Ziffer 7 Abs 1: Wie soll die lückenlose Dokumentation der Fütterung einer 15 jährigen Kuh aussehen?)</p>
Mutterkuh Schweiz	<p>Grundsätzliche Erwägungen</p> <p>Mutterkuh Schweiz begrüsst die Stossrichtung der vorgesehenen Verordnungsänderung. Wir unterstützen die Stellungnahme des Schweizer Bauernverbandes. Bei einigen zentralen Punkten in der Verordnung sieht Mutterkuh Schweiz noch Anpassungsbedarf:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die Formulierung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist viel zu schwerfällig. Eine einfachere, kürzere und vor allem prägnanterer Wortwahl ist nötig. Wir fordern, dass bei der Auslobung wie in den deutschsprachigen Nachbarländern die Formulierung „ohne GVO hergestellt“ (Französisch: „produit sans OGM“) verwendet werden darf. • Die Einschränkung, nach der die Auslobung nur verwendet werden darf, wenn gleichartige GVO-Futtermittel verwendet werden dürfen, wäre verwirrend. Produktionsformen, bei denen auf gewisse Futtermittel (z.B. Soja) verzichtet wird, dürften dann nicht als „Produktion ohne GVO“ bezeichnet werden – weniger streng geregelte Produktionsformen, bei denen entsprechende Futtermittel eingesetzt werden, hingegen schon. Für den Verein Mutterkuh Schweiz, der auf die Strategie „Fleisch aus Gras“ mit strengen Anforderungen setzt, ist dieser Punkt wichtig. Fleisch aus Mutterkuhhaltung, das ohne Soja und teilweise mit Mais produziert wird, sollte auch als „ohne GVO hergestellt“ ausgelobt werden dürfen. <p>Wir hoffen, dass Sie unsere Anliegen berücksichtigen werden und danken Ihnen nochmals für die Möglichkeit zur Stellungnahme.</p>
Suisseporcs	<p>Grundsätzliche Erwägungen</p> <p>Die Suisseporcs begrüsst die Möglichkeit, den Verzicht auf den Einsatz von GVO-Futter am Verkaufspunkt deklarieren zu können. Durch diese Verordnung wird es in Zukunft möglich sein, die GVO-freie Fütterung, welche für die Schweizer Landwirtschaft massive Mehrkosten mit sich bringt, auch auf dem Produkt auszuloben und den Mehrwert dieser Produkte zu kommunizieren.</p> <p>Der Austausch von Lebensmitteln über die Landesgrenzen wurde bedeutend erleichtert und wird in Zukunft durch eine Weiterentwicklung des Marktöffnungsprozesses über die Grenzen steigen. Für die Wertschöpfungskette Fleisch ist die Möglichkeit zur Deklaration der Produktionsmethode wichtig, um die Mehrleistung gegenüber ausländischen Lebensmittel aufzuzeigen und sich erfolgreich behaupten zu können. Dies gehört zur umfassenden Qualitätsstrategie der Land- und Ernährungswirtschaft, welche im Jahr 2009 angestossen wurde.</p> <p>Zwei zentralen Punkten in der Verordnung müssen aus Sicht Suisseporcs angepasst werden.</p>

Organisation	Prise de position
	<ul style="list-style-type: none"> • Die Formulierung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist zu schwerfällig, schlecht verständlich und auch nicht in jeder Hinsicht korrekt. <p>In der Nutztierfütterung werden auch Nebenprodukte aus der Nahrungsmittellproduktion und aus der Herstellung von pflanzlichen Treibstoffen eingesetzt, bei welchen es sich nicht um Futterpflanzen handelt.</p> <p>Schweizer Lebensmittel werden weiterhin benachteiligt werden. Das darf nicht sein! In den Nachbarländern können Lebensmittel, die unter gleichen Voraussetzungen produziert werden, mit dem Begriff „ohne Gentechnik“ deklariert werden. In der Schweiz soll währenddessen lediglich die Auslobung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ möglich sein. Wir fordern hier gleichlange Spiesse.</p> <p>Die Formulierung in Französisch („produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées“) ist noch viel komplizierter. Eine einfachere, kürzere und vor allem prägnanterer Wortwahl ist nötig.</p> <p>Wir fordern, dass bei der Auslobung wie in den Nachbarländern die Formulierung „ohne GVO hergestellt“ (Französisch: „produit sans OGM“) verwendet werden darf.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die Einschränkung, nach der die Auslobung nur verwendet werden darf, wenn gleichartige GVO-Futtermittel zugelassen sind, ist nicht zielführend und unnötig. Zurzeit sind nur GVO-Mais und –Soja zugelassen. Kriterium für die Auslobung muss sein, dass ein Produkt den gesetzten Standard erfüllt, unabhängig davon, ob gleichartige GVO-Futtermittel verfügbar sind oder nicht. Ansonsten dürfte z.B. Fleisch von Tieren, welche ausschliesslich mit Raufutter gefüttert wurden, nicht „ohne GVO hergestellt“ deklariert werden. Für die Konsumenten, welche über kein landwirtschaftliches Grundwissen verfügen, ist diese Einschränkung nicht nachvollziehbar. Unklar ist die Fütterungsdauer der Tiere ohne GVO, damit die Auslobung verwendet werden darf.
Schweizer Geflügelproduzenten SGP	<p>Die Schweizer Geflügelproduzenten bedanken sich, dass sie zur Verordnung über gentechnisch veränderte Lebensmittel angehört werden. Der freiwillige Verzicht auf GVO-Futtermittel ist ein wichtiges Qualitätsmerkmal von Schweizer Geflügelfleisch. Der Verzicht auf GVO-Futtermittel führt für Produzenten und Konsumenten zu markanten Mehrkosten. Schätzungen gehen für die Schweizer Fleischproduktion von Grössenordnungen von 50 – 80 Mio CHF pro Jahr aus.</p> <p>Die vorliegende Revision der VGVL nimmt eine seit langer Zeit formulierte Forderung der SGP auf: Die Auszeichnung der Produkte mit dem Hinweis: „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel“ erlaubt eine Differenzierung zu Importprodukten. Wir unterstützen die vorgeschlagene Revision.</p> <p>Das Detail der Futtermittelzusätze pflanzlicher Herkunft muss hingegen anders formuliert werden.</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Die vorgeschlagene Verordnungsanpassung enthält keinerlei Bestimmung zur Geltungsdauer in Bezug auf das Leben des Nutztieres, im dem es GVO-frei gefüttert werden muss. Eine solche Bestimmung ist für eine glaubwürdige Auslobung zwingend.</p> <p>Die vorgeschlagene gesetzliche Grundlage einer Auslobung der GVO-freien Fütterung bei tierischen Produkten muss mit diesen Anpassungen überarbeitet werden. Wir brauchen eine glaubwürdige, transparente und zielführende gesetzliche Umsetzung der Auslobung, die sowohl für die KonsumentenInnen, wie auch für die Produktion verständlich und anwendbar ist.</p>
GalloSuisse	<p>In Übereinstimmung mit dem Schweizer Bauernverband (SBV) begrüßen wir die Stossrichtung der vorgesehenen Verordnungsänderung.</p> <p>Der zentral wichtige Punkt ist für uns das Schaffen gleich langer Marketing-Spiessse für die CH-Produktion. Es darf unserer Ansicht nicht länger sein, dass – als konkretes Praxisbeispiel – deutsche Importeier auf der CH-Seite des Bodenseeraums als "ohne GVO hergestellt" ausgelobt werden, dies aber für unsere CH-Eier verboten ist. Diesen Missstand gilt es zwingend und unmittelbar auszumerzen.</p> <ul style="list-style-type: none"> • In Bezug auf den zu wählenden Wortlaut stimmen wir dem Schweizer Bauernverband (SBV) zu, die sperrige Formulierung sei durch eine griffigere, markant vereinfachte Version zu ersetzen. Die oben erwähnte Beschriftung auf deutschen Importeieren lautet: "Ohne Gentechnik". Angesichts des weit verbreiteten Anpassungsdranges an das EU-Umfeld sind gleiche Grundsätze nun auch zu unseren Gunsten zur Anwendung zu bringen. "Ohne GVO hergestellt" passt, ist klar, einfach und für Einkaufende verständlich. • Die Einschränkung, "Ohne GVO hergestellt" dürfe nur ausgelobt werden, wenn gleichartige Futtermittel mit GVO existieren, erachten wir als Verkomplizierung der Sachlage und als unnötig. Konsumenten verfügen meist über wenig landwirtschaftliches Grundwissen, wissen mit dieser Einschränkung nichts anzufangen und können keinen Nutzen daraus ziehen. • Punkt 7c: Falls die GVO-lose Fütterungsdauer der Tiere tatsächlich erwähnt wird, muss sie beim Geflügel lauten: "Ab 1.Tag".
Fédération suisse des producteurs de céréales FSPP - SGPV	<p>Remarques générales</p> <p>La FSPP salue, dans les grandes lignes, les modifications proposées. Le fait de pouvoir mentionner que les animaux ont été nourris avec des aliments non-OGM devra permettre à l'agriculture de récupérer les coûts supplémentaires liés à cette alimentation.</p> <p>Tant SUISSE GARANTIE que la Stratégie Qualité de la Confédération mettent en avant la production sans OGM de l'agriculture et de la filière alimentaire suisse. Pour la FSPP, l'agriculture suisse sans OGM doit rester un élément central, afin de permettre une différenciation face aux produits importés. Les modifications apportées par la révision de l'ODAIGM donnent une certaine souplesse bienvenue à la législation actuelle.</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Si les propositions vont dans la bonne direction, il est à notre avis nécessaire d'apporter quelques modifications :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la formulation "Produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées" est compliquée, longue et vraisemblablement difficile à comprendre pour les consommateurs. Une formulation plus courte est souhaitable, telle que "produit sans fourrage génétiquement modifié" ou "produit sans fourrage OGM". Idem pour l'indication "produit sans recours au génie génétique", qui devrait simplement être intitulée "produit sans OGM". • La FSPC regrette que l'indication "produit sans OGM" ne puisse être utilisée que s'il existe des produits OGM correspondants ou des procédés de fabrication recourant à des OGM qui effectivement ont été autorisés ou approuvés. A notre avis, l'indication sans OGM devrait pouvoir être utilisées librement. Pour les consommateurs, cette distinction n'est pas compréhensible.
Swiss granum	<p>Als Branchenorganisation verweisen wir vorab darauf, dass die in swiss granum vertretenen Organisationen der Produktion, der Sammelstellen und des Handels sowie der ersten und zweiten Verarbeitungsstufe ihre Stellungnahmen zur Vorlage teilweise auch direkt abgeben werden. Da zu einzelnen Punkten der Vorlage innerhalb unserer Mitgliedunternehmen kein Konsens besteht, nimmt swiss granum zu diesen nicht Stellung resp. verzichtet auf Änderungsvorschläge.</p> <p>Unsere Positionen im Überblick:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Swiss granum begrüsst grundsätzlich die Stossrichtung der Verordnungsänderung und die Möglichkeit, die GVO-freie Fütterung ausloben und den Mehrwert der Produkte zukünftig noch besser kommunizieren zu können. • Die positive Auslobung einer GVO-freien Fütterung sollte jedoch kontrollierbar sein. Zur Sicherstellung würde dies eine lückenlose Dokumentation entlang der gesamten Wertschöpfungskette bedingen, für welche vor allem bei Lebensmittelimporten ein hohes Missbrauchspotential besteht. • Die Unterscheidung, ob deklarationspflichtige Futtermittel zur Fütterung verwendet wurden, hat auf Basis der Futtermittel- und Futtermittelbuch-Verordnung zu erfolgen. Artikel 7c ist dahingehend anzupassen. • Die Formulierung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist für die Konsumenten nicht verständlich und sollte vereinfacht werden.
BO Butter GmbH (BOB)	<p>Grundsätzlich sind wir zur Möglichkeit einer Auslobung GVO freier Lebensmittel und deren Produktion positiv eingestellt. Da in gewissen Ländern Europas diese Möglichkeit unter einfacheren Bedingungen gegeben ist, sehen wir im Zusammenhang mit dem Import von solchen Produkten ein gewisses Diskriminierungspotential unserer inländischen Lebensmittel.</p> <p>Produkte mit "GVO-frei" ausloben zu können, sollte auch möglich sein, wenn keine bewilligten Produkte auf dem Markt sind. Ein möglicher Ansatz sehen wir darin, dass GVO-frei ausgezeichnet werden kann, sofern nicht GVO deklariert werden muss.</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Grundsätzlich sollte die CH-Regelung mit der Europäischen Regelung abgeglichen werden, um die die inländischen Produkte nicht zu diskriminieren. Solange die CH-Regelung nicht analog der EU ist, fordern wir, dass keine als "GVO-frei" gekennzeichneten Produkte importiert werden dürfen. Der Konsument würde dadurch verunsichert und daraus folgern, dass Schweizer Produkte GVO enthalten.</p> <p>Das gleiche Problem stellt sich bei einer partiellen Auslobung "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen". Dies wird die Konsumenten verunsichern und die Konsumenten würden daraus den Rückschluss ziehen, dass das Lebensmittel selber GVO enthält. Deshalb lehnen wir diesen Vorschlag ab.</p>
<p>Branchenorganisation Schweizer Milchpulver BSM</p>	<p>Grundsätzlich sind wir zur Möglichkeit einer Auslobung GVO freier Lebensmittel positiv eingestellt. Da in gewissen Ländern Europas diese Möglichkeit gegeben ist, sehen wir im Zusammenhang mit dem Import von solchen Produkten ein gewisses Diskriminierungspotential unserer inländischen Lebensmittel.</p> <p>Es sollte grundsätzlich möglich sein, Produkte als GVO frei ausloben zu können, auch wenn keine bewilligten Produkte auf dem Markt sind. Ein möglicher Ansatz sehen wir darin, dass GVO-frei ausgezeichnet werden kann, sofern nicht GVO deklariert werden muss.</p> <p>Die schweizerische Regelung sollte grundsätzlich mit der Regelung in der EU übereinstimmen, damit die inländischen Produkte nicht diskriminiert werden. Solange Schweizer Produkte nicht analog der EU ausgezeichnet werden können, fordern wir, dass keine als "GVO-frei" gekennzeichneten Produkte importiert werden dürfen. Der Konsument würde dadurch verunsichert und daraus folgern, dass die Schweizer Produkte GVO enthalten.</p> <p>Die gleiche Problematik zeigt sich bei einer teilweisen Auslobung von "Produktion ohne Gentechnisch veränderte Futtermittel". Diese Möglichkeit würde den Konsumenten nur verunsichern und suggerieren, dass das Lebensmittel selber mit Gentechnik hergestellt wurde. Wir lehnen deshalb eine spezielle Lösung nur für die Futtermittel ab.</p>
<p>Schweizer Fleisch-Fachverband SFF</p>	<p>Mit der vorliegenden Verordnung soll die Regelung der Kennzeichnung von Lebensmitteln, bei deren Herstellung auf die Verwendung von Erzeugnissen aus gentechnisch veränderten Organismen verzichtet wird, differenzierter ausgestaltet werden. Gegenwärtig gilt, dass Lebensmittel nur dann mit einem Hinweis „ohne Gentechnik hergestellt“ versehen werden können, wenn im gesamten Herstellungsprozess umfassend auf die Verwendung von Erzeugnissen aus GVO verzichtet wurde. Mit dem vorliegenden Revisionsentwurf soll neu auch ein „teilweiser“ Verzicht der Verwendung der Gentechnologie angepriesen werden können. Dabei wird neu ein spezifischer Hinweis auf den Verzicht der Verwendung von Futtermitteln aus gentechnisch veränderten Pflanzen (namentlich Soja sowie Mais) in der Tierproduktion vorgesehen, der als „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ zu deklarieren wäre. Dies soll es den Produzenten künftig erlauben, auf den Verzicht von GVO im jeweiligen Teilbereich, welcher unbestrittenermassen zu einem Mehraufwand führt, speziell hinzuweisen.</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Seitens des Schweizer Fleisch-Fachverbandes SFF begrüßen wir zwar jegliche Erleichterung der Kennzeichnungsmöglichkeiten, fragen uns aber im vorliegenden Fall ernsthaft, wie sich die Anpreisung eines Teilverzichtes auf die übrigen Bereiche der Lebensmittelkette auswirken würde. Insbesondere befürchten wir, dass die vorgeschlagene Regelung bei den Konsumentinnen und Konsumenten zu mehr Unsicherheit anstelle von mehr Transparenz führt.</p> <p>Wir lehnen daher den vorliegenden Vorschlag für eine Anpreisung eines GVO-Teilverzichtes entschieden ab.</p> <p>Angesichts der durch die Landwirtschaftskreise auch im Parlament vorangehenden, mehrmaligen Verlängerung des GVO-Moratoriums sind wir über die bäuerliche Herkunft des vorliegenden Revisionsvorschlags doch sehr erstaunt. Im Übrigen halten wir unverändert an unserer (bereits im Rahmen unserer Stellungnahme zur Koexistenz von GVO und Nicht-GVO) geäußerten Haltung fest, dass Milch, Fleisch und Eier auch dann nicht als GVO-Lebensmittel zu gelten haben, wenn die betreffenden Nutztiere vorgängig mit GVO-haltigem Futter gefüttert wurden. Dies deshalb, weil die Prozesse im Verdauungstrakt und die anschließende Absorption von DNA durch die Darmwand erwiesenermaßen eine zu hohe Hürde für die weitere Funktionsfähigkeit der betreffenden Gensequenzen darstellen.</p>
Proviande	<p>Grundsätzliches</p> <p>Der Austausch von Lebensmitteln über die Landesgrenzen hinweg wurde in den vergangenen Jahren bedeutend erleichtert und wird aller Voraussicht nach auch in Zukunft durch eine Weiterentwicklung des Grenzöffnungsprozesses weiter an Bedeutung gewinnen. Für die schweizerische Landwirtschaft und die Wertschöpfungskette Fleisch erachtet Proviande die Möglichkeit zur Auslobung von Qualitätsmerkmalen mit denen sich einheimische Erzeugnisse deutlich von Konkurrenzprodukten aus dem Ausland abheben als wichtigen Baustein, um sich gegenüber ausländischen Lebensmitteln erfolgreich behaupten zu können. Mit ihren neuen Auslobungsmöglichkeiten zielt die vorliegende Revision in die richtige Richtung.</p> <p>Die Formulierung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist nur schwer verständlich und auch nicht in jeder Hinsicht korrekt, da in der Fütterung von Nutztieren auch Nebenprodukte aus der Nahrungsmittelindustrie und der Herstellung von Agrotreibstoffen eingesetzt werden, bei denen es sich nicht um Futterpflanzen handelt. Schweizer Lebensmittel werden weiterhin benachteiligt bleiben, da sich die vorgesehenen Auslobungsmöglichkeiten von jenen in den Nachbarländern unterscheiden. So kann beispielsweise für Lebensmittel, welche in Deutschland unter vergleichbaren Voraussetzungen produziert werden, die Auslobung „ohne Gentechnik“ möglich sein, währenddessen in der Schweiz aufgrund der unterschiedlichen Rechtslage lediglich die Auslobung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ möglich ist. Proviande spricht sich dafür aus, anstelle des Begriffs „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ eine korrekte und prägnantere Formulierung zu verwenden.</p> <p>Die Einschränkung, wonach die Auslobung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ nur dann verwendet werden darf, wenn gleichartige GVO-Futtermittel vorhanden sind, ist kaum zielführend. Kriterium für die</p>

Organisation	Prise de position
	<p>vor erwähnte Auslobung muss sein, dass ein Produkt den gesetzten Standard erfüllt, unabhängig davon, ob gleichartige GVO-Futtermittel verfügbar sind oder nicht. Ansonsten dürfte z.B. Fleisch von Tieren welche ausschliesslich mit Raufutter gefüttert wurden nicht mit dem Vermerk „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ausgezeichnet werden, bei Fleisch von Tieren aus Fütterung mit Krafffutter könnte diese Auslobung jedoch erfolgen.</p>
<p>Agro-Marketing Suisse AMS</p>	<p>Grundsätzliche Erwägungen</p> <p>Die Agro-Marketing Suisse (AMS) ist der Ansicht, dass die vorgesehenen Anpassungen in die richtige Richtung gehen.</p> <p>Die Schweizer Landwirtschaft verzichtet seit Jahren darauf gentechnisch veränderte Futterpflanzen wie Mais und Soja zu importieren. Dies führt zu einem Mehraufwand in der Produktion, ohne dass eine Kennzeichnung möglich ist. Mit dieser Verordnung wäre es möglich, diese für die Konsument wichtigen Aspekte auszuloben und zu kommunizieren. Allerdings sehen wir noch weitere Anpassungsmöglichkeiten bei den folgenden Punkten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die AMS betrachtet den Auslobungsvorschlag als zu schwerfällig und kann den Konsumenten nur schwer kommuniziert werden. Die Auslobung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ wird von den Konsumenten nur schlecht verstanden und interpretiert. Es sind auch verschiedene Interpretationsmöglichkeiten denkbar: Heisst diese Auslobung zum Beispiel, dass früher gentechnisch veränderte Futterpflanzen eingesetzt wurden oder dass alle andere Komponenten im Produkt GVO sein können und nur die Futterpflanzen nicht? Eine klarere und prägnantere Wortwahl ist nötig um diese Unklarheiten zu beseitigen. Je kürzer der Satz, desto klarer und verständlicher ist er. Die AMS schlägt vor, dass man mit „ohne GVO hergestellt“ ausloben darf. Diese Auslobungsmöglichkeit würde die Unterschiede der Schweiz zu den Nachbarländern aufheben und eine einheitlichere Handhabung der Auslobung ermöglichen. • Grundsätzliche Rahmenbedingungen zu den Fütterungsbedingungen sind noch festzulegen. Für die Produzenten muss klar sein wie lange die Fütterungsdauer ohne GVO sein muss, ab welchem Alter eine Tierart keine GVO mehr bekommen darf, damit man es ausloben kann. Am besten wäre diesbezüglich eine Regelung welche mit Artikel 15 Absatz 2 Buchstabe c der Verordnung des EDI über die Kennzeichnung und Anpreisung von Lebensmitteln (LKV) SR 817.022.21, sinngemäss übereinstimmt. • Die Bedingung, dass man nur „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ausloben darf, wenn ein gleichartiges GVO-Futtermittel zugelassen ist, ist nicht sinnvoll. Für die Konsumenten ist dies eine weitere unklare Auslobung, da nicht alle über landwirtschaftliches Grundwissen verfügen.
<p>FROMARTE – Genossenschaft der Schweizer Käsespezialisten</p>	<p>Wir begrüßen ausdrücklich die Bestrebungen, die Kennzeichnung "ohne Gentechnik hergestellt" bei Lebensmitteln neu zu regeln. Die Mehrleistung der schweizerischen Landwirtschaft und der Lebensmittelbranche durch den faktisch vollständigen Verzicht auf die Verwendung der Gentechnik soll aus unserer Sicht besser kommuniziert und angepriesen werden dürfen. Den zur</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Anhörung gegebenen Änderungsentwurf der Verordnung über gentechnisch veränderte Lebensmittel (VGVL) erachten wir jedoch als ungenügend und nicht zielführend. Die vorgeschlagene neue Regelung der Kennzeichnung von nicht gentechnisch veränderten Organismen ist unserer Meinung nach zu umständlich, nicht praktikabel und für die Konsumentinnen und Konsumenten verwirrend.</p> <p>Wir fordern, dass auf die spitzfindige, ausschliesslich für Fachleute und extrem gut informierte Konsumentinnen und Konsumenten verständliche Differenzierung in der Anpreisung zwischen "ohne Gentechnik hergestellt" und "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" verzichtet wird. Solange in der Produktionskette auf die Verwendung von Futter aus gentechnisch veränderten Pflanzen und auf Zutaten, die mit Hilfe von Gentechnik hergestellt wurden, verzichtet wird, soll der Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" angebracht werden dürfen. Relativ unbedeutend ist es, wenn die Futtermittel Zusatzstoffe enthalten, die mit Hilfe genetisch modifizierter Mikroorganismen gewonnen wurden, und die teilweise gar nicht anders hergestellt erhältlich sind. Die Begründung, gemäss welcher auf Grund der Zugabe von Futtermittelzusätzen unterschieden werden soll zwischen "ohne Gentechnik hergestellt" und "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen", ist stark erklärungsbedürftig und kann von einem grossen Teil der Konsumentinnen und Konsumenten nicht nachvollzogen werden. Die vorgeschlagene Anpreisung "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" würde mehr Verwirrung stiften als für Klarheit sorgen. Es darf davon ausgegangen werden, dass die Differenzierung der Kennzeichnung gemäss dem Verordnungsentwurf für eine Mehrheit der Konsumentinnen und Konsumenten keinen Vorteil bei ihren Kaufentscheidungen bringt.</p> <p>Wir befürworten den Grundsatz, dass Lebensmittel nicht mit Hinweisen gekennzeichnet werden dürfen, die selbstverständlich sind. Was die Kennzeichnung "ohne Gentechnik hergestellt" anbelangt, bedarf es für die Lebensmittel tierischer Herkunft unserer Meinung nach einer Abweichung von diesem Prinzip. In der Schweiz haben wir im Vergleich zu anderen Ländern eine spezielle Situation, indem die Rindviehfütterung weitgehend graslandbasiert ist. Diesem besonderen Umstand müsste die VGVL Rechnung tragen und die Kennzeichnung "ohne Gentechnik hergestellt" zulassen, auch wenn dies bei entsprechender Tierhaltung (in der Schweiz) selbstverständlich ist. Dies damit die Schweizer Landwirtschaft und auch die Lebensmittelhersteller, die Rohstoffe aus inländischer Produktion verarbeiten, nicht diskriminiert werden und damit Produkte der Schweizer Landwirtschaft im Wettbewerb mit ausländischen Konkurrenzprodukten nicht benachteiligt werden.</p>
<p>Switzerland Cheese Marketing AG (SCM)</p>	<p>Die Landwirtschaft kann bis anhin nicht geltend machen, dass sie auf gentechnisch veränderte Futtermittel wie Mais oder auch Soja freiwillig verzichtet. Dies führt gegenüber der analogen Produktion im Ausland zu einem Mehraufwand in der Produktion, ohne dass dies bisher auf dem Produkt ausgelobt werden konnte. Wir begrüßen daher Ihre Absicht, den Verzicht auf den Einsatz von Gentechnik bei der Herstellung tierischer Produkte besser kennzeichnen zu können. Allerdings sehen wir noch Änderungsbedarf bei den folgenden Punkten:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die vorgeschlagene Regelung der Kennzeichnung des Verzichts auf den Einsatz von gentechnisch veränderten Futterpflanzen in der tierischen Produktion ist (im Hinblick auf mögliche Zusatzstoffe in den

Organisation	Prise de position
	<p>Futtermitteln) zwar korrekt formuliert, erfüllt die dahinter stehende Absicht aufgrund der sehr umständlichen resp. <u>für den Konsumenten wohl gänzlich unverständlichen</u> Formulierung aber nicht.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Zudem stellt die Formulierung mit Sicht auf die Regelungen in unseren Nachbarländern, wo ohne weiteres „Ohne Gentechnik hergestellt“ oder ähnliches ausgelobt werden kann, eine <u>erhebliche Schlechterstellung der hiesigen Hersteller</u> dar. Wir lehnen deshalb die geplante neue Teilkennzeichnung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ für tierische Produkte ab und fordern, dass bei der Auslobung wie in den deutschsprachigen Nachbarländern die <u>Formulierung „ohne GVO hergestellt“</u> (Französisch: „produit sans OGM“) bei tierischen Lebensmitteln auch dann verwendet werden darf, wenn bei der Fütterung Futtermittelzusätze (innerhalb allenfalls noch näher zu definierender Grenzen) verwendet wurden, die mit Hilfe von gentechnisch veränderten Mikroorganismen produziert worden sind (namentlich Vitamine und Enzyme). • Die Einschränkung, wonach die Auslobung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ nur dann verwendet werden darf, wenn gleichartige GVO-Futtermittel in der Schweiz vorhanden sind, ist zumindest bei tierischen Produkten nicht zielführend. Kriterium für die obgenannte Auslobung muss sein, dass ein Produkt den gesetzten Standard erfüllt, <u>unabhängig davon, ob gleichartige GVO-Futtermittel verfügbar sind oder nicht.</u>

Organisation	Prise de position
Vereinigung Schweizerischer Futtermittelfabrikanten VSF	<p>1. Allgemeine Bemerkungen</p> <p>Die Forderung der Kennzeichnung „Ohne Gentechnik hergestellt“ ist nicht neu und kommt in erster Linie vom Schweizerischen Bauernverband. Aus Marketing-Sicht gäbe es Gründe, die aktuellen Vorschriften zu lockern. Die VSF begrüsst eine kritische Auseinandersetzung mit den Gentechnik-Deklarationsbestimmungen, weil die Erfahrungen zeigen, dass die Vorschriften für die Konsumenten weder klar noch transparent sind. Leider werden aber mit emotional geführten Konflikten bewusst und unbewusst Fakten verdrängt. Die EDI-Vorschläge leisten keinen Beitrag zum Schutz vor Missbräuchen. Im Gegenteil, der Hinweis auf den Verzicht auf „gentechnisch veränderte Pflanzen“ wird zu einem unkontrollierbaren Schwarz- und Graumarkt im Bereich der tierischen Lebensmittel führen.</p> <p>Dass es in der EU noch nicht gelungen ist, das „GM-free labelling“ zu vereinheitlichen und zu regeln zeigt, dass alle bisher diskutierten Lösungsansätze verworfen werden mussten. Die nationalen Lösungen beispielsweise in Deutschland, Frankreich oder Österreich machen deutlich, dass die Vorbehalte sehr gross sind, weil die wahren Sachverhalte über die Verwendung von GVO in der Nahrungsmittelkette verschwiegen werden.</p> <p>2. Vorbehalte</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aufgrund von privaten Auflagen (Labels, Marken etc.) werden in der Schweiz weiter nur GVO-freie Futtermittel eingesetzt („GVO-frei“ gemäss Deklarationsvorschriften). Die dadurch generierten Mehrkosten betragen aktuell für die inländische Tierproduktion 45 bis 60 Mio. Franken (bei 320'000 t Sojaschrot- und Maiskleber-Importen und einem Mehrpreis von Fr. 15.-/100 kg). Falls die neuen Deklarationsbestimmungen in Kraft gesetzt werden, müssen die Konsumentin und der Konsument bereit sein, diese Mehrleistungen zu entschädigen. In Deutschland und Österreich sind die Mehrpreise eine Tatsache. • Die positive Auslobung der GVO-freien Fütterung muss überprüf- und kontrollierbar sein. Leider ist diese Voraussetzung nicht gegeben. Eine lückenlose Dokumentation über die ganze Produktionskette kann schlicht und einfach nicht sichergestellt werden. Bei importierten tierischen Erzeugnissen sind Missbräuche und Krisen nachgerade programmiert. Mit Analysen können Aussagen nicht verifiziert werden. Die nationalen Kontrollinstanzen haben keine Möglichkeit, die Tierfütterung in Brasilien, Argentinien, China oder europäischen Ländern zu kontrollieren. Wir behaupten, dass innert kurzer Zeit ein Grossteil der eingeführten Milch- und Fleischprodukte sowie der Eier den Hinweis tragen „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“. <p>Gesetze und Verordnungen, die nicht überprüft werden können, haben in einem Rechtsstaat nichts zu suchen und schaden der Glaubwürdigkeit der Nahrungsmittelproduktion.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Der Vorschlag mit dem Hinweis „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist unverständlich, unklar und führt zu falschen Interpretationen. Bei den fraglichen Futtermitteln handelt es sich nicht um Futterpflanzen, sondern es werden Nebenprodukte der Nahrungsmittelindustrie wie Sojaschrot oder Maiskleber sowie Nebenprodukte der Bio-

Organisation	Prise de position
	<p>Fuel-Herstellung wie DDGS (Schlempe) verwendet. Der Ausdruck „gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist falsch.</p> <ul style="list-style-type: none"> <p>Gemäss Art. 7c Abs. 2 darf der Hinweis (Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen) nur verwendet werden, wenn nach schweizerischem Recht gleichartige Futtermittel oder Futtermittelzusätze verfügbar, die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen, solche enthalten oder aus solchen gewonnen werden.</p> <p>Die Auflage besagt, dass bei einer Fütterung ohne Sojaschrot und/oder Maiskleber (beispielsweise Fütterung der Milchkuh alleine mit Raufutter und Eiweisserbsen) eine Auslobung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ nicht möglich ist. Der Absatz 2 käme zur Anwendung, weil es kein gleichartiges GV-Raufutter und gleichartige GV-Eiweisserbsen gibt. Artikel 7c ist seiner Konsequenz nicht zu Ende gedacht.</p> <p>Die VSF ist der Auffassung, dass aus Gründen der Glaubwürdigkeit bei einer positiven Auslobung der gentechfreien Fütterung der GVO-Anteil in den Futterkomponenten kleiner als 0.1% oder unter der analytischen Nachweisgrenze liegen müsste. Dies hätte aber zur Konsequenz, dass eine Auslobung nicht möglich wäre, weil der heute gehandelte Sojaschrot Verschleppungen von 0.1% bis 0.9% enthält.</p> <p>Wir machen darauf aufmerksam, dass sich die Eidg. Ethikkommission für die Biotechnologie im Ausserhumanbereich zu dieser Frage ausführlich geäussert hat.</p> <p>Gemäss Aussagen des „Soja Netzwerk Schweiz“ (Bauernverband, Coop, Migros, WWF) werden aktuell 60% des Sojaschrotes nicht nur nach den Kriterien „gentechfrei“ sondern nach den vom Netzwerk vorgegebenen Nachhaltigkeitskriterien importiert. In der Schweiz soll bis 2014 eine mindestens 90-prozentige Marktabdeckung mit verantwortungsbewusst und gentechfrei produzierter Soja erreicht werden. Als Standard wird ProTerra (ProForest) vom Netzwerk akzeptiert (Grundlage: Balser Kriterien). In den Richtlinien des ProTerra Standards wird vorgeschrieben, dass die Deklaration „ohne GVO“ (oder ähnliche Formulierung) nur erlaubt ist, wenn der Schwellenwert für GVO-Verunreinigungen unter 0.1 % liegt.</p> <p>Unter Principle 11 (Genetically Modified Organisms not used) steht in Punkt 11.1.1.1.:</p> <p>“The rejection threshold for inadvertent contamination of inputs and products with GM materials shall be 0.1 % for products for which the producer intends to make a non-GMO claim. In ...”.</p> <p>Konsequenz:</p> <p>Der Standard ProTerra, der in der Schweiz grossflächig zur Anwendung kommt, würde aufgrund der 0.1 %-Klausel eine “Positiv-Deklaration” verunmöglichen. Der GVO-freie Sojaschrot-Markt mit GV-Gehalten unter 0.1 % ist nicht mehr vorhanden.</p> <p>Wie dieser Zielkonflikt (Nachhaltigkeit vs. Positiv-Deklaration) gelöst werden kann, bleibt eine offene Frage.</p> <p>Der Vorschlag der neuen Kennzeichnung täuscht die Konsumentin und den Konsumenten, weil verheimlicht wird, dass in der ganzen Produktionskette der tierischen Nahrungsmittel die Gentechnologie doch zum Einsatz kommt (Zusatzstoffe, Verschleppungen etc.).</p>

Organisation	Prise de position
	<p>3. Anträge</p> <p>Antrag 1</p> <p>Art. 7c (Kennzeichnung bei Verzicht auf Futtermittel aus gentechnisch veränderten Pflanzen) ist ersatzlos zu streichen.</p> <p>Falls am Vorschlag von Artikel 7c festgehalten wird, unterbreiten wir zwei Eventualanträge.</p> <p>Antrag 2 (Eventualantrag 1)</p> <p>Art. 7c kommt nur zur Anwendung bei Lebensmitteln tierischer Herkunft, die in der Schweiz produziert worden sind.</p> <p>Falls Antrag 2 abgelehnt wird, stellen wir Antrag 3.</p> <p>Antrag 3 (Eventualantrag 2)</p> <p>Art. 7c mit der Positiv-Auslobung kommt zur Anwendung, wenn die Auflagen für die „Lückenlose Dokumentation“ in einer separaten Verordnung oder mindestens in EDI-Richtlinien genau definiert werden.</p> <p>Wir verweisen in diesem Zusammenhang auf die Lösung in Deutschland. Dort bedarf es des VLOG-Standards für die „Ohne-Gentechnik-Produktion“ (Verein Lebensmittel ohne Gentechnik e. V., VLOG). Der Standard umfasst 41 Seiten. Das Volumen des Standards gibt einen Hinweis, wie komplex die Thematik ist und wie hoch die Gefahr von Missbräuchen eingeschätzt wird.</p>
Verband des Schweizerischen Getreide und Futtermittelhandels VSGF	Der Vorstand des VSGF hat sich anlässlich seiner letzten Sitzung eingehend mit der Thematik befasst. Im Grundsatz begrüsst er die vorgeschlagenen Flexibilisierung und den möglichen Hinweis auf eine Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen. Darüber hinaus erlauben wir uns, auf die Stellungnahme der Vereinigung der Schweizerischen Futtermittelfabrikanten VSF zu verweisen die wir von unserer Seite unterstützen können.
Fenaco Genossenschaft	<p>Als einer der bedeutendsten Hersteller von Mischfuttermitteln sowie als Inverkehrbringer von GVO-freien Rohkomponenten für die Tierfütterung sind wir von der geplanten Revision der Verordnung über gentechnisch veränderte Lebensmittel direkt betroffen. Die fenaco Genossenschaft nimmt die Gelegenheit gerne wahr, zu der Revision Stellung zu nehmen.</p> <p>Grundsätzliche Erwägungen</p> <p>In der Schweiz werden heute keine GVO-Futtermittel in Verkehr gebracht. Als Grundlage für den Einkauf und den Verkauf von Futtermitteln gelten die Schweizerische Futtermittel- und die Futtermittelbuch-Verordnung mit den darin enthaltenen Vorgaben zur Deklaration von GVO. Die positive Auslobung einer GVO-freien Fütterung sollte einfach überprüfbar und mit den umgebenden EU-Ländern vergleichbar sein. Da die GVO-freie Fütterung nur mittels einer lückenlosen Dokumentation über die ganze Produktionskette im</p>

Organisation	Prise de position
	<p>Vollzug verifiziert werden kann, ist das Missbrauchspotential vor allem bei Lebensmittelimporten hoch.</p> <p>Die fenaco begrüsst grundsätzlich die Stossrichtung der vorgesehenen Verordnungsänderung. Damit wird ein wichtiges Anliegen der Schweizer Landwirtschaft umgesetzt und der Mehrwert von tierischen Lebensmitteln durch eine GVO-freie Fütterung im Vergleich zum angrenzenden Ausland kommunizierbar.</p> <p>Aus oben erwähnten Gründen sehen wir jedoch bei zentralen Punkten Anpassungsbedarf, um eine Umsetzung der Verordnung in der Praxis zu ermöglichen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die Unterscheidung ob deklarationspflichtige Futtermittel zur Fütterung verwendet wurden hat auf Basis der Futtermittel- und der Futtermittelbuch-Verordnung zu erfolgen. Die vorliegende Formulierung in Artikel 7c) der VGVL entspricht nicht der Futtermittelgesetzgebung. • Die Formulierung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ und insbesondere die franz. Fassung „produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées“ ist kompliziert und für den fachfremden Konsumenten kaum verständlich. Eine einfachere Wortwahl, angelehnt an diejenige des angrenzenden Auslandes, ist nötig. • Im Weiteren unterstützen wir die Eingaben des Schweizer Bauernverbandes (SBV) zu den Artikeln 7c, 2 und 7c, 3a. <p>Wir hoffen, dass Sie unsere Anliegen berücksichtigen werden und danken Ihnen nochmals für die Möglichkeit zur Stellungnahme.</p>
UFA AG	<p>Die UFA AG als grösster Hersteller von Mischfuttermitteln ist von der geplanten Revision der Verordnung über gentechnisch veränderte Lebensmittel direkt betroffen. Wir nehmen deshalb die Gelegenheit gerne wahr, zu der geplanten Revision aus Sicht Mischfutterhersteller Stellung zu nehmen.</p> <p>Grundsätzliche Erwägungen</p> <p>In der Schweiz werden heute keine GVO-Futtermittel in Verkehr gebracht. Als Grundlage für den Einkauf und den Verkauf von Futtermitteln gelten die Schweizerische Futtermittel- und die Futtermittelbuch-Verordnung mit den darin enthaltenen Vorgaben zur Deklaration von GVO. Die positive Auslobung einer GVO freien Fütterung sollte einfach überprüfbar und mit den umgebenden EU-Ländern vergleichbar sein. Da die GVO-freie Fütterung nur mittels einer lückenlosen Dokumentation über die ganze Produktionskette im Vollzug verifiziert werden kann, ist das Missbrauchspotential vor allem bei Lebensmittelimporten hoch.</p> <p>Die UFA AG begrüsst grundsätzlich die Stossrichtung der vorgesehenen Verordnungsänderung. Damit wird ein wichtiges Anliegen der Schweizer Landwirtschaft umgesetzt und der Mehrwert von tierischen Lebensmitteln durch eine die GVO- freie Fütterung im Vergleich zum angrenzenden Ausland kommunizierbar.</p>

Organisation	Prise de position
	<p data-bbox="453 248 1366 344">Aus oben erwähnten Gründen sehen wir jedoch bei zentralen Punkten Anpassungsbedarf, um ein Umsetzung der Verordnung in der Praxis zu ermöglichen:</p> <ul data-bbox="552 367 1366 763" style="list-style-type: none"> <li data-bbox="552 367 1366 517">• Die Unterscheidung ob deklarationspflichtige Futtermittel zur Fütterung verwendet wurden hat auf Basis der Futtermittel- und der Futtermittelbuch-Verordnung zu erfolgen. Die vorliegende Formulierung in Artikel 7c) des VGVL entspricht nicht der Futtermittelgesetzgebung. <li data-bbox="552 521 1366 703">• Die Formulierung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ und insbesondere die franz. Fassung „produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées“ ist kompliziert und für den fachfremden Konsumenten kaum verständlich. Eine einfachere Wortwahl, angelehnt an diejenige des angrenzenden Auslandes ist nötig. <li data-bbox="552 707 1366 763">• Im Weiteren unterstützen wir die Eingaben des SBV zu 7c, 2 und 7c, 3a. <p data-bbox="453 786 1337 853">Wir hoffen, dass Sie unsere Anliegen berücksichtigen werden und danken Ihnen nochmals für die Möglichkeit zur Stellungnahme.</p>

Organisation	Prise de position
Schweizerische Arbeitsgruppe Gentechnologie SAG	<p>Das Thema Gentechnisch veränderte Organismen (GVO) ist eines der wichtigen Anliegen der Schweizer Konsumentinnen und Konsumenten und auch der Schweizer Landwirtschaft. Die Kennzeichnung bietet den Konsumentinnen und Konsumenten die notwendige Transparenz beim Kauf von Lebensmitteln und garantiert damit die Wahlfreiheit. Die bestehende Regelung bietet aber nur die Grundlage, bei pflanzlichen Lebensmitteln einen Entscheid für oder gegen GVOs zu fällen.</p> <p>Hingegen ist es bislang nicht möglich bei Lebensmitteln tierischen Ursprungs zu beurteilen, ob bei der Herstellung von Produkten wie Fleisch, Milchprodukten oder Eiern GVO eingesetzt wurden oder nicht. Dies ist für viele Konsumentinnen und Konsumenten unbefriedigend, da sie gerne wissen möchten, ob die Nutztiere mit GVO gefüttert wurden. Gentechnisch veränderte Futtermittel werden weltweit in den wichtigsten Futtermittelanbaubereichen angebaut und sind sehr verbreitet. Doch sie werden in der Öffentlichkeit auch immer wieder thematisiert.</p> <p>Bauern und auch der Handel verzichten freiwillig auf den Import und den Einsatz von gentechnisch veränderten Futtermitteln. Bei tierischen Produkten muss aber die Verwendung von GVO in der Fütterung nicht deklariert werden. Es ist daher für die Konsumenten nicht ersichtlich, ob gentechnisch veränderte Bestandteile in der Nahrungsmittelkette vorhanden sind. Eine obligatorische Deklaration von GVO in Futtermitteln würde ein Höchstmaß an Transparenz schaffen, wie dies in der Motion von Géraldine Savary (Savary 06.3600) 2006 gefordert wurde. Die Motion wurde vom Bundesrat abgelehnt.</p> <p>Angesichts der vorliegenden Situation begrüßen wir die Möglichkeit der Kennzeichnung von tierischen Produkten, die ohne den Einsatz von gentechnisch veränderten Pflanzen hergestellt wurden. Sie verschafft mehr Transparenz, da sie Informationen bietet, welche den Konsumentinnen und Konsumenten bislang nicht zugänglich waren.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Um die Deklaration effektiver zu machen, schlagen wir vor, dass Art. 10 Bst.b der LGV für diese Auslobung nicht massgeblich ist und alle Bio- und Labelprodukte ausgelobt werden dürfen. Die Kennzeichnung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» muss auch für alle tierischen Produkte möglich sein, bei denen der Einsatz von gentechnisch veränderten Futtermittelpflanzen möglich wäre, also auch für alle Labels, die in ihren Bestimmungen die Verwendung von gentechnisch veränderten Pflanzen ausschliessen. Denn es kann nicht erwartet werden, dass die Konsumentinnen und Konsumenten sämtliche Bestimmungen der einzelnen Labels kennen. Wenn nur ein Teil der angebotenen gentechfreien tierischen Produkte die Bezeichnung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» anwenden dürften, könnte dies zu einer Verunsicherung bei den Konsumentinnen und Konsumenten führen und damit auch zu einer Benachteiligung der entsprechenden Labelprodukte. Das gleiche gilt für Haltungssysteme oder Produktionsformen, welche freiwillig auf die Zufütterung von Getreidefuttermitteln verzichten.

Organisation	Prise de position
	<p><u>Ist dies aus rechtlichen Gründen nicht möglich, lehnen wir die Revision der VGLV ab.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • In der Verordnung fehlt eine Angabe zur Zeit, während der die Tiere ohne GV Pflanzen geführt wurden oder werden müssen. Dies müsste in einem separaten Artikel festgelegt werden. Eine gangbare Definition für die zeitliche Beschränkung bietet bsw. die österreichische Richtlinie zur Definition der "Gentechfreien Produktion" von Lebensmitteln und deren Kennzeichnung, 4.3.3 und 4.3.4 (http://bmg.gv.at/cms/home/attachments/3/6/0/CH1252/CMS1228301104683/gentechnikfrei_rl_16.1.13.pdf) • Ebenfalls vergessen wurden in der Verordnung: Bienen und ihre Produkte. Die Regelung wie sie in Frankreich existiert zur Auslobung "ohne Gentechnik", wenn im Umkreis von 5 Kilometern rund um den Bienenstock keine Gentech-Pflanzen wachsen, wäre eine einfache Definition.
<p>Coordination romande sur le génie génétique - StopOGM</p>	<p>En préambule</p> <p>Les organismes génétiquement modifiés (OGM) sont une des préoccupations des consommateurs et des producteurs suisses. L'étiquetage en vigueur dispense aujourd'hui l'information nécessaire permettant de faire un choix éclairé uniquement pour les aliments GM d'origine végétale.</p> <p>L'information des consommateurs concernant la présence d'OGM dans la chaîne alimentaire connaît pourtant une grande lacune : les consommateurs ne sont pas informés de la présence de plantes génétiquement modifiées (PGM) dans l'alimentation des animaux de rente. Il est de par ce fait impossible de savoir si l'on favorise l'utilisation d'OGM dans la chaîne de production en achetant une viande, un produit laitier ou des œufs.</p> <p>L'information obligatoire sur la présence d'OGM dans le fourrage (étiquetage négatif) aurait amené un maximum de transparence, comme demandé dans la motion Savary 06.3600. C'est la solution que StopOGM aurait souhaité. Cette option a été repoussée par le Conseil Fédéral.</p> <p>Compte tenu de la situation, nous saluons l'étiquetage positif pour les denrées d'origine animale produites sans recours aux PGM. Il dispensera des informations qui sont actuellement cachées aux yeux des consommateurs.</p> <p>Afin de rendre cette information la plus efficace possible, nous proposons les adaptations suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> • La formulation proposée « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées » est trop compliquée. Nous préférons une version plus compréhensible comme « nourri sans plantes génétiquement modifiées », « nourri sans plantes GM » ou « nourri sans plantes transgéniques ». « Transgénique » serait l'expression scientifiquement correcte. La formulation « nourri sans plantes OGM » serait peut-être mieux comprise par les consommateurs, mais est linguistiquement incorrecte.

Organisation	Prise de position
	<p>Pour les consommateurs, ces formulations incluent tout aliment pour animaux à base de plantes, qu'il s'agisse de graines, de tourteaux ou d'autres résidus ou produits végétaux mélangés, moulues etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Selon la proposition à l'article 7c2, « <i>l'indication ne peut être utilisée que si le droit suisse autorise l'utilisation d'aliments ou d'additifs de même nature qui consiste en des PGM, qui contiennent de telles plantes ou qui sont issus de telles plantes</i> » <ul style="list-style-type: none"> ○ Les consommateurs ne sont pas au courant de toutes les méthodes d'élevage et de tous les organismes transgéniques autorisés. Ils ne peuvent pas savoir si une vache peut, de par les techniques de production utilisées, manger du maïs transgénique ou pas. Ils ne sont pas au courant des détails techniques des initiatives qui misent sur la production sur base herbagère ou qui renoncent au soja (p.ex. Vache Mère Suisse) ou encore qui renoncent aux OGM (p.ex. Suisse Garantie). Pour StopOGM, un produit d'origine bovine doit pouvoir porter l'indication « nourri sans plantes transgéniques », même si la vache a uniquement brouté de l'herbe alors qu'il n'existe évidemment pas d'herbe transgénique en Suisse. Les consommateurs ont le droit de connaître cette plus-value. ○ Selon la proposition, des œufs provenant de poules ayant picoré de l'orge et non du maïs ne pourront pas être étiquetés « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées » car il n'existe pas d'orge transgénique cultivée dans le monde. C'est une situation incompréhensible pour la grande majorité des consommateurs qui ne sont pas au courant de la loi, ni des méthodes d'élevage, ni des variétés transgéniques autorisées. • Les producteurs doivent pouvoir profiter de la plus-value générée par les efforts réalisés par la non utilisation d'OGM dans l'alimentation animale. La référence pour l'utilisation de la mention « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées » doit être le marché international et non le marché suisse. Si une référence internationale n'est pas adoptée les producteurs suisses se verront désavantagé par rapport aux produits étrangers portant une mention « sans OGM ». Pour StopOGM, la référence pour permettre l'étiquetage de la mention doit être la disponibilité au niveau international d'un produit pouvant être étiqueté « sans OGM ». • Dans cette ordonnance il manque la notion de la durée durant laquelle les animaux seront nourris sans plantes transgéniques. Nous demandons que cela soit spécifié dans un article. • Autres oubliés de cette ordonnance : les abeilles et leurs produits. StopOGM propose une solution spatiale pragmatique telle qu'elle existe en France, p. ex. « apiculture sans OGM dans un rayon de 5 km ». <p>StopOGM soutient donc le projet soumis, mais nous demandons de bien vouloir prendre en compte nos demandes d'adaptation.</p>

Organisation	Prise de position
<p>Basler Appell gegen Gentechnologie</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>Der Basler Appell gegen Gentechnologie sieht keine Notwendigkeit, jetzt eine Revision der Verordnung zum vorzunehmen. Das Gentechnik-Moratorium und der freiwillige Verzicht der Branche auf gentechnisch veränderte Futtermittel sorgen dafür, dass GVOs weder angebaut noch verwendet werden. Solange dies Gültigkeit hat, ist eine Diskussion über eine entsprechenden Kennzeichnung nicht vonnöten.</p> <p>Der Basler Appell gegen Gentechnologie vertritt darüber hinaus die Haltung, dass nicht gentechnikfreie Produkte gekennzeichnet werden sollen, sondern Produkte, für deren Herstellung gentechnisch veränderte Bestandteile verwendet wurden. Wir befürworten eine sogenannte «Positivkennzeichnung»: z.B. <u>«ENTHÄLT GENTECHNISCH VERÄNDERTE ORGANISMEN»</u> Unter eine solche Kennzeichnung müssen auch tierische Produkte aus GVO-Fütterung fallen: z.B. <u>«MIT GENTECHNISCH VERÄNDERTEN FUTTERMITTELN AUFGEZOGEN»</u>.</p> <p>Die KonsumentInnen müssen Produkte mit gvo-Bestandteilen klar und eindeutig identifizieren können. Eine «Negativkennzeichnung» halten wir für irreführend und inflationär.</p> <p>Wir weisen darauf hin, dass die Diskussion zum jetzigen Zeitpunkt unnötig ist. KonsumentInnen Schweizer Lebensmittelprodukte verlassen sich darauf, dass diese aufgrund der klaren Ausgangslage keine gentechnisch veränderten Bestandteile enthalten. Warum jetzt eine Diskussion über eine Kennzeichnung geführt wird, ist nicht nachvollziehbar.</p> <p>Aus den vorgenannten Gründen sieht der Basler Appell keinen Bedarf für eine Kennzeichnungsregelung. Wir verzichten daher auf eine Einlassung zu den einzelnen Punkten und weisen die Vorlage zurück.</p>
<p>Greenpeace</p>	<p>Das Thema Gentechnisch veränderte Organismen (GVO) ist eines der wichtigen Anliegen der Schweizer Konsumentinnen und Konsumenten und auch der Schweizer Landwirtschaft. Die Kennzeichnung von Lebensmitteln bietet den Konsumentinnen und Konsumenten beim Einkauf die notwendige Transparenz und garantiert damit die Wahlfreiheit. Die bestehende Regelung bietet aber nur die Grundlage, bei pflanzlichen Lebensmitteln einen Entscheid für oder gegen GVOs zu fällen.</p> <p>Hingegen ist es bislang nicht möglich bei Lebensmitteln tierischen Ursprungs zu beurteilen, ob bei der Herstellung von Produkten wie Fleisch, Milchprodukten oder Eiern GVO eingesetzt wurden oder nicht. Dies ist für viele Konsumentinnen und Konsumenten unbefriedigend, da sie gerne wissen möchten, ob die Nutztiere mit GVO gefüttert wurden. Umso verständlicher ist der Wunsch nach vollumfänglicher Transparenz, da der grösste Teil der weltweit angebauten Gentech-Pflanzen in der Nutztierfütterung eingesetzt werden.</p> <p>Bei tierischen Produkten muss die Verwendung von GVO in der Fütterung nicht deklariert werden. Es ist daher für die Konsumenten nicht ersichtlich, ob gentechnisch veränderte Bestandteile in der Nahrungsmittelkette vorhanden sind. Einzig die Tatsache, dass Bauern und auch der Handel freiwillig</p>

Organisation	Prise de position
	<p>auf den Import und den Einsatz von Gentech-Futtermitteln verzichten, garantiert dem Konsumenten und der Konsumentin gegenwärtig, dass tierische Lebensmittel aus gentechfreier Produktion stammen.</p> <p>Eine obligatorische Deklaration von GVO in Futtermitteln würde ein Höchstmaß an Transparenz schaffen, wie dies in der Motion von Géraldine Savary (Savary 06.3600) 2006 gefordert wurde. Leider wurde diese Motion vom Bundesrat abgelehnt. Wie Frau Savary bereits 2006 ausgeführt hat, steht die Tatsache, dass Lebensmittel von mit GVO gefütterten Tieren nicht deklariert werden müssen im Widerspruch zur Wahlfreiheit der KonsumentInnen und Konsumenten und KonsumentInnen. Diese ist in Artikel 7 des Gentechnikgesetzes GTG festgelegt und hängt eng zusammen mit der Kennzeichnungspflicht nach Artikel 17 GTG. Es ist daher notwendig, in der Gesetzgebung auch für solche Produkte eine Deklarationspflicht zu verankern.</p> <p>Greenpeace lehnt folglich eine Revision der VGV ab.</p> <p>Ausserdem sind in der vorliegenden Vorlage unten aufgeführte Punkte nicht berücksichtigt:</p> <p>Alle Bio- und Labelprodukte sollten wenn schon ausgelobt werden dürfen. Die Kennzeichnung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» muss auch für alle tierischen Produkte möglich sein, bei denen der Einsatz von gentechnisch veränderten Futtermittelpflanzen möglich wäre, also auch für alle Labels, die in ihren Bestimmungen die Verwendung von gentechnisch veränderten Pflanzen ausschliessen. Denn es kann nicht erwartet werden dass die Konsumentinnen und Konsumenten sämtliche Bestimmungen der einzelnen Labels kennen. Wenn nur ein Teil der angebotenen gentechfreien tierischen Produkte die Bezeichnung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» anwenden dürften, könnte dies zu einer Verunsicherung bei den Konsumentinnen und Konsumenten führen und damit auch zu einer Benachteiligung der entsprechenden Labelprodukte. Das gleiche gilt für Haltungssysteme oder Produktionsformen, welche freiwillig auf die Zufütterung von Getreidefuttermittel verzichten.</p> <p>In der Verordnung fehlt gegenwärtig auch eine Angabe zur Zeit, während der die Tiere ohne GV Pflanzen geführt wurden oder werden müssen, um deklarieren zu können. Die Zeitspanne müsste so definiert werden:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Geflügel: ab dem dritten Tag 2. Rinder: von Geburt an 3. Schweine: von Geburt an 4. Kleine Wiederkäuer: von Geburt an 5. Andere Tiere von der Geburt <p>Zudem ist die Festlegung der Summe der Zutaten, welche als "ohne Gentechnik hergestellt" ausgezeichnet werden können, mit 75% willkürlich festgelegt. Wir plädieren hier, sich an das kürzlich verabschiedete Swissness-Gesetz anzulehnen. Dort wurde ein Mindestanteil an Schweizer Rohstoffen von 80 Prozent festgelegt, damit die charakteristischen Eigenschaften gegeben sind.</p>

Organisation	Prise de position
Pro Natura	<p>Das Thema Gentechnisch veränderte Organismen (GVO) ist ein wichtiges Anliegen der Schweizer Konsumentinnen und Konsumenten und auch der Schweizer Landwirtschaft. Die bestehende Regelung bietet aber nur die Grundlage, bei pflanzlichen Lebensmitteln einen Entscheid für oder gegen GVOs zu fällen.</p> <p>Hingegen ist es bislang nicht möglich bei Lebensmitteln tierischen Ursprungs zu beurteilen, ob bei der Herstellung von Produkten wie Fleisch, Milchprodukten oder Eiern GVO eingesetzt wurden oder nicht. Dies ist für viele Konsumentinnen und Konsumenten unbefriedigend, da sie gerne wissen möchten, ob die Nutztiere mit GVO gefüttert wurden. Umso verständlicher ist der Wunsch nach vollumfänglicher Transparenz, da der grösste Teil der weltweit angebauten Gentech-Pflanzen in der Nutztierfütterung eingesetzt werden.</p> <p>Bei tierischen Produkten muss die Verwendung von GVO in der Fütterung nicht deklariert werden. Es ist daher für die Konsumenten nicht ersichtlich, ob gentechnisch veränderte Bestandteile in der Nahrungsmittelkette vorhanden sind. Einzig die Tatsache, dass Bauern und auch der Handel freiwillig auf den Import und den Einsatz von Gentech-Futtermitteln verzichten, garantiert dem Konsumenten und der Konsumentin gegenwärtig, dass tierische Lebensmittel aus gentechfreier Produktion stammen.</p> <p>Eine obligatorische Deklaration von GVO in Futtermitteln würde ein Höchstmaß an Transparenz schaffen, wie dies in der Motion von Géraldine Savary (Savary 06.3600) 2006 gefordert wurde. Leider wurde diese Motion vom Bundesrat abgelehnt. Wie Frau Savary bereits 2006 ausgeführt hat, steht die Tatsache, dass Lebensmittel von mit GVO gefütterten Tieren nicht deklariert werden müssen im Widerspruch zur Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten. Diese ist in Artikel 7 des Gentechnikgesetzes GTG festgelegt und hängt eng zusammen mit der Kennzeichnungspflicht nach Artikel 17 GTG. Es ist daher notwendig, in der Gesetzgebung auch für solche Produkte eine Deklarationspflicht zu verankern.</p> <p><u>Pro Natura lehnt folglich die vorgesehene Revision der VGVL ab.</u></p>
Kleinbauern-Vereinigung, VKMB	<p>Die Kleinbauern-Vereinigung dankt Ihnen, an der Vernehmlassung zur Revision der Verordnung über genetisch veränderte Lebensmittel teilnehmen zu können. Sie finden unsere Kommentare und Ausführungen im Folgenden.</p> <p>Das Thema Gentechnisch veränderte Organismen (GVO) ist eines der wichtigen Anliegen der Schweizer Konsumentinnen und Konsumenten und auch der Schweizer Landwirtschaft. Die Kennzeichnung bietet den Konsumentinnen und Konsumenten die notwendige Transparenz beim Kauf von Lebensmitteln und garantiert damit die Wahlfreiheit. Die bestehende Regelung bietet aber nur die Grundlage, bei pflanzlichen Lebensmitteln einen Entscheid für oder gegen GVOs zu fällen.</p> <p>Hingegen ist es bislang nicht möglich bei Lebensmitteln tierischen Ursprungs zu beurteilen, ob bei der Herstellung von Produkten wie Fleisch, Milchprodukten oder Eiern GVO eingesetzt wurden oder nicht. Dies ist für</p>

Organisation	Prise de position
	<p>viele Konsumentinnen und Konsumenten unbefriedigend, da sie gerne wissen möchten, ob die Nutztiere mit GVO gefüttert wurden. Gentechnisch veränderte Futtermittel werden weltweit in den wichtigsten Futtermittelanbaugebieten angebaut und sind sehr verbreitet. Doch sie werden in der Öffentlichkeit auch immer wieder thematisiert.</p> <p>Bauern und auch der Handel verzichten freiwillig auf den Import und den Einsatz von gentechnisch veränderten Futtermitteln. Bei tierischen Produkten muss aber die Verwendung von GVO in der Fütterung nicht deklariert werden. Es ist daher für die Konsumenten nicht ersichtlich, ob gentechnisch veränderte Bestandteile in der Nahrungsmittelkette vorhanden sind. <u>Eine obligatorische Deklaration von GVO in Futtermitteln würde ein Höchstmaß an Transparenz schaffen, wie dies in der Motion von Géraldine Savary (Savary 06.3600) 2006 gefordert wurde. Die Motion wurde vom Bundesrat abgelehnt. Die Kleinbauern-Vereinigung hat dafür kein Verständnis.</u></p> <p>Angesichts der vorliegenden Situation begrüßen wir die Möglichkeit der Kennzeichnung von tierischen Produkten, die ohne den Einsatz von gentechnisch veränderten Pflanzen hergestellt wurden. Sie verschafft mehr Transparenz, da sie Informationen bietet, welche den Konsumentinnen und Konsumenten bislang nicht zugänglich waren.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Um die Deklaration effektiver zu machen, schlagen wir vor, dass Art. 10 Bst.b der LGV für diese Auslobung nicht massgeblich ist und alle Bio- und Labelprodukte ausgelobt werden dürfen. Die Kennzeichnung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» muss auch für alle tierischen Produkte möglich sein, bei denen der Einsatz von gentechnisch veränderten Futtermittelpflanzen möglich wäre, also auch für alle Labels, die in ihren Bestimmungen die Verwendung von gentechnisch veränderten Pflanzen ausschliessen. Denn es kann nicht erwartet werden, dass die Konsumentinnen und Konsumenten sämtliche Bestimmungen der einzelnen Labels kennen. Wenn nur ein Teil der angebotenen gentechfreien tierischen Produkte die Bezeichnung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» anwenden dürften, könnte dies zu einer Verunsicherung bei den Konsumentinnen und Konsumenten führen und damit auch zu einer Benachteiligung der entsprechenden Labelprodukte. Das gleiche gilt für Haltungssysteme oder Produktionsformen, welche freiwillig auf die Zufütterung von Getreidefuttermitteln verzichten. <p><u>Ist dies aus rechtlichen Gründen nicht möglich, lehnen wir die Revision der VGLV ab.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • In der Verordnung fehlt eine Angabe zur Zeit, während der die Tiere ohne GV Pflanzen gefüttert wurden oder werden müssen. Dies müsste in einem separaten Artikel festgelegt werden. Eine gangbare Definition für die zeitliche Beschränkung bietet bsw. die österreichische Richtlinie zur Definition der "Gentechfreien Produktion" von Lebensmitteln und deren Kennzeichnung, 4.3.3 und 4.3.4 (http://bmg.gv.at/cms/home/attachments/3/6/0/CH1252/CMS1228301104683/gentechnikfrei_rl_16.1.13.pdf)

Organisation	Prise de position
	<ul style="list-style-type: none"> • Ebenfalls vergessen wurden in der Verordnung: Bienen und ihre Produkte. Die Regelung wie sie in Frankreich existiert zur Auslobung "ohne Gentechnik", wenn im Umkreis von 5 Kilometern rund um den Bienenstock keine Gentech-Pflanzen wachsen, wäre eine einfache Definition.
Schweizer Tierschutz STS	<p>Das Thema Gentechnisch veränderte Organismen (GVO) ist eines der wichtigen Anliegen der Schweizer Konsumentinnen und Konsumenten und auch der Schweizer Landwirtschaft. Die Kennzeichnung bietet den Konsumentinnen und Konsumenten die notwendige Transparenz beim Kauf von Lebensmitteln und garantiert damit die Wahlfreiheit. Die bestehende Regelung bietet aber nur die Grundlage, bei pflanzlichen Lebensmitteln einen Entscheid für oder gegen GVOs zu fällen.</p> <p>Hingegen ist es bislang nicht möglich bei Lebensmitteln tierischen Ursprungs zu beurteilen, ob bei der Herstellung von Produkten wie Fleisch, Milchprodukten oder Eiern GVO eingesetzt wurden oder nicht. Dies ist für viele Konsumentinnen und Konsumenten unbefriedigend, da sie gerne wissen möchten, ob die Nutztiere mit GVO gefüttert wurden. Gentechnisch veränderte Futtermittel werden weltweit in den wichtigsten Futtermittelanbaubereichen angebaut und sind sehr verbreitet. Doch sie werden in der Öffentlichkeit auch immer wieder thematisiert.</p> <p>Bauern und auch der Handel verzichten freiwillig auf den Import und den Einsatz von gentechnisch veränderten Futtermitteln. Bei tierischen Produkten muss aber die Verwendung von GVO in der Fütterung nicht deklariert werden. Es ist daher für die Konsumenten nicht ersichtlich, ob gentechnisch veränderte Bestandteile in der Nahrungsmittelkette vorhanden sind. Eine obligatorische Deklaration von GVO in Futtermitteln würde ein Höchstmaß an Transparenz schaffen, wie dies in der Motion von Géraldine Savary (Savary 06.3600) 2006 gefordert wurde. Die Motion wurde vom Bundesrat abgelehnt.</p> <p>Angesichts der vorliegenden Situation begrüßen wir die Möglichkeit der Kennzeichnung von tierischen Produkten, die ohne den Einsatz von gentechnisch veränderten Pflanzen hergestellt wurden. Sie verschafft mehr Transparenz, da sie Informationen bietet, welche den Konsumentinnen und Konsumenten bislang nicht zugänglich waren.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Um die Deklaration effektiver zu machen, schlagen wir vor, dass Art. 10 Bst.b der LGV für diese Auslobung nicht massgeblich ist und alle Bio- und Labelprodukte ausgelobt werden dürfen. Die Kennzeichnung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» muss auch für alle tierischen Produkte möglich sein, bei denen der Einsatz von gentechnisch veränderten Futtermittelpflanzen möglich wäre, also auch für alle Labels, die in ihren Bestimmungen die Verwendung von gentechnisch veränderten Pflanzen ausschliessen. Denn es kann nicht erwartet werden, dass die Konsumentinnen und Konsumenten sämtliche Bestimmungen der einzelnen Labels kennen. Wenn nur ein Teil der angebotenen gentechfreien tierischen Produkte die Bezeichnung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» anwenden dürften, könnte dies zu einer Verunsicherung bei den Konsumentinnen und Konsumenten führen und damit auch zu einer Benachteiligung.

Organisation	Prise de position
	<p data-bbox="453 250 1350 349">gung der entsprechenden Labelprodukte. Das gleiche gilt für Haltungssysteme oder Produktionsformen, welche freiwillig auf die Zufütterung von Getreidefuttermittel verzichten.</p> <p data-bbox="453 389 1350 456"><u>Ist dies aus rechtlichen Gründen nicht möglich, lehnen wir die Revision der VGLV ab.</u></p> <ul data-bbox="453 497 1350 936" style="list-style-type: none"> <li data-bbox="453 497 1350 766">• In der Verordnung fehlt eine Angabe zur Zeit, während der die Tiere ohne GV Pflanzen geführt wurden oder werden müssen. Dies müsste in einem separaten Artikel festgelegt werden. Eine gangbare Definition für die zeitliche Beschränkung bietet bsw. die österreichische Richtlinie zur Definition der “Gentechfreien Produktion” von Lebensmitteln und deren Kennzeichnung, 4.3.3 und 4.3.4 (http://bmg.gv.at/cms/home/attachments/3/6/0/CH1252/CMS1228301104683/gentechnikfrei_rl_16.1.13.pdf) <li data-bbox="453 801 1350 936">• Ebenfalls vergessen wurden in der Verordnung: Bienen und ihre Produkte. Die Regelung wie sie in Frankreich existiert zur Auslobung “ohne Gentechnik”, wenn im Umkreis von 5 Kilometern rund um den Bienenstock keine Gentech-Pflanzen wachsen, wäre eine einfache Definition.

4.2 Remarques sur les différents articles

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF	Art. 7 Abs. 2	<p>Aufgrund der neuen Ergänzung müssen GVO-Verarbeitungshilfsstoffe als solche nur noch gekennzeichnet werden, wenn sie direkt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden. Verarbeitungshilfsstoffe werden in der Regel nicht direkt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben, sondern an Produzenten oder Verarbeiter von Lebensmitteln. Hier sollte eine Kennzeichnung der Verarbeitungshilfsstoffe hinsichtlich GVO nach wie vor vorgeschrieben sein. Art. 24 Abs. 1 LGV reicht zur Wahrnehmung der Selbstkontrolle durch die Verarbeiter nicht aus.</p> <p>Die vorgesehene unterschiedliche Handhabung der Kennzeichnung unter Art. 7 Abs. 1, 2 und 3 ist nicht nachvollziehbar (auch nicht unter Einbezug von Art. 24 Abs. 1 LGV). Auf die Ergänzung ist im Sinne der Klarheit und Transparenz zu verzichten.</p>	Derzeit aktuelle Fassung beibehalten (die Ergänzung "an die Konsumentinnen und Konsumenten" streichen).
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF	Art. 7 Abs. 3	<p>Wie bereits unter Art. 7 Abs. 2 vermerkt ist die Ergänzung "an die Konsumentinnen und Konsumenten" zu streichen.</p> <p>Mikroorganismen werden als solche häufig direkt an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln abgegeben. Auch in diesem Fall ist eine Kennzeichnung der Mikroorganismen hinsichtlich GVO angezeigt. Produzenten, die Mikroorganismen einsetzen, müssen wissen, wenn es sich um GVO-Erzeugnisse handelt. Durch die Kennzeichnung können die rechtlichen Pflichten wie z.B. die Selbstkontrolle besser wahrgenommen werden. Auch dann, wenn es beispielsweise um die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" geht. Mikroorganismen werden in Art. 24 LGV nicht separat erwähnt.</p>	Aktuelle Fassung beibehalten (die Ergänzung "an die Konsumentinnen und Konsumenten" streichen).

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF	Art. 7a Bst. b	In Analogie zu Art. 7a Bst. a und zum aktuellen Art. 7 Abs. 7bis VGVL ist es angebracht, unseren Anpassungsvorschlag zu übernehmen. Die Angaben unter Art. 7a sind auf diese Weise einheitlich aufgebaut, was die Lesbarkeit und die Interpretation erleichtert.	Anpassungsantrag analog Art. 7a Bst. a und aktueller Fassung: "bei Lebensmitteln, Zusatzstoffen und Verarbeitungshilfsstoffen, wenn: 1. sie aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen gewonnen wurden; 2. sie von den Organismen, gereinigt und chemisch definierbar sind; und [...]."
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF	Titel des Art. 7b	Da es bei Art. 7b ausschliesslich um die Verwendung des Hinweises "ohne Gentechnik hergestellt" geht und diese Angabe nicht obligatorisch ist, ist es einfacher und transparenter, einen aussagekräftigeren Titel wie z.B. "Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt»" zu verwenden. So ist klar, worauf sich der ganze Artikel konkret bezieht.	Einfacheren und geeigneteren Titel wählen: "Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt»"
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF	Art. 7b Abs. 1 Bst. c	Wenn ein Produzent die geeigneten Massnahmen trifft, kann er ein Produkt garantieren, welches weniger als 0.1 % GVO-Erzeugnis enthält. So kann gegenüber der im Entwurf formulierten Vorgabe von 0.9 Massenprozent für die Konsumenten eine substantielle Verbesserung der Formulierung "ohne Gentechnik hergestellt" erreicht werden.	Ergänzung der Bestimmung: "keine Zutat solches Material im Umfang von mehr als 0.1 Massenprozent enthält"
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF	Art. 7b Abs. 2	Aufgrund des Wortlautes ist nicht klar, was damit ausgesagt werden soll. Nach Interpretation der aktuell gültigen Fassung (Art. 7 Abs. 8 Bst. c) müssen gleichartige Lebensmittel, Zusatzstoffe etc. als GVO bewilligt worden sein. Dies geht beim Revisionsvorschlag nicht mehr hervor. Deshalb ist der Begriff "gleichartig" beim ersten Satz zu ergänzen.	Umformulierung im Sinne der aktuell gültigen Fassung: "Der Hinweis darf nur verwendet werden, wenn (botanisch) gleichartige Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe oder Mikroorganismen gemäss Absatz 1 Buchstaben a und b a. nach Artikel 22 LGV bewilligt worden sind; oder

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Für Analyseexperten ist nicht immer klar, was mit dem Begriff "gleichartig" gemeint ist. Der Begriff "gleichartig" könnte künftig bei bestimmten Fällen zu Interpretationsschwierigkeiten führen. In den USA sind beispielsweise GVO-Pflaumen zugelassen. Es stellt sich bei diesem Beispiel die Frage, ob nun die Zwetschge, eine Unterart der Pflaume, auch als gleichartig angesehen werden kann. In diesem Sinne wäre eine Präzisierung des Begriffes "gleichartig" bei Lebensmitteln sinnvoll.</p> <p>Auch ist im Gegensatz zur aktuellen Fassung (Art. 7 Abs. 8 Bst. c Ziffer 2) nicht mehr nachvollziehbar, was beim Revisionsvorschlag mit Buchstabe b ausgedrückt werden soll. Gemäss Rücksprache mit dem BLV bezieht sich Buchstabe b ausschliesslich auf landwirtschaftliche Hilfsstoffe und landwirtschaftliche Ausgangsprodukte, während sich Buchstabe a ausschliesslich auf Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe und Mikroorganismen bezieht.</p> <p>Damit eine richtige Interpretation möglich wird, sollte der Absatz im Sinne der aktuell gültigen Fassung umformuliert werden.</p>	<p>b. nach schweizerischem Recht mit landwirtschaftlichen Hilfsstoffen oder landwirtschaftlichen Ausgangsprodukten produziert werden dürfen, die gentechnisch veränderte Organismen sind, solche enthalten oder daraus gewonnen wurden."</p>
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF	Art. 7b Abs. 3	<p>Der Ausdruck "zusammengesetzte Lebensmittel" sollte zum besseren Verständnis ergänzt werden.</p> <p>Verarbeitungshilfsstoffe: Unter Art. 7b Abs. 3 werden die bei der Herstellung des zusammengesetzten Lebensmittels eingesetzten Verarbeitungshilfsstoffe nicht erfasst.</p> <p>Verarbeitungshilfsstoffe gelten lebensmittelrechtlich nicht als Zutat (Art. 3 Lebensmittelgesetz). Verarbeitungshilfsstoffe sind deshalb separat unter Art. 7b Abs. 3 aufzuführen.</p>	<p>Präzisierung des Ausdrucks "zusammengesetzte Lebensmittel":</p> <p>"Aus mehreren Zutaten zusammengesetzte Lebensmittel..."</p> <p>Ergänzung der Verarbeitungshilfsstoffe im Sinne von:</p> <p>"d. die Verarbeitungshilfsstoffe, die Anforderungen nach Absatz 1 erfüllen."</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF	Art. 7b Abs. 5	<p>"Die Gestaltung des Hinweises muss, namentlich bezüglich Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, einheitlich sein".</p> <p>Es geht nicht klar hervor, worauf sich diese Vorschrift bezieht. Es kann damit die einheitliche Gestaltung des Hinweises im Vergleich zu anderen Kennzeichnungsvorschriften gemeint sein wie Zutaten etc. Laut Rücksprache mit dem BLV dürfen keine Wörter innerhalb des Hinweises hervorgehoben werden (beispielsweise Hervorhebung "ohne Gen").</p>	<p>Die Vorschrift ist klarer zu formulieren.:</p> <p>"Einzelne Teile des Hinweises dürfen namentlich nicht durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp hervorgehoben werden."</p> <p>oder</p> <p>"Das Hervorheben einzelner Teile des Hinweises, namentlich durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, ist verboten."</p> <p>oder</p> <p>"Alle Begriffe des Hinweises müssen in derselben Schriftgrösse, Farbe sowie im selben Schrifttyp angebracht werden."</p>
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF	Art. 7c	<p>Auf den gesamten Art. 7c ist gemäss den Ausführungen unter den allgemeinen Bemerkungen zu verzichten.</p> <p>Falls Art. 7 c eingeführt wird, sind nachfolgende Anpassungen nötig.</p>	Art. 7 c Abs. 1 bis 5 ersatzlos streichen.
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF	Titel von Art. 7c	<p>Titel: "Kennzeichnung bei Verzicht auf Futtermittel aus gentechnisch veränderten Pflanzen"</p> <p>Da es bei Art. 7c ausschliesslich um die Verwendung des Hinweises bezüglich der Produktion ohne GVO-Futtermittel geht und diese Angabe nicht obligatorisch ist, ist es einfacher und transparenter, als Titel direkt den vorgesehenen Hinweis zu übernehmen.</p> <p>So ist von vornherein klar, worauf sich der ganze Artikel konkret bezieht.</p>	<p>Wenn an Art. 7c festgehalten wird, einfacheren und geeigneteren Titel wählen.</p> <p>Der nachfolgende Vorschlag bezieht sich auf sämtliche Futtermittel: "Hinweis «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel»".</p>
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF	Art. 7c Abs. 1	Gemäss Abs. 1 ist der Hinweis anwendbar bei Fleisch, Fisch, Milch, Eiern und Honig und den daraus hergestellten Erzeugnissen.	Wird an Art. 7c festgehalten: Wird ein Hinweis eingeführt, so sollte sich dieser auf die Primärpro-

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Auf Basis der Ausführungen unter den allgemeinen Bemerkungen ist es angebracht, den Hinweis mindestens auf die Primärprodukte zu beschränken.</p> <p>Gemäss Erläuterungen soll der Hinweis bei Fleisch von in freier Wildbahn lebenden Tieren (Wild und Fisch) nicht möglich sein. Das Aufführen der Ausnahmen würde zur besseren Verständlichkeit beitragen.</p> <p>Der Hinweis ist aufgrund des Täuschungsaspektes nicht nur auf die Futterpflanzen zu beziehen, sondern auf alle Futtermittel.</p>	<p>dukte Fleisch, Fisch, Milch, Eier und Honig beschränken. Der Anwendungsbereich unter Abs. 1 sollte in diesem Sinne angepasst werden.</p> <p>Die Ausnahmen, bei welchen der Hinweis nicht anwendbar ist, sollten zum besseren Verständnis ebenfalls aufgeführt werden.</p> <p>Der Hinweis ist auf alle Futtermittel zu beziehen: "Hinweis «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel»".</p>
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF	Art. 7c Abs. 1 Bst. a	<p>Zur besseren Interpretation der Begriffe hinsichtlich Futtermittel sollte auf die Futtermittel-Verordnung FMV Bezug genommen werden (Artikel 3). Umfasst der Begriff "Futtermittelzusätze" auch die Futtermittelzusatzstoffe, die Verarbeitungshilfsstoffe, die Trägerstoffe sowie Kokzidiostatika und Histomonostatika? Es ist nicht klar, was mit Futtermittelzusätzen gemeint ist.</p> <p>Es sollten hier auch die Verarbeitungshilfsstoffe und Trägerstoffe von Futtermitteln eingeschlossen werden. Gerade Trägerstoffe von Futtermittelzusatzstoffen könnten beispielsweise aus GVO-Mais gewonnen worden sein.</p> <p>Es ist nicht klar, was der Unterschied ist zwischen den Wortlauten "die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen" und "solche enthalten". Meint man mit dem Ausdruck "die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen" vom Inhalt her "die gentechnisch veränderte Pflanzen sind"? Wenn dem so</p>	<p>Wird an Art. 7c festgehalten: Präzisere Angabe zu Futtermitteln inklusive spezifischer Stoffe. Direkter Bezug auf Art. 3 FMV nehmen (sämtliche Futtermittel sind eingeschlossen):</p> <p>"... keine Futtermittel und keine Stoffe nach Art. 3 Abs. 1 und 2 der Futtermittel-Verordnung vom 26. Oktober 2011 eingesetzt wurden, die GVO sind, solche enthalten oder aus solchen gewonnen wurden; und"</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>ist (was logisch wäre), sollte man den Wortlaut "die gentechnisch veränderte ... sind" übernehmen, weil dies in der VGVL und der LGV der übliche Wortlaut ist und auf diese Weise die Interpretation erleichtert wird.</p>	
<p>Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF</p>	<p>Art. 7c Abs. 1 Bst. b</p>	<p>Es geht nicht hervor, auf welchen Artikel sich der Verweis auf die FMV betreffend der Schwellenwerte für unbeabsichtigte oder technisch unvermeidbare Vermischungen bezieht. Zur besseren Interpretation sollten die Artikel der FMV ergänzt werden. Beziehen sich die Schwellenwerte auf Art. 66 Abs. 2 und Art. 68 FMV?</p>	<p>Wird an Art. 7c festgehalten: Ergänzung der Artikel der FMV, worauf sich die Schwellenwerte beziehen.</p>
<p>Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF</p>	<p>Art. 7c Abs. 2</p>	<p>Unter Berücksichtigung des Anpassungsvorschlages von Art. 7c Abs. 1 Bst. a sollten auch hier die gleichen Begriffe verwendet werden.</p> <p>Es ist nicht klar, was der Unterschied ist zwischen den Wortlauten "die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen" und "solche enthalten". Meint man mit dem Ausdruck "die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen" vom Inhalt her "die gentechnisch veränderte Pflanzen sind"? Wenn dem so ist (was logisch wäre), sollte man den Wortlaut "die gentechnisch veränderte ... sind" übernehmen, weil dies in der VGVL und der LGV der übliche Wortlaut ist und auf diese Weise die Interpretation erleichtert wird.</p> <p>Wenn ein Bauer bei der Fütterung seiner Tiere konventionelle Futtermittel einsetzt, für welche es parallel dazu keine gleichartigen in der Schweiz zulässigen GVO-Futtermittel gibt, wäre der Hinweis gemäss vorgeschlagenem Abs. 2 nicht erlaubt. Dies ist weder im Sinne des Konsumenten noch des Gesetzgebers.</p>	<p>Wird an Art. 7c festgehalten: Begriffe entsprechend Änderungsvorschlag von Art. 7c Abs. 1 Bst. a übernehmen. Der Vorschlag schliesst sämtliche Futtermittel ein: "... Futtermittel oder Stoffe nach Art. 3 Abs. 1 und 2 der Futtermittel-Verordnung vom 26. Oktober 2011 verwendet werden dürfen, die GVO sind, solche enthalten oder aus solchen gewonnen wurden."</p> <p>Die links stehende Diskrepanz ist zu beheben.</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF	Art. 7c Abs. 3	<p>Der Absatz sollte sich nur auf die Anforderungen bei Primärprodukten beziehen. Mindestens bei Lebensmitteln tierischer Herkunft (wie Wurstwaren), welche aus mehreren Zutaten bestehen, sollte auf die Einführung des Hinweises "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" verzichtet werden. Es sind dabei die Ausführungen unter den allgemeinen Bemerkungen zu beachten (Täuschungsaspekt, Kontrollaufwand etc.).</p> <p>Der Wortlaut des Hinweises "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" macht bei aus mehreren Zutaten zusammengesetzten Lebensmitteln (Fleischerzeugnisse, Fruchtjoghurts etc.) ohnehin keinen Sinn und ist missverständlich. Bei der Herstellung des Fertigproduktes werden ja von den Milch- oder Fleischverarbeitern keine Futtermittel eingesetzt. Der Hinweis müsste sich auf die Produktion der Zutaten tierischen Ursprungs und nicht auf das produzierte Endprodukt beziehen.</p> <p>Wie bei Art. 7b Abs. 3 werden auch bei Art. 7c Abs. 3 die bei der Herstellung eingesetzten Verarbeitungshilfsstoffe nicht erfasst (Details siehe unter Art. 7b Abs. 3). Der Einsatz von GVO-Verarbeitungshilfsstoffen (wie bewilligtes GVO-Labenzym) bei der Käseherstellung wäre somit erlaubt. Es sollten keine Verarbeitungshilfsstoffe eingesetzt werden können, die GVO sind, solche enthalten oder daraus gewonnen wurden. Verarbeitungshilfsstoffe müssten separat aufgeführt werden.</p>	Wird an Art. 7c festgehalten: Abs. 3 so anpassen, dass sich dieser nur auf Fleisch, Fisch, Milch, Honig und Eier (Primärprodukte) bezieht.
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF	Art. 7c. Abs. 4	Der Absatz ist auf Basis der Änderungsvorschläge unter Art. 7c Abs. 1 und 3 nicht mehr nötig.	Wird an Art. 7c festgehalten: Abs. 4 streichen.

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern GEF	Art. 7c Abs. 5	<p>"Die Gestaltung des Hinweises muss, namentlich bezüglich Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, einheitlich sein".</p> <p>Es geht nicht klar hervor, worauf sich diese Vorschrift bezieht. Es kann damit die einheitliche Gestaltung des Hinweises im Vergleich zu anderen Kennzeichnungsvorschriften gemeint sein wie Zutaten etc. Laut Rücksprache mit dem BLV dürfen keine Wörter innerhalb des Hinweises hervorgehoben werden (beispielsweise Hervorhebung "ohne Gen").</p>	<p>Wird an Art. 7c festgehalten: "Einzelne Teile des Hinweises dürfen namentlich nicht durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp hervorgehoben werden." oder "Das Hervorheben einzelner Teile des Hinweises, namentlich durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, ist verboten." oder "Alle Begriffe des Hinweises müssen in derselben Schriftgrösse, Farbe sowie im selben Schrifttyp angebracht werden."</p>
Kanton Luzern	Art. 7 Abs. 2	<p>Kennzeichnung von GVO-Verarbeitungshilfsstoffen: Aufgrund der Ergänzung müssen GVO-Verarbeitungshilfsstoffe als solche nur noch gekennzeichnet werden, wenn sie direkt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden. Die Ergänzung "wenn sie als solche <i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i> abgegeben werden" führt zur Verwirrung und ist nicht nachvollziehbar. Sie ist im Sinne der Transparenz nicht förderlich.</p> <p>Verarbeitungshilfsstoffe werden in der Regel nicht direkt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben, sondern an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln. Auch in diesem Fall sollte eine Kennzeichnung der Verarbeitungshilfsstoffe hinsichtlich GVO nach wie vor vorgeschrieben sein. Art. 24 Abs. 1 LGV reicht zur Wahrnehmung der Selbstkontrolle durch die Verarbeiter nicht aus. Die vorgesehene unterschiedliche Handhabung der Kennzeichnung unter Art. 7 Abs. 1, 2 und 3 ist nicht nachvollziehbar (auch nicht unter Einbezug von Art. 24 Abs. 1 LGV).</p>	<p>Aktuelle Fassung beibehalten.</p> <p>Die Ergänzung "<i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i>" streichen.</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		Auf die Ergänzung ist zu verzichten.	
Kanton Luzern	Art. 7 Abs. 3	<p>Kennzeichnung von GVO-Mikroorganismen: Die Ergänzung "an die Konsumentinnen und Konsumenten" führt zur Verwirrung und ist nicht angebracht.</p> <p>Mikroorganismen werden als solche häufig direkt an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln abgegeben. Auch in diesem Fall ist eine Kennzeichnung der Mikroorganismen hinsichtlich GVO angezeigt. Produzenten, die Mikroorganismen einsetzen, müssen wissen, wenn es sich um GVO-Erzeugnisse handelt. Durch die Kennzeichnung können die rechtlichen Pflichten besser wahrgenommen werden (wie Selbstkontrolle). Auch dann, wenn es beispielsweise um die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" geht. Mikroorganismen werden in Art. 24 LGV nicht separat erwähnt. Siehe auch Ausführungen unter Art. 7 Abs. 2.</p>	<p>Aktuelle Fassung beibehalten.</p> <p>Die Ergänzung "<i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i>" streichen.</p>
Kanton Luzern	Art. 7a Bst. b	In Analogie zu Art. 7a Bst. a und zum aktuellen Art. 7 Abs. 7bis VGVL ist es angebracht, den Änderungsvorschlag rechts zu übernehmen. Die Angaben unter Art. 7a sind auf diese Weise einheitlich aufgebaut, was die Lesbarkeit und die Interpretation erleichtert.	<p>Anpassungsvorschlag analog Art. 7a Bst. a und aktueller Fassung:</p> <p>"bei Lebensmitteln, Zusatzstoffen und Verarbeitungshilfsstoffen, <i>wenn</i>:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>sie</i> aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen gewonnen wurden; 2. <i>sie</i> von den Organismen, gereinigt und chemisch definierbar sind; und..."
Kanton Luzern	Art. 7b Titel	Titel: "Kennzeichnung bei vollständigem Verzicht auf die Anwendung der Gentechnik"	Einfacheren und geeigneteren Titel wählen: "Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt»"

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Da es bei Art. 7b ausschliesslich um die Verwendung des Hinweises "ohne Gentechnik hergestellt" geht und diese Angabe nicht obligatorisch ist, ist es einfacher und transparenter, direkt folgenden Titel zu übernehmen: "Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt»".</p> <p>So weiss man von vornherein, worauf sich der ganze Artikel konkret bezieht.</p>	
Kanton Luzern	Art. 7b Abs. 2	<p>Aufgrund des Wortlautes ist nicht klar, was damit ausgesagt werden soll.</p> <p>Nach Interpretation der aktuellen Fassung (Art. 7 Abs. 8 Bst. c) müssen <i>gleichartige</i> Lebensmittel, Zusatzstoffe etc. als GVO bewilligt worden sein. Dies geht beim Revisionsvorschlag nicht mehr hervor. Deshalb ist der Begriff "gleichartig" beim ersten Satz zu ergänzen.</p> <p>Für Analyseexperten ist nicht immer klar, was mit dem Begriff "gleichartig" gemeint ist. Der Begriff "gleichartig" könnte künftig bei bestimmten Fällen zu Interpretationsschwierigkeiten führen. In der USA sind beispielsweise GVO-Pflaumen zugelassen. Es stellt sich bei diesem Beispiel die Frage, ob nun die Zwetschgen, eine Unterart der Pflaume, auch als gleichartig angesehen werden können. In diesem Sinne wäre eine Präzisierung des Begriffes "gleichartig" bei Lebensmitteln sinnvoll.</p> <p>Auch ist im Gegensatz zur aktuellen Fassung (Art. 7 Abs. 8 Bst. c Ziffer 2) nicht mehr nachvollziehbar, was beim Revisionsvorschlag mit Buchstabe b ausgedrückt werden soll. Gemäss Rücksprache mit dem BLV bezieht sich Buchstabe b ausschliesslich auf landwirtschaftliche Hilfsstoffe und landwirtschaftliche Ausgangsprodukte, während sich Buchstabe a</p>	<p>Umformulierung im Sinne der aktuellen Fassung. Beispielsweise:</p> <p>"Der Hinweis darf nur verwendet werden, wenn <i>(botanisch) gleichartige</i> Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe oder Mikroorganismen gemäss Absatz 1 Buchstaben a und b</p> <p>a. nach Artikel 22 LGV bewilligt worden sind; oder</p> <p>b. <i>nach schweizerischem Recht mit landwirtschaftlichen Hilfsstoffen oder landwirtschaftlichen Ausgangsprodukten produziert werden dürfen, die gentechnisch veränderte Organismen sind, solche enthalten oder daraus gewonnen wurden.</i>"</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>ausschliesslich auf Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe und Mikroorganismen bezieht.</p> <p>Damit eine richtige Interpretation möglich wird, sollte der Absatz im Sinne der aktuellen Fassung umformuliert werden.</p> <p>Damit eine richtige Interpretation möglich wird, sollte der Absatz im Sinne der aktuellen Fassung umformuliert werden.</p>	
Kanton Luzern	Art. 7b Abs. 5	<p>"Die Gestaltung des Hinweises muss, namentlich bezüglich Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, einheitlich sein".</p> <p>Es geht nicht klar hervor, worauf sich diese Vorschrift bezieht. Es kann damit die einheitliche Gestaltung des Hinweises im Vergleich zu anderen Kennzeichnungsvorschriften gemeint sein wie Zutaten etc. Laut Rücksprache mit dem BLV dürfen keine Wörter innerhalb des Hinweises hervorgehoben werden (beispielsweise Hervorhebung "ohne Gen").</p>	<p>Die Vorschrift ist klarer zu formulieren. Beispielsweise: "Einzelne Teile des Hinweises dürfen namentlich nicht durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp hervorgehoben werden." oder "Das Hervorheben einzelner Teile des Hinweises, namentlich durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, ist verboten." oder "Alle Begriffe des Hinweises müssen in derselben Schriftgrösse, Farbe sowie im selben Schrifttyp angebracht werden."</p>
Kanton Luzern	Art. 7c	<p>Auf den gesamten Art. 7c ist gemäss den Ausführungen unter den allgemeinen Bemerkungen zu verzichten.</p> <p>Falls Art. 7 c eingeführt wird, sind diverse Anpassungen, insbesondere auch unter Art. 7c Abs 1 bis 5 nötig.</p>	Art. 7 c Abs. 1 bis 5 ersatzlos streichen.
Kanton Luzern	Art. 7c Abs. 1	<p>Gemäss Abs. 1 ist der Hinweis anwendbar bei Fleisch, Fisch, Milch, Eiern und Honig und den daraus hergestellten Erzeugnissen.</p> <p>Auf Basis der Ausführungen unter den allgemeinen Bemerkungen ist es angebracht, den Hinweis mindestens auf die Primärprodukte zu beschränken.</p>	<p>Wird ein Hinweis eingeführt, so sollte sich dieser auf die Primärprodukte Fleisch, Fisch, Milch, Eier und Honig beschränken. Der Anwendungsbereich unter Abs. 1 sollte in diesem Sinne angepasst werden.</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Gemäss Erläuterungen soll der Hinweis bei Fleisch von in freier Wildbahn lebenden Tieren (Wild und Fisch) nicht möglich sein. Das Aufführen der Ausnahmen würde zur besseren Verständlichkeit beitragen.</p> <p>Der Hinweis ist aufgrund des Täuschungsaspektes nicht nur auf die Futterpflanzen zu beziehen, sondern auf alle Futtermittel.</p>	<p>Die Ausnahmen, bei welchen der Hinweis nicht anwendbar ist, sollten zum besseren Verständnis ebenfalls aufgeführt werden.</p> <p>Der Hinweis ist auf alle Futtermittel zu beziehen: "Hinweis «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel»".</p>
Kanton Luzern	Art. 7c Abs. 1 Bst. a	<p>Zur besseren Interpretation der Begriffe hinsichtlich Futtermittel sollte auf die Futtermittel-Verordnung FMV Bezug genommen werden (Artikel 3). Umfasst der Begriff "Futtermittelzusätze" auch die Futtermittelzusatzstoffe, die Verarbeitungshilfsstoffe, die Trägerstoffe sowie Kokzidiostatika und Histomonostatika? Es ist nicht klar, was mit Futtermittelzusätzen gemeint ist.</p> <p>Es sollten hier auch die Verarbeitungshilfsstoffe und Trägerstoffe von Futtermitteln eingeschlossen werden. Gerade Trägerstoffe von Futtermittelzusatzstoffen könnten beispielsweise aus GVO-Mais gewonnen worden sein.</p> <p>Es ist nicht klar, was der Unterschied ist zwischen den Wortlauten "die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen" und "solche enthalten". Meint man mit dem Ausdruck "die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen" vom Inhalt her "die gentechnisch veränderte Pflanzen sind"? Wenn dem so ist (was logisch wäre), sollte man den Wortlaut "die gentechnisch veränderte ... sind" übernehmen, weil dies in der VGVL und der LGV der übliche Wortlaut ist und auf diese Weise die Interpretation erleichtert wird.</p>	<p>Wird an Art. 7c festgehalten: Präzisere Angabe zu Futtermitteln inklusive spezifischer Stoffe. Direkter Bezug auf Art. 3 FMV nehmen (sämtliche Futtermittel sind eingeschlossen):</p> <p>"... keine Futtermittel und keine Stoffe nach Art. 3 Abs. 1 und 2 der Futtermittel-Verordnung vom 26. Oktober 2011 eingesetzt wurden, die GVO sind, solche enthalten oder aus solchen gewonnen wurden; und"</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Kanton Luzern	Art. 7c Abs. 1 Bst. b	Es geht nicht hervor, auf welchen Artikel sich der Verweis auf die FMV betreffend der Schwellenwerte für unbeabsichtigte oder technisch unvermeidbare Vermischungen bezieht. Zur besseren Interpretation sollten die Artikel der FMV ergänzt werden. Beziehen sich die Schwellenwerte auf Art. 66 Abs. 2 und Art. 68 FMV?	Ergänzung der Artikel der FMV, worauf sich die Schwellenwerte beziehen
Kanton Luzern	Art. 7c Abs. 3	<p>Der Absatz sollte sich nur auf die Anforderungen bei Primärprodukten beziehen. Mindestens bei Lebensmitteln tierischer Herkunft (wie Wurstwaren), welche aus mehreren Zutaten bestehen, sollte auf die Einführung des Hinweises "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" verzichtet werden. Es sind dabei die Ausführungen unter den allgemeinen Bemerkungen zu beachten (Täuschungsaspekt, Kontrollaufwand etc.).</p> <p>Der Wortlaut des Hinweises "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" macht bei aus mehreren Zutaten zusammengesetzten Lebensmitteln (Fleischerzeugnisse, Fruchtjoghurts etc.) ohnehin keinen Sinn und ist missverständlich. Bei der Herstellung des Fertigproduktes werden ja von den Milch- oder Fleischverarbeitern keine Futtermittel eingesetzt. Der Hinweis müsste sich auf die Produktion der Zutaten tierischen Ursprungs und nicht auf das produzierte Endprodukt beziehen.</p> <p>Wie bei Art. 7b Abs. 3 werden auch bei Art. 7c Abs. 3 die bei der Herstellung eingesetzten Verarbeitungshilfsstoffe nicht erfasst (Details siehe unter Art. 7b Abs. 3). Der Einsatz von GVO-Verarbeitungshilfsstoffen (wie bewilligtes GVO-Labenzym) bei der Käseherstellung wäre somit erlaubt. Es sollten keine Verarbeitungshilfsstoffe eingesetzt werden können,</p>	Wird an Art. 7c festgehalten: Abs. 3 so anpassen, dass sich dieser nur auf Fleisch, Fisch, Milch, Honig und Eier (Primärprodukte) bezieht.

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		die GVO sind, solche enthalten oder daraus gewonnen wurden. Verarbeitungshilfsstoffe müssten separat aufgeführt werden.	
Kanton Luzern	Art. 7c. Abs. 4	Der Absatz ist auf Basis der Änderungsvorschläge unter Art. 7c Abs. 1 und 3 nicht mehr nötig.	Abs. streichen.
Kanton Luzern	Art. 7b Abs. 5	<p>"Die Gestaltung des Hinweises muss, namentlich bezüglich Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, einheitlich sein".</p> <p>Es geht nicht klar hervor, worauf sich diese Vorschrift bezieht. Es kann damit die einheitliche Gestaltung des Hinweises im Vergleich zu anderen Kennzeichnungsvorschriften gemeint sein wie Zutaten etc. Laut Rücksprache mit dem BLV dürfen keine Wörter innerhalb des Hinweises hervorgehoben werden (beispielsweise Hervorhebung "ohne Gen").</p>	<p>Die Vorschrift ist klarer zu formulieren. Beispielsweise:</p> <p>"Einzelne Teile des Hinweises dürfen namentlich nicht durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp hervorgehoben werden."</p> <p>oder</p> <p>"Das Hervorheben einzelner Teile des Hinweises, namentlich durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, ist verboten."</p> <p>oder</p> <p>"Alle Begriffe des Hinweises müssen in derselben Schriftgrösse, Farbe sowie im selben Schrifttyp angebracht werden."</p>
Kanton Uri	Art. 7 Abs. 2	<p>Kennzeichnung von GVO-Verarbeitungshilfsstoffen: Aufgrund der Ergänzung müssen GVO-Verarbeitungshilfsstoffe als solche nur noch gekennzeichnet werden, wenn sie direkt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden. Die Ergänzung "wenn sie als solche <i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i> abgegeben werden" führt zur Verwirrung und ist nicht nachvollziehbar. Sie ist im Sinne der Transparenz nicht förderlich.</p> <p>Verarbeitungshilfsstoffe werden in der Regel nicht direkt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben, sondern an</p>	<p>Aktuelle Fassung beibehalten.</p> <p>Die Ergänzung "<i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i>" streichen.</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln. Auch in diesem Fall sollte eine Kennzeichnung der Verarbeitungshilfsstoffe hinsichtlich GVO nach wie vor vorgeschrieben sein. Art. 24 Abs. 1 LGV reicht zur Wahrnehmung der Selbstkontrolle durch die Verarbeiter nicht aus. Die vorgesehene unterschiedliche Handhabung der Kennzeichnung unter Art. 7 Abs. 1, 2 und 3 ist nicht nachvollziehbar (auch nicht unter Einbezug von Art. 24 Abs. 1 LGV).</p> <p>Auf die Ergänzung ist im Sinne der Klarheit und Transparenz zu verzichten.</p>	
Kanton Uri	Art. 7 Abs. 3	<p>Kennzeichnung von GVO-Mikroorganismen: Die Ergänzung "an die Konsumentinnen und Konsumenten" führt zur Verwirrung und ist nicht angebracht.</p> <p>Mikroorganismen werden als solche häufig direkt an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln abgegeben. Auch in diesem Fall ist eine Kennzeichnung der Mikroorganismen hinsichtlich GVO angezeigt. Produzenten, die Mikroorganismen einsetzen, müssen wissen, wenn es sich um GVO-Erzeugnisse handelt. Durch die Kennzeichnung können die rechtlichen Pflichten besser wahrgenommen werden (wie Selbstkontrolle). Auch dann, wenn es beispielsweise um die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" geht. Mikroorganismen werden in Art. 24 LGV nicht separat erwähnt. Siehe auch Ausführungen unter Art. 7 Abs. 2.</p>	<p>Aktuelle Fassung beibehalten.</p> <p>Die Ergänzung "<i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i>" streichen.</p>
Kanton Uri	Art. 7a Bst. b	In Analogie zu Art. 7a Bst. a und zum aktuellen Art. 7 Abs. 7bis VGVL ist es angebracht, den Änderungsvorschlag rechts zu übernehmen. Die Angaben unter Art. 7a sind auf diese	Anpassungsvorschlag analog Art. 7a Bst. a und aktueller Fassung: "bei Lebensmitteln, Zusatzstoffen und Verarbeitungshilfsstoffen, <i>wenn</i> :"

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		Weise einheitlich aufgebaut, was die Lesbarkeit und die Interpretation erleichtert.	<ol style="list-style-type: none"> 1. sie aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen gewonnen wurden; 2. sie von den Organismen, gereinigt und chemisch definierbar sind; und..."
Kanton Uri	Art. 7b Titel	<p>Titel: "Kennzeichnung bei vollständigem Verzicht auf die Anwendung der Gentechnik"</p> <p>Da es bei Art. 7b ausschliesslich um die Verwendung des Hinweises "ohne Gentechnik hergestellt" geht und diese Angabe nicht obligatorisch ist, ist es einfacher und transparenter, direkt folgenden Titel zu übernehmen: "Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt»". So weiss man von vornherein, worauf sich der ganze Artikel konkret bezieht.</p>	Einfacheren und geeigneteren Titel wählen: "Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt»"
Kanton Uri	Art. 7b Abs. 2	<p>Aufgrund des Wortlautes ist nicht klar, was damit ausgesagt werden soll.</p> <p>Nach Interpretation der aktuellen Fassung (Art. 7 Abs. 8 Bst. c) müssen <i>gleichartige</i> Lebensmittel, Zusatzstoffe etc. als GVO bewilligt worden sein. Dies geht beim Revisionsvorschlag nicht mehr hervor. Deshalb ist der Begriff "gleichartig" beim ersten Satz zu ergänzen.</p> <p>Für Analyseexperten ist nicht immer klar, was mit dem Begriff "gleichartig" gemeint ist. Der Begriff "gleichartig" könnte künftig bei bestimmten Fällen zu Interpretationsschwierigkeiten führen. In der USA sind beispielsweise GVO-Pflaumen zugelassen. Es stellt sich bei diesem Beispiel die Frage, ob nun die Zwetschgen, eine Unterart der Pflaume, auch als gleichartig angesehen werden können. In diesem Sinne wäre eine Präzisierung des Begriffes "gleichartig" bei Lebensmitteln sinnvoll.</p>	<p>Umformulierung im Sinne der aktuellen Fassung. Beispielsweise:</p> <p>"Der Hinweis darf nur verwendet werden, wenn (<i>botanisch</i>) <i>gleichartige</i> Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe oder Mikroorganismen gemäss Absatz 1 Buchstaben a und b c. nach Artikel 22 LGV bewilligt worden sind; oder d. <i>nach schweizerischem Recht mit landwirtschaftlichen Hilfsstoffen oder landwirtschaftlichen Ausgangsprodukten produziert werden dürfen, die gentechnisch veränderte Organismen sind, solche enthalten oder daraus gewonnen wurden.</i>"</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Auch ist im Gegensatz zur aktuellen Fassung (Art. 7 Abs. 8 Bst. c Ziffer 2) nicht mehr nachvollziehbar, was beim Revisionsvorschlag mit Buchstabe b ausgedrückt werden soll. Gemäss Rücksprache mit dem BLV bezieht sich Buchstabe b ausschliesslich auf landwirtschaftliche Hilfsstoffe und landwirtschaftliche Ausgangsprodukte, während sich Buchstabe a ausschliesslich auf Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe und Mikroorganismen bezieht.</p> <p>Damit eine richtige Interpretation möglich wird, sollte der Absatz im Sinne der aktuellen Fassung umformuliert werden.</p>	
Kanton Uri	Art. 7b Abs. 3	<p>Der Ausdruck "zusammengesetzte Lebensmittel" sollte zum besseren Verständnis ergänzt werden.</p> <p>Verarbeitungshilfsstoffe: Unter Art. 7b Abs. 3 werden die bei der Herstellung des zusammengesetzten Lebensmittels eingesetzten Verarbeitungshilfsstoffe nicht erfasst. Verarbeitungshilfsstoffe gelten lebensmittelrechtlich nicht als Zutat (Art. 3 Lebensmittelgesetz). Verarbeitungshilfsstoffe sind deshalb separat unter Art. 7b Abs. 3 aufzuführen.</p>	<p>Präzisierung des Ausdrucks "zusammengesetzte Lebensmittel". Beispielsweise: <i>"Aus mehreren Zutaten zusammengesetzte Lebensmittel..."</i></p> <p>Ergänzung der Verarbeitungshilfsstoffe im Sinne von: <i>"d. die Verarbeitungshilfsstoffe die Anforderungen nach Absatz 1 erfüllen."</i></p>
Kanton Uri	Art. 7b Abs. 5	<p>"Die Gestaltung des Hinweises muss, namentlich bezüglich Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, einheitlich sein".</p> <p>Es geht nicht klar hervor, worauf sich diese Vorschrift bezieht. Es kann damit die einheitliche Gestaltung des Hinweises im Vergleich zu anderen Kennzeichnungsvorschriften gemeint sein wie Zutaten etc. Laut Rücksprache mit dem BLV dürfen</p>	<p>Die Vorschrift ist klarer zu formulieren. Beispielsweise: "Einzelne Teile des Hinweises dürfen namentlich nicht durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp hervorgehoben werden." oder "Das Hervorheben einzelner Teile des Hinweises, namentlich durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, ist verboten." oder</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		keine Wörter innerhalb des Hinweises hervorgehoben werden (beispielsweise Hervorhebung "ohne Gen").	"Alle Begriffe des Hinweises müssen in derselben Schriftgrösse, Farbe sowie im selben Schrifttyp angebracht werden."
Kanton Uri	Titel von Art. 7c	<p>Titel: "Kennzeichnung bei Verzicht auf Futtermittel aus gentechnisch veränderten Pflanzen"</p> <p>Da es bei Art. 7c ausschliesslich um die Verwendung des Hinweises bezüglich der Produktion ohne GVO-Futtermittel geht und diese Angabe nicht obligatorisch ist, ist es einfacher und transparenter, als Titel direkt den vorgesehenen Hinweis zu übernehmen.</p> <p>So ist von vornherein klar, worauf sich der ganze Artikel konkret bezieht.</p>	<p>Eventualantrag: Wenn an Art. 7c festgehalten wird, einfacheren und geeigneteren Titel wählen.</p> <p>Der nachfolgende Vorschlag bezieht sich auf sämtliche Futtermittel: "Hinweis «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel»".</p>
Kanton Uri	Art. 7c Abs. 1	<p>Gemäss Abs. 1 ist der Hinweis anwendbar bei Fleisch, Fisch, Milch, Eiern und Honig und den daraus hergestellten Erzeugnissen.</p> <p>Auf Basis der Ausführungen unter den allgemeinen Bemerkungen ist es angebracht, den Hinweis mindestens auf die Primärprodukte zu beschränken.</p> <p>Gemäss Erläuterungen soll der Hinweis bei Fleisch von in freier Wildbahn lebenden Tieren (Wild und Fisch) nicht möglich sein. Das Aufführen der Ausnahmen würde zur besseren Verständlichkeit beitragen.</p> <p>Der Hinweis ist aufgrund des Täuschungsaspektes nicht nur auf die Futterpflanzen zu beziehen, sondern auf alle Futtermittel.</p>	

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Kanton Uri	Art. 7c Abs. 1 Bst. a	<p>Zur besseren Interpretation der Begriffe hinsichtlich Futtermittel sollte auf die Futtermittel-Verordnung FMV Bezug genommen werden (Artikel 3). Umfasst der Begriff "Futtermittelzusätze" auch die Futtermittelzusatzstoffe, die Verarbeitungshilfsstoffe, die Trägerstoffe sowie Kokzidiostatika und Histomonostatika? Es ist nicht klar, was mit Futtermittelzusätzen gemeint ist.</p> <p>Es sollten hier auch die Verarbeitungshilfsstoffe und Trägerstoffe von Futtermitteln eingeschlossen werden. Gerade Trägerstoffe von Futtermittelzusatzstoffen könnten beispielsweise aus GVO-Mais gewonnen worden sein.</p> <p>Es ist nicht klar, was der Unterschied ist zwischen den Wortlauten "die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen" und "solche enthalten". Meint man mit dem Ausdruck "die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen" vom Inhalt her "die gentechnisch veränderte Pflanzen sind"? Wenn dem so ist (was logisch wäre), sollte man den Wortlaut "die gentechnisch veränderte ... sind" übernehmen, weil dies in der VGVL und der LGV der übliche Wortlaut ist und auf diese Weise die Interpretation erleichtert wird.</p>	
Kanton Uri	Art. 7c Abs. 1 Bst. b	<p>Es geht nicht hervor, auf welchen Artikel sich der Verweis auf die FMV betreffend der Schwellenwerte für unbeabsichtigte oder technisch unvermeidbare Vermischungen bezieht. Zur besseren Interpretation sollten die Artikel der FMV ergänzt werden. Beziehen sich die Schwellenwerte auf Art. 66 Abs. 2 und Art. 68 FMV?</p>	Ergänzung der Artikel der FMV, worauf sich die Schwellenwerte beziehen
Kanton Uri	Art. 7c Abs. 2	<p>Unter Berücksichtigung des Anpassungsvorschlages von Art. 7c Abs. 1 Bst. a sollten auch hier die gleichen Begriffe verwendet werden.</p>	Wird an Art. 7c festgehalten: Begriffe entsprechend Änderungsvorschlag von Art. 7c Abs. 1 Bst. a übernehmen.

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Es ist nicht klar, was der Unterschied ist zwischen den Wortlauten "die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen" und "solche enthalten". Meint man mit dem Ausdruck "die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen" vom Inhalt her "die gentechnisch veränderte Pflanzen sind"? Wenn dem so ist (was logisch wäre), sollte man den Wortlaut "die gentechnisch veränderte ... sind" übernehmen, weil dies in der VGVL und der LGV der übliche Wortlaut ist und auf diese Weise die Interpretation erleichtert wird.</p> <p>Wenn ein Bauer bei der Fütterung seiner Tiere konventionelle Futtermittel einsetzt, für welche es parallel dazu keine gleichartigen in der Schweiz zulässigen GVO-Futtermittel gibt, wäre der Hinweis gemäss vorgeschlagenem Abs. 2 nicht erlaubt. Dies ist weder im Sinne des Konsumenten noch des Gesetzgebers.</p>	<p>Der Vorschlag schliesst sämtliche Futtermittel ein: "... Futtermittel oder Stoffe nach Art. 3 Abs. 1 und 2 der Futtermittel-Verordnung vom 26. Oktober 2011 verwendet werden dürfen, die GVO sind, solche enthalten oder aus solchen gewonnen wurden."</p> <p>Die links stehende Diskrepanz ist zu beheben.</p>
Kanton Uri	Art. 7c Abs. 3	<p>Der Absatz sollte sich nur auf die Anforderungen bei Primärprodukten beziehen. Mindestens bei Lebensmitteln tierischer Herkunft (wie Wurstwaren), welche aus mehreren Zutaten bestehen, sollte auf die Einführung des Hinweises "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" verzichtet werden. Es sind dabei die Ausführungen unter den allgemeinen Bemerkungen zu beachten (Täuschungsaspekt, Kontrollaufwand etc.).</p> <p>Der Wortlaut des Hinweises "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" macht bei aus mehreren Zutaten zusammengesetzten Lebensmitteln (Fleischerzeugnisse, Fruchtjoghurts etc.) ohnehin keinen Sinn und ist missverständlich. Bei der Herstellung des Fertigproduktes werden ja von den Milch- oder Fleischverarbeitern keine Futtermittel eingesetzt. Der Hinweis müsste sich auf die Produktion der</p>	<p>Wird an Art. 7c festgehalten: Abs. 3 so anpassen, dass sich dieser nur auf Fleisch, Fisch, Milch, Honig und Eier (Primärprodukte) bezieht.</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Zutaten tierischen Ursprungs und nicht auf das produzierte Endprodukt beziehen.</p> <p>Wie bei Art. 7b Abs. 3 werden auch bei Art. 7c Abs. 3 die bei der Herstellung eingesetzten Verarbeitungshilfsstoffe nicht erfasst (Details siehe unter Art. 7b Abs. 3). Der Einsatz von GVO-Verarbeitungshilfsstoffen (wie bewilligtes GVO-Labenzym) bei der Käseherstellung wäre somit erlaubt. Es sollten keine Verarbeitungshilfsstoffe eingesetzt werden können, die GVO sind, solche enthalten oder daraus gewonnen wurden. Verarbeitungshilfsstoffe müssten separat aufgeführt werden.</p>	
Kanton Uri	Art. 7c. Abs. 4	Der Absatz ist auf Basis der Änderungsvorschläge unter Art. 7c Abs. 1 und 3 nicht mehr nötig.	Abs. streichen.
Kanton Uri	Art. 7b Abs. 5	<p>"Die Gestaltung des Hinweises muss, namentlich bezüglich Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, einheitlich sein".</p> <p>Es geht nicht klar hervor, worauf sich diese Vorschrift bezieht. Es kann damit die einheitliche Gestaltung des Hinweises im Vergleich zu anderen Kennzeichnungsvorschriften gemeint sein wie Zutaten etc. Laut Rücksprache mit dem BLV dürfen keine Wörter innerhalb des Hinweises hervorgehoben werden (beispielsweise Hervorhebung "ohne Gen").</p>	<p>Die Vorschrift ist klarer zu formulieren. Beispielsweise: "Einzelne Teile des Hinweises dürfen namentlich nicht durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp hervorgehoben werden." oder "Das Hervorheben einzelner Teile des Hinweises, namentlich durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, ist verboten." oder "Alle Begriffe des Hinweises müssen in derselben Schriftgrösse, Farbe sowie im selben Schrifttyp angebracht werden."</p>
Kanton Zug	Art. 7 Abs. 2	Verarbeitungshilfsstoffe werden in der Regel nicht direkt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben, sondern an	Die Ergänzung " <i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i> " streichen.

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln. Auch in diesem Fall sollte eine Kennzeichnung der Verarbeitungshilfsstoffe hinsichtlich GVO nach wie vor vorgeschrieben sein, vor allem in Zusammenhang mit der Selbstkontrollpflicht. Produzenten, die Verarbeitungshilfsstoffe einsetzen, wissen damit auf einfache Art und Weise, wenn es sich um GVO-Erzeugnisse handelt und können damit einer Verwechslungsgefahr effizient entgegenwirken. Diesbezüglich reicht Art. 24 Abs. 1 LGV zur Wahrnehmung der Selbstkontrolle durch die Verarbeiter nicht aus. Die vorgesehene unterschiedliche Handhabung der Kennzeichnung unter Art. 7 Abs. 1, 2 und 3 ist nicht nachvollziehbar (auch nicht unter Einbezug von Art. 24 Abs. 1 LGV).	
Kanton Zug	Art. 7 Abs. 3	In Analogie zu Art. 7 Abs. 2	Die Ergänzung " <i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i> " streichen.
Kanton Zug	Art. 7b Titel	Art. 7b behandelt ausschliesslich die Verwendung des Hinweises "ohne Gentechnik hergestellt". Diese Angabe ist nicht obligatorisch. Daher ist es einfacher und transparenter, den Ausdruck „Kennzeichnung zu streichen und direkt folgenden Titel zu übernehmen: "Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt»" basierend auf der aktuellen VO Art. 7 Abs. 8.	Einfacheren und geeigneteren Titel wählen: "Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt»"
Kanton Zug	Art. 7b Abs. 3	Der Ausdruck "zusammengesetzte Lebensmittel" sollte zum besseren Verständnis ergänzt werden.	Präzisierung des Ausdrucks "zusammengesetzte Lebensmittel". Beispielsweise: "Aus mehreren Zutaten zusammengesetzte Lebensmittel..." Ergänzung der Verarbeitungshilfsstoffe im Sinne von:

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		Unter Art. 7b Abs. 3 werden die bei der Herstellung des zusammengesetzten Lebensmittels eingesetzte Verarbeitungshilfsstoffe nicht erfasst. Verarbeitungshilfsstoffe gelten lebensmittelrechtlich nicht als Zutat (Art. 3 Lebensmittelgesetz). Verarbeitungshilfsstoffe sind deshalb separat unter Art. 7b Abs. 3 aufzuführen.	<i>"d. die Verarbeitungshilfsstoffe die Anforderungen nach Absatz 1 erfüllen."</i>
Kanton Zug	Art. 7c	Auf den gesamten Art. 7c ist gemäss den Ausführungen unter den allgemeinen Bemerkungen zu verzichten (Täuschungsaspekt, Kontrollaufwand etc.). Es sollte auch bei den tierischen Lebensmitteln (Primärprodukte und insbesondere zusammengesetzte Lebensmittel tierischer Herkunft) nur der strengere Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" mit den entsprechenden Anforderungen möglich sein.	Art. 7 c Abs. 1 bis 5 ersatzlos streichen. Oder Der Artikel ist so zu ergänzen, dass diese Produkte von einer externen Stelle zertifiziert werden müssen.
Kanton Zug	Art. 7c Abs. 1 Bst. a	Zur besseren Interpretation der Begriffe hinsichtlich Futtermittel sollte auf die Futtermittel-Verordnung FMV Bezug genommen werden (Artikel 3). Umfasst der Begriff "Futtermittelzusätze" auch die Futtermittelzusatzstoffe, die Verarbeitungshilfsstoffe, die Trägerstoffe sowie Kokzidiostatika und Histomonostatika? Es ist nicht klar, was mit Futtermittelzusätzen gemeint ist.	Wird an Art. 7c festgehalten: Präzisere Angabe zu Futtermitteln inklusive spezifischer Stoffe. Direkter Bezug auf Art. 3 FMV nehmen.
Kanton Zug	Art. 7c Abs. 1 Bst. b	Es geht nicht hervor, auf welchen Artikel sich der Verweis auf die FMV betreffend der Schwellenwerte für unbeabsichtigte oder technisch unvermeidbare Vermischungen bezieht. Zur besseren Interpretation sollten die Artikel der FMV ergänzt werden. Beziehen sich die Schwellenwerte auf Art. 66 Abs. 2 und Art. 68 FMV?	Ergänzung der Artikel der FMV, worauf sich die Schwellenwerte beziehen
Kanton Zug	Art. 7c Abs. 3	Wie bei Art. 7b Abs. 3 werden auch bei Art. 7c Abs. 3 die bei der Herstellung eingesetzten Verarbeitungshilfsstoffe nicht erfasst (Details siehe unter Art. 7b Abs. 3). Der Einsatz von	Wird Art. 7c nicht weggelassen: Abs. 3 Ergänzung der Verarbeitungshilfsstoffe im Sinne von:

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>GVO-Verarbeitungshilfsstoffen (wie bewilligtes GVO-La-benzym) bei der Käseherstellung wäre somit erlaubt. Es sollten keine Verarbeitungshilfsstoffe eingesetzt werden können, die GVO sind, solche enthalten oder daraus gewonnen wurden. Verarbeitungshilfsstoffe müssten separat aufgeführt werden.</p>	<p>„b. bei allen Zutaten und Verarbeitungshilfsstoffen die Anforderungen nach Buchstabe a die Anforderungen nach Buchstabe a die Anforderungen nach Absatz 1 erfüllen; und“</p>
Etat de Fribourg, FR	art. 7 al. 2	<p>Etiquetage des auxiliaires technologiques issus d'OGM: la nouvelle formule prévoit que les auxiliaires technologiques qui issus d'OGM ne doivent porter l'indication "produit à partir de X génétiquement modifié" que s'ils sont remis comme tels aux consommateurs et consommatrices, ce qui prête à confusion et n'est pas compréhensible.</p> <p>Les auxiliaires technologiques ne sont généralement pas remis directement aux consommateurs mais plutôt aux producteurs/transformateurs de denrées alimentaires. Même dans ce cas l'étiquetage devrait comporter la mention indiquée plus haut. L'art. 24 al. 1 de l'ODAIUOs ne garantit pas seul le respect de l'autocontrôle par le transformateur. Le traitement différencié de l'étiquetage prévu par les alinéas 1, 2 et 3 de l'art. 7 n'est pas compréhensible. Par souci de clarté, cet ajout est à éviter.</p>	<p>Conserver le libellé actuel</p> <p>Supprimer l'ajout "aux consommateurs »</p>
Etat de Fribourg, FR	art. 7 al. 3	<p>Etiquetage des microorganismes génétiquement modifiés: l'ajout "aux consommateurs" prête à confusion et n'est pas judicieux. Des microorganismes sont souvent remis comme tels directement aux producteurs/transformateurs de denrées alimentaires. L'indication concernant les OGM doit être indiquée également dans ce cas. Les producteurs qui utilisent des microorganismes doivent savoir si ces derniers sont des produits OGM. Grace à l'étiquetage, les obligations légales</p>	<p>Conserver le libellé actuel</p> <p>Supprimer l'ajout "aux consommateurs »</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>peuvent être mieux respectées (p.ex. l'autocontrôle). C'est également le cas de l'allégation « produit sans recours au génie génétique ».</p> <p>Les microorganismes ne sont pas traités séparément dans l'art. 24 ODAIOUs. Voir également les explications sous Art.7 al. 2</p>	
Etat de Fribourg, FR	art. 7b al. 1 let. c	<p>Il nous paraît nécessaire d'exiger des seuils de tolérance pour les OGM plus sévères dans les denrées alimentaires portant la mention « sans recours au génie génétique » par rapport aux produits « conventionnels » qui n'ont aucune mention. En effet, il n'y a aucune plus-value pour le consommateur pour un produit avec la mention « sans recours au génie génétique » car la tolérance de 0,9% d'OGM s'applique aussi. Cette situation est trompeuse pour le consommateur et un producteur qui prend véritablement des mesures doit pouvoir garantir un produit qui contient moins de XX % (en fonction des limites analytiques) d'OGM.</p>	<p>Nous proposons donc de modifier l'article 7b al. 1 let. c par "lorsque aucun ingrédient ne contenant du matériel OGM n'est présent à une concentration massique supérieure à XX % (à définir en fonction des limites analytiques) et lorsqu'il peut être prouvé que les mesures appropriées ont été prises pour prévenir la présence d'un tel matériel dans l'ingrédient"</p>
Etat de Fribourg, FR	art. 7b al. 1 let. 3	<p>L'expression « denrées alimentaires composées » devrait être modifiée pour plus de clarté.</p> <p>Auxiliaires technologiques : l'art. 7b al. 3 n'inclut pas les auxiliaires technologiques employés dans la production de denrées alimentaires composées. Au sens du droit alimentaire, les auxiliaires technologiques ne sont pas des ingrédients (art. 3 LDAI). Ils doivent donc être mentionnés séparément sous art.7b al. 3.</p>	<p>Préciser l'expression « denrées alimentaires composées », p. ex. : « denrées alimentaires composées de plusieurs ingrédients »</p> <p>Compléter pour les auxiliaires technologiques : « d. les auxiliaires technologiques qui satisfont aux exigences de l'alinéa 1 »</p>
Etat de Fribourg, FR	art. 7b al. 5		<p>La prescription doit être formulée plus clairement, p. ex. :</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>« La présentation graphique de l'indication doit être uniforme, notamment la taille, la couleur et le type de caractères d'imprimerie utilisés. »</p> <p>Il n'est pas clair de quoi traite cette prescription. Il peut s'agir de l'unité de la présentation graphique de l'indication, par rapport aux autres indications de l'étiquetage comme p. ex les ingrédients etc.</p>	<p>« Aucune partie de l'indication ne doit être soulignée par sa présentation graphique, notamment la taille, la couleur et le type de caractères d'imprimerie utilisés »</p> <p>ou</p> <p>« La mise en évidence d'une partie de l'indication par sa présentation graphique, notamment la taille, la couleur et le type de caractères d'imprimerie utilisés est interdite »</p> <p>ou</p> <p>« Toutes les parties de l'indications doivent être représentées graphiquement de manière uniforme, notamment en ce qui concerne la taille, la couleur et le type de caractères d'imprimerie utilisés »</p>
Etat de Fribourg, FR	art. 7c	<p>Comme indiqué dans les remarques générales, nous considérons que cet art. 7c devrait être supprimé.</p> <p>Au cas où l'art. 7c est introduit, diverses modifications doivent lui être apportées (voir ci-après)</p>	Art. 7c al. 1 à 5 : à tracer
Etat de Fribourg, FR Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	art. 7c al. 1	Selon l'al. 1, l'indication est applicable pour la viande, le poisson, le lait, les œufs et le miel ainsi que les produits dérivés. Il faudrait selon nous <u>limiter l'indication aux produits primaires</u> . De plus, selon le commentaire, l'indication n'est pas possible pour la viande, notamment le gibier et le	Modifier l'al. 1 de manière à ce que seuls les produits primaires "viande", "lait", "miel", œufs" soient concernés.

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>poisson, des animaux vivant à l'état sauvage et les denrées produites avec cette viande. La mention des exceptions amènerait plus de clarté.</p> <p>Pour des raisons liées à la protection contre la tromperie, et si le législateur veut permettre la mise en exergue de l'alimentation des animaux, l'indication devrait, selon nous, concerner l'ensemble des aliments pour animaux et pas seulement les plantes fourragères tout en prenant en compte les dispositions de l'art. 7c al. 2.</p>	<p>Afin d'améliorer la compréhension, les exceptions devraient être expressément mentionnées.</p> <p>Adapter l'art. 7c en conséquence en prenant en compte l'art 7c al. 2</p>
Etat de Fribourg, FR	art. 7c al. 1 let. a	Qu'en est-il des auxiliaires technologiques et des excipients ? Sont-ils pris en compte ?	A compléter
Etat de Fribourg, FR	art. 7c al. 1 let. b	En ce qui concerne les valeurs seuils applicables aux mélanges non intentionnels ou techniquement inévitables, il ne ressort pas clairement à quel article de l'OSALA il est fait référence. S'agit-il des art. 66 al. 2 et 68 ?	Préciser la/les référence/s
Etat de Fribourg, FR	art. 7c al. 3	Cet alinéa ne devrait concerner <u>que les produits primaires</u> . L'expression "produits sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées" n'a pas de sens pour les denrées composées de plusieurs ingrédients (ex. yogourt aux fruits, produits à base de viande). A simplifier en conséquence.	Limiter le champ d'application de cet art. aux produits primaires : viande, poisson, lait, miel et œufs. A reformuler
Etat de Fribourg, FR	art. 7c al. 4	Si on limite l'application aux produits primaires (voir remarque ci-dessus), cet alinéa n'a pas de sens.	A supprimer (si le champ d'application est limité aux produits primaires)

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Etat de Fribourg, FR	art. 7c al. 5	<p>« La présentation graphique de l'indication doit être uniforme, notamment la taille, la couleur et le type de caractères d'imprimerie utilisés. »</p> <p>Il n'est pas clair de quoi traite cette prescription. Il peut s'agir de l'unité de la présentation graphique de l'indication, par rapport aux autres indications de l'étiquetage comme p. ex les ingrédients etc.</p>	<p>La prescription doit être formulée plus clairement, p. ex. :</p> <p>« Aucune partie de l'indication ne doit être soulignée par sa présentation graphique, notamment la taille, la couleur et le type de caractères d'imprimerie utilisés »</p> <p>ou</p> <p>« La mise en évidence d'une partie de l'indication par sa présentation graphique, notamment la taille, la couleur et le type de caractères d'imprimerie utilisés est interdite »</p> <p>ou</p> <p>« Toutes les parties de l'indications doivent être représentées graphiquement de manière uniforme, notamment en ce qui concerne la taille, la couleur et le type de caractères d'imprimerie utilisés »</p>
Kanton Schaffhausen	Art. 7 Abs. 2	<p>Aufgrund der Ergänzung müssen GVO-Verarbeitungshilfsstoffe als solche nur noch gekennzeichnet werden, wenn sie direkt an Konsumenten abgegeben werden.</p> <p>Verarbeitungshilfsstoffe werden in der Regel nicht direkt an Konsumenten abgegeben, sondern an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln. Auch in diesem Fall sollte</p>	<p>Aktuelle Fassung beibehalten.</p> <p>Die Ergänzung "<i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i>" streichen.</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		eine Kennzeichnung der Verarbeitungshilfsstoffe hinsichtlich GVO nach wie vor vorgeschrieben sein.	
Kanton Schaffhausen	Art. 7 Abs. 3	Aufgrund der Ergänzung müssen GVO-Mikroorganismen als solche nur noch gekennzeichnet werden, wenn sie direkt an Konsumenten abgegeben werden. Mikroorganismen werden in der Regel nicht direkt an Konsumenten abgegeben, sondern an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln. Auch in diesem Fall ist eine Kennzeichnung der Mikroorganismen hinsichtlich GVO angezeigt. Produzenten, die Mikroorganismen einsetzen, müssen wissen, wenn es sich um GVO-Erzeugnisse handelt.	Aktuelle Fassung beibehalten. Die Ergänzung " <i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i> " streichen.
Kanton Schaffhausen	Art. 7b Titel	Titel "Kennzeichnung bei vollständigem Verzicht auf die Anwendung der Gentechnik" ändern.	Titel: Anforderungen für den Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt"
Kanton Schaffhausen	Art 7b und Art. 7c	Art. 7b und Art. 7c sind neu so zu formulieren, dass Lebensmittel tierischer Herkunft das Label "ohne Gentechnik hergestellt" tragen können, wenn deren Produktion die Bedingungen des in der Revision vorgeschlagenen Artikels 7c erfüllen.	Anpassung Artikel 7b und 7c
Kanton Schaffhausen	Art. 7b Abs. 2	In Art. 7 Abs. 8 Bst. c der aktuellen Fassung heisst es " gleichartige Lebensmittel, Zusatzstoffe etc. müssen als GVO bewilligt worden sein", damit der Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" verwendet werden kann. Der Wortteil "gleichartige" geht aus dem Revisionsvorschlag Art. 7b Abs. 2 nicht mehr hervor. Der Satz ist diesbezüglich zu ergänzen.	Umformulierung im Sinne der aktuellen Fassung. ² "Der Hinweis darf nur verwendet werden, wenn gleichartige Lebensmittel....."
Kanton Schaffhausen	Art. 7b Abs. 3	Unter Art. 7b Abs. 3 werden die zur Herstellung zusammengesetzter Lebensmittel eingesetzten Verarbeitungshilfsstoffe	Ergänzung der Verarbeitungshilfsstoffe im Sinne von:

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>nicht erfasst. Verarbeitungshilfsstoffe gelten lebensmittelrechtlich nicht als Zutat (Art. 3 Lebensmittelgesetz).</p> <p>Verarbeitungshilfsstoffe sind separat unter Art. 7b Abs. 3 aufzuführen.</p>	<i>"d. die Verarbeitungshilfsstoffe die Anforderungen nach Absatz 1 erfüllen."</i>
Kanton Appenzell Ausserrhoden	Art. 7 Abs. 2	<p>Aufgrund der Ergänzung müssen GVO-Verarbeitungshilfsstoffe als solche nur noch gekennzeichnet werden, wenn sie direkt an Konsumenten abgegeben werden.</p> <p>Verarbeitungshilfsstoffe werden in der Regel nicht direkt an Konsumenten abgegeben, sondern an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln. Auch in diesem Fall sollte eine Kennzeichnung der Verarbeitungshilfsstoffe hinsichtlich GVO nach wie vor vorgeschrieben sein.</p>	<p>Aktuelle Fassung beibehalten.</p> <p>Die Ergänzung <i>"an die Konsumentinnen und Konsumenten"</i> streichen.</p>
Kanton Appenzell Ausserrhoden	Art. 7 Abs. 3	<p>Aufgrund der Ergänzung müssen GVO-Mikroorganismen als solche nur noch gekennzeichnet werden, wenn sie direkt an Konsumenten abgegeben werden.</p> <p>Mikroorganismen werden in der Regel nicht direkt an Konsumenten abgegeben, sondern an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln. Auch in diesem Fall ist eine Kennzeichnung der Mikroorganismen hinsichtlich GVO angezeigt. Produzenten, die Mikroorganismen einsetzen, müssen wissen, wenn es sich um GVO-Erzeugnisse handelt.</p>	<p>Aktuelle Fassung beibehalten.</p> <p>Die Ergänzung <i>"an die Konsumentinnen und Konsumenten"</i> streichen.</p>
Kanton Appenzell Ausserrhoden	Art. 7b Titel	Titel "Kennzeichnung bei vollständigem Verzicht auf die Anwendung der Gentechnik" ändern.	Titel: Anforderungen für den Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt"

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Kanton Appenzell Ausserrhoden	Art 7b und Art. 7c	Art. 7b und Art. 7c sind neu so zu formulieren, dass Lebensmittel tierischer Herkunft das Label "ohne Gentechnik hergestellt" tragen können, wenn deren Produktion die Bedingungen des in der Revision vorgeschlagenen Artikel 7c erfüllen.	Anpassung Artikel 7b und 7c
Kanton Appenzell Ausserrhoden	Art. 7b Abs. 2	Im Art. 7 Abs. 8 Bst. c der aktuellen Fassung heisst es " gleichartige Lebensmittel, Zusatzstoffe etc. müssen als GVO bewilligt worden sein", damit der Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" verwendet werden kann. Der Wortteil "gleichartige" geht aus dem Revisionsvorschlag Art. 7b Abs. 2 nicht mehr hervor. Der Satz ist diesbezüglich zu ergänzen.	Umformulierung im Sinne der aktuellen Fassung. ² "Der Hinweis darf nur verwendet werden, wenn gleichartige Lebensmittel....."
Kanton Appenzell Ausserrhoden	Art. 7b Abs. 3	Unter Art. 7b Abs. 3 werden die zur Herstellung zusammengesetzter Lebensmittel eingesetzten Verarbeitungshilfsstoffe nicht erfasst. Verarbeitungshilfsstoffe gelten lebensmittelrechtlich nicht als Zutat (Art. 3 Lebensmittelgesetz). Verarbeitungshilfsstoffe sind separat unter Art. 7b Abs. 3 aufzuführen.	Ergänzung der Verarbeitungshilfsstoffe im Sinne von: <i>"d. die Verarbeitungshilfsstoffe die Anforderungen nach Absatz 1 erfüllen."</i>
Kanton St. Gallen	Art. 7 Abs. 2+3	Kennzeichnung von GVO-Verarbeitungshilfsstoffen und Lebensmittel die GVO enthalten: Aufgrund der Ergänzung müssen GVO-Verarbeitungshilfsstoffe als solche nur noch gekennzeichnet werden, wenn sie direkt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden. Die Ergänzung "wenn sie als solche <i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i> abgegeben werden" führt zur Verwirrung und ist der Transparenz nicht förderlich. Speziell sind Probleme mit der Rückverfolgbarkeit vorprogrammiert.	Die Ergänzung " <i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i> " streichen.

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		Eine Kennzeichnung hinsichtlich GVO sollte nach wie vor vorgeschrieben sein. Die vorgesehene unterschiedliche Handhabung der Kennzeichnung unter Art. 7 Abs. 1, 2 und 3 ist auch unter Einbezug von Art. 24 Abs. 1 LGV nicht nachvollziehbar.	
Kanton St. Gallen	Art. 7c	Auf den gesamten Art. 7c ist gemäss den Ausführungen unter den allgemeinen Bemerkungen zu verzichten Falls Art. 7c eingeführt wird, sind diverse Anpassungen unter Art. 7c Abs. 1 bis 5 nötig.	Art. 7 c Abs. 1 bis 5 ersatzlos streichen.
Kanton St. Gallen	Titel von Art. 7c	Titel: "Kennzeichnung bei Verzicht auf Futtermittel aus gentechnisch veränderten Pflanzen" Da es bei Art. 7c ausschliesslich um die Verwendung des Hinweises bezüglich der Produktion ohne GVO-Futtermittel geht und diese Angabe nicht obligatorisch ist, ist es einfacher und transparenter, als Titel direkt den vorgesehenen Hinweis zu übernehmen. So ist von vornherein klar, worauf sich der ganze Artikel konkret bezieht.	Eventualantrag: Wenn an Art. 7c festgehalten wird, einfacheren und geeigneteren Titel wählen. Der nachfolgende Vorschlag bezieht sich auf sämtliche Futtermittel: "Hinweis «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel»".
Kanton St. Gallen	Art. 7c Abs. 1	Gemäss Abs. 1 ist der Hinweis anwendbar bei Fleisch, Fisch, Milch, Eiern und Honig und den daraus hergestellten Erzeugnissen. Auf Basis der Ausführungen unter den allgemeinen Bemerkungen ist es angebracht, den Hinweis mindestens auf die Primärprodukte zu beschränken.	Wird ein Hinweis eingeführt, so sollte sich dieser auf die Primärprodukte Fleisch, Fisch, Milch, Eier und Honig beschränken. Der Anwendungsbereich unter Abs. 1 sollte in diesem Sinne angepasst werden. Die Ausnahmen, bei welchen der Hinweis nicht anwendbar ist, sollten zum besseren Verständnis ebenfalls aufgeführt werden.

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Gemäss Erläuterungen soll der Hinweis bei Fleisch von in freier Wildbahn lebenden Tieren (Wild und Fisch) nicht möglich sein. Das Aufführen der Ausnahmen würde zur besseren Verständlichkeit beitragen.</p> <p>Der Hinweis ist aufgrund des Täuschungsaspektes nicht nur auf die Futterpflanzen zu beziehen, sondern auf alle Futtermittel.</p>	<p>Der Hinweis ist auf alle Futtermittel zu beziehen: "Hinweis «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel»".</p>
Kanton St. Gallen	Art. 7c Abs. 1 Bst. a	<p>Zur besseren Interpretation der Begriffe hinsichtlich Futtermittel sollte auf die Futtermittel-Verordnung FMV Bezug genommen werden (Artikel 3). Umfasst der Begriff "Futtermittelzusätze" auch die Futtermittelzusatzstoffe, die Verarbeitungshilfsstoffe, die Trägerstoffe sowie Kokzidiostatika und Histomonostatika? Es ist nicht klar, was mit Futtermittelzusätzen gemeint ist.</p> <p>Es sollten hier auch die Verarbeitungshilfsstoffe und Trägerstoffe von Futtermitteln eingeschlossen werden. Gerade Trägerstoffe von Futtermittelzusatzstoffen könnten beispielsweise aus GVO-Mais gewonnen worden sein.</p> <p>Es ist nicht klar, was der Unterschied ist zwischen den Wortlauten "die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen" und "solche enthalten". Meint man mit dem Ausdruck "die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen" vom Inhalt her "die gentechnisch veränderte Pflanzen sind"? Wenn dem so ist (was logisch wäre), sollte man den Wortlaut "die gentechnisch veränderte ... sind" übernehmen, weil dies in der VGVL und der LGV der übliche Wortlaut ist und auf diese Weise die Interpretation erleichtert wird.</p>	<p>Wird an Art. 7c festgehalten: Präzisere Angabe zu Futtermitteln inklusive spezifischer Stoffe. Direkter Bezug auf Art. 3 FMV nehmen (sämtliche Futtermittel sind eingeschlossen):</p> <p>"... keine Futtermittel und keine Stoffe nach Art. 3 Abs. 1 und 2 der Futtermittel-Verordnung vom 26. Oktober 2011 eingesetzt wurden, die GVO sind, solche enthalten oder aus solchen gewonnen wurden; und"</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Kanton St. Gallen	Art. 7c Abs. 2	<p>Unter Berücksichtigung des Anpassungsvorschlages von Art. 7c Abs. 1 Bst. a sollten auch hier die gleichen Begriffe verwendet werden.</p> <p>Es ist nicht klar, was der Unterschied ist zwischen den Wortlauten "die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen" und "solche enthalten". Meint man mit dem Ausdruck "die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen" vom Inhalt her "die gentechnisch veränderte Pflanzen sind"? Wenn dem so ist (was logisch wäre), sollte man den Wortlaut "die gentechnisch veränderte ... sind" übernehmen, weil dies in der VGVL und der LGV der übliche Wortlaut ist und auf diese Weise die Interpretation erleichtert wird.</p> <p>Wenn ein Bauer bei der Fütterung seiner Tiere konventionelle Futtermittel einsetzt, für welche es parallel dazu keine gleichartigen in der Schweiz zulässigen GVO-Futtermittel gibt, wäre der Hinweis gemäss vorgeschlagenem Abs. 2 nicht erlaubt. Dies ist weder im Sinne des Konsumenten noch des Gesetzgebers.</p>	<p>Wird an Art. 7c festgehalten: Begriffe entsprechend Änderungsvorschlag von Art. 7c Abs. 1 Bst. a übernehmen. Der Vorschlag schliesst sämtliche Futtermittel ein: "... Futtermittel oder Stoffe nach Art. 3 Abs. 1 und 2 der Futtermittel-Verordnung vom 26. Oktober 2011 verwendet werden dürfen, die GVO sind, solche enthalten oder aus solchen gewonnen wurden." Die links stehende Diskrepanz ist zu beheben.</p>
Kanton St. Gallen	Art. 7c Abs. 3	<p>Der Absatz sollte sich nur auf die Anforderungen bei Primärprodukten beziehen. Mindestens bei Lebensmitteln tierischer Herkunft (wie Wurstwaren), welche aus mehreren Zutaten bestehen, sollte auf die Einführung des Hinweises "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" verzichtet werden. Es sind dabei die Ausführungen unter den allgemeinen Bemerkungen zu beachten (Täuschungsaspekt, Kontrollaufwand etc.).</p> <p>Der Wortlaut des Hinweises "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" macht bei aus mehreren Zutaten zusammengesetzten Lebensmitteln (Fleischerzeugnisse,</p>	<p>Wird an Art. 7c festgehalten: Abs. 3 so anpassen, dass sich dieser nur auf Fleisch, Fisch, Milch, Honig und Eier (Primärprodukte) bezieht.</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Fruchtjoghurts etc.) ohnehin keinen Sinn und ist missverständlich. Bei der Herstellung des Fertigproduktes werden ja von den Milch- oder Fleischverarbeitern keine Futtermittel eingesetzt. Der Hinweis müsste sich auf die Produktion der Zutaten tierischen Ursprungs und nicht auf das produzierte Endprodukt beziehen.</p> <p>Wie bei Art. 7b Abs. 3 werden auch bei Art. 7c Abs. 3 die bei der Herstellung eingesetzten Verarbeitungshilfsstoffe nicht erfasst (Details siehe unter Art. 7b Abs. 3). Der Einsatz von GVO-Verarbeitungshilfsstoffen (wie bewilligtes GVO-Labenzym) bei der Käseherstellung wäre somit erlaubt. Es sollten keine Verarbeitungshilfsstoffe eingesetzt werden können, die GVO sind, solche enthalten oder daraus gewonnen wurden. Verarbeitungshilfsstoffe müssten separat aufgeführt werden.</p>	
Kanton St. Gallen	Art. 7c. Abs. 4	Der Absatz ist auf Basis der Änderungsvorschläge unter Art. 7c Abs. 1 und 3 nicht mehr nötig.	Abs. streichen.
Kanton St. Gallen	Art. 7b Abs. 5	<p>"Die Gestaltung des Hinweises muss, namentlich bezüglich Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, einheitlich sein".</p> <p>Es geht nicht klar hervor, worauf sich diese Vorschrift bezieht. Es kann damit die einheitliche Gestaltung des Hinweises im Vergleich zu anderen Kennzeichnungsvorschriften gemeint sein wie Zutaten etc. Laut Rücksprache mit dem BLV dürfen keine Wörter innerhalb des Hinweises hervorgehoben werden (beispielsweise Hervorhebung "ohne Gen").</p>	<p>Die Vorschrift ist klarer zu formulieren. Beispielsweise: "Einzelne Teile des Hinweises dürfen namentlich nicht durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp hervorgehoben werden." oder "Das Hervorheben einzelner Teile des Hinweises, namentlich durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, ist verboten." oder</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
			"Alle Begriffe des Hinweises müssen in derselben Schriftgrösse, Farbe sowie im selben Schrifttyp angebracht werden."
Kanton Graubünden	Art. 7 Abs. 2	<p>Kennzeichnung von GVO-Verarbeitungshilfsstoffen: Aufgrund der Ergänzung müssen GVO-Verarbeitungshilfsstoffe als solche nur noch gekennzeichnet werden, wenn sie direkt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden. Die Ergänzung "wenn sie als solche <i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i> abgegeben werden" führt zur Verwirrung und ist nicht nachvollziehbar. Sie ist im Sinne der Transparenz nicht förderlich.</p> <p>Verarbeitungshilfsstoffe werden in der Regel nicht direkt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben, sondern an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln. Auch in diesem Fall sollte eine Kennzeichnung der Verarbeitungshilfsstoffe hinsichtlich GVO nach wie vor vorgeschrieben sein. Art. 24 Abs. 1 LGV reicht zur Wahrnehmung der Selbstkontrolle durch die Verarbeiter nicht aus. Die vorgesehene unterschiedliche Handhabung der Kennzeichnung unter Art. 7 Abs. 1, 2 und 3 ist nicht nachvollziehbar (auch nicht unter Einbezug von Art. 24 Abs. 1 LGV).</p> <p>Auf die Ergänzung ist im Sinne der Klarheit und Transparenz zu verzichten.</p>	<p>Aktuelle Fassung beibehalten bzw. Streichung der Ergänzung "<i>...an die Konsumentinnen und Konsumenten</i>".</p> <p>² <i>Verarbeitungshilfsstoffe, die GVO-Erzeugnisse sind und abgegeben werden, sind mit einem Hinweis nach Absatz 1 zu kennzeichnen.</i> wenn sie als solche an die Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.</p>
Kanton Graubünden	Art. 7 Abs. 3	<p>Kennzeichnung von GVO-Mikroorganismen: Die Ergänzung "an die Konsumentinnen und Konsumenten" führt zur Verwirrung und ist nicht angebracht.</p> <p>Mikroorganismen werden als solche häufig direkt an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln abgegeben.</p>	<p>Aktuelle Fassung beibehalten bzw. die Ergänzung "<i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i>" streichen.</p> <p>³ <i>Lebensmittel, die gentechnisch veränderte Mikroorganismen enthalten, die zu</i></p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Auch in diesem Fall ist eine Kennzeichnung der Mikroorganismen hinsichtlich GVO angezeigt. Produzenten, die Mikroorganismen einsetzen, müssen wissen, wenn es sich um GVO-Erzeugnisse handelt. Durch die Kennzeichnung können die rechtlichen Pflichten besser wahrgenommen werden (wie Selbstkontrolle). Auch dann, wenn es beispielsweise um die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" geht. Mikroorganismen werden in Art. 24 LGV nicht separat erwähnt. Siehe auch Ausführungen unter Art. 7 Abs. 2.</p>	<p><i>technologischen Zwecken eingesetzt werden, sind mit dem Hinweis «mit gentechnisch veränderten Y2 hergestellt» oder «mit genetisch veränderten Y hergestellt» zu kennzeichnen. Werden die Mikroorganismen als solche an die Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben, so sind sie mit dem Hinweis «gentechnisch verändert» oder «genetisch verändert» zu kennzeichnen.</i></p>
Kanton Graubünden	Art. 7a Bst. b	<p>In Analogie zu Art. 7a Bst. a und zum aktuellen Art. 7 Abs. 7^{bis} VGVL ist es angebracht, den Änderungsvorschlag rechts zu übernehmen. Die Angaben unter Art. 7a sind auf diese Weise einheitlich aufgebaut, was die Lesbarkeit und die Interpretation erleichtert.</p>	<p>Redaktioneller Anpassungsvorschlag analog Art. 7a Bst. a und aktuellem Art. 7 Abs. 7^{bis}:</p> <p><i>b. bei Lebensmitteln, Zusatzstoffen und Verarbeitungshilfsstoffen, wenn:</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. sie die aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen gewonnen wurden; 2. sie die von den Organismen abgetrennt, gereinigt und chemisch definierbar sind; und 3. deren Herstellung im geschlossenen System nach Artikel 3 Buchstabe h der Einschliessungsverordnung vom 9. Mai 2012³ erfolgte.
Kanton Graubünden	Art. 7b Marginalie	<p>Marginalie: "Kennzeichnung bei vollständigem Verzicht auf die Anwendung der Gentechnik"</p> <p>Da es bei Art. 7b ausschliesslich um die Verwendung des Hinweises "ohne Gentechnik hergestellt" geht und diese Angabe nicht obligatorisch ist, ist es einfacher und transparenter, direkt folgenden Titel zu übernehmen: "Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt»".</p>	<p>Einfacheren und geeigneteren Marginalie wählen: Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt» Kennzeichnung bei vollständigem Verzicht auf die Anwendung der Gentechnik</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		So weiss man von vornherein, worauf sich der ganze Artikel konkret bezieht.	
Kanton Graubünden	Art. 7b Abs.1 Bst c	<p>Bei der Aufschrift "ohne Gentechnik hergestellt" ist die Erwartung bei Konsumentinnen und Konsumenten sehr hoch (in der Regel Nulltoleranz). Eine Nulltoleranz ist mit einem verhältnismässigen Aufwand jedoch technologisch kaum erreichbar, auch wenn eine gute Herstellungspraxis (GHP) eingehalten wird. Eine Toleranz von 0,9 Massenprozent ist gleich hoch wie für Produkte, die nach Art. 7a Bst. a nicht gekennzeichnet werden müssen.</p> <p>Die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" gibt dem Produkt jedoch einen Mehrwert. Daher sollte die Grenze der maximalen GVO-Kontamination (unbeabsichtigter Spuren) bei einer Auslobung tiefer angesetzt werden. Als verhältnismässig und gut erreichbar wird ein Anteil von maximal 0,1 Massenprozent bezogen auf die Zutat erachtet.</p> <p>0,1 Massenprozent wird auch in anderen Fällen als Schwellenwert angewendet. Als vergleichbares Beispiel sei das Informationsschreiben 174 erwähnt: Bei Fleischwaren mit der Auslobung "frei von x-Fleisch" wird maximal ein Fremdfleischanteil von 0,1 % bezogen auf den Fleischanteil akzeptiert.</p>	<p>Die Grenze für die GVO-Kontamination der Zutaten sollte beim Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" aufgrund der hohen Erwartungshaltung der Konsumentenschaft und im Sinne eines Mehrwertes tiefer als 0,9 Massenprozent angesetzt werden:</p> <p>Anpassungsvorschlag Bst. c:</p> <p>c. keine Zutat mehr als 0,1 Massenprozent Material aufweist, welches ein GVO ist, solches enthält oder daraus gewonnen wurde (ausgenommen Mikroorganismen nach Artikel 7 Absatz 3) und belegt werden kann, dass geeignete Massnahmen ergriffen wurden, um das Vorhandensein solchen GVO-Materials in der Zutat zu vermeiden die Voraussetzungen nach Artikel 7a Buchstabe a erfüllt sind.</p>
Kanton Graubünden	Art. 7b Abs. 2	<p>Aufgrund des Wortlautes ist nicht klar, was damit ausgesagt werden soll.</p> <p>Nach Interpretation der aktuellen Fassung (Art. 7 Abs. 8 Bst. c) müssen <i>gleichartige</i> Lebensmittel, Zusatzstoffe etc. als GVO bewilligt worden sein. Dies geht beim Revisionsvorschlag nicht mehr hervor, obwohl in den Erläuterungen steht, dass die neue Bestimmung bisherigem Recht entspricht.</p>	<p>Umformulierung von Art. 7b Abs. 2 im Sinne der aktuellen Fassung. Beispielsweise:</p> <p>² <i>Der Hinweis darf nur verwendet werden, wenn (botanisch) gleichartige Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe oder Mikroorganismen gemäss Absatz 1 Buchstaben a und b:</i></p> <p>a. <i>nach Artikel 22 LGV bewilligt worden sind; oder</i></p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Deshalb ist der Begriff "gleichartig" beim ersten Satz zu ergänzen.</p> <p>Für Analyseexperten ist nicht immer klar, was mit dem Begriff "gleichartig" gemeint ist. Der Begriff "gleichartig" könnte künftig bei bestimmten Fällen zu Interpretationsschwierigkeiten führen. In den USA sind beispielsweise GVO-Pflaumen zugelassen. Es stellt sich bei diesem Beispiel die Frage, ob nun die Zwetschgen, eine Unterart der Pflaume, auch als gleichartig angesehen werden können. In diesem Sinne wäre eine Präzisierung des Begriffes "gleichartig" bei Lebensmitteln sinnvoll.</p> <p>Auch ist im Gegensatz zur aktuellen Fassung (Art. 7 Abs. 8 Bst. c Ziffer 2) nicht mehr nachvollziehbar, was beim Revisionsvorschlag mit Buchstabe b ausgedrückt werden soll. Gemäss Rücksprache mit dem BLV bezieht sich Buchstabe b ausschliesslich auf landwirtschaftliche Hilfsstoffe und landwirtschaftliche Ausgangsprodukte, während sich Buchstabe a ausschliesslich auf Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe und Mikroorganismen bezieht.</p> <p>Damit eine richtige Interpretation möglich wird, sollte der Absatz im Sinne der aktuellen Fassung umformuliert werden.</p>	<p>b. nach schweizerischem Recht mit landwirtschaftlichen Hilfsstoffen oder landwirtschaftlichen Ausgangsprodukten produziert verwendet werden dürfen, die gentechnisch veränderte Organismen sind, solche enthalten oder daraus gewonnen wurden.</p>
Kanton Graubünden	Art. 7b Abs. 3	<p><u>Antrag 1</u> Der Ausdruck "zusammengesetzte Lebensmittel" sollte zum besseren Verständnis ergänzt werden.</p> <p><u>Antrag 2</u> Verarbeitungshilfsstoffe: Unter Art. 7b Abs. 3 werden die bei der Herstellung des zusammengesetzten Lebensmittels ein-</p>	<p><u>Antrag 1</u> Präzisierung des Ausdrucks "zusammengesetzte Lebensmittel". Beispielsweise: ³ Aus mehreren Zutaten zusammengesetzte Lebensmittel...</p> <p><u>Antrag 2</u></p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		gesetzten Verarbeitungshilfsstoffe nicht erfasst. Verarbeitungshilfsstoffe gelten lebensmittelrechtlich nicht als Zutat (Art. 3 Lebensmittelgesetz). Verarbeitungshilfsstoffe sind deshalb separat unter Art. 7b Abs. 3 aufzuführen.	Ergänzung von Art. 7b Abs. 3 um die Verarbeitungshilfsstoffe mit einem zusätzlichen Buchstaben d: <i>b. die restlichen Zutaten die Anforderungen nach Absatz 1 erfüllen; und</i> <i>c. sie keine Mikroorganismen nach Artikel 7 Absatz 3 enthalten; und</i> d. die Verarbeitungshilfsstoffe die Anforderungen nach Absatz 1 erfüllen.
Kanton Graubünden	Art. 7b Abs. 5	Es geht nicht klar hervor, worauf sich diese Vorschrift nach Absatz 5 bezieht. Es kann damit die einheitliche Gestaltung des Hinweises im Vergleich zu anderen Kennzeichnungsvorschriften gemeint sein wie Zutaten etc. Laut Rücksprache mit dem BLV dürfen keine Wörter innerhalb des Hinweises hervorgehoben werden (beispielsweise Hervorhebung "ohne Gen").	Die Vorschrift ist klarer zu formulieren. Beispielsweise: ⁵ Einzelne Teile Die Gestaltung des Hinweises dürfen muss, namentlich nicht durch bezüglich Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp hervorgehoben werden einheitlich sein. oder ⁵ Das Hervorheben einzelner Teile Die Gestaltung des Hinweises und muss, namentlich durch bezüglich Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, ist verboten einheitlich sein. oder ⁵ Alle Begriffe Die Gestaltung des Hinweises müssen in derselben muss, namentlich bezüglich Schriftgrösse und Farbe sowie in demselben und Schrifttyp angebracht werden einheitlich sein.
Kanton Graubünden	Art. 7c		Art. 7c ist ersatzlos streichen.

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Auf den gesamten Art. 7c ist gemäss den Ausführungen unter den allgemeinen Bemerkungen zu verzichten (Täuschungsaspekt, Kontrollaufwand etc.). Es sollte auch bei den tierischen Lebensmitteln (Primärprodukte und insbesondere zusammengesetzte Lebensmittel tierischer Herkunft) nur der strengere Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" mit den entsprechenden Anforderungen möglich sein.</p> <p>Was die Schwellenwerte für unbeabsichtigte oder technisch unvermeidbare Vermischungen nach der Futtermittel-Verordnung angeht, so ist vorliegend ja auch vorgesehen, dass eine Deklaration „ohne Gentechnik hergestellt“ möglich ist, auch wenn gewisse Verunreinigungen vorhanden sind (s. dazu oben Art. 7b Abs.1 Bst c). Nach unserem Dafürhalten ist der Schwellenwert von 0,9 Prozent aber zu hoch.</p>	
Kanton Aargau	Art. 7 Abs. 2	<p>Kennzeichnung von GVO-Verarbeitungshilfsstoffen: Aufgrund der Ergänzung müssen GVO-Verarbeitungshilfsstoffe als solche nur noch gekennzeichnet werden, wenn sie direkt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden. Die Ergänzung "wenn sie als solche <i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i> abgegeben werden" führt zur Verwirrung und ist nicht nachvollziehbar. Sie ist im Sinne der Transparenz nicht förderlich.</p> <p>Verarbeitungshilfsstoffe werden in der Regel nicht direkt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben, sondern an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln. Auch in diesem Fall sollte eine Kennzeichnung der Verarbeitungshilfsstoffe hinsichtlich GVO nach wie vor vorgeschrieben sein. Art. 24 Abs. 1 LGV reicht zur Wahrnehmung der Selbstkontrolle durch die Verarbeiter nicht aus. Die vorgesehene unterschiedliche Handhabung der Kennzeichnung unter Art. 7</p>	<p>Aktuelle Fassung beibehalten.</p> <p>Die Ergänzung "<i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i>" streichen.</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Abs. 1, 2 und 3 ist nicht nachvollziehbar (auch nicht unter Einbezug von Art. 24 Abs. 1 LGV).</p> <p>Auf die Ergänzung ist im Sinne der Klarheit und Transparenz zu verzichten.</p>	
Kanton Aargau	Art. 7 Abs. 3	<p>Kennzeichnung von GVO-Mikroorganismen: Die Ergänzung "an die Konsumentinnen und Konsumenten" führt zur Verwirrung und ist nicht angebracht.</p> <p>Mikroorganismen werden als solche häufig direkt an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln abgegeben. Auch in diesem Fall ist eine Kennzeichnung der Mikroorganismen hinsichtlich GVO angezeigt. Produzenten, die Mikroorganismen einsetzen, müssen wissen, wenn es sich um GVO-Erzeugnisse handelt. Durch die Kennzeichnung können die rechtlichen Pflichten besser wahrgenommen werden (wie Selbstkontrolle). Auch dann, wenn es beispielsweise um die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" geht. Mikroorganismen werden in Art. 24 LGV nicht separat erwähnt.</p> <p>Siehe auch Ausführungen unter Art. 7 Abs. 2.</p>	<p>Aktuelle Fassung beibehalten.</p> <p>Die Ergänzung "<i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i>" streichen.</p>
Kanton Aargau	Art. 7a Bst. b	<p>In Analogie zu Art. 7a Bst. a und zum aktuellen Art. 7 Abs. 7bis VGVL ist es angebracht, den Änderungsvorschlag rechts zu übernehmen. Die Angaben unter Art. 7a sind auf diese Weise einheitlich aufgebaut, was die Lesbarkeit und die Interpretation erleichtert.</p>	<p>Anpassungsvorschlag analog Art. 7a Bst. a und aktueller Fassung: "bei Lebensmitteln, Zusatzstoffen und Verarbeitungshilfsstoffen, <i>wenn</i>:</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. <i>sie</i> aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen gewonnen wurden; 4. <i>sie</i> von den Organismen, gereinigt und chemisch definierbar sind; und..."
Kanton Aargau	Art. 7b Titel	<p>Titel: "Kennzeichnung bei vollständigem Verzicht auf die Anwendung der Gentechnik"</p>	<p>Einfacheren und geeigneteren Titel wählen: "Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt»"</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Da es bei Art. 7b ausschliesslich um die Verwendung des Hinweises "ohne Gentechnik hergestellt" geht und diese Angabe nicht obligatorisch ist, ist es einfacher und transparenter, direkt folgenden Titel zu übernehmen: "Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt»".</p> <p>So weiss man von vornherein, worauf sich der ganze Artikel konkret bezieht.</p>	
Kanton Aargau	Art. 7b Abs. 2	<p>Aufgrund des Wortlautes ist nicht klar, was damit ausgesagt werden soll.</p> <p>Nach Interpretation der aktuellen Fassung (Art. 7 Abs. 8 Bst. c) müssen <i>gleichartige</i> Lebensmittel, Zusatzstoffe etc. als GVO bewilligt worden sein. Dies geht beim Revisionsvorschlag nicht mehr hervor. Deshalb ist der Begriff "gleichartig" beim ersten Satz zu ergänzen.</p> <p>Für Analyseexperten ist nicht immer klar, was mit dem Begriff "gleichartig" gemeint ist. Der Begriff "gleichartig" könnte künftig bei bestimmten Fällen zu Interpretationsschwierigkeiten führen. In der USA sind beispielsweise GVO-Pflaumen zugelassen. Es stellt sich bei diesem Beispiel die Frage, ob nun die Zwetschgen, eine Unterart der Pflaume, auch als gleichartig angesehen werden können. In diesem Sinne wäre eine Präzisierung des Begriffes "gleichartig" bei Lebensmitteln sinnvoll.</p> <p>Auch ist im Gegensatz zur aktuellen Fassung (Art. 7 Abs. 8 Bst. c Ziffer 2) nicht mehr nachvollziehbar, was beim Revisionsvorschlag mit Buchstabe b ausgedrückt werden soll. Gemäss Rücksprache mit dem BLV bezieht sich Buchstabe b</p>	<p>Umformulierung im Sinne der aktuellen Fassung. Beispielsweise:</p> <p>"Der Hinweis darf nur verwendet werden, wenn (<i>botanisch</i>) <i>gleichartige</i> Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe oder Mikroorganismen gemäss Absatz 1 Buchstaben a und b e. nach Artikel 22 LGV bewilligt worden sind; oder f. <i>nach schweizerischem Recht mit landwirtschaftlichen Hilfsstoffen oder landwirtschaftlichen Ausgangsprodukten produziert werden dürfen, die gentechnisch veränderte Organismen sind, solche enthalten oder daraus gewonnen wurden.</i>"</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>ausschliesslich auf landwirtschaftliche Hilfsstoffe und landwirtschaftliche Ausgangsprodukte, während sich Buchstabe a ausschliesslich auf Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe und Mikroorganismen bezieht.</p> <p>Damit eine richtige Interpretation möglich wird, sollte der Absatz im Sinne der aktuellen Fassung umformuliert werden.</p>	
Kanton Aargau	Art. 7b Abs. 3	<p>Der Ausdruck "zusammengesetzte Lebensmittel" sollte zum besseren Verständnis ergänzt werden.</p> <p>Verarbeitungshilfsstoffe: Unter Art. 7b Abs. 3 werden die bei der Herstellung des zusammengesetzten Lebensmittels eingesetzten Verarbeitungshilfsstoffe nicht erfasst.</p> <p>Verarbeitungshilfsstoffe gelten lebensmittelrechtlich nicht als Zutat (Art. 3 Lebensmittelgesetz). Verarbeitungshilfsstoffe sind deshalb separat unter Art. 7b Abs. 3 aufzuführen.</p>	<p>Präzisierung des Ausdrucks "zusammengesetzte Lebensmittel". Beispielsweise: <i>"Aus mehreren Zutaten zusammengesetzte Lebensmittel..."</i></p> <p>Ergänzung der Verarbeitungshilfsstoffe im Sinne von: <i>"d. die Verarbeitungshilfsstoffe die Anforderungen nach Absatz 1 erfüllen."</i></p>
Kanton Aargau	Art. 7b Abs. 5	<p>"Die Gestaltung des Hinweises muss, namentlich bezüglich Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, einheitlich sein".</p> <p>Es geht nicht klar hervor, worauf sich diese Vorschrift bezieht. Es kann damit die einheitliche Gestaltung des Hinweises im Vergleich zu anderen Kennzeichnungsvorschriften gemeint sein wie Zutaten etc. Laut Rücksprache mit dem BLV dürfen keine Wörter innerhalb des Hinweises hervorgehoben werden (beispielsweise Hervorhebung "ohne Gen").</p>	<p>Die Vorschrift ist klarer zu formulieren. Beispielsweise: "Einzelne Teile des Hinweises dürfen namentlich nicht durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp hervorgehoben werden." oder "Das Hervorheben einzelner Teile des Hinweises, namentlich durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, ist verboten." oder</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
			"Alle Begriffe des Hinweises müssen in derselben Schriftgrösse, Farbe sowie im selben Schrifttyp angebracht werden."
Kanton Aargau	Art. 7c	<p>Auf den gesamten Art. 7c ist gemäss den Ausführungen unter den allgemeinen Bemerkungen zu verzichten (Täuschungsaspekt, Kontrollaufwand etc.). Es sollte auch bei den tierischen Lebensmitteln (Primärprodukte und insbesondere zusammengesetzte Lebensmittel tierischer Herkunft) nur der strengere Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" mit den entsprechenden Anforderungen möglich sein.</p> <p>Der vorgeschlagene Art. 7c ist in dieser Form nicht umsetzbar. Art. 7c enthält nebst den unter den allgemeinen Bemerkungen erwähnten Punkten auch sonst viele Schwachstellen. Weitere nicht abschliessende Beispiele:</p> <p>Art. 7c Abs. 1 Bst. a: Der <i>Verweis auf Art. 3 Abs. 1 und 2 der Futtermittel-Verordnung FMV fehlt</i> (wie "keine Futtermittel und Stoffe nach Art. 3 Abs. 1 und 2 der FMV"). Es ist nicht klar, was mit dem Begriff "Futtermittelzusätze" gemeint ist (auch Futtermittelzusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe, Trägerstoffe sowie Kokzidiostatika und Histomonostatika?). Der Begriff ist nach Art. 3 FMV nicht üblich. Die Verarbeitungshilfsstoffe und Trägerstoffe von Futtermitteln wären einzuschliessen. Gerade Trägerstoffe von Futtermittelzusatzstoffen könnten beispielsweise aus GVO-Mais gewonnen worden sein.</p> <p>Art. 7c Abs. 1 Bst. b: Es geht nicht hervor, auf welchen Artikel sich der <i>Verweis auf die FMV betreffend der Schwellenwerte für unbeabsichtigte oder technisch unvermeidbare Vermischungen</i> bezieht (Art.</p>	Art. 7 c Abs. 1 bis 5 ersatzlos streichen.

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>66 Abs. 2 und Art. 68 FMV?). Dies erschwert die Interpretation.</p> <p>Art. 7c Abs. 2: Unklarer Begriff analog Art. 7c Abs. 1 Bst. a. Wenn ein Bauer bei der Fütterung seiner Tiere konventionelle Futtermittel einsetzt, für welche es parallel dazu keine gleichartigen in der Schweiz zulässigen GVO-Futtermittel gibt, wäre der vorgesehene Hinweis gemäss vorgeschlagenem Abs. 2 nicht erlaubt. Wäre dies im Sinne des Konsumenten?</p> <p>Art. 7c Abs. 3: Der <i>Wortlaut</i> des Hinweises "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" macht bei aus mehreren Zutaten zusammengesetzten Lebensmitteln (Fleischerzeugnisse, Fruchtjoghurts etc.) keinen Sinn und ist missverständlich. Bei der Herstellung des Fertigproduktes werden ja von den Milch- oder Fleischverarbeitern keine Futtermittel eingesetzt. Wie bei Art. 7b Abs. 3 werden auch hier die bei der Herstellung eingesetzten <i>Verarbeitungshilfsstoffe</i> nicht erfasst. Der Einsatz von GVO-Verarbeitungshilfsstoffen (wie bewilligtes GVO-Labenzym) bei der Käseherstellung wäre somit erlaubt, was nicht nachvollziehbar ist.</p> <p>Art. 7c Abs. 5 analog Art. 7b Abs. 5.</p> <p>Und zum Schluss noch folgende Überlegung: Ob die ungenügend transparente Auslobung "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" auf tierischen Lebensmitteln wie Milch der Schweizer Landwirtschaft überhaupt nützen würde, wird in Frage gestellt. Möglicherweise würde mit der Zeit ein Grossteil der Konsumentenschaft automatisch davon ausgehen, dass beim Fehlen eines solchen</p>	

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		Hinweises bei Schweizer Milch, Fleisch, Eiern etc. im Rahmen der Produktion generell gentechnisch veränderte Futterpflanzen / Futtermittel eingesetzt würden. Dies könnte der Schweizer Landwirtschaft unter Umständen sogar schaden.	
Kanton Thurgau	Art. 7 Abs. 2	Die redaktionelle Anpassung „ <i>wenn sie als solche an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden</i> “ schafft Unklarheit. Verarbeitungshilfsstoffe werden in der Regel nicht direkt an Konsumentinnen oder Konsumenten abgegeben. Auch bei der Abgabe an Produzenten muss eine unmissverständliche Information sicher gestellt werden.	Aktuell geltende Fassung von Art. 7 Abs. 2 beibehalten.
Kanton Thurgau	Art. 7 Abs. 3	Der Begriff „ <i>genetisch verändert</i> “ wird falsch verwendet. Alle züchterisch bearbeiteten Organismen sind genetisch verändert. Die redaktionelle Anpassung „ <i>wenn sie als solche an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden</i> “ schafft Unklarheit. Verarbeitungshilfsstoffe werden in der Regel nicht direkt an Konsumentinnen oder Konsumenten abgegeben. Auch bei der Abgabe an Produzenten muss eine unmissverständliche Information sicher gestellt werden.	<i>Lebensmittel, [...], sind mit dem Hinweis „genetechnisch verändert“ zu kennzeichnen.</i> Aktuell geltende Fassung von Art. 7 Abs. 3 beibehalten.
Kanton Thurgau	Art. 7b Abs. 2	Gemäss der aktuell geltenden Verordnung darf der Hinweis nur verwendet werden, wenn gleichartige Lebensmittel, Zusatzstoffe etc. bewilligt sind oder nach Schweizer Recht verwendet werden dürfen. In den Erläuterungen wird das Adjektiv „ <i>entsprechend</i> “ verwendet. Für die Verständlichkeit ist eine Ergänzung notwendig, in der vorgeschlagenen Fassung fehlt aber ein Adjektiv.	Der Hinweis darf nur verwendet werden, wenn <i>entsprechende</i> Lebensmittel, Zusatzstoffe, [...]:
Kanton Thurgau	Art. 7b Abs. 2 Bst. b	Diese Bestimmung ist in der vorliegenden Fassung nicht mehr eindeutig und es wird nicht klar, worauf sie sich bezieht.	Formulierung gemäss aktuell geltender Fassung von Art. 7 Abs. 8 Bst. c Ziff. 2.

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		Die Formulierung in der aktuell geltenden Fassung von Art. 7 Abs. 8 Bst. c Ziff. 2 ist klarer und deshalb beizubehalten.	
Kanton Thurgau	Art. 7b Abs. 3 Bst. a	Die Grenze von 75 Massenprozent ist zu tief angesetzt. So werden die Konsumentinnen und Konsumenten über die tatsächliche Beschaffenheit des Produkts getäuscht.	a. der Anteil der Summe der Zutaten, [...], am Enderzeugnis mindestens <i>90 Massenprozent</i> beträgt;
Kanton Thurgau	Art. 7b Abs. 3 Bst. d (neu)	Die Verarbeitungshilfsstoffe werden unter Absatz 3 nicht erfasst. Es ist davon auszugehen, dass dies nicht dem Willen des Gesetzgebers entspricht (vgl. Absatz 1). Art. 7b Abs. 3 ist daher mit Bst. d zu ergänzen.	d. <i>die eingesetzten Verarbeitungshilfsstoffe die Anforderungen nach Absatz 1 erfüllen.</i>
Conseil d'Etat du canton de Vaud		Cette disposition signifie qu'un produit déclaré "sans recours au génie génétique" peut contenir jusqu'à 0,9% d'OGM. Ceci reviendrait à informer le consommateur de manière tronquée, dans un contexte où celui-ci cherche précisément à être informé. L'expérience montre qu'un seuil de 0,1% pourrait être parfaitement adéquat, et correspondrait à une contamination techniquement inévitable qui pourrait parfaitement être admise par le consommateur. Il s'agit d'aller au plus loin vers la clarification du régime d'étiquetage pour celui-ci.	c. qu'aucun ingrédient ne contient plus de 0,1% d'OGM ou de matériel issu d'OGM
Conseil d'Etat, Neuchâtel			
Conseil d'Etat, Neuchâtel			
Conseil d'Etat, Neuchâtel		A l'occasion de cette révision, il serait souhaitable de retenir un seuil de concentration maximal inférieur. En l'état, le projet n'apporte aucune amélioration qualitative pour le consommateur. Un seuil de concentration massique maximal en OGM de 0,1%, nous apparaît être une solution adéquate.	b. ...exceptés; c. lorsqu'aucun ingrédient ne contient ce matériel à une concentration massique supérieur à 0,1% (à l'exception des micro-organismes visés à l'art. 7, al. 3); et d. lorsqu'il peut être prouvé que les mesures appropriées ont été prises pour prévenir la présence d'un tel matériel dans l'ingrédient.

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Conseil d'Etat, Neuchâtel		<p>Selon l'alinéa 1, l'indication est applicable pour la viande, le poisson, les œufs et le miel, ainsi que pour les produits dérivés. Il faudrait limiter cette possibilité aux produits primaires. Le contrôle de la traçabilité pour les produits transformés sera pratiquement impossible.</p> <p>L'alinéa 3 ne devrait concerner que les produits primaires. L'expression "produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées" n'a pas de sens pour les denrées alimentaires composées de plusieurs ingrédients (produits à base de viande, yoghurts aux fruits, etc..) et peut prêter à confusion.</p> <p>Sur la base des modification proposées pour l'article 7c al. 1 et 3, l'alinéa 4 n'est plus nécessaire.</p>	<p>Modifier l'al. 1 afin de restreindre son application aux produits primaires tels que la viande, le poisson, le lait, les œufs et le miel.</p> <p>Modifier l'alinéa 3 pour qu'il ne concerne que les produits primaires: viande, poisson, lait, œufs et miel.</p> <p>Supprimer l'alinéa 4.</p>
Conseil d'Etat, Neuchâtel		Même si l'alinéa 2 vise à respecter les principes généraux de protection contre la tromperie, il n'est pas à l'avantage du consommateur qui ne saura pas si une denrée sans déclaration n'en porte pas pour cause d'alimentation OGM ou d'inexistence d'alimentation OGM autorisée.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz VKCS	Art. 7 Abs. 2	<p>Kennzeichnung von GVO-Verarbeitungshilfsstoffen: Aufgrund der Ergänzung müssen GVO-Verarbeitungshilfsstoffe als solche nur noch gekennzeichnet werden, wenn sie direkt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden. Die Ergänzung "wenn sie als solche <i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i> abgegeben werden" führt zur Verwirrung und ist nicht nachvollziehbar. Sie ist im Sinne der Transparenz nicht förderlich.</p> <p>Verarbeitungshilfsstoffe werden in der Regel nicht direkt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben, sondern an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln. Auch in diesem</p>	<p>Aktuelle Fassung beibehalten.</p> <p>Die Ergänzung "<i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i>" streichen.</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Fall sollte eine Kennzeichnung der Verarbeitungshilfsstoffe hinsichtlich GVO nach wie vor vorgeschrieben sein. Art. 24 Abs. 1 LGV reicht zur Wahrnehmung der Selbstkontrolle durch die Verarbeiter nicht aus. Die vorgesehene unterschiedliche Handhabung der Kennzeichnung unter Art. 7 Abs. 1, 2 und 3 ist nicht nachvollziehbar (auch nicht unter Einbezug von Art. 24 Abs. 1 LGV).</p> <p>Auf die Ergänzung ist im Sinne der Klarheit und Transparenz zu verzichten.</p>	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz VKCS	Art. 7 Abs. 3	<p>Kennzeichnung von GVO-Mikroorganismen: Die Ergänzung "an die Konsumentinnen und Konsumenten" führt zur Verwirrung und ist nicht angebracht.</p> <p>Mikroorganismen werden als solche häufig direkt an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln abgegeben. Auch in diesem Fall ist eine Kennzeichnung der Mikroorganismen hinsichtlich GVO angezeigt. Produzenten, die Mikroorganismen einsetzen, müssen wissen, wenn es sich um GVO-Erzeugnisse handelt. Durch die Kennzeichnung können die rechtlichen Pflichten besser wahrgenommen werden (wie Selbstkontrolle). Auch dann, wenn es beispielsweise um die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" geht. Mikroorganismen werden in Art. 24 LGV nicht separat erwähnt. Siehe auch Ausführungen unter Art. 7 Abs. 2.</p>	<p>Aktuelle Fassung beibehalten.</p> <p>Die Ergänzung "<i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i>" streichen.</p>
Verband der Kantonschemiker der Schweiz VKCS	Art. 7a Bst. b	In Analogie zu Art. 7a Bst. a und zum aktuellen Art. 7 Abs. 7bis VGVL ist es angebracht, den Änderungsvorschlag rechts zu übernehmen. Die Angaben unter Art. 7a sind auf diese Weise einheitlich aufgebaut, was die Lesbarkeit und die Interpretation erleichtert.	<p>Anpassungsvorschlag analog Art. 7a Bst. a und aktueller Fassung: "bei Lebensmitteln, Zusatzstoffen und Verarbeitungshilfsstoffen, <i>wenn</i>:</p> <ol style="list-style-type: none"> 5. <i>sie</i> aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen gewonnen wurden; 6. <i>sie</i> von den Organismen, gereinigt und chemisch definierbar sind; und..."

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Verband der Kantonschemiker der Schweiz VKCS	Art. 7b Titel	<p>Titel: "Kennzeichnung bei vollständigem Verzicht auf die Anwendung der Gentechnik"</p> <p>Da es bei Art. 7b ausschliesslich um die Verwendung des Hinweises "ohne Gentechnik hergestellt" geht und diese Angabe nicht obligatorisch ist, ist es einfacher und transparenter, direkt folgenden Titel zu übernehmen: "Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt»".</p> <p>So weiss man von vornherein, worauf sich der ganze Artikel konkret bezieht.</p>	Einfacheren und geeigneteren Titel wählen: "Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt»"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz VKCS	Art. 7b Abs.1 Bst c	<p>Bei der Aufschrift "ohne Gentechnik hergestellt" ist die Erwartung bei Konsumentinnen und Konsumenten sehr hoch (in der Regel Nulltoleranz). Eine Nulltoleranz ist mit einem verhältnismässigen Aufwand jedoch technologisch kaum erreichbar, auch wenn eine gute Herstellungspraxis (GHP) eingehalten wird. Eine Toleranz von 0,9 Massenprozent ist gleich hoch wie für Produkte, die nach Art. 7a Bst. a nicht gekennzeichnet werden müssen.</p> <p>Die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" gibt dem Produkt jedoch einen Mehrwert. Daher sollte die Grenze der maximalen GVO-Kontamination (unbeabsichtigter Spuren) bei einer Auslobung tiefer angesetzt werden. Als verhältnismässig und gut erreichbar wird ein Anteil von maximal 0,1 Massenprozent bezogen auf die Zutat erachtet.</p> <p>0,1 Massenprozent wird auch in anderen Fällen als Schwellenwert angewendet. Als vergleichbares Beispiel sei das Informationsschreiben 174 erwähnt: Bei Fleischwaren mit der Auslobung "frei von x-Fleisch" wird maximal ein Fremdfleischanteil von 0,1 % bezogen auf den Fleischanteil akzeptiert.</p>	<p>Die Grenze für die GVO-Kontamination der Zutaten sollte beim Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" aufgrund der hohen Erwartungshaltung der Konsumentenschaft und im Sinne eines Mehrwertes tiefer als 0,9 Massenprozent angesetzt werden:</p> <p>Anpassungsvorschlag: <i>"c. keine Zutat mehr als 0,1 Massenprozent Material aufweist, welches ein GVO ist, solches enthält oder daraus gewonnen wurde (ausgenommen Mikroorganismen nach Artikel 7 Absatz 3); und belegt werden kann, dass geeignete Massnahmen ergriffen wurden, um das Vorhandensein solchen GVO-Materials in der Zutat zu vermeiden."</i></p>
Verband der Kantonschemiker der Schweiz VKCS	Art. 7b Abs. 2	Aufgrund des Wortlautes ist nicht klar, was damit ausgesagt werden soll.	Umformulierung im Sinne der aktuellen Fassung. Beispielsweise:

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Nach Interpretation der aktuellen Fassung (Art. 7 Abs. 8 Bst. c) müssen <i>gleichartige</i> Lebensmittel, Zusatzstoffe etc. als GVO bewilligt worden sein. Dies geht beim Revisionsvorschlag nicht mehr hervor. Deshalb ist der Begriff "gleichartig" beim ersten Satz zu ergänzen.</p> <p>Für Analyseexperten ist nicht immer klar, was mit dem Begriff "gleichartig" gemeint ist. Der Begriff "gleichartig" könnte künftig bei bestimmten Fällen zu Interpretationsschwierigkeiten führen. In der USA sind beispielsweise GVO-Pflaumen zugelassen. Es stellt sich bei diesem Beispiel die Frage, ob nun die Zwetschgen, eine Unterart der Pflaume, auch als gleichartig angesehen werden können. In diesem Sinne wäre eine Präzisierung des Begriffes "gleichartig" bei Lebensmitteln sinnvoll.</p> <p>Auch ist im Gegensatz zur aktuellen Fassung (Art. 7 Abs. 8 Bst. c Ziffer 2) nicht mehr nachvollziehbar, was beim Revisionsvorschlag mit Buchstabe b ausgedrückt werden soll. Gemäss Rücksprache mit dem BLV bezieht sich Buchstabe b ausschliesslich auf landwirtschaftliche Hilfsstoffe und landwirtschaftliche Ausgangsprodukte, während sich Buchstabe a ausschliesslich auf Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe und Mikroorganismen bezieht.</p> <p>Damit eine richtige Interpretation möglich wird, sollte der Absatz im Sinne der aktuellen Fassung umformuliert werden.</p>	<p>"Der Hinweis darf nur verwendet werden, wenn (<i>botanisch</i>) <i>gleichartige</i> Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe oder Mikroorganismen gemäss Absatz 1 Buchstaben a und b g. nach Artikel 22 LGV bewilligt worden sind; oder h. <i>nach schweizerischem Recht mit landwirtschaftlichen Hilfsstoffen oder landwirtschaftlichen Ausgangsprodukten produziert werden dürfen, die gentechnisch veränderte Organismen sind, solche enthalten oder daraus gewonnen wurden.</i>"</p>
Verband der Kantonschemiker der Schweiz VKCS	Art. 7b Abs. 3	Der Ausdruck "zusammengesetzte Lebensmittel" sollte zum besseren Verständnis ergänzt werden.	Präzisierung des Ausdrucks "zusammengesetzte Lebensmittel". Beispielsweise: "Aus mehreren Zutaten zusammengesetzte Lebensmittel..."

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		Verarbeitungshilfsstoffe: Unter Art. 7b Abs. 3 werden die bei der Herstellung des zusammengesetzten Lebensmittels eingesetzten Verarbeitungshilfsstoffe nicht erfasst. Verarbeitungshilfsstoffe gelten lebensmittelrechtlich nicht als Zutat (Art. 3 Lebensmittelgesetz). Verarbeitungshilfsstoffe sind deshalb separat unter Art. 7b Abs. 3 aufzuführen.	Ergänzung der Verarbeitungshilfsstoffe im Sinne von: <i>"d. die Verarbeitungshilfsstoffe die Anforderungen nach Absatz 1 erfüllen."</i>
Verband der Kantonschemiker der Schweiz VKCS	Art. 7b Abs. 5	"Die Gestaltung des Hinweises muss, namentlich bezüglich Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, einheitlich sein". Es geht nicht klar hervor, worauf sich diese Vorschrift bezieht. Es kann damit die einheitliche Gestaltung des Hinweises im Vergleich zu anderen Kennzeichnungsvorschriften gemeint sein wie Zutaten etc. Laut Rücksprache mit dem BLV dürfen keine Wörter innerhalb des Hinweises hervorgehoben werden (beispielsweise Hervorhebung "ohne Gen").	Die Vorschrift ist klarer zu formulieren. Beispielsweise: "Einzelne Teile des Hinweises dürfen namentlich nicht durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp hervorgehoben werden." oder "Das Hervorheben einzelner Teile des Hinweises, namentlich durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, ist verboten." oder "Alle Begriffe des Hinweises müssen in derselben Schriftgrösse, Farbe sowie im selben Schrifttyp angebracht werden."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz VKCS	Art. 7c	Auf den gesamten Art. 7c ist gemäss den Ausführungen unter den allgemeinen Bemerkungen zu verzichten (Täuschungsaspekt, Kontrollaufwand etc.). Es sollte auch bei den tierischen Lebensmitteln (Primärprodukte und insbesondere zusammengesetzte Lebensmittel tierischer Herkunft) nur der strengere Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" mit den entsprechenden Anforderungen möglich sein.	Art. 7 c Abs. 1 bis 5 ersatzlos streichen.
Kanton Glarus, Interkantonaales Labor	Art. 7 Abs. 2	Aufgrund der Ergänzung müssen GVO-Verarbeitungshilfsstoffe als solche nur noch gekennzeichnet werden, wenn sie direkt an Konsumenten abgegeben werden. Verarbeitungshilfsstoffe werden in der Regel nicht direkt an Konsumenten abgegeben, sondern an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln. Auch in diesem Fall sollte	Aktuelle Fassung beibehalten. Die Ergänzung " <i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i> " streichen.

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		eine Kennzeichnung der Verarbeitungshilfsstoffe hinsichtlich GVO nach wie vor vorgeschrieben sein.	
Kanton Glarus, Interkantonaales Labor	Art. 7 Abs. 3	Aufgrund der Ergänzung müssen GVO-Mikroorganismen als solche nur noch gekennzeichnet werden, wenn sie direkt an Konsumenten abgegeben werden. Mikroorganismen werden in der Regel nicht direkt an Konsumenten abgegeben, sondern an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln. Auch in diesem Fall ist eine Kennzeichnung der Mikroorganismen hinsichtlich GVO angezeigt. Produzenten, die Mikroorganismen einsetzen, müssen wissen, wenn es sich um GVO-Erzeugnisse handelt.	Aktuelle Fassung beibehalten. Die Ergänzung " <i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i> " streichen.
Kanton Glarus, Interkantonaales Labor	Art. 7b Titel	Titel "Kennzeichnung bei vollständigem Verzicht auf die Anwendung der Gentechnik" ändern.	Titel: Anforderungen für den Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt"
Kanton Glarus, Interkantonaales Labor	Art 7b und Art. 7c	Art. 7b und Art. 7c sind neu so zu formulieren, dass Lebensmittel tierischer Herkunft das Label "ohne Gentechnik hergestellt" tragen können, wenn deren Produktion die Bedingungen des in der Revision vorgeschlagenen Artikel 7c erfüllen.	Anpassung Artikel 7b und 7c
Kanton Glarus, Interkantonaales Labor	Art. 7b Abs. 2	Im Art. 7 Abs. 8 Bst. c der aktuellen Fassung heisst es " gleichartige Lebensmittel, Zusatzstoffe etc. müssen als GVO bewilligt worden sein", damit der Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" verwendet werden kann. Der Wortteil "gleichartige" geht aus dem Revisionsvorschlag Art. 7b Abs. 2 nicht mehr hervor. Der Satz ist diesbezüglich zu ergänzen.	Umformulierung im Sinne der aktuellen Fassung. ² "Der Hinweis darf nur verwendet werden, wenn gleichartige Lebensmittel....."

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Kanton Glarus, Interkantonaies Labor	Art. 7b Abs. 3	<p>Unter Art. 7b Abs. 3 werden die zur Herstellung zusammengesetzter Lebensmittel eingesetzten Verarbeitungshilfsstoffe nicht erfasst. Verarbeitungshilfsstoffe gelten lebensmittelrechtlich nicht als Zutat (Art. 3 Lebensmittelgesetz).</p> <p>Verarbeitungshilfsstoffe sind separat unter Art. 7b Abs. 3 aufzuführen.</p>	<p>Ergänzung der Verarbeitungshilfsstoffe im Sinne von:</p> <p><i>"d. die Verarbeitungshilfsstoffe die Anforderungen nach Absatz 1 erfüllen."</i></p>
Lebensmittelkontrolle Kanton Solothurn, LMK SO	Art. 7 Abs. 2	<p>Kennzeichnung von GVO-Verarbeitungshilfsstoffen: Aufgrund der Ergänzung müssen GVO-Verarbeitungshilfsstoffe als solche nur noch gekennzeichnet werden, wenn sie direkt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden. Die Ergänzung "wenn sie als solche <i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i> abgegeben werden" führt zur Verwirrung und ist nicht nachvollziehbar. Sie ist im Sinne der Transparenz nicht förderlich.</p> <p>Verarbeitungshilfsstoffe werden in der Regel nicht direkt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben, sondern an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln. Auch in diesem Fall sollte eine Kennzeichnung der Verarbeitungshilfsstoffe hinsichtlich GVO nach wie vor vorgeschrieben sein. Art. 24 Abs. 1 LGV reicht zur Wahrnehmung der Selbstkontrolle durch die Verarbeiter nicht aus. Die vorgesehene unterschiedliche Handhabung der Kennzeichnung unter Art. 7 Abs. 1, 2 und 3 ist nicht nachvollziehbar (auch nicht unter Einbezug von Art. 24 Abs. 1 LGV).</p> <p>Auf die Ergänzung ist im Sinne der Klarheit und Transparenz zu verzichten.</p>	<p>Aktuelle Fassung beibehalten.</p> <p>Die Ergänzung "<i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i>" streichen.</p>
Lebensmittelkontrolle Kanton Solothurn, LMK SO	Art. 7 Abs. 3	<p>Kennzeichnung von GVO-Mikroorganismen: Die Ergänzung "<i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i>" führt zur Verwirrung und ist nicht angebracht.</p>	<p>Aktuelle Fassung beibehalten.</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Mikroorganismen werden als solche häufig direkt an Produzenten / Verarbeiter von Lebensmitteln abgegeben. Auch in diesem Fall ist eine Kennzeichnung der Mikroorganismen hinsichtlich GVO angezeigt. Produzenten, die Mikroorganismen einsetzen, müssen wissen, wenn es sich um GVO-Erzeugnisse handelt. Durch die Kennzeichnung können die rechtlichen Pflichten besser wahrgenommen werden (wie Selbstkontrolle). Auch dann, wenn es beispielsweise um die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" geht. Mikroorganismen werden in Art. 24 LGV nicht separat erwähnt. Siehe auch Ausführungen unter Art. 7 Abs. 2.</p>	<p>Die Ergänzung "<i>an die Konsumentinnen und Konsumenten</i>" streichen.</p>
<p>Lebensmittelkontrolle Kanton Solothurn, LMK SO</p>	<p>Art. 7a Bst. b</p>	<p>In Analogie zu Art. 7a Bst. a und zum aktuellen Art. 7 Abs. 7bis VGVL ist es angebracht, den Änderungsvorschlag rechts zu übernehmen. Die Angaben unter Art. 7a sind auf diese Weise einheitlich aufgebaut, was die Lesbarkeit und die Interpretation erleichtert.</p>	<p>Anpassungsvorschlag analog Art. 7a Bst. a und aktueller Fassung: "bei Lebensmitteln, Zusatzstoffen und Verarbeitungshilfsstoffen, <i>wenn</i>: 7. <i>sie</i> aus gentechnisch veränderten Mikroorganismen gewonnen wurden; 8. <i>sie</i> von den Organismen, gereinigt und chemisch definierbar sind; und..."</p>
<p>Lebensmittelkontrolle Kanton Solothurn, LMK SO</p>	<p>Art. 7b Titel</p>	<p>Titel: "Kennzeichnung bei vollständigem Verzicht auf die Anwendung der Gentechnik"</p> <p>Da es bei Art. 7b ausschliesslich um die Verwendung des Hinweises "ohne Gentechnik hergestellt" geht und diese Angabe nicht obligatorisch ist, ist es einfacher und transparenter, direkt folgenden Titel zu übernehmen: "Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt»". So weiss man von vornherein, worauf sich der ganze Artikel konkret bezieht.</p>	<p>Einfacheren und geeigneteren Titel wählen: "Hinweis «ohne Gentechnik hergestellt»"</p>
<p>Lebensmittelkontrolle Kanton Solothurn, LMK SO</p>	<p>Art. 7b Abs.1 Bst c</p>	<p>Bei der Aufschrift "ohne Gentechnik hergestellt" ist die Erwartung bei Konsumentinnen und Konsumenten sehr hoch (in</p>	<p>Die Grenze für die GVO-Kontamination der Zutaten sollte beim Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" aufgrund der hohen Erwartungshaltung der</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>der Regel Nulltoleranz). Eine Nulltoleranz ist mit einem verhältnismässigem Aufwand jedoch technologisch kaum erreichbar, auch wenn eine gute Herstellungspraxis (GHP) eingehalten wird. Eine Toleranz von 0,9 Massenprozent ist gleich hoch wie für Produkte, die nach Art. 7a Bst. a nicht gekennzeichnet werden müssen.</p> <p>Die Auslobung "ohne Gentechnik hergestellt" gibt dem Produkt jedoch einen Mehrwert. Daher sollte die Grenze der maximalen GVO-Kontamination (unbeabsichtigter Spuren) bei einer Auslobung tiefer angesetzt werden. Als verhältnismässig und gut erreichbar wird ein Anteil von maximal 0,1 Massenprozent bezogen auf die Zutat erachtet.</p> <p>0,1 Massenprozent wird auch in anderen Fällen als Schwellenwert angewendet. Als vergleichbares Beispiel sei das Informationsschreiben 174 erwähnt: Bei Fleischwaren mit der Auslobung "frei von x-Fleisch" wird maximal ein Fremdfleischanteil von 0,1 % bezogen auf den Fleischanteil akzeptiert.</p>	<p>Konsumentenschaft und im Sinne eines Mehrwertes tiefer als 0,9 Massenprozent angesetzt werden:</p> <p>Anpassungsvorschlag: <i>"c. keine Zutat mehr als 0,1 Massenprozent Material aufweist, welches ein GVO ist, solches enthält oder daraus gewonnen wurde (ausgenommen Mikroorganismen nach Artikel 7 Absatz 3); und belegt werden kann, dass geeignete Massnahmen ergriffen wurden, um das Vorhandensein solcher GVO-Materials in der Zutat zu vermeiden."</i></p>
Lebensmittelkontrolle Kanton Solothurn, LMK SO	Art. 7b Abs. 2	<p>Aufgrund des Wortlautes ist nicht klar, was damit ausgesagt werden soll.</p> <p>Nach Interpretation der aktuellen Fassung (Art. 7 Abs. 8 Bst. c) müssen <i>gleichartige</i> Lebensmittel, Zusatzstoffe etc. als GVO bewilligt worden sein. Dies geht beim Revisionsvorschlag nicht mehr hervor. Deshalb ist der Begriff "gleichartig" beim ersten Satz zu ergänzen.</p> <p>Für Analyseexperten ist nicht immer klar, was mit dem Begriff "gleichartig" gemeint ist. Der Begriff "gleichartig" könnte künftig bei bestimmten Fällen zu Interpretationsschwierigkeiten führen. In der USA sind beispielsweise GVO-Pflaumen zugelassen. Es stellt sich bei diesem Beispiel die Frage, ob nun</p>	<p>Umformulierung im Sinne der aktuellen Fassung. Beispielsweise:</p> <p>"Der Hinweis darf nur verwendet werden, wenn (<i>botanisch</i>) <i>gleichartige</i> Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe oder Mikroorganismen gemäss Absatz 1 Buchstaben a und b</p> <ul style="list-style-type: none"> i. nach Artikel 22 LGV bewilligt worden sind; oder j. nach <i>schweizerischem Recht mit landwirtschaftlichen Hilfsstoffen oder landwirtschaftlichen Ausgangsprodukten produziert werden dürfen, die gentechnisch veränderte Organismen sind, solche enthalten oder daraus gewonnen wurden.</i>"

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>die Zwetschgen, eine Unterart der Pflaume, auch als gleichartig angesehen werden können. In diesem Sinne wäre eine Präzisierung des Begriffes "gleichartig" bei Lebensmitteln sinnvoll.</p> <p>Auch ist im Gegensatz zur aktuellen Fassung (Art. 7 Abs. 8 Bst. c Ziffer 2) nicht mehr nachvollziehbar, was beim Revisionsvorschlag mit Buchstabe b ausgedrückt werden soll. Gemäss Rücksprache mit dem BLV bezieht sich Buchstabe b ausschliesslich auf landwirtschaftliche Hilfsstoffe und landwirtschaftliche Ausgangsprodukte, während sich Buchstabe a ausschliesslich auf Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe und Mikroorganismen bezieht.</p> <p>Damit eine richtige Interpretation möglich wird, sollte der Absatz im Sinne der aktuellen Fassung umformuliert werden.</p>	
Lebensmittelkontrolle Kanton Solothurn, LMK SO	Art. 7b Abs. 3	<p>Der Ausdruck "zusammengesetzte Lebensmittel" sollte zum besseren Verständnis ergänzt werden.</p> <p>Verarbeitungshilfsstoffe: Unter Art. 7b Abs. 3 werden die bei der Herstellung des zusammengesetzten Lebensmittels eingesetzten Verarbeitungshilfsstoffe nicht erfasst. Verarbeitungshilfsstoffe gelten lebensmittelrechtlich nicht als Zutat (Art. 3 Lebensmittelgesetz). Verarbeitungshilfsstoffe sind deshalb separat unter Art. 7b Abs. 3 aufzuführen.</p>	<p>Präzisierung des Ausdrucks "zusammengesetzte Lebensmittel". Beispielsweise: "Aus mehreren Zutaten zusammengesetzte Lebensmittel..."</p> <p>Ergänzung der Verarbeitungshilfsstoffe im Sinne von: "d. die Verarbeitungshilfsstoffe die Anforderungen nach Absatz 1 erfüllen."</p>
Lebensmittelkontrolle Kanton Solothurn, LMK SO	Art. 7b Abs. 5	<p>"Die Gestaltung des Hinweises muss, namentlich bezüglich Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, einheitlich sein".</p> <p>Es geht nicht klar hervor, worauf sich diese Vorschrift bezieht. Es kann damit die einheitliche Gestaltung des Hinweises im Vergleich zu anderen Kennzeichnungsvorschriften gemeint</p>	<p>Die Vorschrift ist klarer zu formulieren. Beispielsweise: "Einzelne Teile des Hinweises dürfen namentlich nicht durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp hervorgehoben werden." oder</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		sein wie Zutaten etc. Laut Rücksprache mit dem BLV dürfen keine Wörter innerhalb des Hinweises hervorgehoben werden (beispielsweise Hervorhebung "ohne Gen").	"Das Hervorheben einzelner Teile des Hinweises, namentlich durch Schriftgrösse, Farbe und Schrifttyp, ist verboten." oder "Alle Begriffe des Hinweises müssen in derselben Schriftgrösse, Farbe sowie im selben Schrifttyp angebracht werden."
Lebensmittelkontrolle Kanton Solothurn, LMK SO	Art. 7c	Auf den gesamten Art. 7c ist gemäss den Ausführungen unter den allgemeinen Bemerkungen zu verzichten (Täuschungsaspekt, Kontrollaufwand etc.). Es sollte auch bei den tierischen Lebensmitteln (Primärprodukte und insbesondere zusammengesetzte Lebensmittel tierischer Herkunft) nur der strengere Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" mit den entsprechenden Anforderungen möglich sein.	Art. 7 c Abs. 1 bis 5 ersatzlos streichen.
Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren GSLI	Art. 1 Bst. b ^{bis}	Die Wörter "ganz oder teilweise" streichen, vgl. allgemeine Bemerkungen.	b ^{bis} die besondere Kennzeichnung und Anpreisung für Erzeugnisse, bei deren Herstellung auf die Anwendung der Gentechnik verzichtet wurde.
Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren GSLI	7b Abs. 2	Futterpflanzen sind einzuschliessen, vgl. allgemeine Bemerkungen	² Der Hinweis darf nur verwendet werden, wenn Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe, Mikroorganismen, Futterpflanzen, landwirtschaftliche Hilfsstoffe oder Ausgangsprodukte nach Absatz 1 Buchstaben a und b:
Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren GSLI	7b Abs. 6 (neu)	Der Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" (oder "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittel") soll als Synonym von "ohne Gentechnik hergestellt" für tierische Lebensmittel zugelassen werden.	⁶ Für tierische Lebensmittel darf der Hinweis "ohne Gentechnik hergestellt" durch den Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen (<i>oder besser "Futtermittel"</i>) ersetzt werden. Die Absätze 1 bis 5 gelten sinngemäss.
Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren GSLI	Art. 7c	Auf Sonderanforderungen, wonach im Futtermittel trotz des Hinweises "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futter-	ersatzlos streichen

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
spektorinnen und Lebensmittelinspektoren GSLI		pflanzen" Zusätze von gentechnisch veränderten Mikroorganismen zugelassen sein sollen, ist zu verzichten. Gegen den Hinweis "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" ist als Synonym für "ohne Gentechnik hergestellt" nichts einzuwenden. Art. 7c ist entsprechend ersatzlos zu streichen.	
Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektoren GSLI	Art. 7d Abs. 1	Als Folge der obigen Änderungen "7c" streichen.	Andere Hinweise als die Hinweise nach den Artikeln 7 und 7b sind unter Vorbehalt von Absatz 2 nicht zulässig.
Eidgenössische Fachkommission für biologische Sicherheit EFBS	7b, Abs. 2	Ohne erläuternden Bericht geht aus diesem Abs. 2 nicht klar hervor, dass die Deklaration „ohne Gentechnik hergestellt“ nur dann angewendet werden darf, wenn überhaupt entsprechende gentechnisch veränderte Produkte bewilligt und erhältlich sind.	Redaktionelle Überarbeitung des Absatzes, damit er selbsterklärend ist, analog zu Art. 7c, Abs. 2: Der Hinweis darf nur verwendet werden, wenn nach schweizerischem Recht gleichartige gentechnisch veränderte Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe, Mikroorganismen, landwirtschaftliche Hilfsstoffe oder Ausgangsprodukte verwendet werden dürfen und diese nach Art. 22 LGV bewilligt worden sind.
Eidgenössische Fachkommission für biologische Sicherheit EFBS	7b, Abs. 3	Es ist nicht selbstredend, woraus nun die 75% bestehen müssen und woraus die restlichen 25%.	Redaktionelle Überarbeitung des Absatzes, damit er selbsterklärend ist.
Eidgenössische Fachkommission für biologische Sicherheit EFBS	7c	Der Artikel ist ersatzlos zu streichen. Die Deklaration „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futtermittelpflanzen“ führt zu keinem Mehrwert für die Konsumenten. Im Gegenteil, aus Sicht der EFBS werden die Kon-	-

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		sumenten getäuscht, da bei der Produktion trotzdem beispielsweise gentechnisch erzeugte Vitamine und Aminosäuren verwendet worden sein können.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Art. 7b Abs. 3a	Die Festlegung der Summe der Zutaten, welche als "ohne Gentechnik hergestellt" ausgezeichnet werden können, ist mit 75% willkürlich festgelegt. Wir plädieren hier, sich an das kürzlich verabschiedete Swissness-Gesetz anzulehnen. Dort wurde ein Mindestanteil an Schweizer Rohstoffen von 80 Prozent festgelegt, damit die charakteristischen Eigenschaften gegeben sind.	...,am Enderzeugnis mindesten 80 Massenprozent beträgt;
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Art. 7c Abs. 1c	In der Verordnung fehlt eine Definition, wie lange die Nutztiere ohne gentechnisch verändertes Futter gehalten werden mussten, damit sie die Anforderungen für die Auslobung erfüllen. Hier müssen also noch ergänzend Fristen festgehalten werden, dabei können allenfalls die Richtlinien von Bio-Suisse als Grundlage dienen.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Art. 7c Abs.2	Im Gegensatz zu den allgemeinen Kennzeichnungsvorschriften erachten wir es bei den Futtermitteln nicht als zweckmässig, wenn nur Futtermittel ausgezeichnet werden dürfen, wenn gleichartige Futtermittel aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen. Dies würde die Haltungsformen bestrafen, welche weitgehend auf solche Futtermittel verzichten und bspw. nur auf Weidehaltung setzen. Weiter darf auch Art. 10 Abs. 2 Bst. b der Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständeverordnung nicht massgebend für die Auslobung sein, da sonst nur konventionelle Produktion die Kennzeichnung anwenden kann. Dies ist kontraproduktiv.	Abs. 2 <i>streichen</i>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Art. 7c Abs. 3a	Siehe Bemerkung unter Art. 7b Abs. 3a	...,am Enderzeugnis mindesten 80 Massenprozent beträgt;
Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera Italiana ACSI	7c al 1	<p>La formulation « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées » est trop compliquée pour un consommateur moyen. Nous proposons une formulation plus compréhensible qui inclut tout aliment à base de plantes, qu'il s'agisse de graines, de tourteaux ou d'autres résidus ou produits végétaux mélangés, moulues etc.</p> <p>La formulation « nourri sans plantes OGM » serait certainement la mieux comprise par les consommateurs, bien qu'elle ne soit linguistiquement pas correcte.</p> <p>Les formulations proposées peuvent être complétées par l'espèce animale concernée (p.ex. « vaches nourries sans plantes OGM » pour les produits laitiers, « poules nourries sans plantes OGM » pour les œufs)</p>	« nourri sans plantes génétiquement modifiées » ou « nourri sans plantes transgéniques » ou « nourri sans plantes OGM ».
Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera Italiana ACSI	7c nouveau	Il manque la définition de la période sans affouragement avec des plantes GM. Il faut définir ici cette durée afin que la mention positive soit crédible pour les consommateurs.	<p>Période sans recours aux aliments à base de plantes génétiquement modifiées :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Volaille : à partir du troisième jour 2. Bovins : à partir de la naissance 3. Porcs : à partir de la naissance 4. Petits ruminants : à partir de la naissance 5. Autres animaux : à partir de la naissance
Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera Italiana ACSI	7c al 2	<p>Les consommateurs ne sont pas au courant de toutes les méthodes d'élevage ou des variétés transgéniques autorisées et/ou cultivées en Suisse ou ailleurs dans le monde.</p> <p>L'ACSI estime que tous les produits d'origine animale doivent pouvoir porter l'indication « nourri sans plantes génétiquement modifiées », même si la vache a uniquement brouté de</p>	7c al 2 : biffer

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>l'herbe ou si la poule a picoré de l'orge et non du maïs. Fragmenter encore le marché, n'amènerait ni la transparence ni la sécurité de droit visées.</p> <p>Par ailleurs, les agriculteurs doivent pouvoir valoriser ces produits d'origine animale « nourri sans plantes génétiquement modifiées » non seulement sur le marché intérieur mais également sur le marché international, notamment face aux produits européens qui portent déjà ce genre de mention positive.</p>	
Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera Italiana ACSI	7c al 3 let a	Pour les consommateurs il est important que des produits à base de viande comme des saucisses ou des pâtés puissent porter cette information. La teneur minimale doit être définie de manière à inclure notamment les spécialités traditionnelles.	
Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera Italiana ACSI	7 nouveau	Il manque dans cette ordonnance une mention concernant les produits issus de l'apiculture, également d'origine animale. L' ACSI propose une solution spatiale pragmatique telle qu'elle existe en France, p. ex. « apiculture sans OGM dans un rayon de 5 km ».	<p>La mention : « sans OGM dans un rayon de 5 km » est réservée au miel et aux autres aliments issus de l'apiculture qui, tout à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Proviennent de ruches situées de telle façon que, dans un rayon de 3 km autour de leur emplacement, les sources de nectar et de pollen soient constituées d'espèces végétales non génétiquement modifiées ; b. Proviennent de ruches dans lesquelles les aliments complémentaires pour les abeilles, utilisés le cas échéant, répondent aux exigences mentionnées à l'art. 7b
Fédération romande des consommateurs, FRC	7c al 1	La formulation « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées » est trop compliquée pour un consommateur moyen. Nous proposons une formulation plus compréhensible qui inclut tout aliment à base de plantes,	« nourri sans plantes génétiquement modifiées » ou « nourri sans plantes transgéniques » ou « nourri sans plantes OGM ».

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>qu'il s'agisse de graines, de tourteaux ou d'autres résidus ou produits végétaux mélangés, moulues etc.</p> <p>La formulation « nourri sans plantes OGM » serait certainement la mieux comprise par les consommateurs, bien qu'elle ne soit linguistiquement pas correcte.</p> <p>Les formulations proposées peuvent être complétées par l'espèce animale concernée (p.ex. « vaches nourries sans plantes OGM » pour les produits laitiers, « poules nourries sans plantes OGM » pour les œufs)</p>	
Fédération romande des consommateurs, FRC	7c nouveau	Il manque la définition de la période sans affouragement avec des plantes GM. Il faut définir ici cette durée afin que la mention positive soit crédible pour les consommateurs.	Période sans recours aux aliments à base de plantes génétiquement modifiées : 6. Volaille : à partir du troisième jour 7. Bovins : à partir de la naissance 8. Porcs : à partir de la naissance 9. Petits ruminants : à partir de la naissance 10. Autres animaux : à partir de la naissance
Fédération romande des consommateurs, FRC	7c al 2	<p>Les consommateurs ne sont pas au courant de toutes les méthodes d'élevage ou des variétés transgéniques autorisées et/ou cultivées en Suisse ou ailleurs dans le monde.</p> <p>La FRC estime que tous les produits d'origine animale doivent pouvoir porter l'indication « nourri sans plantes génétiquement modifiées », même si la vache a uniquement brouté de l'herbe ou si la poule a picoré de l'orge et non du maïs. Fragmenter encore le marché, n'amènerait ni la transparence ni la sécurité de droit visées.</p>	7c al 2 : biffer

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		Par ailleurs, les agriculteurs doivent pouvoir valoriser ces produits d'origine animale « nourri sans plantes génétiquement modifiées » non seulement sur le marché intérieur mais également sur le marché international, notamment face aux produits européens qui portent déjà ce genre de mention positive.	
Fédération romande des consommateurs, FRC	7c al 3 let a	Pour les consommateurs il est important que des produits à base de viande comme des saucisses ou des pâtés puissent porter cette information. La teneur minimale doit être définie de manière à inclure notamment les spécialités traditionnelles.	
Fédération romande des consommateurs, FRC	7 nouveau	Il manque dans cette ordonnance une mention concernant les produits issus de l'apiculture, également d'origine animale. La FRC propose une solution spatiale pragmatique telle qu'elle existe en France, p. ex. « apiculture sans OGM dans un rayon de 5 km ».	La mention : « sans OGM dans un rayon de 5 km » est réservée au miel et aux autres aliments issus de l'apiculture qui, tout à la fois : <ul style="list-style-type: none"> c. Proviennent de ruches situées de telle façon que, dans un rayon de 3 km autour de leur emplacement, les sources de nectar et de pollen soient constituées d'espèces végétales non génétiquement modifiées ; d. Proviennent de ruches dans lesquelles les aliments complémentaires pour les abeilles, utilisés le cas échéant, répondent aux exigences mentionnées à l'art. 7b
Konsumentenforum kf	7	Es besteht kein Anlass, Art. 7 zu ändern, da er klar und umsetzbar ist.	Keine Änderung
Konsumentenforum kf	7a	keine Bemerkung	keine Änderung nötig
Konsumentenforum kf	7b	Die Bestimmung, wonach Methoden überhaupt existieren müssen, erscheint sinnvoll. Allerdings wird dies in Absatz 2 bereits abgedeckt	keine Änderung nötig

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Konsumentenforum kf	7c Abs. 1	Die Deklaration führt zu Missverständnissen und Täuschung. Auf eine Verwässerung der Deklaration ist zu verzichten	bisheriges Recht beibehalten
Konsumentenforum kf	7c Abs.	1 Eventual-Antrag: Falls auf Futterpflanzen ohne Gentechnik hingewiesen werden kann, so sind auch die GVO-Bestandteile zu deklarieren.	S, Abs. 2
Konsumentenforum kf	7c Abs. 2	Falls gar keine Erzeugnisse, die mit GVO-Futtermitteln hergestellt werden angeboten werden, so ist eine Auslobung täuschend, da eine Besonderheit hervorgehoben wird, die gar keine ist. Der Hinweis ist dahingehend zu ergänzen, dass entsprechende Produkte überhaupt auf dem Markt angeboten werden. Falls auf der Verzicht von GVO Futterpflanzen hingewiesen wird, muss, um eine ausgewogene Information zu gewährleisten, auch auf GVO-Erzeugnisse hingewiesen werden, die bei der Produktion zum Einsatz kommen. Andernfalls entstehen falsche Vorstellungen über die Produktion.	Der Hinweis darf nur verwendet werden, wenn nach schweizerischem Recht gleichartige Futtermittel oder Futtermittelzusätze verwendet werden dürfen... und entsprechende Erzeugnisse auf dem Markt angeboten werden. Falls bei der Herstellung dieser Lebensmittel gentechnisch veränderte Erzeugnisse und Arzneimittel zum Einsatz kommen, so sind diese ergänzend zu deklarieren.
Konsumentenforum kf	7d, Abs. 2	Automatische Übernahme des EG-Rechts ist überflüssig und trägt zur Täuschung bei	keine Änderung
Scienceindustries, SCIN	Art. 6 (Toleranz)	Viele im EU-Ausland als Lebensmittel zugelassene GVO werden in der Schweiz selbst als Spurenbeimischungen nicht toleriert, was Probleme bei grenzüberschreitenden Warenflüssen verursachen kann.	Toleranz-Regelung für GVO-Spuren analog zu der bestehenden Regelung in der Futtermittel-Verordnung (916.307 , Art. 68).
Scienceindustries, SCIN	Art. 7b	Mit den vorgeschlagenen Anpassungen und Präzisierungen sind wir einverstanden. Eine Lockerung der Anforderungen an die bestehende «ohne Gentechnik hergestellt»-Kennzeichnung lehnen wir ausdrücklich ab.	

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Scienceindustries, SCIN	Artikel 7b Abs. 1	Um aufgrund fehlender analytischer Nachweismöglichkeiten mögliche Missbräuche bei der Kennzeichnung auszuschliessen, sollten die Anforderungen an die «lückenlose Dokumentation» und der Vollzug der Kontrollen präzisiert werden.	(an geeigneter Stelle): Das Departement erlässt Weisungen und Vorschriften über den Vollzug der Vorgabe der lückenlosen Dokumentation.
Scienceindustries, SCIN	Artikel 7c Abs. 1	(analog Art. 7b Abs. 1): Um aufgrund fehlender analytischer Nachweismöglichkeiten mögliche Missbräuche bei der Kennzeichnung auszuschliessen, sollten die Anforderungen an die «lückenlose Dokumentation» und der Vollzug der Kontrollen präzisiert werden.	(an geeigneter Stelle): Das Departement erlässt Weisungen und Vorschriften über den Vollzug der Vorgabe der lückenlosen Dokumentation.
Scienceindustries, SCIN	Artikel 7c Abs. 2	Diese Bestimmung ist grundsätzlich sinnvoll, um Werbung mit Selbstverständlichkeiten zu verhindern. Es ist jedoch zu beachten, dass bei wortgetreuer Auslegung z.B. für Weidemilch von Rindern, die nur Raufutter fressen, eine Kennzeichnung "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" nicht möglich wäre, da gegenwärtig keine GVO-Gräser als Futtermittel bewilligt sind. Hier müsste der Absatz allenfalls anders formuliert werden, falls diese Auslegung nicht gewünscht ist.	
Akademien der Wissenschaften Schweiz FoGeFo, SGE	Art 1b bis	Ein teilweiser Verzicht sollte nicht ausgelobt werden dürfen, dient Marketingzwecken und vermindert Transparenz für Konsumenten. Auslobung für Futtermittel könnte bald den Anspruch wecken, auch andere "teilweise Verzichte" auszuloben.	"teilweise" streichen
Akademien der Wissenschaften Schweiz FoBiodiv, SATW	Art 1b bis	Teilweiser Verzicht auslobbar wird begrüsst, da Transparenz für Konsumenten erhöht wird und Produzenten die Möglichkeit haben, Mehrkosten, die durch Verzicht auf GVO entstanden sind, auszuweisen.	Keine Änderung
Akademien der Wissenschaften Schweiz FoGeFo, SGE	Art 7c Abs1	Bisherige Bestimmungen sind beizubehalten, da sie höhere Transparenz gewährleisten.	Artikel nicht aufnehmen

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Akademien der Wissenschaften Schweiz FoBiodiv, SATW	Art 7c Abs1	Der Artikel wird begrüsst, da er Produzenten erlaubt, die durch GVO-freie Fütterung erhöhten Kosten zu deklarieren. Der Konsument erhält eine zusätzliche Information, was die Transparenz erhöht. Nachteile gegenüber dem Ausland, wo weniger stringente Bedingungen herrschen, werden ausgeglichen.	Artikel aufnehmen
Akademien der Wissenschaften Schweiz FoGeFo, SGE	Art 7c Abs3	Die positive teilweise Auslobung vermindert die Transparenz.	Artikel nicht aufnehmen
Akademien der Wissenschaften Schweiz FoBiodiv, SATW	Art 7c Abs3	Macht Sinn, da transparent.	Artikel aufnehmen
Akademien der Wissenschaften Schweiz FoGeFo	Art 7b Abs 2 Art 7c Abs2	Ein Verwenden der Negativdeklaration nur wenn nach schweizerischem Recht gleichartige Futtermittel, Futtermittelzusätze, Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe, Mikroorganismen, landwirtschaftliche Hilfsstoffe oder Ausgangsprodukte verwendet werden, die in der Schweiz bewilligt worden sind, schränkt die Negativdeklaration für Produkte, die im Ausland hergestellt werden, massive ein.	Artikel nicht aufnehmen
Akademien der Wissenschaften Schweiz FoGeFo	Art 7d	Für den zwischenstaatlichen Handel problematisch, da insbesondere im europäischen Umfeld die Wortlaute für die entsprechenden Deklarationen teilweise- auch nur leicht- von der Schweiz abweichen.	Eine diesbezügliche Genehmigungsmöglichkeit im Einzelfall wäre in die Verordnung aufzunehmen.
FIAL Föderation der Schweizerischen Nahrungsmittelindustrien	6a	Artikel 6a der VGVL ist gültig zusammen mit Anhang 2 der VGVL. In Anhang 2 sind nur wenige Organismen aufgeführt, die toleriert werden. Einige Gesuche sind seit mehreren Jahren hängig. Eine unbeabsichtigte Kontamination mit in anderen Ländern zugelassenen GVOs ist heute realistischerweise	Artikel 6a Absatz 5: Gentechnisch veränderte Materialien, die nach Absatz 1 in Lebensmitteln, Zusatzstoffen oder Verarbeitungshilfsstoffen toleriert werden, sind

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		nicht mehr zu vermeiden. Daher ist eine Lösung für diese unbeabsichtigte Kontamination analog der Futtermittel-Verordnung (916.307) erforderlich.	diejenigen, die gemäss Artikel 7-11 der Verordnung (EG) Nr. 1829/2003 in Verkehr gebracht werden dürfen, diejenigen, bei denen das Vorhandensein von Spuren der gentechnisch veränderten Organismen in der EU toleriert wird, sowie die in Anhang 2 aufgeführten.
FIAL Föderation der Schweizerischen Nahrungsmittelindustrien	7b	<p>Die in Art. 7c vorgesehenen Sonderregelungen für tierische Produkte sind nach dem Gesagten in die allgemeinen Bedingungen für die Kennzeichnung "ohne Gentechnik hergestellt" in Art. 7b zu integrieren. Hierzu ist darauf hinzuweisen, dass bestimmte Futtermittelzusätze, die mit Hilfe von gentechnisch veränderten Mikroorganismen hergestellt wurden, gleich wie die Tierarzneimittel toleriert werden.</p> <p>Im Hinblick auf eine Kennzeichnung „ohne Gentechnik hergestellt“ bei tierischen Lebensmitteln ist der Grundsatz, dass gleichartige Lebensmittel nach Schweizer Recht als GVO bewilligt sein müssen, aufzuheben. Gerade bei den tierischen Produkten sind die Konsumenten besonders sensibel und sie können die Unterscheidung aufgrund der Futterbasis nicht nachvollziehen. Beispielsweise wäre bei einer Fütterung ohne Sojaschrot (beispielsweise Fütterung der Milchkuh alleine mit Raufutter und Eiweisserbsen) eine Auslobung nicht möglich, bei Zugabe von Sojaschrot zum Futter demgegenüber schon.</p>	<p>Absatz 1 lit. b ...oder daraus gewonnen wurden; davon ausgenommen sind Tierarzneimittel sowie Futtermittelzusatzstoffe, die mit Hilfe von gentechnisch veränderten Mikroorganismen produziert wurden; und</p> <p>Absatz 2 Abgesehen von tierischen Produkten (Milch, Fleisch, Eier, Fisch, Honig) darf der Hinweis nur verwendet werden, wenn Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe, Mikroorganismen, landwirtschaftliche Hilfsstoffe oder Ausgangsprodukte nach Absatz 1 Buchstabe a und b:</p> <p>a. ... b. ...</p>
FIAL Föderation der Schweizerischen Nahrungsmittelindustrien	7c	Nachdem in Artikel 7b die Anforderungen an Futtermittel zur Herstellung tierischer Erzeugnisse integriert und erweitert wurden, ist der Art. 7 c hinfällig und zu streichen.	Art 7c streichen
Swiss Convenience Food Association SCFA	6a	Artikel 6a der VGVL ist gültig zusammen mit Anhang 2 der VGVL. In Anhang 2 sind nur wenige Organismen aufgeführt,	Artikel 6a Absatz 5: Gentechnisch veränderte Materialien, die nach Absatz 1 in Lebensmitteln, Zusatzstoffen oder

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>die toleriert werden. Einige Gesuche sind seit mehreren Jahren hängig. Eine unbeabsichtigte Kontamination mit in anderen Ländern zugelassenen GVOs ist heute realistischerweise nicht mehr zu vermeiden. Daher ist eine Lösung für diese unbeabsichtigte Kontamination analog der Futtermittel-Verordnung (916.307) erforderlich.</p>	<p>Verarbeitungshilfsstoffen toleriert werden, sind diejenigen, die gemäss Artikel 7-11 der Verordnung (EG) Nr. 1829/2003 in Verkehr gebracht werden dürfen, diejenigen, bei denen das Vorhandensein von Spuren der gentechnisch veränderten Organismen in der EU toleriert wird sowie die in Anhang 2 aufgeführten.</p>
<p>Swiss Convenience Food Association SCFA</p>	<p>7b</p>	<p>Die in Art. 7c vorgesehenen Sonderregelungen für tierische Produkte sind nach dem Gesagten in die allgemeinen Bedingungen für die Kennzeichnung "ohne Gentechnik hergestellt" in Art. 7b zu integrieren. Hierzu ist darauf hinzuweisen, dass bestimmte Futtermittelzusätze, die mit Hilfe von gentechnisch veränderten Mikroorganismen hergestellt wurden, gleich wie die Tierarzneimittel toleriert werden.</p> <p>Im Hinblick auf eine Kennzeichnung "ohne Gentechnik hergestellt" bei tierischen Lebensmitteln ist der Grundsatz, dass gleichartige Lebensmittel nach Schweizer Recht als GVO bewilligt sein müssen, aufzuheben. Gerade bei den tierischen Produkten sind die Konsumenten besonders sensibel und sie können die Unterscheidung aufgrund der Futterbasis nicht nachvollziehen. Beispielsweise wäre bei einer Fütterung ohne Sojaschrot (beispielsweise Fütterung der Milchkuh alleine mit Raufutter und Eiweisserbsen) eine Auslobung nicht möglich, bei Zugabe von Sojaschrot zum Futter demgegenüber schon.</p>	<p>Absatz 1 lit. b ...oder daraus gewonnen wurden; davon ausgenommen sind Tierarzneimittel sowie Futtermittelzusatzstoffe, die mit Hilfe von gentechnisch veränderten Mikroorganismen produziert wurden; und</p> <p>Absatz 2 Abgesehen von tierischen Produkten (Milch, Fleisch, Eier, Fisch, Honig) darf der Hinweis nur verwendet werden, wenn Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe, Mikroorganismen, landwirtschaftliche Hilfsstoffe oder Ausgangsprodukte nach Absatz 1 Buchstabe a und b:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. ... b. ...
<p>Swiss Convenience Food Association SCFA</p>	<p>7c</p>	<p>Nachdem in Artikel 7b die Anforderungen an Futtermittel zur Herstellung tierischer Erzeugnisse integriert und erweitert wurden, ist der Art. 7 c hinfällig und zu streichen.</p>	<p>Art 7c streichen</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Bell Schweiz AG	Art. 7c, Bst.a	<p>Die Kennzeichnung "Verzicht auf Futtermittel aus gentechnisch veränderten Pflanzen" beinhaltet die Futtermittel, nicht die Futtermittelzusätze. Ein Verzicht auf gentechnisch veränderte Futtermittelzusätze ist bereits in Art. 7b geregelt.</p> <p>Um die oekologisch sinnvollen, auch aus Pflanzen gewonnenen Enzyme "Phytasen" und "Carbohydrasen" weiterhin verwenden zu können, muss der Passus "Futtermittelzusätze" gestrichen werden.</p> <p>Die glaubwürdige Auslobung bedingt das Einhalten der Fütterung ohne gentechnisch veränderte Pflanzen während der ganzen Aufzucht, resp. dem ganzen Leben des Nutztiers.</p>	<p>Bei der Fütterung der für die Produktion verwendeten Nutztiere dürfen <i>während ihrem ganzen Leben</i> keine Futtermittel eingesetzt werden, die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen oder solche enthalten.</p> <p>Streichen: und keine Futtermittelzusätze</p> <p>Ergänzen: ...<i>während ihrem ganzen Leben</i>...</p>
Schweizer Bauernverband SBV	7b,1	Der Wortlaut « produit sans recours au génie génétique » ist nur schwer verständlich und eine prägnantere Formulierung ist angezeigt.	„produit sans OGM“ wäre kürzer und besser verständlich.
Schweizer Bauernverband SBV	7c	Der Wortlaut "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" ist nur schwer verständlich und eine prägnantere Formulierung ist angezeigt.	<p>„ohne GVO hergestellt“ (Französisch: „produit sans OGM“) Alternativ möglich wäre: „Produktion ohne gentechnisch verändertes Futter“ (Franz.: „produit sans fourrage génétiquement modifié“) (Siehe auch allgemeine Bemerkungen in der Einleitung)</p>
Schweizer Bauernverband SBV	7c	Periode der gentechfreien Fütterung der Nutztiere ist nicht klar definiert. Eine solche Richtlinie ist notwendig, damit die Auslobung gegenüber den Konsumenten glaubwürdig bleibt.	<p>Ergänzung unter Punkt 7c Periode der gentechfreien Fütterung</p> <ul style="list-style-type: none"> • Geflügel: ab Schlupf • Schweine: ab Geburt • Rinder: ab Geburt • Kleinwiederkäuer: ab Geburt <p>Ausnahme: Für Züchtungszwecke zugekaufte Tiere (ähnlich Art. 16f Abs.4 Bio-Verordnung)</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Schweizer Bauernverband SBV	7c,2	<p>Eine Auslobung ist nur auf Erzeugnissen anwendbar, bei welchen ein entsprechendes GVO- Erzeugnis oder Verfahren bewilligt bzw. zulässig ist (Mais und Soja).</p> <p>Der SBV bedauert, dass eine Auslobung nur bei diesen Futtermitteln möglich ist.</p> <p>Wir fordern eine einheitlichere Auslobung, welche breit anwendbar ist. Eine Positivdeklaration muss auch bei tierischen Produkten, bei welchen andere Getreide (nicht nur mit Mais und Soja) in der Erzeugung eingesetzt werden, möglich sein. Auch für die Konsumenten, welche über kein landwirtschaftliches Grundwissen verfügen, wird die Unterscheidbarkeit schwierig und erfüllt somit den Verbraucherwunsch nach Transparenz nicht.</p> <p>Beispielsweise wäre bei einer Fütterung ohne Sojaschrot (z.B. Fütterung der Milchkuh alleine mit Raufutter und Eiweisserbsen) eine Auslobung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ nicht möglich. Der Absatz 2 käme zur Anwendung, weil es kein gleichartiges GV-Raufutter und gleichartige GV-Eiweisserbsen gibt.</p>	7c,2 streichen
Schweizer Bauernverband SBV		<p>Integration in bestehendes Zertifizierungssystem</p> <p>Der administrative Aufwand der Landwirte darf durch diese Anpassung nicht erhöht werden</p>	
Schweizer Bauernverband SBV	7c,3a	Der Anteil 75 Massenprozent tierischer Herkunft ist zu hoch.	Die 75% sind willkürlich. Angezeigt ist eine Anlehnung ans Lebensmittelrecht. Dort muss momentan ab 50% die Herkunft der Rohstoffe deklariert werden. Sollte dieser im Rahmen der laufenden

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
			Revision des Lebensmittelrechtes gesenkt werden, müsste auch in Art 7c, Abs. 3a eine Anpassung vorgenommen werden.
Schweizer Bauernverband SBV		Sind allfällige Übergangsfristen, falls eine Umstellung von GVO zu GVO freier Fütterung ein Thema wird, in Planung? Übergangsfristen müssen geregelt sein.	Ergänzung zu 7c Die Übergangsfristen sollten bei mind. drei Monaten liegen.
Schweizerischer Bäuerinnen- und Landfrauenverband SBLV	7c	Der Wortlaut "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" ist nur schwer verständlich und eine prägnantere Formulierung ist angezeigt.	„ohne GVO hergestellt“ (Französisch: „produit sans OGM“) Alternativ möglich wäre: „Produktion ohne gentechnisch verändertes Futter“ (Franz.: „produit sans fourrage génétiquement modifié“) (Siehe auch allgemeine Bemerkungen in der Einleitung)
Schweizerischer Bäuerinnen- und Landfrauenverband SBLV	7c	Periode der gentechfreien Fütterung der Nutztiere ist nicht klar definiert. Eine solche Richtlinie ist notwendig damit die Auslobung gegenüber den Konsumenten glaubwürdig bleibt.	Ergänzung unter Punkt 7c Periode der gentechfreien Fütterung <ul style="list-style-type: none"> • Geflügel: ab 3. Tag • Schweine: ab Geburt • Rinder: ab Geburt • Kleinwiederkäuer: ab Geburt Ausnahme: Für Züchtungszwecke zugekaufte Tiere(ähnlich Art.16f Abs.4 Bio-Verordnung)
Schweizerischer Bäuerinnen- und Landfrauenverband SBLV	7c,2	Eine Auslobung ist nur auf Erzeugnissen anwendbar, bei welchen ein entsprechendes GVO- Erzeugnis oder Verfahren bewilligt bzw. zulässig ist(Mais und Soja). Der SBLV bedauert, dass eine Auslobung nur bei diesen Futtermitteln möglich ist. Wir fordern eine einheitlichere Auslobung, welche breit anwendbar ist. Eine Positivdeklaration muss auch bei tierischen Produkten, bei welchen andere Getreide (nicht nur mit Mais und Soja)in der Erzeugung eingesetzt werden, möglich sein.	7c,2 streichen

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		Auch für die Konsumenten, welche über kein landwirtschaftliches Grundwissen verfügen, wird die Unterscheidbarkeit schwierig und erfüllt somit den Verbraucherwunsch nach Transparenz nicht.	
Schweizerischer Bäuerinnen- und Landfrauenverband SBLV		Integration in bestehendes Zertifizierungssystem Der administrative Aufwand der Landwirte darf durch diese Anpassung nicht erhöht werden	
Schweizerischer Bäuerinnen- und Landfrauenverband SBLV	7c,3a	Anteil 75 Massenprozent tierischer Herkunft ist zu hoch.	Die 75% sind willkürlich. Angezeigt ist eine Anlehnung ans Lebensmittelrecht. Dort muss momentan ab 50% die Herkunft der Rohstoffe deklariert werden. Sollte im Rahmen der laufenden Revision des Lebensmittelrechtes gesenkt werden, müsste auch in Art 7c, Abs. 3a eine Anpassung vorgenommen werden.
Schweizerischer Bäuerinnen- und Landfrauenverband SBLV		Sind allfällige Übergangsfristen, falls eine Umstellung von GVO zu GVO-freier Fütterung ein Thema wird, in Planung? Übergangsfristen müssen geregelt sein.	Ergänzung zu 7c Die Übergangsfristen sollten bei mind. drei Monate liegen.
St. Galler Bauernverband SGBV	7c	Der Wortlaut "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" ist nur schwer verständlich und eine prägnantere Formulierung ist angezeigt.	„ohne Gentechnik hergestellt“ (Französisch: „produit sans génie génétique“) Alternativ möglich wäre: „Produktion ohne gentechnisch verändertes Futter“ (Franz.: „produit sans fourrage génétiquement modifié“) (Siehe auch allgemeine Bemerkungen in der Einleitung)
St. Galler Bauernverband SGBV	7c	Periode der gentechfreien Fütterung der Nutztiere ist nicht klar definiert. Eine solche Richtlinie ist notwendig damit die Auslobung gegenüber den Konsumenten glaubwürdig bleibt.	Ergänzung unter Punkt 7c Periode der gentechfreien Fütterung <ul style="list-style-type: none"> • Geflügel: ab 3. Tag • Schweine: ab Geburt • Rinder: ab Geburt • Kleinwiederkäuer: ab Geburt

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
			Ausnahme: Für Züchtungszwecke zugekaufte Tiere (ähnlich Art.16f Abs.4 Bio-Verordnung)
St. Galler Bauernverband SGBV	7c, Abs. 2	<p>Eine Auslobung ist nur auf Erzeugnissen anwendbar, bei welchen ein entsprechendes GVO- Erzeugnis oder Verfahren bewilligt bzw. zulässig ist (Mais und Soja). Der SGBV bedauert, dass eine Auslobung nur bei diesen Futtermitteln möglich ist.</p> <p>Wir fordern eine einheitlichere Auslobung, welche breit anwendbar ist. Eine Positivdeklaration muss auch bei tierischen Produkten, bei welchen andere Getreiden (nicht nur mit Mais und Soja) in der Erzeugung eingesetzt werden, möglich sein. Auch für die Konsumenten, welche über kein landwirtschaftliches Grundwissen verfügen, wird die Unterscheidbarkeit schwierig und erfüllt somit den Verbraucherwunsch nach Transparenz nicht.</p>	Art. 7c Abs. 2 streichen
St. Galler Bauernverband SGBV		<p>Integration in bestehendes Zertifizierungssystem Der administrative Aufwand der Landwirte darf durch diese Anpassung nicht erhöht werden</p>	
St. Galler Bauernverband SGBV	7c, Abs. 3a	Anteil 75 Massenprozent tierischer Herkunft ist zu hoch.	Die 75% sind willkürlich. Angezeigt ist eine Anlehnung ans Lebensmittelrecht. Dort muss momentan ab 50% die Herkunft der Rohstoffe deklariert werden. Sollte im Rahmen der laufenden Revision des Lebensmittelrechtes diese Grenze gesenkt werden, müsste auch in Art 7c, Abs. 3a eine Anpassung vorgenommen werden.
Neue Bauernkoordination Schweiz NBKS	Art. 7c 1	Um Rechtssicherheit zu verbessern; und um Klagesicherheit der Landwirte zu erhöhen.	...Wenn mit einer lückenlosen Dokumentation mit einer Aufbewahrungspflicht und Materialproben von 10 Jahren belegt werden kann, dass...

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Neue Bauernkoordination Schweiz NBKS	Art. 10bis (neu)	Wettbewerbsrechtliche Bestimmungen: Bisher war es so, dass Inländische Verarbeiter die schweizerische Milch und das CH-Milchpulver mit ausländischem GVO-haltigem Milchpulver mischen konnten, um es dann als "Swiss Chocolate" oder als "Schweizer Produkt" od	Der Bundesrat und die ausführenden Ämter sorgen dafür, dass Lebensmittel oder Futtermittel, welche einen Mehraufwand in der Primärproduktion erfordern, oder einen Zusatznutzen für die Konsumenten darstellen, und wenn sie im Zusammenhang mit dieser Deklara
Neue Bauernkoordination Schweiz NBKS	Art. 7 Abs. 3	Die Bezeichnung "genetisch verändert" ist etwas unklar formuliert. Es ist angebracht, sich die Ausdrucksweise nochmals zu überlegen, weil auch Rassenfortschritte, Zucht und Züchtungen unter diesen Begriff fallen können. Natürliche Züchtungen und GVO-Zücht	Werden die Mikroorganismen als solche an die Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben, so sind sie mit dem Hinweis «gentechnisch verändert» oder «genetisch verändert» zu kennzeichnen.
Neue Bauernkoordination Schweiz NBKS	Art. 1 b/bis	Die NBKS erklärt sich mit den Texten von Longo Mai und der Via Campesina einverstanden und unterstützt deren Ansichten zu Saatgut und der Verhinderung der Patentierung des Saatgutes und von Tierpatenten.	Abs. C (neu) Patentrechtliche Ansprüche von Firmen und Saatgutherstellern oder internationale Abmachungen gehen dieser Verordnung nicht vor.
Neue Bauernkoordination Schweiz NBKS	Artikel 7 c)	Anpassung an die Vorgaben der Futtermittel- und der Futtermittelbuch-Verordnung betreffend GVO-Deklarationspflicht.	a. bei der Fütterung der für die Produktion verwendeten Nutztiere keine Futtermittel und keine Futtermittelzusatzstoffe eingesetzt wurden, welche gemäss Artikel 66 der Schweizerischen Futtermittel-Verordnung (FMV 916.307) als GVO gekennzeichnet werden müssen.
Neue Bauernkoordination Schweiz NBKS	Artikel 7 c)	Die Formulierung ist kompliziert und für den fachfremden Konsumenten kaum verständlich. Eine einfachere Wortwahl, angelehnt an diejenige des angrenzenden Auslandes ist nötig.	Auslobungsformulierung: "Produktion ohne gentechnisch verändertes Futter" (Franz.: „produit sans fourrage génétiquement modifié“)anwenden
Association suisse des AOP-IGP	7c	L'indication sur l'étiquetage "produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées" est longue et difficilement applicable sur de petites étiquettes déjà surchargées d'informations obligatoires	Nous proposons les indications suivantes, plus courtes: - en français: "produit sans fourrage génétiquement modifié" - en allemand: "ohne gentechnisch verändertes Futter hergestellt"

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Association suisse des AOP-IGP	7c, al. 2	Cet alinéa ne précise pas si des programmes volontaires de production animale qui renoncent par ex. à l'utilisation de maïs et/ou de soja et n'utilisent que des fourrages non disponibles sous la forme génétiquement modifiée peuvent également utiliser l'indication "produit sans fourrage génétiquement modifié". Afin d'éviter toute inégalité de traitement entre les modes de production et afin d'informer au mieux les consommateurs, l'utilisation de l'indication "produit sans fourrage génétiquement modifié" doit être également possible dans ces cas-là.	Ajouter la phrase suivante: "Dans le cas de systèmes de production restrictifs en matière d'affouragement qui n'utilisent aucune plante disponible sous la forme génétiquement modifiée, l'utilisation de l'indication "produit sans fourrage génétiquement modifié" est aussi possible.
Association suisse des AOP-IGP	7c, al. 3	Nous saluons et soutenons l'exigence minimale de 75% de la masse du produit fini en ingrédients d'origine animale "produits sans fourrage génétiquement modifié" pour que la denrée alimentaire transformée puisse faire valoir cette qualité.	aucune modification
Mutterkuh Schweiz	7c	Der Wortlaut "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" ist nur schwer verständlich und eine prägnantere Formulierung ist angezeigt.	„ohne GVO hergestellt“ (Französisch: „produit sans OGM“) Alternativ möglich wäre: „Produktion ohne gentechnisch verändertes Futter“ (Franz.: „produit sans fourrage génétiquement modifié“) (Siehe auch allgemeine Bemerkungen in der Einleitung)
Mutterkuh Schweiz	7c	Periode der gentechfreien Fütterung der Nutztiere ist nicht klar definiert. Eine solche Richtlinie ist notwendig damit die Auslobung gegenüber den Konsumenten glaubwürdig bleibt.	Ergänzung unter Punkt 7c Periode der gentechfreien Fütterung <ul style="list-style-type: none"> • Geflügel: ab 3. Tag • Schweine: ab Geburt • Rinder: ab Geburt • Kleinwiederkäuer: ab Geburt Ausnahme: Für Züchtungszwecke zugekaufte Tiere(ähnlich Art. 16f Abs.4 Bio-Verordnung)
Mutterkuh Schweiz	7c,2	Eine Auslobung ist gemäss Vorschlag nur auf Erzeugnissen anwendbar, bei welchen ein entsprechendes GVO- Erzeugnis	7c,2 streichen

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>oder Verfahren bewilligt bzw. zulässig ist (Mais und Soja). Dieses Prinzip wäre verwirrend. Wer auf gewisse Futterpflanzen (z.B. Soja) ganz verzichtet, sollte seine Produkte auch als „ohne GVO hergestellt“ ausloben können. An eine solche Produktion werden strengere Anforderungen gestellt als an eine intensive Mast, bei der Soja eingesetzt werden darf, solange sie nicht gentechnische verändert ist.</p> <p>Wir fordern eine einheitlichere Auslobung, welche breit anwendbar ist. Eine Positivdeklaration muss auch bei tierischen Produkten, bei welchen andere Getreiden (nicht nur mit Mais und Soja) in der Erzeugung eingesetzt werden, möglich sein.</p>	
Mutterkuh Schweiz		<p>Integration in bestehendes Zertifizierungssystem Der administrative Aufwand der Landwirte darf durch diese Anpassung nicht erhöht werden</p>	
Mutterkuh Schweiz	7c,3a	Anteil 75 Massenprozent tierischer Herkunft ist zu hoch.	Die 75% sind willkürlich. Angezeigt ist eine Anlehnung ans Lebensmittelrecht. Dort muss momentan ab 50% die Herkunft der Rohstoffe deklariert werden. Sollte im Rahmen der laufenden Revision des Lebensmittelrechtes gesenkt werden, müsste auch in Art 7c, Abs. 3a eine Anpassung vorgenommen werden.
Mutterkuh Schweiz		Sind allfällige Übergangsfristen, falls eine Umstellung von GVO zu GVO freier Fütterung ein Thema wird, in Planung? Übergangsfristen müssen geregelt sein.	Ergänzung zu 7c Die Übergangsfristen sollten bei mind. drei Monate liegen.
Suisseporcs	7c	Die Formulierung "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" ist schwer verständlich und nicht korrekt. (siehe einleitende Ausführungen).	... können mit dem Hinweis „ohne GVO hergestellt“ versehen ... (Französisch: „produit sans OGM“)

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Suisseporcs	7c	Die Periode der gentechfreien Fütterung der Nutztiere ist nicht klar definiert. Eine solche Richtlinie ist notwendig damit die Auslobung gegenüber den Konsumenten glaubwürdig bleibt.	Ergänzung unter Punkt 7c Periode der gentechfreien Fütterung <ul style="list-style-type: none"> • Geflügel: ab 3. Tag (Vorschlag der Geflügelproduzenten beachten) • Schweine: ab Geburt • Rinder: ab Geburt • Kleinwiederkäuer: ab Geburt Ausnahme: Für Züchtungszwecke zugekaufte Tiere(ähnlich Art.16f Abs.4 Bio-Verordnung)
Suisseporcs	7c,2	Die praktische Umsetzung ist nicht zielführend. Die Auslobung wäre von der Bewilligung/Zulassung einer entsprechenden GVO-Sorte abhängig. Das widerspricht einer umfassenden Qualitätsstrategie. Wir fordern eine einheitlichere Auslobung, welche breit anwendbar ist. Eine Positivdeklaration muss auch bei tierischen Produkten, bei welchen andere Getreiden und Eiweissfuttermittel(nicht nur mit Mais und Soja) oder nur Raufutter in der Erzeugung eingesetzt werden, möglich sein. Für die Konsumenten, welche überwiegend über kein landwirtschaftliches Grundwissen verfügen, wird die Unterscheidbarkeit schwierig und erfüllt somit den Verbraucherwunsch nach Transparenz nicht.	7c,2 streichen
Suisseporcs	7c,3a	Anteil 75 Massenprozent tierischer Herkunft ist zu hoch.	Die 75% sind willkürlich. Angezeigt ist eine Anlehnung ans Lebensmittelrecht. Dort muss momentan ab 50% die Herkunft der Rohstoffe deklariert werden. Sollte im Rahmen der laufenden Revision des Lebensmittelrechtes gesenkt werden, müsste auch in Art 7c, Abs. 3a eine Anpassung vorgenommen werden.

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Suisseporcs		Sind allfällige Übergangsfristen, falls eine Umstellung von GVO zu GVO-freier Fütterung erfolgt, definiert?	Ergänzung zu 7c Die Übergangsfristen sollten bei mind. drei Monate liegen.
Schweizer Geflügelproduzenten SGP	Art. 7c, Bst.a	Die Kennzeichnung "Verzicht auf Futtermittel aus gentechnisch veränderten Pflanzen" beinhaltet die Futtermittel, nicht die Futtermittelzusätze. Ein Verzicht auf gentechnisch veränderte Futtermittelzusätze ist bereits in Art. 7b geregelt. Um die ökologisch sinnvollen, auch aus Pflanzen gewonnenen Enzyme "Phytasen" und "Carbohydrasen" weiterhin verwenden zu können, muss der Passus "Futtermittelzusätze" gestrichen werden. Die glaubwürdige Auslobung bedingt das Einhalten der Fütterung ohne gentechnisch veränderte Pflanzen während der ganzen Aufzucht, resp. dem ganzen Leben des Nutztiers.	Bei der Fütterung der für die Produktion verwendeten Nutztiere dürfen <i>während ihrem ganzen Leben</i> keine Futtermittel eingesetzt werden, die aus gentechnisch veränderten Pflanzen bestehen oder solche enthalten. Streichen: und keine Futtermittelzusätze Ergänzen: ... <i>während ihrem ganzen Leben</i> ...
Fédération suisse des producteurs de céréales FSPC - SGPV	Art. 7b Al. 1	L'indication « produit sans recours au génie génétique » est compliquée et apporte de la confusion au consommateur.	« Produit sans OGM » serait plus compréhensible et plus court.
Fédération suisse des producteurs de céréales FSPC - SGPV	Art. 7b Al. 2	La FSPC regrette que l'indication "produit sans recours au génie génétique" ne puisse être utilisée que s'il existe des produits OGM correspondants ou des procédés de fabrication recourant à des OGM qui effectivement été autorisés ou approuvés. A notre avis, l'indication sans OGM devrait pouvoir être utilisées librement pour autant que les conditions de l'art. 7a soient remplies.	Supprimer cette condition.

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Fédération suisse des producteurs de céréales FSPC - SGPV	Art. 7c Al. 1	L'indication « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées » est trop compliquée et apporte de la confusion au consommateur.	« Produit sans fourrage génétiquement modifié » ou « Produit sans fourrage OGM » serait plus simple et plus compréhensible.
Fédération suisse des producteurs de céréales FSPC - SGPV	Art. 7c Al. 2	La FSPC regrette que l'indication "produit sans recours au génie génétique" ne puisse être utilisée que s'il existe des produits OGM correspondants ou des procédés de fabrication recourant à des OGM qui effectivement été autorisés ou approuvés. A notre avis, l'indication sans OGM devrait pouvoir être utilisées librement pour autant que les conditions de l'art. 7a soient remplies.	Supprimer l'al. 2 de l'art. 7c.
Fédération suisse des producteurs de céréales FSPC - SGPV	Art. 7c Al. 3	Qu'en est-il des produits non transformés, tels que les poulets entiers ou les morceaux de viande seulement découpés ? Est-il possible de leur mettre l'indication "produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées" ? La formulation de l'alinéa 3 n'est pas claire à ce sujet. Il serait regrettable de ne pas pouvoir mentionner cette indication pour ce type de produits carnés.	3 Les denrées alimentaires d'origine animale ou les produits obtenus à partir de denrées alimentaires d'origine animale peuvent porter l'indication..
Fédération suisse des producteurs de céréales FSPC - SGPV	OPPEtr, art. 2, let. b, ch 8.	La FSPC souhaite un renforcement des contrôles sur les denrées alimentaires importées, afin de protéger les consommateurs suisses contre des éventuels abus. Il ne sert à rien de procurer plus de transparence aux denrées alimentaires suisses si les importations ne sont pas suffisamment surveillées et contrôlées, notamment sur les aspects des OGM.	
Swiss granum	7c	Anpassung an die Vorgaben der Futtermittel- und der Futtermittelbuchverordnung betreffend der GVO Deklarationspflicht	

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Swiss granum	7c, Absatz 1	Die Formulierung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist für die Konsumenten nicht verständlich und sollte vereinfacht werden.	Wir verweisen auf die Vorschläge unserer Mitgliederorganisationen.
BO Butter GmbH (BOB)	7b, Absatz 2	Eine Auszeichnung mit “ohne Gentechnik hergestellt” soll auch möglich sein, wenn keine Produkte bewilligt wurden bzw. zulässig sind und rechtmässig verwendet werden könnten.	Ersatzlose Streichung von Absatz 2.
BO Butter GmbH (BOB)	7c	Der Hinweis “Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen” ist verwirrend und wird vom Konsumenten nicht verstanden. Der Konsument kann daraus schliessen, dass der Rest des Lebensmittels GVO enthält.	Absatz 7c streichen.
Branchenorganisation Schweizer Milchpulver BSM	7b, Absatz 2	Eine Auszeichnung mit “ohne Gentechnik hergestellt” soll auch möglich sein, wenn keine Produkte bewilligt wurden bzw. zulässig sind und rechtmässig verwendet werden könnten.	Absatz 2 streichen.
Branchenorganisation Schweizer Milchpulver BSM	7c	Der Hinweis “Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen” ist für den Konsumenten verwirrend und suggeriert, dass das Lebensmittel ausser den Futtermitteln mit Gentechnik hergestellt wurde.	Artikel 7c streichen.
Proviande	Art.7c Abs.1	Die Formulierung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist schwer verständlich und nicht korrekt (siehe einleitende Ausführungen).	...können mit dem Hinweis “ohne GVO hergestellt“ oder “ohne deklarationspflichtige gentechnisch veränderte Futtermittel“ versehen ...
Proviande	Art. 7c Abs. 2	Die praktische Umsetzung von Art. 7c Abs. 2 ist zu komplex, da die Auslobung von der Bewilligung/Zulassung eines entsprechenden GVO-Erzeugnisses abhängig gemacht wird. Eine positive Auslobung des Verzichts auf GVO-Futtermittel muss z.B. auch für Fleisch von Tieren welche ausschliesslich mit Raufutter gefütterte wurden möglich sein. Anstelle der vorliegenden Regelung ist eine Positivdeklaration zu ermöglichen.	Art. 7c Abs. 2 streichen
Agro-Marketing Suisse AMS	7b, 1	Eine kürzere Angabe als „ohne Gentechnik hergestellt“ müsste möglich sein	Die Angabe „ohne GVO hergestellt“ müsste auch möglich sein

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Agro-Marketing Suisse AMS	7b, 2	Eine Auslobung sollte in jedem Fall möglich sein, sofern die Bestimmung nach Art. 7a eingehalten sind.	Der Absatz 7b, 2 sollte gelöscht werden
Agro-Marketing Suisse AMS	7c	Die Formulierung "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" ist viel zu lang und zu kompliziert.	Vereinfachung: "ohne GVO hergestellt"
Agro-Marketing Suisse AMS	7c, 2	Eine Auslobung sollte in jedem Fall möglich sein, somit erlaubt man eine einheitliche Handhabung und ist gegenüber den Konsumenten glaubwürdig.	Der Absatz 7c, 2 sollte gelöscht werden
Agro-Marketing Suisse AMS	7c, 3a	Der Anteil an 75% Massenprozent für eine Auslobung ist zu hoch.	Eine Anpassung auf 50% wären genügend
Agro-Marketing Suisse AMS		Es sollte keinen zusätzlichen administrativen Aufwand für den Landwirt hervorrufen.	Die Kontrollen und Überprüfung der GVO-freien Fütterung muss in einem bestehenden Kontrollsystem eingebunden werden
FROMARTE – Genossenschaft der Schweizer Käsespezialisten	Art. 7b Abs. 1 b.	Wir fordern, auf die verwirliche Differenzierung zwischen "ohne Gentechnik hergestellt" und "Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen" zu verzichten. Siehe dazu auch unsere Ausführungen unter den Allgemeinen Bemerkungen.	bei ihrer Herstellung keine Verarbeitungshilfsstoffe, Mikroorganismen, landwirtschaftliche Hilfsstoffe und Ausgangsprodukte verwendet wurden, die GVO sind, solche enthalten oder daraus gewonnen wurden; davon ausgenommen sind Tierarzneimittel <i>sowie Futtermittelzusatzstoffe</i> ; und
FROMARTE – Genossenschaft der Schweizer Käsespezialisten	Art. 7c	dito Bemerkungen zu Art. 7b Abs. 1 b.	Wir beantragen, den Art. 7c ersatzlos zu streichen.
Switzerland Cheese Marketing AG (SCM)	7b	Die in Art. 7c vorgesehenen Sonderregelungen für tierische Produkte sind nach dem Gesagten in die allgemeinen Bedingungen für die Kennzeichnung "ohne Gentechnik hergestellt" in Art. 7b zu integrieren. Hierzu ist darauf hinzuweisen, dass bestimmte Futtermittelzusätze, die mit Hilfe von gentechnisch veränderten Mikroorganismen hergestellt wurden, gleich wie die Tierarzneimittel toleriert werden.	Absatz 1 lit. b ...oder daraus gewonnen wurden; davon ausgenommen sind Tierarzneimittel <u>sowie Futtermittelzusatzstoffe, die mit Hilfe von gentechnisch veränderten Mikroorganismen produziert wurden</u> ; und...

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		<p>Im Hinblick auf eine Kennzeichnung „ohne Gentechnik hergestellt“ bei tierischen Lebensmitteln ist der Grundsatz, dass gleichartige Lebensmittel nach Schweizer Recht als GVO bewilligt sein müssen, aufzuheben. Gerade bei den tierischen Produkten sind die Konsumenten besonders sensibel und sie können die Unterscheidung aufgrund der Futterbasis nicht nachvollziehen. Beispielsweise wäre bei einer Fütterung ohne Sojaschrot (z.B. Fütterung der Milchkuh alleine mit Raufutter und Eiweisserbsen) eine Auslobung nicht möglich, bei Zugabe von Sojaschrot zum Futter demgegenüber schon.</p>	<p>Absatz 2 <u>Abgesehen von tierischen Produkten (Milch inkl. Käse, Fleisch, Eier, Fisch, Honig) darf der Hinweis nur verwendet werden, wenn Lebensmittel, Zusatzstoffe, Verarbeitungshilfsstoffe, Mikroorganismen, landwirtschaftliche Hilfsstoffe oder Ausgangsprodukte nach Absatz 1 Buchstabe a und b:</u></p> <p>a. ... b. ...</p>
Switzerland Cheese Marketing AG (SCM)	7c	<p>Nachdem in Artikel 7b die Anforderungen an Futtermittel zur Herstellung tierischer Erzeugnisse integriert und erweitert wurden, ist der Art. 7 c hinfällig und zu streichen</p>	Art. 7c streichen
Vereinigung Schweizerischer Futtermittelfabrikanten VSF	Artikel 7c	<p>Die VSF begrüsst Anstrengungen, die inländische Agrarproduktion ins richtige Licht zu stellen und die Zusatzleistungen anpreisen zu können. Der Vorschlag mit dem neuen Hinweis auf gentechfreie Fütterung ist aber realitätsfremd, täuscht die Konsumenten, führt zu Missbräuchen und ist nicht kontrollierbar. Der Markt wird die Mehrkosten der inländischen tierischen Produktion nicht abgelden.</p>	Artikel 7c ersatzlos streichen
Vereinigung Schweizerischer Futtermittelfabrikanten VSF	Artikel 7c	<p>Eventualantrag 1 Im Kommentar haben wir festgehalten, dass die VSF einen Eventualantrag vorschlägt, wenn an der neuen Auslobung festgehalten wird. Der Vollzug und die Kontrolle des Hinweises auf gentechfreie Fütterung sind nur für die inländische Tierproduktion möglich. Die übrigen Anträge zu Änderungsvorschlägen zu Artikel 7c fassen wir im Eventualantrag 2 zusammen. Sie gelten auch für Eventualantrag 1.</p>	<p>Abs. 1 Buchstabe c (neu) <i>Lebensmittel dürfen nur mit dem Hinweis versehen werden, wenn diese von Tieren stammen, die in der Schweiz gefüttert worden sind.</i></p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Vereinigung Schweizerischer Futtermittel-fabrikanten VSF	Artikel 7c	Eventualantrag 2 Wird an den Vorschlägen festgehalten und wird der Eventualantrag 1 (Beschränkung auf die Inlandproduktion) abgelehnt, so braucht es einen Artikel 7c, der klar ist und keine Widersprüche enthält.	—
Vereinigung Schweizerischer Futtermittel-fabrikanten VSF	Artikel 7c Abs. 1	Die Formulierung „Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen“ ist weder verständlich noch richtig. Wir verweisen auf unsere einleitenden Aussagen. Der vorgeschlagene Hinweis steht im Übrigen auch in Widerspruch zur Futtermittel-Verordnung und zur Futtermittelbuch-Verordnung.	...können mit dem Hinweis „Produktion ohne deklarationspflichtige GV-Futtermittel“ versehen... oder ...können mit dem Hinweis „Produktion ohne deklarationspflichtige gentechnisch veränderte Futtermittel“ versehen...
Vereinigung Schweizerischer Futtermittel-fabrikanten VSF	Artikel 7c Abs. 2	Der vorgeschlagene Art. 7c Abs. 2 ist logisch und folgerichtig. Der Absatz 2 bekräftigt die Stossrichtung, dass eine Auslobung eines Produktes nur möglich sein soll, wenn es vom Produkt auch eine zugelassene GVO-Variante gibt. Wenn nun beispielsweise Tiere ohne Sojaschrot, Maiskleber oder andere Futtermittel-Rohstoffe mit einer GVO-Variante gefüttert werden, so darf der Hinweis gemäss Art. 7c Abs. 1 nicht verwendet werden.	Kein Änderungsantrag. Art. 7c Abs. 2 gemäss Vorschlag belassen.
Vereinigung Schweizerischer Futtermittel-fabrikanten VSF	Artikel 7c Abs. 6 (neu)	Art. 7c, Abs. 1 verlangt richtigerweise eine lückenlose Dokumentation, dass Tiere keine deklarationspflichtige GV-Futtermittel gefressen haben. Dieser Nachweis wird in der Praxis sehr schwierig zu erbringen sein, insbesondere bei importierten tierischen Erzeugnissen. Die Kontrolle von im Ausland erstellten Dokumente ist unmöglich und die Vollzugsorgane der Lebensmittelgesetzgebung haben keine Möglichkeit, die Unterlagen zu verifizieren. Missbräuche sind unvermeidbar.	Abs. 6 (neu) <i>Das Departement erlässt Weisungen und Vorschriften über den Vollzug der Vorgabe der lückenlosen Dokumentation gemäss Art. 7c, Abs. 1</i>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		Die VSF erwartet vom Bundesrat eine Antwort, wie die Frage der lückenlosen Dokumentation geregelt wird.	
Fenaco Genossenschaft	Artikel 7 c)	Anpassung an die Vorgaben der Futtermittel- und der Futtermittelbuch-Verordnung betreffend GVO-Deklarationspflicht.	a. bei der Fütterung der für die Produktion verwendeten Nutztiere keine Futtermittel und keine Futtermittelzusatzstoffe eingesetzt wurden, welche gemäss Artikel 66 der Schweizerischen Futtermittel-Verordnung (FMV 916.307) als GVO gekennzeichnet werden müssen.
Fenaco Genossenschaft	Artikel 7 c)	Die Formulierung ist kompliziert und für den fachfremden Konsumenten kaum verständlich. Eine einfachere Wortwahl, angelehnt an diejenige des angrenzenden Auslandes ist nötig.	Auslobungsformulierung: "Produktion ohne gentechnisch verändertes Futter" (Franz.: „produit sans fourrage génétiquement modifié“) anwenden
UFA AG	Artikel 7 c)	Anpassung an die Vorgaben der Futtermittel- und der Futtermittelbuch-Verordnung betreffend GVO-Deklarationspflicht.	a. bei der Fütterung der für die Produktion verwendeten Nutztiere keine Futtermittel und keine Futtermittelzusatzstoffe eingesetzt wurden, welche gemäss Artikel 66 der Schweizerischen Futtermittel-Verordnung (FMV 916.307) als GVO gekennzeichnet werden müssen.
UFA AG	Artikel 7 c)	Die Formulierung ist kompliziert und für den fachfremden Konsumenten kaum verständlich. Eine einfachere Wortwahl, angelehnt an diejenige des angrenzenden Auslandes ist nötig.	Auslobungsformulierung: "Produktion ohne gentechnisch verändertes Futter" (Franz.: „produit sans fourrage génétiquement modifié“) anwenden
Schweizerische Arbeitsgruppe Gentechnologie SAG	Art. 7b Abs. 3a	Die Festlegung der Summe der Zutaten, welche als "ohne Gentechnik hergestellt" ausgezeichnet werden können, ist mit 75% willkürlich festgelegt. Wir plädieren hier, sich an das kürzlich verabschiedete Swissness-Gesetz anzulehnen. Dort wurde ein Mindestanteil an Schweizer Rohstoffen von 80 Prozent festgelegt, damit die charakteristischen Eigenschaften gegeben sind.	...,am Enderzeugnis mindesten 80 Massenprozent beträgt;

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Schweizerische Arbeitsgruppe Gentechnologie SAG	Art. 7c Abs. 1c	Es fehlt eine Definition der Zeitspanne, seit der die Fütterung ohne gentechnisch veränderte Pflanzen erfolgte oder zu erfolgen hat. Ein Zeitangabe ist notwendig, um die Glaubwürdigkeit der Deklaration beim Verbraucher zu gewährleisten.	Zeitspanne ohne die Fütterung ohne gentechnisch veränderte Pflanzen: 1. Geflügel: ab dem dritten Tag 2. Rinder: von Geburt an 3. Schweine: von Geburt an 4. Kleine Wiederkäuer: von Geburt an 5. Andere Tiere: von der Geburt
Schweizerische Arbeitsgruppe Gentechnologie SAG	7c Ab 2	Die Kennzeichnung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» muss auch für alle tierischen Produkte möglich sein, bei denen der Einsatz von gentechnisch veränderten Futtermittelpflanzen möglich wäre. Die Bezeichnung muss auch für alle Labels, die in ihren Bestimmungen die Verwendung von gentechnisch veränderten Pflanzen ausschliessen, erlaubt sein. Denn es kann nicht erwartet werden dass die Konsumentinnen und Konsumenten die Bestimmungen der einzelnen Labels kennen. Wenn nur ein Teil der angebotenen gentechfreien tierischen Produkte die Bezeichnung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» anwenden dürften, könnte dies zu einer Verunsicherung bei den Konsumentinnen und Konsumenten führen und damit auch zu einer Benachteiligung der entsprechenden Labelprodukte. Das gleiche gilt für Haltungssysteme oder Produktionsformen, welche freiwillig auf die Zufütterung von Getreidefuttermittel verzichten. Art. 10 Abs. 2 Bst. b der Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständeverordnung darf nicht massgebend für die Auslobung sein, da sonst nur konventionelle Produktion die Kennzeichnung anwenden kann.	
Schweizerische Arbeitsgruppe Gentechnologie SAG	7 c neu	In dieser Verordnung fehlt eine Erwähnung von Produkten aus der Imkerei, auch diese sind tierischen Ursprungs. Die SAG schlägt eine pragmatische Lösung vor, wie sie bereits in Frankreich existiert, bsw "Imkerei ohne GVO in einem Umkreis von 5 km."	Der Hinweis: "ohne GVO im Umkreis von 5 km" ist beschränkt auf Honig und andere Lebensmittel aus der Imkerei, wenn diese: a) aus einem Bienenstock stammen, bei dem in einem Umkreis von 3 km Nektar und Pollen nur

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
			von nicht gentechnisch veränderten Pflanzenarten stammen können, b) aus Bienenstöcken, bei denen für Bienen nur Zusatznahrung verwendet wurde, die Anforderungen im Sinne von Artikel 7b erfüllen.
Schweizerische Arbeitsgruppe Gentechnologie SAG	Art. 7c Abs. 3a	Siehe Bemerkung unter Art. 7b Abs. 3a	...,am Enderzeugnis mindesten 80 Massenprozent beträgt;
Coordination romande sur le génie génétique - StopOGM	7c al 1	<p>La formulation « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées » est trop compliquée pour un consommateur moyen. Nous proposons une formulation plus compréhensible qui inclut tout aliment à base de plantes, qu'il s'agisse de graines, de tourteaux ou d'autres résidus ou produits végétaux mélangés, moulues etc.</p> <p>La formulation « nourri sans plantes OGM » serait certainement la mieux comprise par les consommateurs, bien qu'elle ne soit linguistiquement pas correcte.</p> <p>Les formulations proposées peuvent éventuellement être complétées par l'espèce animale concernée (p.ex. « vaches nourries sans plantes génétiquement modifiées » pour les produits laitiers, « poules nourries sans plantes génétiquement modifiées » pour les œufs)</p>	« nourri sans plantes génétiquement modifiées » ou « nourri sans plantes transgéniques » ou « nourri sans plantes GM ».
Coordination romande sur le génie génétique - StopOGM	7c nouveau	Il manque la définition de la période sans affouragement avec des plantes GM. Il faut définir ici cette durée afin que la mention positive soit crédible pour les consommateurs.	<p>Période sans recours aux aliments à base de plantes génétiquement modifiées :</p> <p>11. Volaille : à partir du troisième jour 12. Bovins : à partir de la naissance 13. Porcs : à partir de la naissance 14. Petits ruminants : à partir de la naissance 15. Autres animaux : à partir de la naissance</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
Coordination romande sur le génie génétique - StopOGM	7c al 2	<p>Les consommateurs ne sont pas au courant de toutes les méthodes d'élevage ou des variétés autorisées et/ou cultivées dans le monde.</p> <p>StopOGM estime que tous les produits d'origine animale doivent pouvoir porter l'indication « nourri sans plantes génétiquement modifiées », même si la vache a uniquement brouté de l'herbe ou si la poule a picoré de l'orge et non du maïs. Fragmenter encore le marché, n'amènerait ni la transparence ni la sécurité de droit visées.</p> <p>Par ailleurs, les agriculteurs doivent pouvoir valoriser les produits d'origine animale « nourri sans plantes génétiquement modifiées » non seulement sur le marché intérieur mais également sur le marché international, notamment face aux produits européens qui portent déjà ce genre de mention positive. La référence pour l'étiquetage de la mention « produit sans recours à des plantes fourragères génétiquement modifiées » doit être la disponibilité au niveau international d'un produit pouvant être étiqueté « sans OGM. »</p>	7c al 2 : biffer
Coordination romande sur le génie génétique - StopOGM	7c al 3 let a	Pour les consommateurs il est important que des produits à base de viande comme des saucisses ou des pâtés puissent porter cette information. La teneur minimale doit être définie de manière à inclure notamment les spécialités traditionnelles.	
Coordination romande sur le génie génétique - StopOGM	7 nouveau	Il manque dans cette ordonnance une mention concernant les produits issus de l'apiculture, également d'origine animale. StopOGM propose une solution spatiale pragmatique telle qu'elle existe en France, p. ex. « apiculture sans OGM dans un rayon de 5 km ».	La mention : « sans OGM dans un rayon de 5 km » est réservée au miel et aux autres aliments issus de l'apiculture qui, tout à la fois : <ul style="list-style-type: none"> e. Proviennent de ruches situées de telle façon que, dans un rayon de 5 km autour de leur emplacement, les sources de nectar et

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
			de pollen soient constituées d'espèces végétales non génétiquement modifiées ; f. Proviennent de ruches dans lesquelles les aliments complémentaires pour les abeilles, utilisés le cas échéant, répondent aux exigences mentionnées à l'art. 7b
Kleinbauern-Vereinigung, VKMB	Art. 7b Abs. 3a	Die Festlegung der Summe der Zutaten, welche als "ohne Gentechnik hergestellt" ausgezeichnet werden können, ist mit 75% willkürlich festgelegt. Wir plädieren hier, sich an das kürzlich verabschiedete Swissness-Gesetz anzulehnen. Dort wurde ein Mindestanteil an Schweizer Rohstoffen von 80 Prozent festgelegt, damit die charakteristischen Eigenschaften gegeben sind.	...,am Enderzeugnis mindesten 80 Massenprozent beträgt;
Kleinbauern-Vereinigung, VKMB	Art. 7c Abs. 1c	Es fehlt eine Definition der Zeitspanne, seit der die Fütterung ohne gentechnisch veränderte Pflanzen erfolgte oder zu erfolgen hat. Ein Zeitangabe ist notwendig, um die Glaubwürdigkeit der Deklaration beim Verbraucher zu gewährleisten.	Zeitspanne ohne die Fütterung ohne gentechnisch veränderte Pflanzen: 1. Geflügel: ab dem dritten Tag 2. Rinder: von Geburt an 3. Schweine: von Geburt an 4. Kleine Wiederkäuer: von Geburt an 5. Andere Tiere von Geburt an
Kleinbauern-Vereinigung, Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden. VKMB	7c Ab 2	Die Kennzeichnung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» muss auch für alle tierischen Produkte möglich sein bei denen der Einsatz von gentechnisch veränderten Futtermittelpflanzen möglich wäre. Die Bezeichnung muss auch für alle Labels, die in ihren Bestimmungen die Verwendung von gentechnisch veränderten Pflanzen ausschliessen, erlaubt sein. Denn es kann nicht erwartet werden dass die Konsumentinnen und Konsumenten die Bestimmungen der einzelnen Labels kennen. Wenn nur ein Teil der angebotenen gentechfreien tierischen Produkte die Bezeichnung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» anwenden dürften, könnte dies zu einer Verunsicherung bei den Konsumentinnen und Konsumenten führen und damit	

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
		auch zu einer Benachteiligung der entsprechenden Labelprodukte. Das gleiche gilt für Haltungssysteme oder Produktionsformen, welche freiwillig auf die Zufütterung von Getreidefuttermittel verzichten. Art. 10 Abs. 2 Bst. b der Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständeverordnung darf nicht massgebend für die Auslobung sein, da sonst nur konventionelle Produktion die Kennzeichnung anwenden kann.	
Kleinbauern-Vereinigung, VKMB	7 c neu	In dieser Verordnung fehlt eine Erwähnung von Produkten aus der Imkerei, auch diese sind tierischen Ursprungs. Die Kleinbauern-Vereinigung schlägt eine pragmatische Lösung, wie sie bereits in Frankreich existiert, vor bsw "Imkerei ohne GVO in einem Umkreis von 5 km."	Der Hinweis: "ohne GVO im Umkreis von 5 km" ist beschränkt auf Honig und andere Lebensmittel aus der Imkerei, wenn diese: a) aus einem Bienenstock stammen, bei dem in einem Umkreis von 3 km Nektar und Pollen nur von nicht gentechnisch veränderten Pflanzenarten stammen können, b) aus Bienenstöcken, bei denen für Bienen nur Zusatznahrung verwendet wurde, die Anforderungen im Sinne von Artikel 7b erfüllen.
Kleinbauern-Vereinigung, VKMB	Art. 7c Abs. 3a	Siehe Bemerkung unter Art. 7b Abs. 3a	...,am Enderzeugnis mindesten 80 Massenprozent beträgt;
Schweizer Tierschutz STS	Art. 7b Abs. 3a	Die Festlegung der Summe der Zutaten, welche als "ohne Gentechnik hergestellt" ausgezeichnet werden können, ist mit 75% willkürlich festgelegt. Wir plädieren hier, sich an das kürzlich verabschiedete Swissness-Gesetz anzulehnen. Dort wurde ein Mindestanteil an Schweizer Rohstoffen von 80 Prozent festgelegt, damit die charakteristischen Eigenschaften gegeben sind.	...,am Enderzeugnis mindesten 80 Massenprozent beträgt;
Schweizer Tierschutz STS	Art. 7c Abs. 1c	Es fehlt eine Definition der Zeitspanne, seit der die Fütterung ohne gentechnisch veränderte Pflanzen erfolgte oder zu erfolgen hat. Ein Zeitangabe ist notwendig, um die Glaubwürdigkeit der Deklaration beim Verbraucher zu gewährleisten.	Zeitspanne ohne die Fütterung ohne gentechnisch veränderte Pflanzen: 1. Geflügel: ab dem dritten Tag 2. Rinder: von Geburt an

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
			3. Schweine: von Geburt an 4. Kleine Wiederkäuer: von Geburt an 5. Andere Tiere: von der Geburt
Schweizer Tierschutz STS	7c Ab 2	<p>Die Kennzeichnung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» muss auch für alle tierischen Produkte möglich sein, bei denen der Einsatz von gentechnisch veränderten Futtermittelpflanzen möglich wäre. Die Bezeichnung muss auch für alle Labels, die in ihren Bestimmungen die Verwendung von gentechnisch veränderten Pflanzen ausschliessen, erlaubt sein. Denn es kann nicht erwartet werden dass die Konsumentinnen und Konsumenten die Bestimmungen der einzelnen Labels kennen. Wenn nur ein Teil der angebotenen gentechfreien tierischen Produkte die Bezeichnung «Produktion ohne gentechnisch veränderte Futterpflanzen» anwenden dürften, könnte dies zu einer Verunsicherung bei den Konsumentinnen und Konsumenten führen und damit auch zu einer Benachteiligung der entsprechenden Labelprodukte. Das gleiche gilt für Haltungssysteme oder Produktionsformen, welche freiwillig auf die Zufütterung von Getreidefuttermittel verzichten.</p> <p>Art. 10 Abs. 2 Bst. b der Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständeverordnung darf nicht massgebend für die Auslobung sein, da sonst nur konventionelle Produktion die Kennzeichnung anwenden kann.</p>	
Schweizer Tierschutz STS	7 c neu	<p>In dieser Verordnung fehlt eine Erwähnung von Produkten aus der Imkerei, auch diese sind tierischen Ursprungs. Die SAG schlägt eine pragmatische Lösung vor, wie sie bereits in Frankreich existiert, bsw "Imkerei ohne GVO in einem Umkreis von 5 km."</p>	<p>Der Hinweis: "ohne GVO im Umkreis von 5 km" ist beschränkt auf Honig und andere Lebensmittel aus der Imkerei, wenn diese:</p> <p>a) aus einem Bienenstock stammen, bei dem in einem Umkreis von 3 km Nektar und Pollen nur von nicht gentechnisch veränderten Pflanzenarten stammen können,</p>

Organisation	Article	Commentaires / Remarques	Propositions de modifications (du texte)
			b) aus Bienenstöcken, bei denen für Bienen nur Zusatznahrung verwendet wurde, die Anforderungen im Sinne von Artikel 7b erfüllen.
Schweizer Tierschutz STS	Art. 7c Abs. 3a	Siehe Bemerkung unter Art. 7b Abs. 3a	...,am Enderzeugnis mindesten 80 Massenprozent beträgt;

Annexe 1 : Liste des destinataires

Autorités cantonales et autorités de la Principauté de Liechtenstein

- Staatskanzlei des Kantons Zürich
- Staatskanzlei des Kantons Bern
- Staatskanzlei des Kantons Luzern
- Standeskanzlei des Kantons Uri
- Staatskanzlei des Kantons Schwyz
- Staatskanzlei des Kantons Obwalden
- Staatskanzlei des Kantons Nidwalden
- Regierungskanzlei des Kantons Glarus
- Staatskanzlei des Kantons Zug
- Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg
- Staatskanzlei des Kantons Solothurn
- Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt
- Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft
- Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen
- Kantonskanzlei des Kantons Appenzell Ausserrhoden
- Ratskanzlei des Kantons Appenzell Innerrhoden
- Staatskanzlei des Kantons St. Gallen
- Standeskanzlei des Kantons Graubünden
- Staatskanzlei des Kantons Aargau
- Staatskanzlei des Kantons Thurgau
- Cancelleria dello Stato del Cantone Ticino
- Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud
- Chancellerie d'Etat du Canton du Valais
- Chancellerie d'Etat du Canton de Neuchâtel
- Chancellerie d'Etat du Canton de Genève
- Chancellerie d'Etat du Canton du Jura
- Konferenz der Kantonsregierungen (KdK)
- Conférence des gouvernements cantonaux (CdC)
- Conferenza dei Governi cantonali (CdC)
- Landesverwaltung Fürstentum Liechtenstein

Partis représentés à l'Assemblée fédérale

- Bürgerlich-Demokratische Partei BDP
- Christlichdemokratische Volkspartei CVP
- Christlich-soziale Partei Obwalden csp-ow
- Christlichsoziale Volkspartei Oberwallis
- Evangelische Volkspartei der Schweiz EVP
- FDP. Die Liberalen
- Grüne Partei der Schweiz GPS
- Grünliberale Partei glp
- Lega dei Ticinesi (Lega)
- Mouvement Citoyens Romand (MCR)
- Schweizerische Volkspartei SVP
- Sozialdemokratische Partei der Schweiz SPS

Associations faitières suisses des communes, des villes et des régions de montagne

- Schweizerischer Gemeindeverband
- Schweizerischer Städteverband
- Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete

Autres organisations et institutions

- Agro Marketing Suisse AMS
- Akademie der Naturwissenschaften Schweiz
- Aldi Suisse
- Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture AGORA
- Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI
- Aviforum
- Bio Inspecta
- BIO SUISSE Vereinigung Schweizer Bio-Landbauorganisationen
- BISCOSUISSE Schweizerischer Verband der Backwaren- und Zuckerwaren-Industrie
- Branchenorganisation Butter
- Branchenorganisation Schweizer Milchpulver BSM
- Chocosuisse Verband Schweizerischer Schokoladefabrikanten
- Coop Schweiz
- Dachverband Schweizerischer Müller DSM
- Dachverband Schweizerischer Spezialmühlen DASS
- Schweizerischer Demeter-Verband
- Denner AG
- economiesuisse
- Verband der Schweizer Unternehmen
- Fédération Romande des Consommateurs FRC
- fenaco
- Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie FIAL
- FROMARTE
- Die Schweizer Käsespezialisten
- GalloSuisse Vereinigung der Schweizer Eierproduzenten
- Gastrosuisse
- Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren GSLI
- Interessengemeinschaft Detailhandel Schweiz IG DHS
- IP-Suisse Schweizerische Vereinigung integriert produzierender Bauern und Bäuerinnen
- KAGfreiland
- Kleinbauern-Vereinigung VKMB
- Konsumentenforum kf
- Lidl Schweiz
- Migros-Genossenschafts-Bund
- Proviande
- Schweizer Detaillistenverband SDV
- Schweizer Fleisch-Fachverband SFF
- Schweizer Geflügelproduzenten SGP
- Schweizer Milchproduzenten SMP
- Schweizer Verband für Spital-, Heim- und Gemeinschafts- gastronomie SVG
- Schweizerische Arbeitsgruppe Gentechnologie SAG
- Schweizerische Genossenschaft der Weich- und Halbhartkäsefabrikanten SGWH
- Schweizerische Vereinigung zur Förderung der AOC-IGP
- Schweizerischer Bäcker-Confiseurmeister-Verband SBC

- Schweizerischer Bauernverband SBV
- Schweizerischer Getreideproduzentenverband SGPV
- Schweizerischer Gewerbeverband SGV
- Schweizerischer Obstverband
- Schweizerischer Verband der Lebensmittel-Detaillisten Veledes
- Scienceindustries Schweizer Wirtschaftsverband Chemie Pharma Biotech
- SPAR Handels AG
- Stiftung für Konsumentenschutz SKS
- StopOGM
- suisseporcs Schweizerischer Schweinezucht- und Schweineproduzentenverband
- Swiss Biotech Association
- Swiss Convenience Food Association SCFA
- Swiss Granum
- Swiss Retail Federation SRF
- Swisscofel
- SwissOlio Verband Schweizerischer Hersteller von Speiseölen, Speisefetten und Margarine
- SwissPasta Vereinigung der Schweizerischen Teigwarenindustrie
- Switzerland Cheese Marketing AG
- Uniterre
- Verband der Getreidesammelstellen der Schweiz VGS
- Verband der Hersteller von Bäckerei- und Konditoreihalbfabrikaten VHK
- Verband der Kantonschemiker der Schweiz VKCS
- Herr Dr. Otmar Deflorin
- Kantonales Laboratorium Bern
- Verband der Schweizerischen Schmelzkäseindustrie SESK
- Verband des Schweizerischen Getreide- und Futtermittelhandels VSGF
- Verband Schweizerischer Geflügel- und Wild-Importeure
- Verband Schweizer Gemüseproduzenten
- Vereinigung der Schweizerischen Milchindustrie VMI
- Vereinigung Schweizerischer Futtermittelfabrikanten VSF
- Vereinigung Schweizerischer Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen
- VSIG Handel Schweiz

Annexe 2 : Statistiques

Nombre de participants

Catégorie	Total des destinataires	Prises de position des destinataires	Prises de position d'autres organisations	Total des prises de position
Autorités cantonales				
Cantons et Principauté de Liechtenstein	28	24	0	24
Autres organisations				
Partis politiques	12	3	0	3
Associations (agriculture, lait et viande)	38	17	6	23
Organisations de consommateurs	4	4	0	4
Industrie (commerce de détail, entreprises individuelles)	25	10	2	12
Associations de producteurs d'aliments pour animaux et entreprises individuelles	3	3	1	4
Autres (protection de la nature, associations concernant le génie génétique, petits paysans)	3	3	4	7
Associations intercantionales (chimistes cantonaux, inspecteurs des denrées alimentaires, CdC, + CFBS)	2	2	1	3
Total	115	66	14	80

Vue d'ensemble des partisans et des opposants

Pour : approuvent la révision

Partagés : sont favorables à la possibilité d'une indication supplémentaire, mais estiment que les modifications ne vont pas assez loin ou qu'elles sont trop compliquées

Contre : craignent un fort accroissement du travail pour les organes d'exécution, le potentiel d'abus et la violation du principe de l'interdiction de la tromperie.

Catégories	Nombre de prises de position			
		Pour	Partagés	Contre
Autorités cantonales				
Cantons & Principauté de Liechtenstein	24	3	1	20
Autres organisations				
Partis politiques	3	1	0	2
Associations (surtout agricoles)	23	7	12	4
Organisations de consommateurs	4	2	0	2
Industrie (commerce de détail, entreprises individuelles, associations)	12	3	3	6
Associations de producteurs d'aliments pour animaux et entreprises individuelles	4	2	1	1
Autres (protection de la nature, associations concernant le génie génétique, petits paysans)	7	1	3	3
Associations des chimistes cantonaux, inspecteurs des denrées alimentaires, etc.	3	0	1	2
Total	80	19	21	40